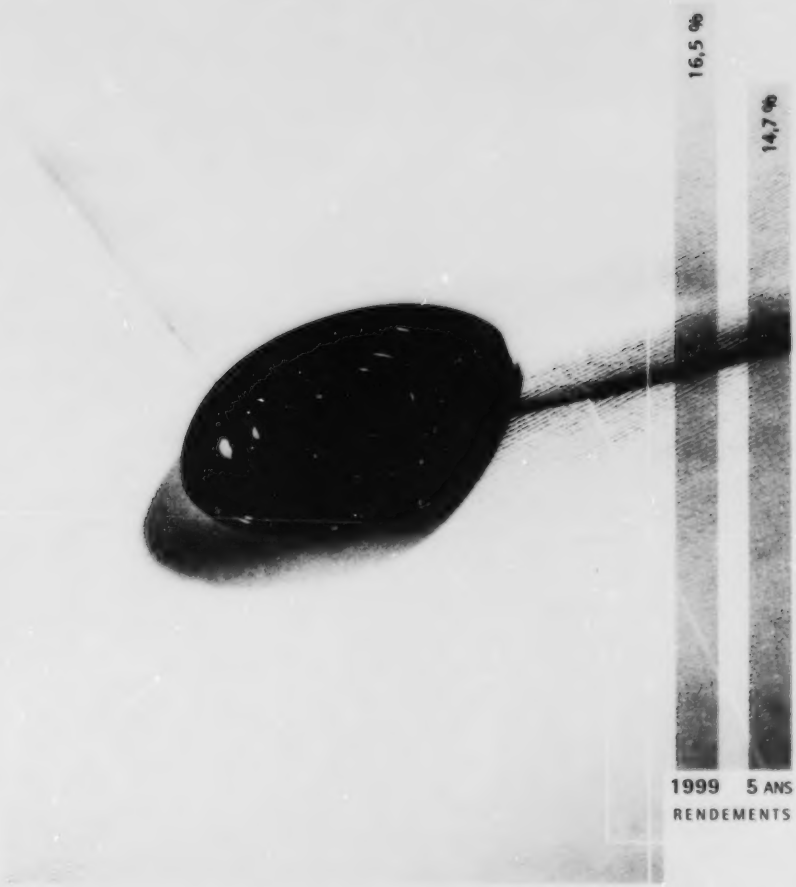


CONTRIBUTION AU DYNAMISME DE L'ÉCONOMIE

Caisse
de dépôt
et placement
du Québec

Contribuer à l'essor de l'économie de multiples façons

C'est en 1965 que l'Assemblée nationale adoptait la loi constituant la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui célèbre ses 35 ans en l'an 2000.

Créée à l'origine pour gérer les fonds du Régime des rentes du Québec, dont le premier dépôt a été de 1 million de dollars, la Caisse s'est par la suite vu confier la gestion des fonds de plusieurs autres déposants, caisses de retraite et régimes d'assurances publics. À la fin de 1999, ses fonds sous gestion dépassaient 105 milliards de dollars.

Dès le départ, il est clair que la Caisse est appelée à devenir un instrument névralgique d'appui à l'essor économique du Québec. Sa mission première consiste à gérer les fonds qui lui sont confiés pour en obtenir un rendement optimal, tout en contribuant au dynamisme de l'économie locale.

Tout au long de son histoire, l'institution a su conjuguer ses multiples contributions au développement du Québec au respect intégral de sa mission première. Si cet objectif est fondamentalement demeuré le même à ce jour, les moyens de le poursuivre ont, quant à eux, évolué au rythme des changements qui ont marqué le Québec.

La contribution globale que la Caisse apporte à l'essor de l'économie du Québec peut être considérée sous trois angles différents.

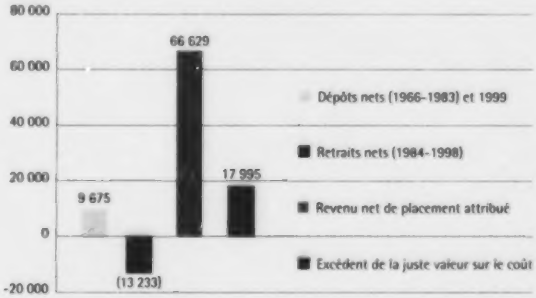
1. Faire fructifier les avoirs de ses déposants, une vingtaine de régimes de retraite et d'assurances publics, ainsi que ceux de ses clients, tant locaux qu'étrangers. Les rendements qu'elle obtient contribuent à la santé financière des régimes et à la sécurité économique des cotisants à ces régimes.
2. Créer et gérer des outils financiers qui répondent aux besoins des acteurs des secteurs privé et public, entreprises et gouvernements, qui poursuivent leurs activités au Québec ou qui souhaitent se tailler une place sur la scène internationale.
3. Influencer et soutenir les intérêts de la communauté québécoise et le dynamisme de ses acteurs économiques, tant par ses façons de faire que par certaines prises de positions publiques dans des domaines où elle exerce une influence.

I. Des rendements qui contribuent à la sécurité et à l'enrichissement des Québécois

En 1999, l'ensemble des déposants de la Caisse n'ont effectué des dépôts nets que de l'ordre de 1,2 millions de dollars. Pourtant, leur actif net s'accroissait globalement de 12,5 milliards. Cette croissance est attribuable au rendement global de 16,5 % atteint cette année, lequel a procuré des revenus de placement de 11,3 milliards. Ce revenu excède de quelque 1,6 milliard celui qui aurait été obtenu si les diverses équipes de la Caisse n'avaient que reproduit, sans chercher à les dépasser, les indices de référence des différentes catégories d'actif qui composent le portefeuille global.

Ainsi, les revenus de placement des cinq dernières années totalisent 40,5 milliards de dollars, lesquels ont été inscrits aux bilans des déposants. Pendant cette même période, les retraits nets de ces derniers ont excédé leurs dépôts de 4,3 milliards. Heureusement, cette tendance, qui se maintenait depuis 1984 - retraits excédant les dépôts - s'est légèrement renversée en 1999. Cette nouvelle réalité devrait se poursuivre au cours des années à venir.

Valeur ajoutée depuis 1966 à l'avoir des déposants
en millions de dollars



Les déposants ont fait des retraits nets supérieurs à leurs dépôts nets et ont néanmoins un avoir net de 81 066 G$ au 31 décembre 1999.

Toutefois, les revenus de placement conserveront quand même une place prépondérante dans le financement des régimes publics de rentes et d'assurances, ainsi que des caisses de retraite. Dans ces circonstances, il sera également de plus en plus important de dégager des rendements élevés et de maintenir des niveaux acceptables de risque pour assurer la sécurité économique et financière des millions de Québécois, cotisants ou prestataires des différents régimes dont la Caisse gère les fonds.

C'est dans cette perspective que doit être évalué la performance de la Caisse, qui est maintenant solidement installée parmi les meilleurs gestionnaires de fonds des Amériques. En 1999, ses équipes de placement se sont encore distinguées et ont surpassé les indices de référence dans tous les portefeuilles spécialisés composant le portefeuille global, et ce, dans des marchés très difficiles à battre.

Des équipes dont la compétence est reconnue

C'est pourquoi la Caisse porte une attention constante à la compétence et à la formation continue de ses équipes dans tous les domaines. Ainsi, 157 de ses 264 employés possèdent un diplôme universitaire, 65 d'entre eux ont un doctorat ou une maîtrise. En outre, 43 employés détiennent le titre réputé d'analyste financier agréé (CFA), et 50 autres poursuivent actuellement leurs études en vue de l'obtenir; il s'agit là de l'une des plus fortes concentrations d'experts de cette profession au Canada. Une quarantaine d'employés possèdent un titre professionnel en comptabilité (CA, CGA, CMA), ce qui permet à l'institution de s'appuyer sur une équipe hors pair en matière de comptabilité, de finance et de soutien à la gestion de portefeuille. Enfin, une centaine d'employés ont participé à des programmes de formation sur mesure au cours de la dernière année.

Au nombre d'employés réguliers de la Caisse, il convient d'en ajouter 134, qui oeuvrent à l'intérieur des filiales du groupe des participations.

Par ailleurs, l'institution offre des programmes de stages à de nouveaux diplômés universitaires dans les domaines liés à ses activités. Ces stages visent à préparer une relève de qualité. Ainsi en 1999, 58 diplômés ont pu acquérir une expérience pertinente au sein des diverses équipes de travail.

Ce souci de compétence et d'excellence est non seulement rentable, mais de plus en plus reconnu.

Par exemple, une enquête réalisée en décembre 1999 par la firme britannique Tempest Consultants auprès des plus grandes entreprises canadiennes, dont la capitalisation boursière représente 77 % du TSE 300, a identifié cinq employés de la Caisse parmi les vingt meilleurs gestionnaires individuels de portefeuille au pays.

Au cours de la même enquête, les administrateurs de ces entreprises ont placé la Caisse au second rang de tous les gestionnaires de fonds au chapitre de la qualité du travail et des relations avec les gestionnaires, surpassée seulement par un gestionnaire américain.

C'est ainsi que la qualité des services conseil et de gestion dispensés par les équipes de la Caisse, conjuguées aux politiques de placement, contribuent à la création de valeur par des rendements supérieurs aux standards du marché. Pour la Caisse de dépôt et placement du Québec, le fait de s'acquitter avec efficacité de sa mission première constitue en soi sa principale contribution au développement de l'économie du Québec et à l'enrichissement collectif.

II. Des outils de financement qui répondent aux besoins de l'économie québécoise

La Caisse a toujours cherché, dans le respect de ses objectifs en matière de rendement et de risque, à répondre aux besoins de financement qui généreront les meilleures retombées pour le Québec. Or, ce dernier a profondément changé au cours des 35 dernières années. Les stratégies et les outils de financement ont dû être adaptés en conséquence.

Durant les premières années de son existence, l'institution était principalement appelée à soutenir le financement des grands projets d'infrastructures et des réseaux de services publics jugés nécessaires à la création d'une économie moderne. Ces projets étaient souvent menés par les administrations publiques qui exerçaient une pression importante sur la demande de capitaux financiers.

Il était donc normal qu'à cette époque, la Caisse gère un portefeuille global dominé par des obligations d'émetteurs tels que le gouvernement du Québec, Hydro-Québec, et les municipalités et commissions scolaires québécoises. Les besoins en capitaux de ces émetteurs publics ont toutefois atteint un sommet au cours des années 80, avant de commencer à chuter au cours des années 90. En effet, les grands projets d'infrastructures lancés dans les années 60 étaient alors largement achevés et les réseaux de services publics atteignaient une certaine maturité. Par ailleurs, les préoccupations croissantes liées à l'endettement des administrations publiques, ainsi que la volonté de limiter le fardeau fiscal des contribuables, menaient les gouvernements à réduire, puis à éliminer leurs déficits courants. Ces politiques ont eu pour effet de restreindre l'appel de capitaux provenant de l'ensemble du secteur public canadien et québécois.

La Caisse est le principal détenteur de titres obligataires du secteur public québécois et son programme d'achat d'obligations du secteur public sur le marché primaire a atteint 2,7 milliards de dollars en 1999, ce qui représente 29 % des émissions québécoises en devises canadiennes.

Les portefeuilles obligataires de la Caisse, d'une valeur totale de 31,4 milliards de dollars au 31 décembre dernier, comprennent des titres d'émetteurs publics ou parapublics québécois pour une valeur de 19,3 milliards de dollars.

L'appui aux entreprises en croissance constante

Pendant ce temps, le secteur privé québécois - et en particulier une nouvelle génération de petites et moyennes entreprises - s'affirmait de plus en plus comme le principal moteur de l'économie du Québec. À partir des années 80, les besoins de développement de ces entreprises devaient prendre le pas sur ceux du secteur public. La récession du début des années 80, qui a entraîné de très sévères restrictions aux conditions de crédit des entreprises, allait souligner l'importance de créer de nouveaux instruments de financement adaptés aux besoins de celles-ci. La Caisse a su profiter de cette période difficile pour démarrer ses activités sur le marché du placement négocié, et a permis, ce faisant, à plusieurs entreprises québécoises dont le potentiel était jugé intéressant, non seulement de survivre à cette conjoncture difficile, mais de jeter les bases d'une croissance dont allaient bénéficier leurs actionnaires et l'ensemble de la société québécoise.

Au cours des années subséquentes, la Caisse a graduellement intensifié ses activités de financement auprès du secteur privé, aussi bien sur les grands marchés traditionnels que sur celui, plus novateur, des placements négociés. D'une part, elle a accru la proportion des actions - en particulier des actions canadiennes et québécoises - dans son portefeuille global; elle gère maintenant le plus grand portefeuille d'actions canadiennes et québécoises au Canada. D'autre part, elle a développé une expertise particulière dans le financement privé des entreprises à la suite de la mise sur pied, en 1995, de ses premières filiales de participations.

Aujourd'hui, la Caisse dispose d'une impressionnante « boîte à outils » financière qui lui permet d'appuyer le développement des entreprises du Québec.

- En 1997, l'Assemblée nationale adoptait un amendement à sa loi constitutive qui haussait à 70 % le plafond de l'actif détenu en actions. En plus de lever un obstacle majeur qui limitait les rendements des actifs de ses déposants, cette décision permettait dorénavant à la Caisse d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques de placement plus souples et mieux adaptées aux besoins de financement d'une économie moderne.
- Le réseau de filiales de participations s'est considérablement enrichi au cours des cinq dernières années. Il compte aujourd'hui six sociétés qui gèrent un actif totalisant 12 milliards de dollars, soit 12 % de l'actif total des déposants, et ce portefeuille affiche une croissance annuelle moyenne de 40 % depuis 1995.
- La Caisse est très active auprès des PME québécoises. Le portefeuille global des participations comprend 388 investissements dans des entreprises québécoises. 70 % de ces investissements sont inférieurs à 5 millions de dollars. Cela illustre bien l'importance des petites et moyennes entreprises dans les stratégies d'investissements de l'institution au Québec.
- Son réseau régional Accès Capital, composé de douze bureaux d'affaires, couvre maintenant l'ensemble du territoire québécois, depuis l'ouverture en 1999 des bureaux Laval-Laurentides-Lanaudière et Outaouais. Chacun de ces bureaux s'est vu confier une enveloppe de 10 millions de dollars et constitue la porte d'entrée aux services et produits de la Caisse et de ses filiales. Ils assurent également un lien direct avec une douzaine de centres de parrainage et d'incubateurs d'entreprises reconnus par la Caisse à la grandeur du Québec.
- En 1999, les filiales de participations ont autorisé des investissements de 1,6 milliard de dollars dans divers secteurs de l'activité économique au Québec, ce qui représente une hausse de 102 % par rapport à l'année précédente.
- Les filiales de participations gèrent aujourd'hui le plus important portefeuille de placements négociés au Canada et leurs différentes équipes spécialisées sont en mesure de répondre aux besoins particuliers de plusieurs créneaux d'entreprises dans tous les secteurs de l'économie.
  - Capital d'Amérique vise les moyennes et les grandes entreprises, à qui elle propose un large éventail de produits de financement, notamment, des participations au capital-actions et divers titres d'emprunt.
  - Capital Communications offre des services équivalents aux entreprises du secteur des télécommunications et des médias. Elle propose également des produits de financement spécialement adaptés aux entreprises du secteur culturel québécois.
  - Sofinov se spécialise dans le capital de risque à l'intention des entreprises de technologie de pointe (technologies industrielles et de l'information, biotechnologies et santé). Que ce soit directement ou par l'intermédiaire de sa société T^2C^2 (détenue conjointement avec Innovatech du Grand Montréal et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec), Sofinov intervient à toutes les étapes du développement des entreprises, depuis le prédémarrage jusqu'aux premiers appels publics à l'épargne, et conjugue ses activités de financement avec des conseils techniques aux entrepreneurs.

C'est ainsi qu'en plus d'investir 150 millions de dollars dans l'entreprise québécoise Axcan Pharma de Mont Saint-Hilaire, Sofinov l'a accompagnée à toutes les étapes de son acquisition de l'entreprise américaine Scandipharm, ce qui a fait d'Axcan la première société pharmaceutique québécoise à posséder sa propre force de vente aux États-Unis.

- Services financiers CDPQ a pour mission d'appuyer le développement du secteur financier au Québec par des investissements dans des firmes au potentiel intéressant et par l'octroi de mandats de gestion à des équipes qui poursuivent leurs activités au Québec.
- Fer de lance des activités internationales de la Caisse, Capital International a pour mandat de soutenir les entreprises québécoises qui désirent se tailler une place sur la scène internationale ou y diversifier leurs activités. En 1999, son groupe Expordev a fait l'acquisition de Sovebec, une entreprise de la région de Québec spécialisée dans la commercialisation du bois d'œuvre et de produits dérivés du bois. Grâce à Sovebec, qui compte déjà un bon réseau de contacts d'affaires et une clientèle appréciable, on entend faciliter l'accès des marchés internationaux aux fabricants québécois de matériaux de construction.

Le démarrage et la relève des entreprises du Québec

L'importance des petites et moyennes entreprises dans l'économie du Québec n'est plus à démontrer. Voilà pourquoi la Caisse a voulu apporter une attention particulière aux besoins de ces entreprises et des entrepreneurs qui les mettent sur pied et les font prospérer.

C'est ainsi qu'elle s'associe aux efforts de la Fondation de l'entrepreneurship. Monsieur Jean-Claude Scraire, le président du conseil et directeur général de la Caisse, a accepté de présider le conseil de la Fondation et d'y apporter le soutien actif de l'institution. La Caisse de dépôt et placement du Québec a déjà posé un premier geste concret de partenariat, en s'associant au programme de parrainage BASE (Bénévolat pour l'appui et le suivi des entrepreneurs), une initiative de la Fondation qui vise à promouvoir la pratique entrepreneuriale à la grandeur du Québec et à offrir des possibilités de financement à de jeunes entreprises.

Parallèlement, la Caisse a poursuivi ses travaux, en 1999, pour concevoir des produits destinés à faciliter la relève au sein des entreprises familiales du Québec. En effet, plusieurs entreprises fondées par des entrepreneurs québécois traversent des périodes difficiles lorsque ces derniers décident de prendre leur retraite. En 2000, la Caisse prévoit rendre publique une stratégie permettant de favoriser la continuité et de financer une transition harmonieuse au sein des entreprises familiales qui font preuve d'un potentiel intéressant.

Le plus important portefeuille immobilier au Québec et au Canada

Les programmes d'investissements de la Caisse comprennent également un important volet immobilier. De fait, le Groupe Immobilier, qui regroupe maintenant quatre filiales, gère globalement le plus grand portefeuille immobilier au Québec et au Canada. L'actif du portefeuille immobilier géré par le groupe au Québec s'élevait à 13,6 milliards de dollars au 31 décembre 1999, sans compter les activités hypothécaires.

Les filiales immobilières sont présentes sur l'ensemble du territoire québécois. Elles y détiennent et y gèrent des immeubles de bureaux, des centres commerciaux, des immeubles industriels, des ensembles résidentiels et des complexes polyvalents. Ces sociétés ont affecté, en 1999, quelque 92 millions de dollars aux seuls travaux de mise en valeur de leur patrimoine courant. Compte tenu des acquisitions et des prêts hypothécaires, c'est plus de 263 millions qui ont été injectés dans le secteur immobilier au Québec en 1999.

Ivanhoé a été particulièrement active en 1999. Elle a procédé à l'acquisition d'une participation supplémentaire dans la société immobilière Cambridge, propriétaire de plusieurs centres commerciaux au Québec, et dont elle est ainsi devenue l'actionnaire majoritaire. Elle a également fait l'acquisition, pour un montant de 34 millions de dollars, de l'ancien édifice Eaton au centre-ville de Montréal. Ivanhoé a par ailleurs rendu public un important projet axé sur le divertissement à Laval, qui occupera un espace de 32,5 millions de mètres carrés et représentera un investissement de l'ordre de 100 millions de dollars.

La société a aussi entrepris des travaux d'agrandissement et de rénovation dans des centres commerciaux de plusieurs villes du Québec, dont le centre Les Rivières à Trois-Rivières.

Enfin, en partenariat avec une autre société immobilière, elle a acquis une participation de 95 % dans un portefeuille de quatre centres communautaires au Québec.

SITQ IMMOBILIER a procédé à d'importants investissements dans certains de ses immeubles industriels, notamment dans le parc industriel de Saint-Laurent et dans la Cité du multimédia de Montréal, au cœur du Faubourg des Récollets, dans le Vieux-Montréal. Les travaux de construction de la Cité du Multimédia de Montréal ont suivi leur cours et la phase I du projet est actuellement en exploitation. Rappelons que ce parc immobilier, d'une superficie de 139 000 mètres carrés et d'une valeur de 200 millions de dollars, est consacré aux entreprises du secteur des technologies de l'information et du multimédia. La société s'est également associée au projet de construction de la Cité de la Santé de Québec.

Cadim a entrepris un important programme d'acquisitions et de construction d'immeubles résidentiels adaptés aux besoins particuliers des personnes âgées. En 1999, elle a ainsi acquis, avec un partenaire québécois, au coût de 9,1 millions de dollars, le Manoir Archer, un ensemble de 119 logements à Sainte-Foy. Elle a également ajouté à ses actifs le Carrefour Dorval, un ensemble résidentiel de 194 logements à Dorval.

Une équipe de Cadim gère également le Fonds Cadim-FSTQ, nouveaux marchés. Créé en 1998 conjointement par la Caisse et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, ce nouveau fonds a effectué ses premiers investissements en 1999, soit :

- Un ensemble résidentiel de 300 appartements en copropriété en banlieue de Varsovie, en Pologne, en partenariat avec les entreprises québécoises LSR Construction, J.O. Lévesque, Carole Handfield et Chris Lewandowski.
- Une entente avec la société québécoise Indra International pour le financement de la construction de 28 maisons en rangée à Piaseczno, en Pologne.
- Un investissement de 275 000 $ dans Construct Québec International en vue d'un projet d'exportation de matériaux de construction en Russie et dans les pays voisins.

III. Un soutien au dynamisme des acteurs économiques afin de maximiser le potentiel économique du Québec

Le secteur financier au Québec

La Caisse, dont le siège social est à Québec et le principal bureau d'affaires à Montréal, a toujours concentré ses opérations financières au Québec, et a constamment favorisé l'attribution de ses mandats externes à des institutions ou à des intermédiaires y menant leurs activités. Cette volonté l'a naturellement amenée à contribuer au renforcement de la place financière de Montréal.

Traditionnellement, la Caisse a effectué une grande part de ses opérations sur actions à la Bourse de Montréal. Aussi, et parce qu'elle détient le plus grand portefeuille d'actions canadiennes, elle s'est vivement intéressée au débat sur la restructuration des bourses canadiennes. Elle a notamment rendu publiques ses préoccupations dans le cadre de la consultation menée sur ce projet par la Commission des valeurs mobilières du Québec. Convaincue de l'importance d'avoir à Montréal une bourse capable de bien servir les entreprises québécoises, l'institution entend suivre de près ce dossier au cours des prochaines années. Au besoin, elle appuiera les initiatives visant à faciliter l'accès aux marchés boursiers pour les entreprises québécoises désirant faire un appel public à l'épargne.

La Caisse est également un des principaux acteurs des marchés des devises et des produits financiers dérivés.

- Ainsi, en 1999, ses opérations sur devises se sont chiffrées à 503 milliards de dollars, dont 364 milliards, soit 72 %, ont été effectuées auprès d'institutions ayant pignon sur rue à Montréal.
- Elle a enregistré un volume de 13 182 contrats d'achat et de vente de produits dérivés sur l'indice S&P Canada 60 lancés en septembre 1999 à la Bourse de Montréal, soit 4,2 % du volume total des opérations sur ces produits.
- Elle négocie, par l'intermédiaire de courtiers de Montréal, la quasi-totalité des obligations du Québec, ce qui représente un volume de plus de 23 milliards de dollars.

Par ailleurs, la Caisse poursuit depuis plusieurs années la promotion de la gestion de fonds à Montréal. Elle demeure en effet persuadée que la place financière de Montréal offre plusieurs avantages dont les gestionnaires de fonds, et plus particulièrement, les gestionnaires de fonds internationaux, peuvent bénéficier dans la poursuite de leurs activités. Par conséquent, elle contribue à accroître le niveau de l'offre de services en gestion de fonds dans la Métropole en combinant l'octroi de mandats externes de gestion à des investissements dans les sociétés de ce secteur.

Ainsi, la Caisse a octroyé des mandats externes de gestion de l'ordre de 200 millions de dollars à des entreprises montréalaises ou à des sociétés d'envergure internationale ayant des bureaux d'affaires à Montréal. Parmi ces mandataires figurent des firmes telles que Capital Guardian, Holdun Asset Management, Standard Life, Addenda Capital, Alain Guilmette et Associés, Jarislowsky Fraser et Northern Trust Québec.

Sa filiale Services financiers CDPQ a pour mission de contribuer à stimuler la gestion de l'épargne sur le marché local. Plus concrètement, elle a pour objectif de créer les conditions qui favoriseront l'émergence au Québec d'une véritable industrie de fonds communs de placement. En outre, la filiale poursuit l'objectif ambitieux de contribuer, par ses activités dans le secteur, à faire passer de 10 % à 50 % la proportion des fonds communs de placement détenus par des Québécois et gérés au Québec au cours des prochaines années. Compte tenu de la croissance prévisible de ce secteur, les capitaux gérés à partir du Québec pourraient ainsi atteindre 75 milliards de dollars en 2008, par rapport au quelque 10 milliards de dollars à la fin de cette année.

Plusieurs des investissements de la filiale en 1999 ont contribué à la poursuite de cet objectif. La croissance de plus de 200 % de son portefeuille, depuis sa création en 1998, en est un témoignage éloquent. Ainsi, elle a procédé à des investissements de l'ordre de 500 millions de dollars dans plus de 25 entreprises financières liées à la gestion de fonds au Québec, dont les firmes Nova Bancorp, qui a choisi d'installer son siège social à Montréal, Capital Teraxis, créée en 1999, Holdun Asset Management, et Alain Guilmette et Associés.

Services financiers CDPQ est aussi à l'origine de la fusion de deux fonds communs de placement québécois, Évolution FM (les fonds Azura et Altum) et Fonds communs de placements Avix. La nouvelle société est ainsi devenue la deuxième en importance au Québec. Elle a également accepté de réaliser un mandat de gestion pour le compte de la société Fonds mutuels Cartier, dont les fonds communs sont distribués principalement par l'intermédiaire du réseau du Mouvement Desjardins.

Le souci d'une relève de qualité

Enfin, la Caisse entend contribuer activement au développement de l'expertise et à la préparation de la relève dans la communauté financière du Québec. Comme par les années passées, elle a participé à un programme de préparation de la relève financière, conjointement avec des maisons de courtage établies à Montréal. Ce programme a permis la réalisation de 32 stages en 1999, portant à 191 le nombre de personnes inscrites à ce programme depuis sa création. Toujours en 1999, la Caisse a elle-même accueilli 10 stagiaires - de niveau universitaire - dans les domaines de la finance, de l'économie, et des mathématiques appliquées.

Le Quartier international de Montréal, un quartier en effervescence

Enfin, après plus de deux ans d'efforts, la Caisse a conclu des ententes avec l'ensemble des partenaires des secteurs public et privé du Quartier international de Montréal. Traversé par l'autoroute Ville-Marie, ce secteur est situé entre le Palais des congrès de Montréal à l'est et la Place Bonaventure à l'ouest, et entre le Vieux-Montréal au sud et le centre des affaires au nord. Ce lieu stratégique est appelé à devenir le principal axe d'expansion du centre-ville de Montréal.

La première phase de réaménagement du Quartier international prévoit des travaux de 60 millions de dollars, qui seront financés à raison de 24 millions de dollars par le gouvernement du Québec, de 24 millions de dollars par le gouvernement du Canada, de 8 millions de dollars sous forme d'une contribution spéciale des propriétaires immobiliers du secteur, et de 4 millions de dollars par divers commanditaires. La Ville de Montréal investira également dans le réaménagement de la rue McGill, qui relie le Quartier international au Vieux-Port et jouxte la Cité du multimédia. Outre les quelque 185 millions de dollars qui seront investis dans l'agrandissement du Palais des congrès, on prévoit l'investissement de plusieurs centaines de millions dans des projets privés de construction ou de rénovation d'immeubles. Au total, ces travaux pourraient attirer des investissements de l'ordre de un milliard de dollars au cours de la prochaine décennie.

Un acteur global dans une économie globale

Le vaste mouvement de restructuration des entreprises s'est intensifié, les projets d'acquisitions, de fusions et d'alliances stratégiques ont atteint des niveau inégalés, et tout semble indiquer que ces mouvements iront en s'accélérant.

Or, la Caisse, en raison de l'importance et de la diversification de son portefeuille global, est souvent un acteur incontournable dans les grandes opérations canadiennes de consolidation. Tout en favorisant l'intérêt financier de ses déposants et clients, l'institution ne renie ni ses origines, ni sa mission, et favorise le meilleur intérêt de l'économie québécoise. Le dossier Air Canada en est un exemple récent.

L'industrie de la gestion de fonds se globalise et se complexifie également, très rapidement. C'est ainsi que la Caisse mise sur sa taille, l'envergure et les multiples compétences de ses équipes, jointes à celles d'entreprises partenaires, pour réaliser ses mandats. Son expertise dans le domaine de la gestion de fonds institutionnels s'est accrue et sa réputation s'est établie de telle sorte qu'elle a étendu, d'année en année, le nombre de ses clients, tant sur la scène locale que mondiale.

En développant une masse critique plus importante, la Caisse accroît sa capacité à intervenir sur les marchés mondiaux et continue à pouvoir s'entourer des équipes les plus performantes, dans les principaux métiers, pour toujours atteindre les meilleurs rendements et assurer la sécurité des épargnes à des coûts compétitifs. Cela lui permet d'entrevoir l'avenir avec enthousiasme et d'espérer relever avec succès l'un des défis qu'elle s'est fixé : demeurer un leader mondial dans la gestion de fonds.

La Caisse et ses filiales sont déjà présentes sur les marchés mondiaux grâce à un vaste réseau de contacts et de partenaires. Cette approche de partenariat permet à l'institution de déceler et de saisir rapidement les occasions d'affaires et ainsi, de mieux accompagner les entreprises québécoises dans leurs démarches d'exportation ou d'expansion à l'échelle internationale.

Dépôt légal 2000 - Bibliothèque nationale du Québec, ISBN 2-550-35794-9
ISSN 1492-3297, ISSN 1492-3300 (en ligne)

SURVOL DES ACTIVITÉS 1999

Une tradition d'audace, de prudence, de savoir-faire,
garante d'un avenir prometteur

Caisse
de dépôt
et placement
du Québec

Caisse
de dépôt
et placement
du Québec

La Caisse de dépôt et placement du Québec se dote d'une image renouvelée.
Le logotype évoque le dynamisme de l'institution et véhicule ses objectifs de changement et d'expansion à l'échelle internationale, tout en témoignant des valeurs qui ont marqué sa croissance depuis trente-cinq années : l'audace, l'innovation et le partenariat.
Sa symbolique s'appuie sur l'acronyme de la Caisse inscrit dans une sphère traversée par son axe et parcourue de courbes, suggérant la force, l'équilibre et la diversité de ses actions à l'échelle planétaire.

Tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens.
La Caisse utilise le système international selon lequel les symboles M et G désignent respectivement les millions et les milliards.

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL ET DIRECTEUR GÉNÉRAL

«En l'an 2000, la Caisse sera l'un des meilleurs gestionnaires de fonds en Amérique.»

À la fin de 1999, l'actif total géré par les équipes de la Caisse de dépôt et placement du Québec dépassait 100 milliards de dollars.

D'avoir franchi ce cap, avec à peine 35 ans d'existence, nous permet d'entrevoir l'avenir avec enthousiasme et d'espérer relever avec succès les défis que nous nous sommes fixés, d'être et de demeurer un leader mondial dans la gestion de fonds, et de poursuivre, pendant les prochaines années, une croissance forte et accélérée de l'actif sous gestion.

Ce choix de croissance est incontournable. En développant une masse critique plus importante, la Caisse accroît sa capacité à intervenir sur les marchés mondiaux et continue également à pouvoir s'entourer des équipes les plus performantes, dans les principaux métiers, pour toujours atteindre les meilleurs rendements à des coûts compétitifs.

Des rendements exceptionnels dans une perspective de stabilité

En 1999, le rendement global obtenu par les équipes de gestionnaires de la Caisse se situe à 16,5 %.

Comme l'année précédente, cette performance place la Caisse dans le peloton de tête des gestionnaires de fonds au Québec et au Canada. Mais la qualité des gestionnaires de fonds s'apprécie dans une optique de maximisation optimale des résultats. Il ne suffit pas de produire de bons rendements de temps à autre. Le vrai défi consiste à maximiser la croissance, année après année, et à surpasser ses objectifs sur de longues périodes. Garantir la sécurité des actifs et les fins financières à long terme, voilà ce à quoi tendent nos équipes.

Or, le rendement annuel moyen obtenu au cours des années 1995 à 1999 inclusivement s'établit à 14,7 % alors que l'inflation annuelle moyenne a progressé de 1,7 % pendant cette période. Le total des revenus découlant des activités de placement a atteint le chiffre record de 11,3 milliards pour l'exercice 1999 et le total cumulé de ces revenus pour la dernière période de cinq ans est de 40,5 milliards de dollars. Un enrichissement réel considérable en a résulté pour l'ensemble des déposants.

Une offre de services élargie

Au fil des ans, l'expertise de la Caisse dans le monde de la gestion de fonds institutionnels s'est vaste de crédit et sa réputation s'est établie de telle sorte qu'elle est dorénavant en mesure d'offrir son expertise à de nouveaux clients, tant sur la scène locale que mondiale.

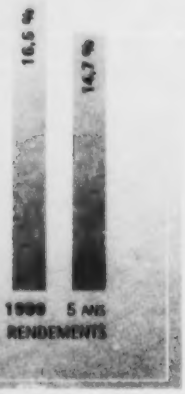
C'est ainsi qu'au cours des années à venir, on verra croître sensiblement la clientèle de la Caisse, surtout celle en provenance de l'étranger, puisque c'est là-bas qu'a été identifié un potentiel très intéressant, aussi bien pour l'institution elle-même que pour ses partenaires du milieu québécois de la gestion.

La Caisse poursuivra également sa diversification en termes de produits, de styles, d'équipes et de mandates géographiques, tout en maintenant sa tradition de gestion à la fois [illegible] et prudente, conforme à ses expertises reconnues. C'est ainsi qu'elle pourra toujours atteindre son objectif de rendement optimal pour ses déposants et clients.

En 1999, la Caisse a maintenu l'orientation amorcée l'année précédente – à la suite d'un amendement à sa loi constitutive adopté à la fin de 1997 – d'accroître la part de son portefeuille [illegible] hors Québec. En deux ans, ce rééquilibrage a fait passer la proportion des portefeuilles dont [illegible] de 44,8 % à 54,7 %, ce qui a bonifié le portefeuille global de quelque 820 [illegible] pour l'année 1999.

«En l'an 2000, la Caisse sera l'un des meilleurs gestionnaires de fonds en Amérique.»

Jean-Claude Scraire
Mai 1995



À la fin de 1999, l'actif total géré par les équipes de la Caisse de dépôt et placement du Québec dépassait 105 milliards de dollars.

D'avoir franchi ce cap, avec à peine 35 ans d'existence, nous permet d'entrevoir l'avenir avec enthousiasme et d'espérer relever avec succès les défis que nous nous sommes fixés, d'être et de demeurer un leader mondial dans la gestion de fonds, et de poursuivre, pendant les prochaines années, une croissance forte et accélérée de l'actif sous gestion.

Ce choix de croissance est incontournable. En développant une masse critique plus importante, la Caisse accroît sa capacité à intervenir sur les marchés mondiaux et continue également à pouvoir s'entourer des équipes les plus performantes, dans les principaux métiers, pour toujours atteindre les meilleurs rendements à des coûts compétitifs.

Des rendements exceptionnels dans une perspective de stabilité

En 1999, le rendement global obtenu par les équipes de gestionnaires de la Caisse se situe à 16,5 %.

Comme l'année précédente, cette performance place la Caisse dans le peloton de tête des gestionnaires de fonds au Québec et au Canada. Mais la qualité des gestionnaires de fonds s'apprécie dans une optique de maintien optimal des résultats. Il ne suffit pas de produire de bons rendements de temps à autre. Le vrai défi consiste à soutenir la cadence, année après année, et à surpasser ses objectifs sur de longues périodes. Garantir la sécurité des actifs et les faire fructifier à long terme, voilà ce à quoi tendent nos équipes.

Or, le rendement annuel moyen obtenu au cours des années 1995 à 1999 inclusivement s'établit à 14,7 % alors que l'inflation annuelle moyenne a progressé de 1,7 % pendant cette période. Le total des revenus découlant des activités de placement a atteint le chiffre record de 11,3 milliards pour l'exercice 1999 et le total cumulé de ces revenus pour la dernière période de cinq ans est de 40,5 milliards de dollars. Un enrichissement réel considérable en a résulté pour l'ensemble des déposants.

Une offre de services élargie

Au fil des ans, l'expertise de la Caisse dans le monde de la gestion de fonds institutionnels n'a cessé de croître et sa réputation s'est établie de telle sorte qu'elle est dorénavant en mesure d'offrir son expertise à de nouveaux clients, tant sur la scène locale que mondiale.

C'est ainsi qu'au cours des années à venir, on verra croître notablement la clientèle de la Caisse, surtout celle en provenance de l'étranger, puisque c'est là-bas qu'a été identifié un potentiel très intéressant, aussi bien pour l'institution elle-même que pour ses partenaires du milieu québécois de la gestion.

La Caisse poursuivra également sa diversification en termes de produits, de styles, d'équipes et de territoires géographiques, tout en maintenant sa tradition de gestion à la fois audacieuse et prudente, combinée à ses expertises reconnues. C'est ainsi qu'elle pourra toujours atteindre son objectif de rendement optimal pour ses déposants et clients.

En 1999, la Caisse a maintenu l'orientation amorcée l'année précédente – à la faveur d'un amendement à sa loi constitutive adopté à la fin de 1997 – d'accroître la part de son portefeuille détenu sous forme d'actions. En deux ans, ce rééquilibrage a fait passer la proportion des portefeuilles dont le rendement est lié aux marchés boursiers de 44,8 % à 54,7 %, ce qui a bonifié le portefeuille global de quelque 820 millions de dollars pour l'année 1999.

Des équipes spécialisées pour des performances remarquables

Mais c'est d'abord la performance de toutes ses équipes de placement qui a valu à la Caisse et à ses déposants et clients les résultats exceptionnels de 1999. Ses équipes ont en effet surpassé – parfois par des écarts considérables – les indices de rendement qui leur servent de référence dans tous et chacun des portefeuilles spécialisés.

Au cours des cinq dernières années, nous avons également mis l'accent sur les placements privés dans les entreprises et sur les investissements immobiliers. Nos équipes ont mis au point une gamme de produits qui visent à répondre aux besoins variés des entreprises. Avec le recul, l'appui marqué à ces deux secteurs s'est révélé très judicieux et nous a valu d'excellents résultats.

En effet, le taux de rendement interne des filiales de participations pour le portefeuille d'actions canadiennes, pour un premier cycle de cinq ans venu à terme cette année, a été de 27,3 %. En 1999, le taux de rendement interne a atteint 27,4 % et le portefeuille de financements sous forme de dettes a dégagé un taux de rendement interne exceptionnel de 6,34 %, surpassant de 7,48 % son indice de référence. La part de l'actif des déposants consacrée aux placements privés a atteint 12 %. Peu de gestionnaires de fonds institutionnels en Amérique du Nord sont aussi présents dans ce genre de participations.

Quant au portefeuille spécialisé d'immeubles, un élément à la fois dynamique et stabilisateur du portefeuille global, son actif au 31 décembre 1999 atteignait plus de 13,6 milliards de dollars et représentait 13,6 % de l'actif des déposants. La Caisse détient le plus grand portefeuille immobilier au Canada et occupe une place importante parmi les investisseurs immobiliers à l'échelle mondiale. Sa stratégie immobilière en est aussi une de diversification par régions, par produits et par équipes.

Les placements privés en entreprises, y compris dans l'immobilier, constituent un élément important de la performance et de la croissance de l'actif. Nous continuerons donc à accroître le volume d'affaires de ce type de placements, partout où l'occasion se présentera sur le continent et ailleurs dans le monde.

Ce faisant, la Caisse se distingue très nettement des autres grands gestionnaires de portefeuille en Amérique du Nord. L'expertise et les façons de faire de ses équipes de placements privés sont aujourd'hui reconnues non seulement au Québec, mais aussi dans le reste du Canada et dans d'autres pays.

Une approche de partenariat et de proximité

La conquête de nouveaux marchés est un défi de taille et les besoins des entreprises sont réels. Dans plusieurs cas, nous sommes prêts à prendre le risque parce que nous sommes en mesure de bien l'évaluer et parce que nous faisons en sorte de le réduire.

La Caisse et ses filiales sont déjà présentes sur les marchés mondiaux grâce à leur réseau de contacts, de partenaires et de bureaux d'affaires en Europe, en Asie, en Amérique latine et bien entendu, dans chaque région du Québec, où elles ont établi un réseau de bureaux et des représentants.

Cette présence sur le terrain est devenue essentielle pour déceler et saisir rapidement les occasions d'affaires. Mais surtout, elle nous rapproche des clients et nous permet de mieux comprendre leurs besoins et d'y répondre.

Nous faisons de ces approches de proximité et de partenariat des règles de conduite, voire des valeurs institutionnelles.

La Caisse investit avec des partenaires locaux crédibles. Il s'agit d'une philosophie que nous avons développée avec succès au Québec et que nous poursuivons partout.

Aujourd'hui, l'industrie de la gestion de fonds se globalise et se complexifie très rapidement. Ainsi, les rendements et la sécurité des épargnes confiées à notre institution dépendent de plus en plus d'un éventail croissant de compétences et du dévouement de tous les instants de ses équipes de placement et de l'ensemble de son personnel administratif et technique.

Or, la performance élevée maintenue de la Caisse au cours des dernières années est le meilleur témoignage de l'efficacité et de la motivation de son personnel ainsi que de sa capacité à travailler en équipe. C'est pourquoi, en terminant, je tiens à souligner le travail accompli par les membres du conseil d'administration de la Caisse et de ses filiales ainsi que par l'ensemble du personnel. Les rendements exceptionnels en font foi !

Jean-Claude Scraire

Un leader mondial de la gestion de fonds

Avec un actif total sous gestion qui atteint plus de 105 milliards à la fin de l'année 1999, la Caisse de dépôt et placement du Québec se classe au tout premier rang des gestionnaires de fonds au Canada et se situe parmi les grands gestionnaires de portefeuille des Amériques.

La Caisse gère le plus important portefeuille d'actions québécoises et canadiennes. Principal détenteur de titres obligataires du secteur public québécois, elle possède également le plus grand portefeuille immobilier au Canada. Ce portefeuille, diversifié dans les secteurs commercial, résidentiel et des bureaux, est géré principalement, et de façon dynamique, par ses équipes immobilières. La Caisse est en outre le plus important investisseur dans le domaine du placement privé et du capital de risque au Canada. Son réseau de filiales de participations offre une gamme très étendue de produits financiers aux entreprises québécoises, canadiennes et étrangères. De plus, son réseau Accès Capital – composé de douze bureaux d'affaires couvrant l'ensemble du territoire québécois et, depuis 1999, les Maritimes – constitue localement la porte d'entrée pour ses services et ceux de ses filiales.

Toujours soucieuse d'assurer la sécurité des capitaux qu'elle gère, la Caisse vise, par ses investissements, à réaliser un rendement financier optimal tout en contribuant au dynamisme de l'économie. Son métier d'investisseur, elle l'exerce au profit de ses nombreux déposants, regroupant des régimes publics de rentes et d'assurances du Québec, auxquels sont venus s'ajouter d'autres clients des secteurs public et privé ainsi que des fonds communs de placement, désireux de se prévaloir de ses services et de l'expertise de gestion de portefeuille de ses équipes.

Pour exercer avec compétence son métier dans une industrie caractérisée par une mondialisation accélérée, l'institution doit être en mesure d'agir sur les grandes places financières du monde et dans tous les secteurs d'activité qui présentent des possibilités intéressantes. Bref, elle doit répondre à des exigences de diversification à la fois géographique et sectorielle.

Points saillants
en millions de dollars

	1999	1998
Actif des déposants	**100 263**	83 327
Biens sous gestion	**3 923**	2 088
Biens administrés	**1 342**	1 014
ACTIF TOTAL SOUS GESTION	**105 528**	86 429

	1999	1998
Actif net des déposants	**81 066**	68 568
Total des revenus découlant des activités de placement	**11 272**	6 366
Dépôts (retraits) nets des déposants	**1 226**	(1 409)
Augmentation de l'actif net	**12 498**	4 957
RENDEMENT GLOBAL	**16,5 %**	10,2 %

En conséquence, la Caisse poursuit ses activités sur cinq continents. Elle gère ses activités nord-américaines à partir de son principal bureau d'affaires à Montréal. Elle est présente en Europe avec des bureaux et des représentations à Paris, Bruxelles, Milan et Varsovie; en Asie, à Hong Kong et Bangkok; et en Amérique latine, à Mexico et Buenos Aires.

Plus grand investisseur canadien sur les marchés étrangers, elle est devenue un partenaire financier important dans une quarantaine de fonds d'investissements à travers le monde. Ces partenariats financiers donnent, aux quelque milliers d'entreprises dans lesquelles elle détient une participation, un accès à des réseaux qui facilitent grandement leur développement international.

Des équipes spécialisées pour des performances remarquables

Mais c'est d'abord la performance de mises en équipes de placement qui a valu à la Caisse et à ses déposants et clients les résultats exceptionnels de 1999. Nos équipes ont en effet surpassé – parfois par des écarts considérables – les indices de rendement qui leur servent de référence dans tous et chacun des portefeuilles spécialisés.

Au cours des cinq dernières années, nous avons également mis l'accent sur les placements privés dans les entreprises et sur les investissements immobiliers. Nos équipes ont mis au point une gamme de produits qui visent à répondre aux besoins variés des entreprises. Avec le recul, l'appui marqué à ces deux secteurs s'est révélé très judicieux et nous a valu d'excellents résultats.

En effet, le taux de rendement interne des filiales de participations pour le portefeuille d'actions canadiennes, pour un premier cycle de cinq ans venu à terme cette année, a été de 27,3 %. En 1999, le taux de rendement interne a atteint 27,4 % et le portefeuille de financement sous forme de dettes a dégagé un taux de rendement interne exceptionnel de 6,34 %, surpassant de 7,48 % son indice de référence. La part de l'actif des déposants consacrée aux placements privés a atteint 12 %. Peu de gestionnaires de fonds institutionnels en Amérique du Nord sont aussi présents dans ce genre de participations.

Quant au portefeuille spécialisé d'immeubles, un élément à la fois dynamique et stabilisateur du portefeuille global, son actif au 31 décembre 1999 atteignait plus de 13,6 milliards de dollars et représentait 13,6 % de l'actif des déposants. La Caisse détient le plus grand portefeuille immobilier au Canada et occupe une place importante parmi les investisseurs immobiliers à l'échelle mondiale. Sa stratégie immobilière en est aussi une de diversification par régions, par produits et par équipes.

Les placements privés en entreprises, y compris dans l'immobilier, constituent un élément important de la performance et de la croissance de l'actif. Nous continuerons donc à accroître le volume d'affaires de ce type de placements, partout où l'occasion se présentera sur le continent et ailleurs dans le monde.

Ce faisant, la Caisse se distingue très nettement des autres grands gestionnaires de portefeuille en Amérique du Nord. L'expertise et les équipes de haut de nos équipes de placements privés sont aujourd'hui reconnues non seulement au Québec, mais aussi dans le reste du Canada et dans d'autres pays.

Une approche de partenariat et de proximité

La conquête de nouveaux marchés est un défi de taille et les besoins des entreprises sont réels. Dans plusieurs cas, nous aurons peut-être à prendre le risque parce que nous sommes en mesure de bien l'évaluer et parce que nous faisons en sorte de le réduire.

La Caisse et ses filiales sont déjà présentes sur les marchés mondiaux grâce à leur réseau de contacts, de partenaires et de bureaux d'affaires en Europe, en Asie, en Amérique latine et bien entendu, dans chaque région du Québec, où elles ont établi un réseau de bureaux et des représentants.

Cette présence sur le terrain est devenue essentielle pour déceler et saisir rapidement les occasions d'affaires. Mais surtout, elle nous rapproche des clients et nous permet de mieux comprendre leurs besoins et d'y répondre.

Nous faisons de ces approches de proximité et de partenariat des règles de conduite, voire des valeurs institutionnelles.

La Caisse travaille avec des partenaires bien crédibles. Il s'agit d'une philosophie que nous avons développée avec succès au Québec et que nous pouvons partager.

Aujourd'hui, l'industrie de la gestion de fonds se globalise et se complexifie très rapidement. Ainsi, les rendements et la sécurité des épargnes confiées à notre institution dépendent de plus en plus d'un éventail croissant de compétences et du développement de nos ressources de nos équipes de placement et de l'ensemble de son personnel administratif et technique.

Or, la performance durable soutenue de la Caisse au cours des dernières années est le meilleur témoignage de l'efficacité et de la motivation de ses personnel tant que de sa capacité à travailler en équipe. C'est pourquoi, en terminant, je tiens à souligner le travail accomplit par les membres du conseil d'administration de la Caisse et de ses filiales ainsi que par l'ensemble du personnel. Les résultats exceptionnels en font foi !

JEAN-CLAUDE SCRAIRE

LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

Un leader mondial de la gestion de fonds

Avec un actif total sous gestion qui atteint plus de 105 milliards à la fin de l'année 1999, la Caisse de dépôt et placement du Québec se classe au tout premier rang des gestionnaires de fonds au Canada et se situe parmi les grandes gestionnaires de portefeuille des Amériques.

La Caisse gère le plus important portefeuille d'actions québécoises et canadiennes. Principal détenteur de titres obligataires du secteur public québécois, elle possède également le plus grand portefeuille immobilier au Canada. Ce portefeuille, diversifié dans les secteurs commercial, résidentiel et des bureaux, est géré principalement, et de façon dynamique, par ses équipes immobilières. La Caisse est en outre le plus important investisseur dans le domaine du placement privé et du capital de risque au Canada. Son réseau de filiales de participations offre une gamme très étendue de produits financiers aux entreprises québécoises, canadiennes et étrangères. De plus, son réseau Accès Capital – composé de douze bureaux d'affaires couvrant l'ensemble du territoire québécois et, depuis 1999, les Maritimes – constitue localement la porte d'entrée pour ses services et ceux de ses filiales.

Toujours soucieuse d'assurer la sécurité des capitaux qu'elle gère, la Caisse vise, par ses investissements, à réaliser un rendement financier optimal tout en contribuant au dynamisme de l'économie. Son métier d'investisseur, elle l'exerce au profit de ses nombreux déposants, regroupant des régimes publics de rentes et d'assurances du Québec, auxquels sont venus s'ajouter d'autres clients des secteurs public et privé ainsi que des fonds communs de placement, désireux de se prévaloir de ses services et de l'expertise de gestion de portefeuille de ses équipes.

Pour exercer avec compétence son métier dans une industrie caractérisée par une mondialisation accélérée, l'institution doit être en mesure d'agir sur les grandes places financières du monde et dans tous les secteurs d'activité qui présentent des possibilités intéressantes. Bref, elle doit répondre à des exigences de diversification à la fois géographique et sectorielle.

Points saillants
en millions de dollars

	1999	1998
Actif des déposants	100 263	83 327
Biens sous gestion	3 923	2 088
Biens administrés	1 342	1 014
ACTIF TOTAL SOUS GESTION	**105 528**	**86 429**

	1999	1998
Actif net des déposants	81 066	68 568
Total des revenus découlant des activités de placement	11 272	6 366
Dépôts (retraits) nets des déposants	1 226	(1 409)
Augmentation de l'actif net	12 498	4 957
RENDEMENT GLOBAL	**16,5 %**	**10,2 %**

En conséquence, la Caisse poursuit ses activités sur cinq continents. Elle gère ses activités nord-américaines à partir de son principal bureau d'affaires à Montréal. Elle est présente en Europe avec des bureaux et des représentations à Paris, Bruxelles, Milan et Varsovie; en Asie, à Hong Kong et Bangkok; et en Amérique latine, à Mexico et Buenos Aires.

Plus grand investisseur canadien sur les marchés étrangers, elle est devenue un partenaire financier important dans une quarantaine de fonds d'investissements à travers le monde. Ces partenariats financiers donnent, aux quelque milliers d'entreprises dans lesquelles elle détient une participation, un accès à des réseaux qui facilitent grandement leur développement international.

Une performance soutenue

L'année 1999 a été ponctuée par le retour d'une relative stabilité, par la fin de la crise asiatique et, particulièrement lors du second semestre, par l'accélération de la croissance en Europe.

L'économie américaine a poursuivi sa lancée des dernières années et connu encore une période de croissance soutenue.

L'économie canadienne, qui avait subi en 1998 les contrecoups de la crise asiatique, a bénéficié d'une forte croissance en 1999. La demande intérieure, relativement anémique au cours des dernières années, a manifesté une nouvelle vigueur, contribuant de ce fait à l'accélération de l'économie. Mais l'élément prépondérant de cette remontée économique aura sans nul doute été la hausse prononcée du prix des matières premières, qui a largement profité aux producteurs canadiens.

L'intensification du phénomène de mondialisation aura également marqué l'année 1999. La mise en place réussie de l'euro, ainsi que les méga-projets d'acquisition ou de fusion d'entreprises qui ont mobilisé des capitaux de plusieurs dizaines de milliards, voire de quelques centaines de milliards de dollars, en ont été les manifestations les plus visibles. Les fusions d'Alcan Aluminium Limitée, Pechiney avec Alusuisse Lonza Group et de MacMillan Bloedel avec Weyerhaeuser Company n'en sont que quelques exemples.

Dans ce contexte, la Caisse a poursuivi son effort amorcé à la fin de 1997, en vue d'accroître la pondération relative des actions dans son portefeuille global, aux dépens des obligations. La proportion des portefeuilles dont le rendement est lié aux marchés boursiers est en effet passée de 47,7 % en 1998 à 54,7 % en 1999. Ce rééquilibrage a eu un impact important sur la performance du portefeuille global, compte tenu des rendements relatifs des actions et des obligations enregistrés par la grande majorité des marchés à travers le monde. Cette nouvelle pondération a en effet procuré des revenus supplémentaires de quelque 820 M$ en 1999.

Rendements des portefeuilles spécialisés
en pourcentage

	1999	1995-1999 (5 ans)	1990-1999 (10 ans)
Valeurs à court terme	**5,1**	5,5	6,9
Financements hypothécaires	**0,7**	7,8	9,1
Obligations	**(0,1)**	10,6	10,4
Actions canadiennes	**32,7**	19,7	11,9
Actions américaines[1]	**20,5**	26,8	-
Actions étrangères et marchés en émergence[2]	**43,1**	16,8	10,7
Obligations Québec Mondial[3]	**11,1**	-	-
Immeubles	**14,6**	11,6	2,3
Rendement global[4]	**16,5**	14,7	11,0

[1] *Inclut le portefeuille spécialisé de valeur à court terme Canadam créé le 1er décembre 1999.*
[2] *Pour la période antérieure à avril 1994, les données incluent les actions américaines.*
[3] *Rendement du deuxième semestre 1999. Ce portefeuille a été créé le 1er juillet 1999 et son rendement est lié aux marchés boursiers internationaux.*
[4] *Le rendement global comprend les résultats des opérations de répartition de l'actif et des placements tactiques et stratégiques qui font principalement appel aux instruments financiers dérivés.*

Des équipes qui se surpassent

Les équipes de gestion de la Caisse ont réalisé un rendement global de 16,5 % en 1999. En retranchant l'inflation de 2,6 %, le rendement réel du portefeuille global s'élève donc à 13,9 %. De plus, les équipes de placement de la Caisse ont dépassé les indices dans chacun des portefeuilles spécialisés composant le portefeuille global de la Caisse. Si ces équipes n'avaient réussi qu'à atteindre, sans les dépasser, leurs indices respectifs, le rendement global de 1999 aurait été inférieur de 2,5 %.

Ainsi, pour la période de 1995 à 1999 inclusivement, le rendement annuel moyen s'est élevé à 14,7 %. Par comparaison, le taux annuel moyen d'inflation pendant cette même période a été de 1,7 % au Canada. Le rendement moyen des dix années allant de 1990 à 1999 se situe à 11 % avec un taux annuel moyen d'inflation de 2,1 %.

En somme, pour la cinquième année consécutive, le rendement global a dépassé la barre des 10 % et largement surpassé les indices de référence par portefeuille spécialisé.

Garantes d'un avenir prometteur

L'activité de l'institution se répartit en deux volets principaux :

- la gestion de l'actif d'une vingtaine de déposants, en vertu d'une loi spécifique, et
- la gestion et l'administration de biens pour le compte de clients.

L'actif total sous gestion de 105,5 G$ regroupe les actifs des déposants et les biens administrés et sous gestion pour le compte de clients.

La situation financière et les résultats d'opération découlant des dépôts effectués par les déposants et gérés par la Caisse sont présentés aux états financiers cumulés et constituent l'actif des déposants. Ceux-ci se partagent l'avoir net et le revenu net de placement.

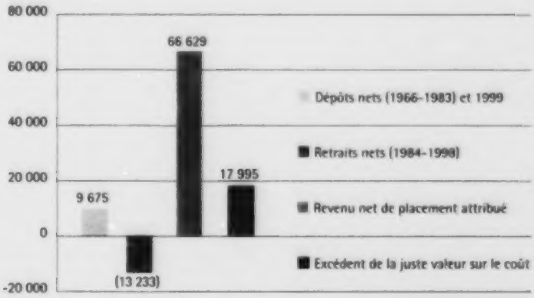
Les biens sous gestion comprennent les biens gérés par les filiales de la Caisse au nom des clients à qui ils appartiennent. Les services de gestion, plus élaborés que les services administratifs, incluent le choix des placements ou la prestation de conseils.

Les biens administrés représentent les biens à l'égard desquels les filiales de la Caisse fournissent des services administratifs au nom des clients qui en sont propriétaires. Ces services administratifs incluent l'administration de propriétés immobilières et la gestion de prêts titrisés. Les filiales de la Caisse perçoivent des honoraires de gestion en contrepartie de ces services. Les biens sous gestion et les biens administrés ne sont pas inscrits à l'état de l'actif net cumulé.

En 1998, une équipe chargée d'évaluer et de concrétiser de nouvelles occasions d'affaires a été mise en place. Il s'agit de CDPQ Conseil dont le rôle est d'appuyer la Caisse et ses partenaires dans la mise sur pied, l'administration et la gestion des régimes de retraite ainsi que des réserves d'assurances, de placements et d'épargne pour le compte de sociétés étrangères.

La même année, CDPQ Conseil concluait une première entente avec la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc. Plusieurs équipes participent à ce projet de transfert de technologie et de savoir-faire avec l'institution marocaine. Des démarches ont été poursuivies en 1999 afin d'explorer de nouvelles possibilités dans d'autres pays, notamment en Europe centrale et en Asie.

Valeur ajoutée depuis 1966 à l'avoir des déposants
en millions de dollars



Les déposants ont fait des retraits nets supérieurs à leurs dépôts nets et ont néanmoins un avoir net de 81 066 G$ au 31 décembre 1999.

En 1999, la Caisse a géré les fonds des clients suivants :

Le Curateur public. C'est en 1999 que le Curateur public confie la gestion de l'ensemble de ses fonds collectifs.

La Caisse des dépôts et consignations de France. Les relations privilégiées entretenues avec la Caisse des dépôts et consignations de France depuis 1989 ont mené à la création de deux nouveaux portefeuilles. Ainsi, un portefeuille de placements dans les PME françaises est géré par la Caisse des dépôts et consignations, pour le compte de la Caisse, qui en retour gère un portefeuille de placements dans les entreprises québécoises et canadiennes de 27 M$ pour le compte de l'institution française. Cette entente permet aux deux institutions de bénéficier réciproquement de leur expertise et de leurs connaissances, et à leurs partenaires d'élargir leur présence sur les marchés internationaux.

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

Une enquête a été réalisée en décembre 1999 par la firme britannique Tempest Consultants auprès des plus importantes entreprises canadiennes, dont la capitalisation boursière représente 77 % de toutes les entreprises du TSE 300. Quand ils expriment leurs préférences sur la qualité du travail et les relations avec les gestionnaires de fonds, les administrateurs de ces entreprises placent la Caisse au second rang de tous les gestionnaires de fonds, surpassée seulement par un gestionnaire américain. De plus, parmi les vingt meilleurs gestionnaires individuels de portefeuille au pays, cette enquête en a identifié cinq appartenant à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Voici, par ailleurs, quelques-uns des fonds gérés par les équipes de la Caisse pour le compte de partenaires :

Le Fonds Mutuel Cartier. En début d'année la Caisse a conclu une entente avec le Mouvement Desjardins, aux termes de laquelle elle agit comme gestionnaire d'une partie des Fonds Cartier, dont six fonds composent le Fonds Desjardins Sélection Cartier. Ce produit exclusif est offert sans frais aux investisseurs par le Mouvement Desjardins et distribué par l'intermédiaire de son réseau de caisses populaires ainsi que par la Fiducie Desjardins. La Caisse met donc son expertise en gestion et sa connaissance des marchés financiers intérieurs et internationaux au service des investisseurs en fonds communs de placement.

Le Fonds Varan. Créé à l'aide d'un partenariat de gestion externe avec les conseillers en gestion globale Northern Trust et couplé à d'autres fonds gérés en Europe, en Asie et en Amérique du Sud, le Fonds tactique Varan, dont la gestion est assurée par une équipe de spécialistes de la Caisse, permet une saine répartition du risque sur quatre continents. Deux de ces fonds se sont classés respectivement aux premier et troisième rangs des fonds de fonds à l'échelle mondiale en terme de rendement.

Le fonds Asia Equity Infrastructure Fund. Il a été créé en septembre 1998, en collaboration avec AMP Life, la plus grande compagnie d'assurances d'Australie, et la Banque asiatique de développement. Depuis, plusieurs partenaires s'y sont joints, notamment la Nippon Life du Japon, le fonds de capital de risque GIMV de Belgique, Perez Companc d'Argentine, AXA de France et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec.

Doté d'un capital de 355 M$ US, le Asia Equity Infrastructure Fund (AEIF) finance exclusivement des projets d'infrastructures en Asie et s'intéresse aux quatre grands secteurs de l'activité économique que sont les télécommunications, le transport, l'énergie et l'environnement.

Le fonds est géré par deux équipes de la Caisse à Hong Kong et Bangkok, en association avec des experts de la société asiatique Delta Associates.

En décembre, une première entente sur un projet d'investissement de 70 M$ US a été conclue entre AEIF et Capital International avec la société CEMEX Asia Holdings, laquelle visait à regrouper ses activités de production de ciment en Asie.

C'est ainsi que la Caisse offre des services et produits dans la gestion de nouveaux fonds publics et privés. Elle mise sur sa taille, l'envergure et les multiples compétences de ses équipes, jointes à celles d'entreprises partenaires, pour réaliser ses mandats. Son expertise dans le monde de la gestion de fonds institutionnels s'est accrue et sa réputation s'est établie de telle sorte qu'elle a étendu, d'année en année, le nombre de ses clients, tant sur la scène locale que mondiale.

Garantes d'un avenir prometteur

L'activité de l'institution se répartit en deux volets principaux :

- la gestion de l'actif d'une vingtaine de déposants, en vertu d'une loi spécifique, et
- la gestion et l'administration de biens pour le compte de clients.

L'actif total sous gestion de 105,5 G$ regroupe les actifs des déposants et les biens administrés et sous gestion pour le compte de clients.

La situation financière et les résultats d'opération découlant des dépôts effectués par les déposants et gérés par la Caisse sont présentés aux états financiers cumulés et constituent l'actif des déposants. Ceux-ci se partagent l'avoir net et le revenu net de placement.

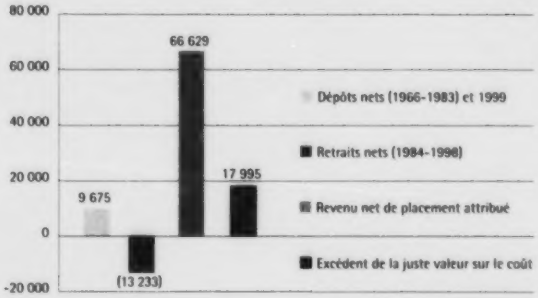
Les biens sous gestion comprennent les biens gérés par les filiales de la Caisse au nom des clients à qui ils appartiennent. Les services de gestion, plus élaborés que les services administratifs, incluent le choix des placements ou la prestation de conseils.

Les biens administrés représentent les biens à l'égard desquels les filiales de la Caisse fournissent des services administratifs au nom des clients qui en sont propriétaires. Ces services administratifs incluent l'administration de propriétés immobilières et la gestion de prêts titrisés. Les filiales de la Caisse perçoivent des honoraires de gestion en contrepartie de ces services. Les biens sous gestion et les biens administrés ne sont pas inscrits à l'état de l'actif net cumulé.

En 1998, une équipe chargée d'évaluer et de concrétiser de nouvelles occasions d'affaires a été mise en place. Il s'agit de CDPQ Conseil dont le rôle est d'appuyer la Caisse et ses partenaires dans la mise sur pied, l'administration et la gestion des régimes de retraite ainsi que des réserves d'assurances, de placements et d'épargne pour le compte de sociétés étrangères.

La même année, CDPQ Conseil concluait une première entente avec la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc. Plusieurs équipes participent à ce projet de transfert de technologie et de savoir-faire avec l'institution marocaine. Des démarches ont été poursuivies en 1999 afin d'explorer de nouvelles possibilités dans d'autres pays, notamment en Europe centrale et en Asie.

Valeur ajoutée depuis 1966 à l'avoir des déposants
en millions de dollars



Les déposants ont fait des retraits nets supérieurs à leurs dépôts nets et ont néanmoins un avoir net de 81 066 G$ au 31 décembre 1999.

En 1999, la Caisse a géré les fonds des clients suivants :

Le Curateur public. C'est en 1999 que le Curateur public confie la gestion de l'ensemble de ses fonds collectifs.

La Caisse des dépôts et consignations de France. Les relations privilégiées entretenues avec la Caisse des dépôts et consignations de France depuis 1989 ont mené à la création de deux nouveaux portefeuilles. Ainsi, un portefeuille de placements dans les PME françaises est géré par la Caisse des dépôts et consignations, pour le compte de la Caisse, qui en retour gère un portefeuille de placements dans les entreprises québécoises et canadiennes de 27 M$ pour le compte de l'institution française. Cette entente permet aux deux institutions de bénéficier réciproquement de leur expertise et de leurs connaissances, et à leurs partenaires d'élargir leur présence sur les marchés internationaux.

Actives sur les grands marchés

Une gestion active au moyen d'instruments financiers traditionnels

Les valeurs à court terme

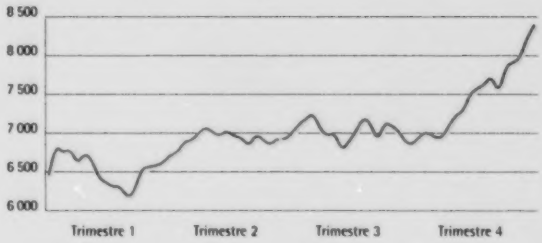
La gestion active des valeurs à court terme a certes porté ses fruits depuis cinq ans. Le rendement de 1999 ne fait pas exception et s'établit à 5,1 %, dépassant de 0,44 % l'indice de référence.

Les obligations

Les titres obligataires ont fortement réagi aux politiques des banques centrales des grands pays industrialisés. Par conséquent, les obligations ont affiché des rendements négatifs dans la plupart des pays.

Le portefeuille d'obligations de la Caisse a réalisé un rendement qui surpasse son indice de référence de 0,10 %. Cet écart favorable s'explique principalement par la forte proportion d'obligations du Québec dans ce portefeuille. En effet, l'écart entre les titres québécois et canadiens s'est resserré à la suite de la hausse de la cote de crédit des obligations du Québec par la firme Moody's. Par conséquent, les obligations du Québec à échéance de dix ans ont donné une meilleure performance en 1999 que les titres canadiens équivalents, lesquels ont par ailleurs affiché de meilleurs résultats que les titres américains.

Évolution du TSE 300
Données hebdomadaires

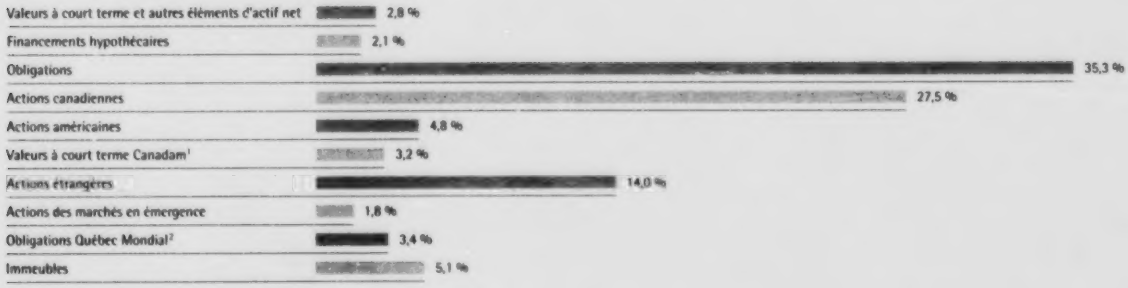


Les actions canadiennes et québécoises

La remontée des prix des matières premières et la performance remarquable des entreprises œuvrant dans les domaines des télécommunications et d'Internet ont permis aux marchés boursiers canadiens de connaître une excellente année en 1999. Toutefois, les incertitudes liées aux hausses anticipées de taux d'intérêt ont tempéré l'enthousiasme des investisseurs, en particulier dans les secteurs des services financiers, lesquels ont enregistré un résultat négatif.

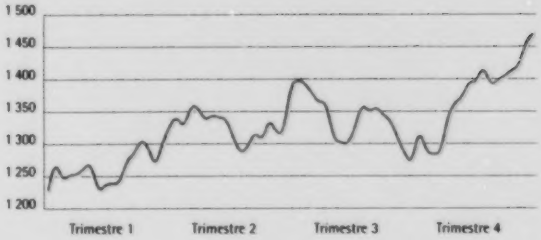
Alors que l'indice TSE 300 progressait de 31,7 % en 1999, le portefeuille spécialisé d'actions canadiennes et québécoises a affiché un rendement de 32,7 %. Cette performance résulte des décisions prises en cours d'année à l'effet de maintenir les pondérations initiales dans les titres technologiques les plus performants (notamment Nortel et BCE), d'accroître la pondération des titres cycliques, et de réduire celle des secteurs sensibles aux hausses de taux d'intérêt. Ce résultat est particulièrement remarquable compte tenu que peu de gestionnaires canadiens ont réussi à battre l'indice TSE 300.

Répartition par portefeuille spécialisé
au 31 décembre 1999
juste valeur - en pourcentage



[1] *Constitué le 1er décembre 1999*
[2] *Constitué le 1er juillet 1999*

Évolution du S&P 500
Données hebdomadaires



Les actions américaines

L'équipe de placement des actions américaines a choisi de maintenir une surpondération des titres technologiques dans ce portefeuille spécialisé. Par conséquent, le rendement global du portefeuille d'actions américaines de la Caisse a atteint 20,5 %, surpassant l'indice S&P 500 pour la première fois depuis trois ans. Ce résultat place la Caisse dans le peloton de tête des meilleurs gestionnaires d'actions américaines en Amérique du Nord.

Les autres actions étrangères

L'équipe de placement des marchés boursiers internationaux a choisi de privilégier les titres de croissance sur les marchés européens. En Asie, elle a choisi de surpondérer les titres de Hong Kong au second semestre et d'effectuer des rotations sectorielles dans le portefeuille d'actions japonaises. Ces décisions conjuguées ont permis d'atteindre un rendement exceptionnel de 43,1 % sur les actions étrangères et des marchés en émergence et de surpasser largement l'indice MSCI-EAFE+EMF.

Des approches tactiques et stratégiques à la hauteur des défis

Les placements tactiques et la gestion stratégique de la répartition de l'actif

L'équipe de gestion stratégique cherche à prévoir les tendances économiques et les mouvements des marchés financiers sur un horizon de 12 à 18 mois. De leur côté, les gestionnaires tactiques cherchent à tirer profit des fluctuations à court terme des marchés. Ces deux équipes de gestion utilisent des instruments financiers dérivés, tels les contrats à terme et les options, pour prendre des positions sur les marchés financiers.

Les équipes des placements tactiques et de la gestion stratégique ont de plus contribué aux activités de gestion active de la répartition de l'actif dont l'une des décisions a été de réduire, dès le début de 1999, la pondération du portefeuille obligataire pour investir davantage dans les marchés boursiers.

L'ensemble de ces activités ont dégagé cette année des bénéfices qui s'élèvent à plus de 820 M$.

Un nouveau mode de gestion pour saisir les opportunités

Le fonds Action Opportunité, créé en 1999, vise à utiliser au maximum la synergie des compétences et des connaissances des gestionnaires de tous les secteurs de la Caisse et de ses filiales en vue de saisir les opportunités exceptionnelles de placement.

Ce fonds, qui s'ajoute à la gamme de produits de la Caisse, réalise des placements qui ne pourraient être effectés par une filiale seule, ou encore qui vont au-delà du mandat du groupe Grands marchés, en regard de certains facteurs, tels la taille, la liquidité ou le risque.

Le fonds Action Opportunité cible des entreprises d'envergure mondiale ou à fort potentiel de rendement. Malgré son implantation tardive cette année, il a déjà effectué quelques placements dans le secteur des ressources.

Pour les entreprises de toutes tailles

La Caisse est le plus important investisseur dans le domaine du placement privé et du capital de risque au Canada. Par l'entremise de ses filiales de participations, elle offre du capital intelligent adapté aux besoins particuliers des petites, moyennes et grandes entreprises. Elle dispose d'une gamme complète de véhicules de financement et de nombreux outils qui lui permettent d'accompagner ces entreprises dans toutes les étapes de leur croissance, selon leur secteur d'activité.

Au 31 décembre 1999, le portefeuille du Groupe Participations atteignait 12 G$, en hausse de 74 % par rapport à l'exercice précédent. Depuis 1995, le portefeuille affiche une croissance annuelle moyenne de plus de 40 %.

Par ailleurs, le portefeuille global comprend 636 investissements dont 388 dans des entreprises québécoises. Pour 70 % de ces dernières, le montant investi y était inférieur à 5 M$, indiquant l'importance des petites et moyennes entreprises dans les stratégies d'investissement au Québec.

Le taux de rendement interne des filiales de participations pour le portefeuille d'actions canadiennes, pour ce premier cycle de cinq ans, complété cette année, a été de 27,3 %. En 1999, il a atteint 27,4 %. Quant au portefeuille de financements sous forme de dettes, il a dégagé cette année, un taux de rendement interne exceptionnel de 6,34 %, surpassant l'indice SCM-univers de 7,48 %.

Des investissements diversifiés dans tous les secteurs de l'économie

En 1999, l'ensemble des sociétés du Groupe Participations ont autorisé 312 investissements pour une valeur de 6,9 G$, dans divers secteurs de l'activité économique. Parmi les placements réalisés ou autorisés au cours de l'année, mentionnons :

Portefeuille du Groupe Participations
au 31 décembre 1999
en millions de dollars

Filiales	Nombre	Juste valeur $
Capital CDPQ - Réseau Accès Capital	120	86,8
Capital Communications CDPQ	78	3 666,4
Capital d'Amérique CDPQ	241	5 793,3
Capital International CDPQ	48	906,0
Services financiers CDPQ	36	488,2
Sofinov, Société financière d'innovation	134	1 060,3
Total consolidé[1]	636	12 001,0

[1] *Certains placements sont gérés par plus d'une filiale.*

Distribution et services

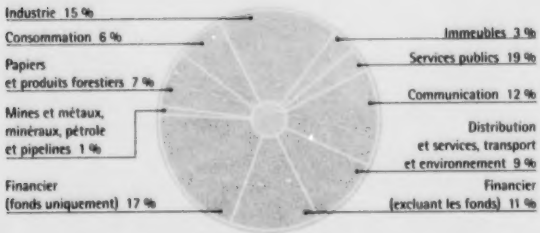
- 4 M$ dans Équipement Lacroix, une entreprise de Deauville, en Estrie, spécialisée dans la distribution d'équipements lourds pour le secteur de la construction.
- 8 M$ dans l'entreprise Motovan, de Boucherville, l'un des principaux distributeurs canadiens de pièces et d'accessoires de motoneiges, de motomarines et de véhicules tous terrains.

Consommation

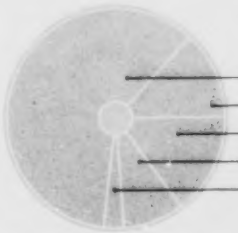
Agro-alimentaire

- 11 M$ en coïnvestissement avec North Castle, un fonds américain, dans NCP-EAS, une société engagée dans le développement et la commercialisation de produits de nutrition sportive.
- 25,5 M$ en coïnvestissement avec Perez Companc, dans Nieto Senetiner, un producteur et distributeur de vins de Mendoza, en Argentine.
- 110 M$ dans Alimentation Couche-Tard, en vue de l'acquisition de Silcorp, qui exploite une chaîne de dépanneurs principalement dans l'ouest du Canada. Cette acquisition a permis à l'entreprise de se hisser au premier rang de son secteur au Canada.

Répartition par secteur du portefeuille du Groupe Participations
au 31 décembre 1999



Ventilation du portefeuille du Groupe Participations
au 31 décembre 1999



Placements		Nombre	Juste valeur M$
Moins de 5 M$	60 %	378	874,2
5 M$ - 10 M$	13 %	84	753,6
10 M$ - 25 M$	15 %	97	1 944,8
25 M$ - 100 M$	9 %	57	3 584,8
100 M$ et plus	3 %	20	4 843,6
Total		**636**	**12 001,0**

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

Mode

Une nouvelle société a été créée en juin dernier afin d'appuyer la croissance de l'industrie de la mode québécoise. Montréal Mode comprend deux unités, Montréal Mode International et Montréal Mode Investissements. La première unité a pour mandat de mettre en place une infrastructure de soutien à la production et à la commercialisation de produits locaux dans l'industrie du vêtement et du design. Montréal Mode Investissements effectue des placements en capital de risque dans des sociétés de ce secteur prometteur.

Biotechnologie et sciences de la vie

• 1 M$ dans Nexia Biotechnologie, une entreprise spécialisée dans la production de protéines thérapeutiques par des méthodes de génie génétique.

• 4,5 M$ dans Therion Biologics Corporation, qui développe et crée des vaccins thérapeutiques pour le traitement du cancer.

• 160 M$ dans la pharmaceutique Axcan Pharma, de Mont-Saint-Hilaire sur la Rive-Sud de Montréal, pour l'acquisition de la société américaine Scandipharm. Axcan Pharma commercialise des produits pharmaceutiques, principalement en gastro-entérologie. Quant aux produits mis en marché par Scandipharm, ils soignent principalement les affections gastro-intestinales qui affectent les personnes souffrant de fibrose kystique, de cancer et du sida. Axcan Pharma est devenue la première société pharmaceutique québécoise à posséder sa propre force de vente aux États-Unis.

Industrie

Production manufacturière et industrielle

• 200 000 $ dans Unigraph International, de Delson en Montérégie, un fabricant de produits chimiques écologiques destinés à l'imprimerie commerciale. Cet investissement vise essentiellement la percée du marché américain.

• 112 M$ dans l'entreprise sherbrookoise C-MAC, spécialisée dans les semi-conducteurs.

Logiciel et multimédia

• 400 000 $ dans Heuristic Management Systems de Pointe-Claire, une entreprise spécialisée dans la consultation et l'intégration de systèmes de gestion de projets informatisés.

• 800 000 $ dans Pyderion Contact Technologies, une entreprise spécialisée dans la conception et la commercialisation de logiciels pour les centres d'appels.

• 1 M$ dans le Groupe Cinémaginaire, un producteur québécois de longs métrages.

• 4 M$ dans la société québécoise Tube Image, productrice d'animation 3D et d'effets spéciaux pour les marchés du cinéma et de la télévision. Cet investissement permettra à l'entreprise d'accélérer le développement de ses activités de production à portée internationale, notamment par la réalisation d'un long métrage et de deux séries télévisuelles en animation 3D.

• 4,25 M$ dans les Productions Pascal Blais, une entreprise montréalaise spécialisée dans la production de publicités. Avec cet investissement, elle a pu mettre sur pied une division qui assure la production de films d'animation en format IMAX, utilisant une technologie unique au monde, soit un banc d'animation entièrement robotisé et assisté par ordinateur, spécialement conçu pour la production IMAX.

• 5 M$ dans le Groupe Hauts-Monts, de Québec, dans le cadre d'un projet majeur de géomatique aux États-Unis.

TÉMOIGNAGE

« L'investissement de la Caisse nous a permis d'accélérer la précommercialisation et la mise en marché de notre produit au Canada, de planifier son entrée sur le marché américain ainsi que de compléter notre gamme initiale de produits. »

Guy Chevrette
Président
Tétra Technologies

Mode

Une nouvelle société a été créée en juin dernier afin d'appuyer la croissance de l'industrie de la mode québécoise. Montréal Mode comprend deux unités, Montréal Mode International et Montréal Mode Investissements. La première unité a pour mandat de mettre en place une infrastructure de soutien à la production et à la commercialisation de produits locaux dans l'industrie du vêtement et du design. Montréal Mode Investissements effectue des placements en capital de risque dans des sociétés de ce secteur prometteur.

Biotechnologie et sciences de la vie

- 1 M$ dans Nexia Biotechnologie, une entreprise spécialisée dans la production de protéines thérapeutiques par des méthodes de génie génétique.
- 4,5 M$ dans Therion Biologics Corporation, qui développe et crée des vaccins thérapeutiques pour le traitement du cancer.
- 160 M$ dans la pharmaceutique Axcan Pharma, de Mont-Saint-Hilaire sur la Rive-Sud de Montréal, pour l'acquisition de la société américaine Scandipharm. Axcan Pharma commercialise des produits pharmaceutiques, principalement en gastro-entérologie. Quant aux produits mis en marché par Scandipharm, ils soignent principalement les affections gastro-intestinales qui affectent les personnes souffrant de fibrose kystique, de cancer et du sida. Axcan Pharma est devenue la première société pharmaceutique québécoise à posséder sa propre force de vente aux États-Unis.

Industrie

Production manufacturière et industrielle

- 200 000 $ dans Unigraph International, de Delson en Montérégie, un fabricant de produits chimiques écologiques destinés à l'imprimerie commerciale. Cet investissement vise essentiellement la percée du marché américain.
- 112 M$ dans l'entreprise sherbrookoise C-MAC, spécialisée dans les semi-conducteurs.

Logiciel et multimédia

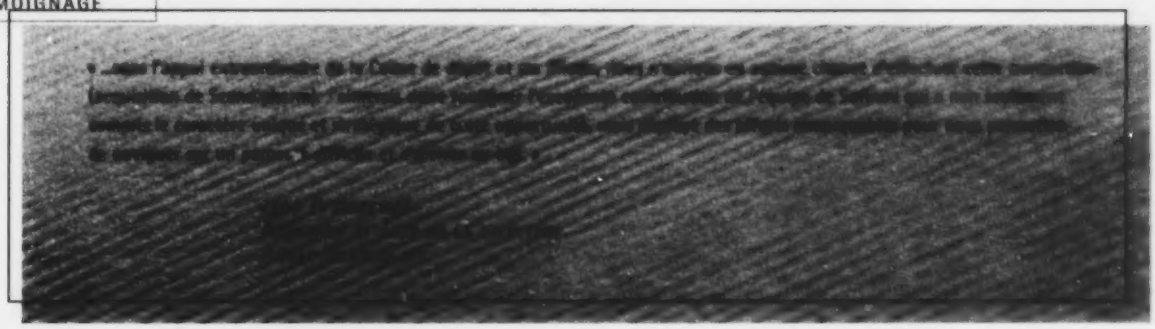
- 400 000 $ dans Heuristic Management Systems de Pointe-Claire, une entreprise spécialisée dans la consultation et l'intégration de systèmes de gestion de projets informatisés.
- 800 000 $ dans Pyderion Contact Technologies, une entreprise spécialisée dans la conception et la commercialisation de logiciels pour les centres d'appels.
- 1 M$ dans le Groupe Cinémaginaire, un producteur québécois de longs métrages.
- 4 M$ dans la société québécoise Tube Image, productrice d'animation 3D et d'effets spéciaux pour les marchés du cinéma et de la télévision. Cet investissement permettra à l'entreprise d'accélérer le développement de ses activités de production à portée internationale, notamment par la réalisation d'un long métrage et de deux séries télévisuelles en animation 3D.
- 4,25 M$ dans les Productions Pascal Blais, une entreprise montréalaise spécialisée dans la production de publicités. Avec cet investissement, elle a pu mettre sur pied une division qui assure la production de films d'animation en format IMAX, utilisant une technologie unique au monde, soit un banc d'animation entièrement robotisé et assisté par ordinateur, spécialement conçu pour la production IMAX.
- 5 M$ dans le Groupe Hauts-Monts, de Québec, dans le cadre d'un projet majeur de géomatique aux États-Unis.

TÉMOIGNAGE

« L'investissement de la Caisse nous a permis d'accélérer la précommercialisation et la mise en marché de notre produit au Canada, de planifier son entrée sur le marché américain ainsi que de compléter notre gamme initiale de produits. »

[illegible]

TÉMOIGNAGE



Technologies industrielles

• 4,5 M$ dans AIMCO World Enterprises, spécialisée dans la fabrication de polymères et d'encres thermosensibles.

• 5,9 M$ dans Arc Second, une entreprise spécialisée dans la fabrication d'équipements de mesure et d'enregistrement de données de positionnement en 3D.

Communications et télécommunications

• 750 000 $ dans le Groupe ComLink, une entreprise de Laval qui conçoit et commercialise des réseaux de télécommunications numériques sans fil destinés au transport de signaux mixtes (voix, data et vidéo). L'entreprise prévoit étendre ses activités vers l'Asie et l'Amérique du Sud.

• 87 M$ dans Quebecor, pour l'acquisition de la chaîne canadienne de journaux Sun Media.

• 300 M$ pour l'acquisition d'une participation, conjointement avec Microsoft et Qualcomm, dans Korea Telecom FreeTel (KTF), deuxième société de services en importance en Corée dans le secteur du téléphone sans fil. Cet investissement permettra à l'entreprise d'envisager l'expansion de ses services sans fil.

Services financiers, fonds communs de placement et assurances

• 150 000 $ dans San-Roche Financial, qui distribue des fonds communs de placement auprès de la communauté chinoise du Canada.

• 50 M$ dans Nova Bancorp Group, une société de services financiers intégrés dont les activités comprennent la gestion et la vente de fonds communs de placement et de produits de placement spécialisés, la gestion de placements, ainsi que des services de financement institutionnels. Cet investissement lui permettra d'étendre ses activités au Québec et aux provinces atlantiques.

• 150 M$ dans l'Industrielle-Alliance, une compagnie d'assurance sur la vie.

Transport

• 250 M$ dans l'acquisition de l'autoroute 407 en Ontario par un consortium international formé avec le Groupe SNC-Lavalin et les sociétés espagnoles Grupo Ferrovial et Cintra S.A. Cette acquisition, réalisée au terme d'un processus d'appel d'offres restreint, fera l'objet d'investissements ultérieurs importants pour assurer le prolongement et l'aménagement de cette infrastructure. Les membres du consortium ont d'ores et déjà engagé 1,6 G$ sous forme de capital-actions et de débentures subordonnées pour l'ensemble du projet. Il s'agit de la première privatisation d'infrastructure routière de cette nature au Canada, et une des plus importantes au monde.

• 50 M$ dans le Groupe SNC-Lavalin pour le financement de la portion de la société dans le cadre de l'acquisition de l'autoroute 407.

Investissement dans des fonds

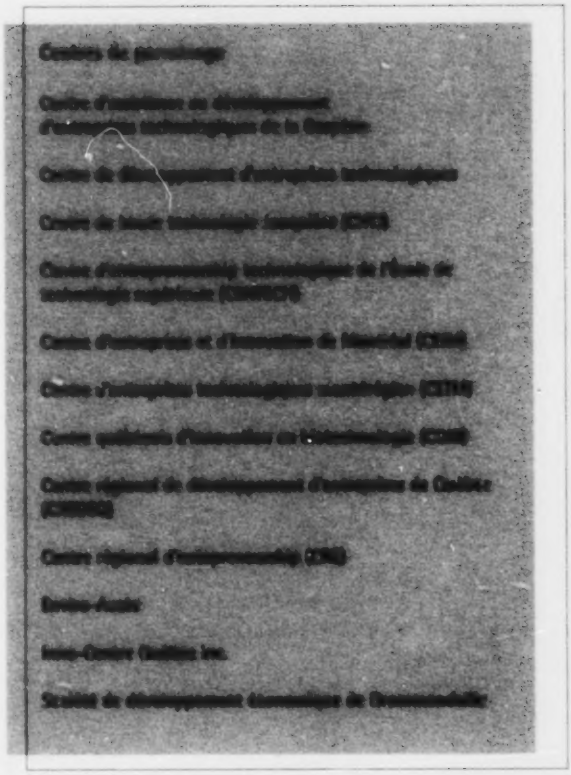
Au total, plus de 2 G$ sont investis dans des fonds. Parmi ceux autorisés en 1999, on trouve :

- VantagePoint, un fonds californien du secteur Internet.
- Exxel Capital Partners 5.5, un fonds d'acquisition latino-américain géré par The Exxel Group.
- Deux fonds asiatiques gérés par Schroder Ventures Partners et Baring Private Equity Partners, deux sociétés présentes en Asie depuis plusieurs années.
- Des investissements ont été effectués en Europe dans des fonds de dette subordonnée, avec les principaux joueurs sur ce marché, soit ICG et PRICOA.

Essor des jeunes entreprises et des PME québécoises

La Caisse, par l'entremise de son réseau Accès Capital, est très active auprès des jeunes entreprises. Ce réseau est composé de 12 bureaux d'affaires couvrant l'ensemble du territoire québécois et les Maritimes avec l'ouverture en 1999 des bureaux Laval-Laurentides-Lanaudière, Outaouais et l'Acadie. Quelque 36 M$ ont été investis dans 79 petites et moyennes entreprises québécoises au cours de l'année, et 20 d'entre elles ont bénéficié de financement sous forme de prêts pour un total de 2,8 M$, accordés en vertu du programme d'appui aux entreprises parrainées notamment :

- 100 000 $ dans Synercard Corporation, de Hull, une entreprise en démarrage qui met au point et commercialise un logiciel permettant la production de cartes d'identification et d'autres types d'applications, telle la transmission d'empreintes digitales entre différents corps policiers.
- 250 000 $ dans Visuel Corporation, une entreprise de location d'espaces publicitaires à l'intérieur d'ascenseurs d'immeubles à bureaux.
- 250 000 $ dans Servi Technologies de Québec, une société qui a mis au point un système informatique innovateur, dédié à améliorer l'interaction avec les consommateurs dans le domaine de la restauration.



TÉMOIGNAGE

« ...sans l'appui extraordinaire de la Caisse de dépôt et ses filiales, nous n'aurions eu aucune chance d'effectuer cette transaction (acquisition de Scandipharm). J'aimerais donc souligner l'excellente contribution de l'équipe de Sofinov qui a non seulement compris le caractère unique et stratégique de cette opportunité, mais déployé des efforts remarquables pour nous permettre de naviguer sur un parcours difficile et d'arriver au but. »

Léon F. Gosselin
Président et chef de la direction
Axcan Pharma inc.

Technologies industrielles

• 4,5 M$ dans AIMCO World Enterprises, spécialisée dans la fabrication de polymères et d'encres thermosensibles.
• 5,9 M$ dans Arc Second, une entreprise spécialisée dans la fabrication d'équipements de mesure et d'enregistrement de données de positionnement en 3D.

Communications et télécommunications

• 750 000 $ dans le Groupe ComLink, une entreprise de Laval qui conçoit et commercialise des réseaux de télécommunications numériques sans fil destinés au transport de signaux mixtes (voix, data et vidéo). L'entreprise prévoit étendre ses activités vers l'Asie et l'Amérique du Sud.
• 87 M$ dans Quebecor, pour l'acquisition de la chaîne canadienne de journaux Sun Media.
• 300 M$ pour l'acquisition d'une participation, conjointement avec Microsoft et Qualcomm, dans Korea Telecom FreeTel (KTF), deuxième société de services en importance en Corée dans le secteur du téléphone sans fil. Cet investissement permettra à l'entreprise d'envisager l'expansion de ses services sans fil.

Services financiers, fonds communs de placement et assurances

• 150 000 $ dans San-Roche Financial, qui distribue des fonds communs de placement auprès de la communauté chinoise du Canada.
• 50 M$ dans Nova Bancorp Group, une société de services financiers intégrés dont les activités comprennent la gestion et la vente de fonds communs de placement et de produits de placement spécialisés, la gestion de placements, ainsi que des services de financement institutionnels. Cet investissement lui permettra d'étendre ses activités au Québec et aux provinces atlantiques.
• 150 M$ dans l'Industrielle-Alliance, une compagnie d'assurance sur la vie.

Transport

• 250 M$ dans l'acquisition de l'autoroute 407 en Ontario par un consortium international formé avec le Groupe SNC-Lavalin et les sociétés espagnoles Grupo Ferrovial et Cintra S.A. Cette acquisition, réalisée au terme d'un processus d'appel d'offres restreint, fera l'objet d'investissements ultérieurs importants pour assurer le prolongement et l'aménagement de cette infrastructure. Les membres du consortium ont d'ores et déjà engagé 1,6 G$ sous forme de capital-actions et de débentures subordonnées pour l'ensemble du projet. Il s'agit de la première privatisation d'infrastructure routière de cette nature au Canada, et une des plus importantes au monde.
• 50 M$ dans le Groupe SNC-Lavalin pour le financement de la portion de la société dans le cadre de l'acquisition de l'autoroute 407.

Investissement dans des fonds

Au total, plus de 2 G$ sont investis dans des fonds. Parmi ceux autorisés en 1999, on trouve :

- VantagePoint, un fonds californien du secteur Internet.
- Exxel Capital Partners 5.5, un fonds d'acquisition latino-américain géré par The Exxel Group.
- Deux fonds asiatiques gérés par Schroder Ventures Partners et Baring Private Equity Partners, deux sociétés présentes en Asie depuis plusieurs années.
- Des investissements ont été effectués en Europe dans des fonds de dette subordonnée, avec les principaux joueurs sur ce marché, soit ICG et PRICOA.

Essor des jeunes entreprises et des PME québécoises

La Caisse, par l'entremise de son réseau Accès Capital, est très active auprès des jeunes entreprises. Ce réseau est composé de 12 bureaux d'affaires couvrant l'ensemble du territoire québécois et les Maritimes avec l'ouverture en 1999 des bureaux Laval-Laurentides-Lanaudière, Outaouais et l'Acadie. Quelque 36 M$ ont été investis dans 79 petites et moyennes entreprises québécoises au cours de l'année, et 20 d'entre elles ont bénéficié de financement sous forme de prêts pour un total de 2,8 M$, accordés en vertu du programme d'appui aux entreprises parrainées notamment :

- 100 000 $ dans Synercard Corporation, de Hull, une entreprise en démarrage qui met au point et commercialise un logiciel permettant la production de cartes d'identification et d'autres types d'applications, telle la transmission d'empreintes digitales entre différents corps policiers.
- 250 000 $ dans Visuel Corporation, une entreprise de location d'espaces publicitaires à l'intérieur d'ascenseurs d'immeubles à bureaux.
- 250 000 $ dans Servi Technologies de Québec, une société qui a mis au point un système informatique innovateur, dédié à améliorer l'interaction avec les consommateurs dans le domaine de la restauration.

Centres de parrainage

Centre d'assistance au développement d'entreprises technologiques de la Gaspésie

Centre de développement d'entreprises technologiques

Centre de haute technologie Jonquière (CHTJ)

Centre d'entrepreneurship technologique de l'École de technologie supérieure (CENTECH)

Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal (CEIM)

Centre d'entreprises technologiques montérégien (CETM)

Centre québécois d'innovation en biotechnologie (CQIB)

Centre régional de développement d'entreprises de Québec (CREDEQ)

Centre régional d'entepreneurship (CRE)

Enviro-Accès

Inno-Centre Québec inc.

Société de développement économique de Drummondville

Clés du succès en immobilier

Les activités du Groupe Immobilier regroupent les opérations des portefeuilles spécialisés d'immeubles et de financements hypothécaires. Leur gestion est assurée par une équipe de spécialistes qui veillent à l'élaboration des stratégies, assurent le suivi du rendement et supervisent les activités des filiales et des sociétés responsables de la gestion opérationnelle.

En 1999, le Groupe Immobilier a poursuivi sa stratégie d'optimisation des rendements en tirant profit de l'asynchronisme des cycles économiques et immobiliers. Cette conjoncture lui a permis de réaliser des arbitrages entre les marchés sectoriels et d'autres, entre les marchés géographiques. Il a également pu choisir les combinaisons optimales entre la détention directe d'immeubles et celle de titres immobiliers.

Au 31 décembre 1999, l'actif combiné des portefeuilles spécialisés d'immeubles et de financements hypothécaires s'élevait à 15,5 G$, soit 15,5 % de l'actif des déposants. Les placements du portefeuille spécialisé d'immeubles s'élèvent à 13,6 G$, en hausse de plus de 50 % par rapport à l'an dernier.

Le portefeuille spécialisé d'immeubles affiche un rendement de 14,6 %, surpassant de façon remarquable l'indice de référence AON dont le rendement est de 7,9 % cette année.

Quant à l'actif net du portefeuille spécialisé de financements hypothécaires, il s'élève à 1,9 G$ au 31 décembre 1999 comparativement à 1,7 G$ en 1998. Ce portefeuille a généré un rendement de 0,7 % en 1999, comparativement à -1,1 % de l'indice de référence.

Centres commerciaux

Parmi les activités réalisées par la filiale Ivanhoé, mentionnons :

- Acquisition dans le cadre d'une offre publique d'achat, de 25 millions d'actions de Centres commerciaux Cambridge. Cet investissement de 334 M$ porte la participation d'Ivanhoé dans Cambridge à plus de 71 %.
- Acquisition, au coût de 34 M$, de l'immeuble ayant abrité le magasin Eaton au centre-ville de Montréal et pour lequel Ivanhoé entend développer un plan de mise en valeur.
- Acquisition d'une participation au coût de 117 M$, dans les centres Oak View Mall (Omaha, Nebraska) et Eastridge Mall (San Jose, Californie), en partenariat avec General Growth Properties.

Ivanhoé a également investi dans les projets de développement suivants :

- Investissement d'environ 90 M$ dans un projet de construction d'un complexe de divertissement d'une valeur de plus de 200 M$, à Laval, au Québec.
- Investissement de 395 M$, en partenariat avec Taubman Centers, dans la construction d'un centre commercial haut de gamme à Tampa, en Floride.

Portefeuille du Groupe Immobilier
au 31 décembre 1999
juste valeur - en millions de dollars

Filiales	Actif des déposants	Biens sous gestion et administrés	Actif immobilier sous gestion	Pourcentage
Cadim	1 640	98	1 738	8,5
Ivanhoé	6 849	1 196	8 045	39,3
SITQ IMMOBILIER	5 146	3 629	8 775	42,9
Hypothèques CDPQ	1 914	-	1 914	9,3
Total	15 549	4 923	20 472	100,0

[1] *Comprend les portefeuilles spécialisés de financements hypothécaires et d'immeubles.*

Bureaux et parcs d'affaires

Parmi les activités réalisées par la filiale SITQ IMMOBILIER, mentionnons :

- Acquisition au coût de 102,7 M$, d'un complexe immobilier de 43 400 m² à North York, Ontario.
- Acquisition, avec la société québécoise Canderel, d'une participation au coût de 121,3 M$, dans un portefeuille de 11 immeubles de bureaux à Dallas (94 000m²) au Texas et de trois immeubles de bureaux au coût de 9,5 M$, en Louisiane (37 000 m²).

TÉMOIGNAGE

« J'aimerais vous féliciter ainsi que tous les membres de la direction pour des résultats exceptionnels. Cela démontre encore une fois le professionnalisme de l'équipe de la Caisse de dépôt et placement du Québec, deuxième gestionnaire de portefeuille sur la scène internationale. »

Moshe R. Rosen, Executive Vice-President
Safra National Bank of New York

Clés du succès en immobilier

Les activités du Groupe Immobilier regroupent les opérations des portefeuilles spécialisés d'immeubles et de financements hypothécaires. Leur gestion est assurée par une équipe de spécialistes qui veillent à l'élaboration des stratégies, assurent le suivi du rendement et supervisent les activités des filiales et des sociétés responsables de la gestion opérationnelle.

En 1999, le Groupe Immobilier a poursuivi sa stratégie d'optimisation des rendements en tirant profit de l'asynchronisme des cycles économiques et immobiliers. Cette conjoncture lui a permis de réaliser des arbitrages entre les marchés sectoriels et d'autres, entre les marchés géographiques. Il a également pu choisir les combinaisons optimales entre la détention directe d'immeubles et celle de titres immobiliers.

Au 31 décembre 1999, l'actif combiné des portefeuilles spécialisés d'immeubles et de financements hypothécaires s'élevait à 15,5 G$, soit 15,5 % de l'actif des déposants. Les placements du portefeuille spécialisé d'immeubles s'élèvent à 13,6 G$, en hausse de plus de 50 % par rapport à l'an dernier.

Le portefeuille spécialisé d'immeubles affiche un rendement de 14,6 %, surpassant de façon remarquable l'indice de référence AON dont le rendement est de 7,9 % cette année.

Quant à l'actif net du portefeuille spécialisé de financements hypothécaires, il s'élève à 1,9 G$ au 31 décembre 1999 comparativement à 1,7 G$ en 1998. Ce portefeuille a généré un rendement de 0,7 % en 1999, comparativement à -1,1 % de l'indice de référence.

Centres commerciaux

Parmi les activités réalisées par la filiale Ivanhoé, mentionnons :

- Acquisition dans le cadre d'une offre publique d'achat, de 25 millions d'actions de Centres commerciaux Cambridge. Cet investissement de 334 M$ porte la participation d'Ivanhoé dans Cambridge à plus de 71 %.
- Acquisition, au coût de 34 M$, de l'immeuble ayant abrité le magasin Eaton au centre-ville de Montréal et pour lequel Ivanhoé entend développer un plan de mise en valeur.
- Acquisition d'une participation au coût de 117 M$, dans les centres Oak View Mall (Omaha, Nebraska) et Eastridge Mall (San Jose, Californie), en partenariat avec General Growth Properties.

Ivanhoé a également investi dans les projets de développement suivants :

- Investissement d'environ 90 M$ dans un projet de construction d'un complexe de divertissement d'une valeur de plus de 200 M$, à Laval, au Québec.
- Investissement de 395 M$, en partenariat avec Taubman Centers, dans la construction d'un centre commercial haut de gamme à Tampa, en Floride.

Portefeuille du Groupe Immobilier
au 31 décembre 1999
juste valeur - en millions de dollars

Filiales	Actif des déposants[1]	Biens sous gestion et administrés	Actif immobilier sous gestion	Pourcentage
Cadim	1 640	98	1 738	8,5
Ivanhoé	6 849	1 196	8 045	39,3
SITQ IMMOBILIER	5 146	3 629	8 775	42,9
Hypothèques CDPQ	1 914	-	1 914	9,3
Total	15 549	4 923	20 472	100,0

[1] *Comprend les portefeuilles spécialisés de financements hypothécaires et d'immeubles.*

Bureaux et parcs d'affaires

Parmi les activités réalisées par la filiale SITQ IMMOBILIER, mentionnons :

- Acquisition au coût de 102,7 M$, d'un complexe immobilier de 43 400 m² à North York, Ontario.
- Acquisition, avec la société québécoise Canderel, d'une participation au coût de 121,3 M$, dans un portefeuille de 11 immeubles de bureaux à Dallas (94 000m²) au Texas et de trois immeubles de bureaux au coût de 9,5 M$, en Louisiane (37 000 m²).

TÉMOIGNAGE

« J'aimerais vous féliciter ainsi que tous les membres de la direction pour des résultats exceptionnels. Cela démontre encore une fois le professionnalisme de l'équipe de la Caisse de dépôt et placement du Québec, deuxième gestionnaire de portefeuille sur la scène internationale. »

[illegible], Directeur vice-président
[illegible] à New York

• Participation dans deux fonds d'investissement, soit Blackstone Real Estate Partners III (96,2 M$) et Carlyle Realty Partners (105 M$).
• Acquisition d'un terrain de 112 000 m² situé dans le centre-ouest de Londres où sera construit un parc d'affaires en trois phases, un projet de développement de 300 M$.
SITQ immobilier a procédé également aux investissements en immobilisations suivants :
• Agrandissement et rénovation du Castle Quay Shopping Centre en Angleterre, qui représente un projet de 225 M$, et qui comptera 35 100 m² à la fin des travaux.
• Construction d'un immeuble à vocation industrielle sur le terrain Andouin des Docks de Saint-Ouen en banlieue de Paris.
• Poursuite des travaux de construction de la Cité du Multimédia de Montréal. La phase I du projet est maintenant en exploitation. Ce parc immobilier de 139 000 m² et d'une valeur de 200 M$ est consacré aux entreprises du secteur des technologies de l'information et du multimédia.

Résidentiel et non traditionnel

Parmi les activités de la filiale Cadim, mentionnons :
• Acquisition de 1447 logements résidentiels à Newport Beach aux États-Unis. Cet investissement de 104,3 M$ a été effectué en partenariat avec Essex Property Trust et Boston Financial.
• Acquisition, grâce à un investissement de 109 M$, d'un portefeuille de 25 immeubles résidentiels et commerciaux à Paris, en partenariat avec Immobilière Batibail.
• Acquisition d'un ensemble résidentiel de 194 logements à Dorval, au Québec.
• Acquisition, en partenariat avec Boston Financial, de trois ensembles résidentiels aux États-Unis, qui représentent un total de 1116 logements, à Manassas (Virginie), à Woodridge (Illinois), ainsi qu'à San Diego (Californie).
• Acquisition, en partenariat avec Hearthstone Communities, d'une participation dans un projet de construction d'appartements en copropriété pour personnes âgées à Burlington, en Ontario.
• Investissements de 178 M$ dans plusieurs fonds : Lone Star Opportunity Fund II, Prudential Asian Property Partners, Lazard & Frères, Cherokee Investment Partners, Schroder Asian Property et Pioneer Polish Real Estate Fund.

Les investissements hypothécaires

En 1999, la filiale Hypothèques CDPQ a connu une année record avec des investissements approuvés qui s'élèvent à 646,8 M$ dont plus de 280,4 M$ ont été affectés à de nouveaux prêts au Québec et plus de 366,4 M$ à l'extérieur du Québec dont :
• 15,8 M$ visant dix immeubles commerciaux de la région de Québec;
• 30 M$ sur un immeuble de bureaux de Vancouver;
• 48,1 M$ visant des immeubles de bureaux et commerciaux à Halifax;
• 60,3 M$ sur un ensemble de 48 immeubles industriels de la région de Montréal;
• trois prêts totalisant 86 M$ sur des immeubles de bureaux dans la région de Toronto.

En mai 1999, Hypothèques CDPQ a effectué la première émission de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC) sur le marché public canadien d'une valeur de 254,1 M$. Ces obligations de premier rang et subordonnées étaient garanties par un ensemble de 99 hypothèques commerciales, elles-mêmes garanties par 114 immeubles. Les titres se sont vendus rapidement en 12 tranches.

Le Quartier international de Montréal

La Caisse et ses partenaires, les gouvernements du Québec et du Canada, la Ville de Montréal et l'Association des riverains du Quartier international de Montréal (ARQIM), ont procédé, en décembre, au lancement du projet d'aménagement urbain du Quartier international de Montréal. Situé dans le quadrilatère délimité par les rues Saint-Urbain, Saint-Antoine, Saint-Jacques (entre McGill et University), University et Viger, le Quartier international a pour objectif d'optimiser la capacité d'accueil, le pouvoir d'attraction et la qualité de services et de vie de ce secteur de Montréal. Le projet, qui s'appuie sur un investissement de plus de 60 M$ de partenaires des secteurs public et privé, ainsi que sur l'agrandissement du Palais des Congrès grâce à un financement du gouvernement du Québec, devrait générer à terme des investissements immobiliers de plus de 1 G$.

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

Pour une croissance planifiée

Au cours des dernières années, la Caisse et ses filiales ont créé de nombreux outils pour répondre aux besoins précis des entreprises et les accompagner dans leurs projets d'expansion à l'étranger.

Accès Capital International

Doté d'un capital initial de 25 M$, Accès Capital International a pour mandat de financer l'implantation de PME sur la scène internationale. Il investit avec des entreprises dans leurs projets d'expansion tels que l'acquisition d'une société étrangère, la création d'une coentreprise avec un partenaire local ou encore la création d'une filiale.

Groupe Expordev

Le Groupe Expordev compte pour actionnaires Télésystème Ltée, Bombardier, Bronterra International Corporation (Claridge), SNC-Lavalin International et la Société pour l'expansion des exportations (SEE). Sa mission consiste à commercialiser des produits à valeur ajoutée dans des marchés à fort potentiel au moyen de partenariats stratégiques et de réseaux à l'étranger.

En 1999, la société a procédé à l'acquisition de Sovebec, une entreprise de la région de Québec spécialisée dans la commercialisation du bois d'œuvre et de produits dérivés du bois. Avec Sovebec, qui compte déjà un bon réseau de contacts et une clientèle appréciable, le Groupe Expordev entend faciliter la percée des fabricants de matériaux de construction dans les marchés internationaux.

Infradev

Infradev est un fonds dédié à la réalisation de projets d'infrastructures, principalement dans les marchés en émergence. Ce fonds peut participer aux frais de mise en œuvre de plusieurs types de projets d'infrastructures (énergie, transport, environnement, santé, télécommunications, etc.), aussitôt que ces derniers présentent des chances raisonnables de se matérialiser.

En 1999, Infradev a contribué aux frais nécessaires à la mise sur pied d'un projet visant la conception, l'approvisionnement et la mise en service d'un système de navigation portuaire au Vietnam. Suite à cette contribution, les partenaires impliqués, soit DGB Telecom et SNC-Lavalin ont signé un contrat de 12 M$. Les travaux ont débuté en juillet et le financement à long terme est assuré par la Société pour l'expansion des exportations (SEE). Infradev a également agi comme conseiller auprès d'un client qui s'intéresse à la mise en chantier d'un projet hydroélectrique d'envergure en Turquie. Un important conglomérat turc a d'ailleurs obtenu une concession pour la réalisation de ce projet.

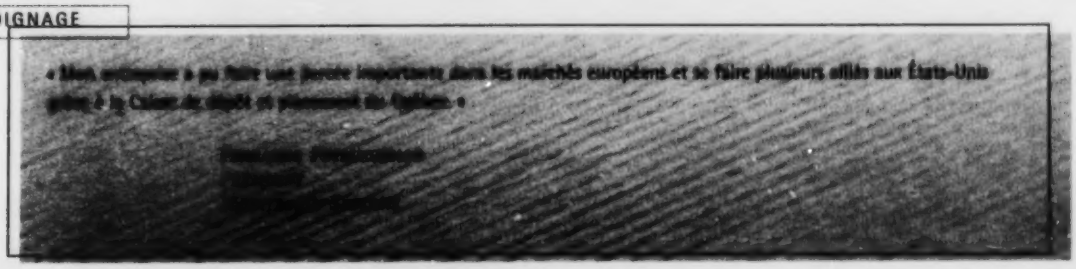
Fonds Cadim-FSTQ, nouveaux marchés

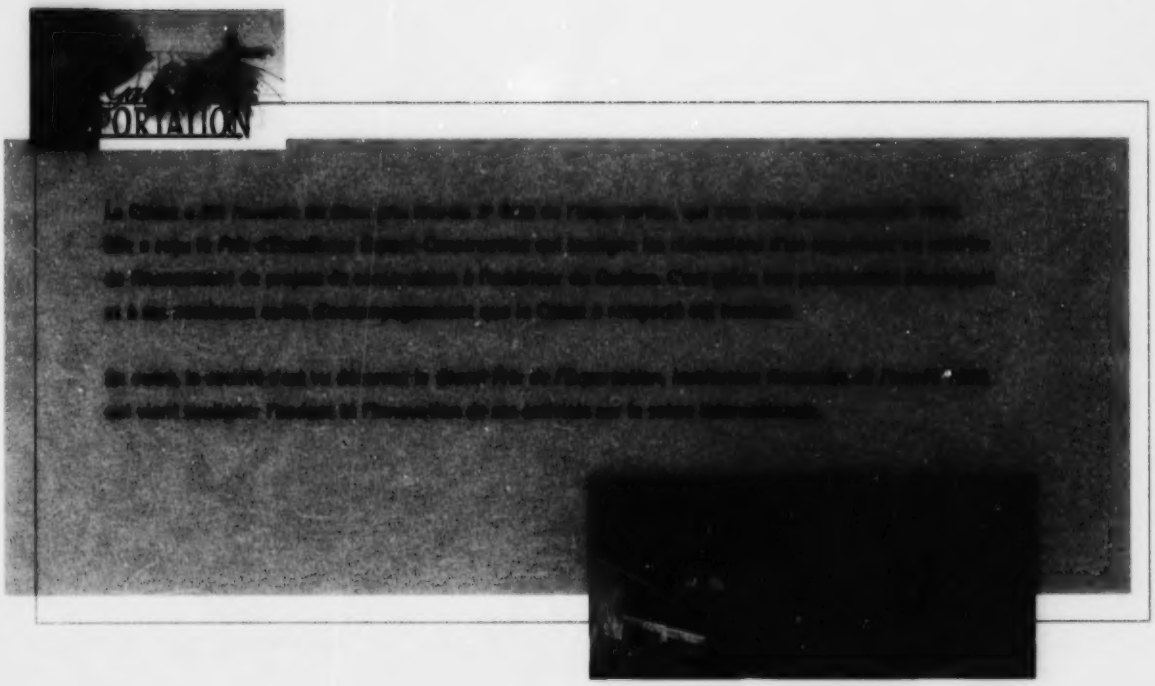
Doté d'un capital initial de 50 M$, le Fonds Cadim-FSTQ, nouveaux marchés a été mis sur pied avec le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec. Ce fonds, géré par une équipe de Cadim, assure le financement de projets immobiliers, de construction et d'exportation de biens et services de construction à l'étranger, notamment dans des pays d'Europe centrale et d'Amérique latine. Comme sa mission vise principalement à favoriser la mondialisation des entreprises locales, il a pour mandat d'investir dans des entreprises de construction qui souhaitent faire des affaires à l'étranger.

Le Fonds a effectué ses premiers investissements en 1999 :

- un ensemble résidentiel de 300 appartements en copropriété en banlieue de Varsovie, en partenariat avec les entreprises québécoises LSR Construction, J.O. Lévesque, Carole Handfield et Chris Lewandowski;
- une entente avec la société québécoise Indra International pour le financement de la construction de 28 maisons en rangée à Piaseczno, en Pologne;
- 275 000 $ dans Construct Québec International visant l'exportation de matériaux de construction en Russie et dans les pays voisins.

TÉMOIGNAGE





DES ÉQUIPES QUALIFIÉES

Un savoir-faire reconnu

La qualité de la performance de la Caisse repose beaucoup sur la compétence de ses équipes. Voilà pourquoi elle apporte une attention constante à la compétence et à la formation continue de ses équipes spécialisées dans tous les secteurs.

Ainsi, 157 de ses 264 employés possèdent un diplôme universitaire, dont 65 de niveau de doctorat ou de maîtrise. Un total de 43 employés ont obtenu le titre réputé d'analyste financier agréé (CFA), et 50 autres poursuivent actuellement leurs études en vue de l'obtenir. Il s'agit là de l'une des plus fortes concentrations d'experts de cette profession au Canada. De plus, 40 employés possèdent un titre professionnel de comptables (CA, CGA, CMA), ce qui lui permet de s'appuyer sur une équipe de très haut niveau en matière de comptabilité, de finance et de soutien à la gestion de portefeuille.

D'autre part, un important programme de stages a permis, en 1999, à 30 nouveaux diplômés universitaires d'acquérir une expérience pertinente au sein de ses équipes de travail, contribuant à préparer une relève compétente.

Pour une croissance planifiée

Au cours des dernières années, la Caisse et ses filiales ont créé de nombreux outils pour répondre aux besoins précis des entreprises et les accompagner dans leurs projets d'expansion à l'étranger.

Accès Capital International

Doté d'un capital initial de 25 M$, Accès Capital International a pour mandat de financer l'implantation de PME sur la scène internationale. Il investit avec des entreprises dans leurs projets d'expansion tels que l'acquisition d'une société étrangère, la création d'une coentreprise avec un partenaire local ou encore la création d'une filiale.

Groupe Expordev

Le Groupe Expordev compte pour actionnaires Télésystème Ltée, Bombardier, Bronterra International Corporation (Claridge), SNC-Lavalin International et la Société pour l'expansion des exportations (SEE). Sa mission consiste à commercialiser des produits à valeur ajoutée dans des marchés à fort potentiel au moyen de partenariats stratégiques et de réseaux à l'étranger.

En 1999, la société a procédé à l'acquisition de Sovebec, une entreprise de la région de Québec spécialisée dans la commercialisation du bois d'œuvre et de produits dérivés du bois. Avec Sovebec, qui compte déjà un bon réseau de contacts et une clientèle appréciable, le Groupe Expordev entend faciliter la percée des fabricants de matériaux de construction dans les marchés internationaux.

Infradev

Infradev est un fonds dédié à la réalisation de projets d'infrastructures, principalement dans les marchés en émergence. Ce fonds peut participer aux frais de mise en œuvre de plusieurs types de projets d'infrastructures (énergie, transport, environnement, santé, télécommunications, etc.), aussitôt que ces derniers présentent des chances raisonnables de se matérialiser.

En 1999, Infradev a contribué aux frais nécessaires à la mise sur pied d'un projet visant la conception, l'approvisionnement et la mise en service d'un système de navigation portuaire au Vietnam. Suite à cette contribution, les partenaires impliqués, soit DGB Telecom et SNC-Lavalin ont signé un contrat de 12 M$. Les travaux ont débuté en juillet et le financement à long terme est assuré par la Société pour l'expansion des exportations (SEE). Infradev a également agi comme conseiller auprès d'un client qui s'intéresse à la mise en chantier d'un projet hydroélectrique d'envergure en Turquie. Un important conglomérat turc a d'ailleurs obtenu une concession pour la réalisation de ce projet.

Fonds Cadim-FSTQ, nouveaux marchés

Doté d'un capital initial de 50 M$, le Fonds Cadim-FSTQ, nouveaux marchés a été mis sur pied avec le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec. Ce fonds, géré par une équipe de Cadim, assure le financement de projets immobiliers, de construction et d'exportation de biens et services de construction à l'étranger, notamment dans des pays d'Europe centrale et d'Amérique latine. Comme sa mission vise principalement à favoriser la mondialisation des entreprises locales, il a pour mandat d'investir dans des entreprises de construction qui souhaitent faire des affaires à l'étranger.

Le Fonds a effectué ses premiers investissements en 1999 :

- un ensemble résidentiel de 300 appartements en copropriété en banlieue de Varsovie, en partenariat avec les entreprises québécoises LSR Construction, J.O. Lévesque, Carole Handfield et Chris Lewandowski;
- une entente avec la société québécoise Indra International pour le financement de la construction de 28 maisons en rangée à Piaseczno, en Pologne;
- 275 000 $ dans Construct Québec International visant l'exportation de matériaux de construction en Russie et dans les pays voisins.

TÉMOIGNAGE

« Mon entreprise a pu faire une percée importante dans les marchés européens et se faire plusieurs alliés aux États-Unis grâce à la Caisse de dépôt et placement du Québec. »

Fernando Petruzziello
Président
Mechtronix Systems

La Caisse a été honorée de deux prix lors du 3e Gala de l'Exportation, qui s'est tenu en septembre 1999. Elle a reçu le *Prix d'Excellence Export-Construction* qui souligne les réalisations d'un organisme en matière de financement de projets de construction à l'extérieur du Québec. C'est grâce aux partenariats développés et à ses nombreux outils d'accompagnement que la Caisse a remporté cet honneur.

En outre, la société s'est vu décerner le *Grand Prix de l'Exportation, institution financière de l'année 1999,* qui vient souligner l'audace et l'innovation de ses activités sur la scène internationale.

DES ÉQUIPES QUALIFIÉES

Un savoir-faire reconnu

La qualité de la performance de la Caisse repose beaucoup sur la compétence de ses équipes. Voilà pourquoi elle apporte une attention constante à la compétence et à la formation continue de ses équipes spécialisées dans tous les secteurs.

Ainsi, 157 de ses 264 employés possèdent un diplôme universitaire, dont 65 de niveau de doctorat ou de maîtrise. Un total de 43 employés ont obtenu le titre réputé d'analyste financier agréé (CFA), et 50 autres poursuivent actuellement leurs études en vue de l'obtenir. Il s'agit là de l'une des plus fortes concentrations d'experts de cette profession au Canada. De plus, 40 employés possèdent un titre professionnel de comptables (CA, CGA, CMA), ce qui lui permet de s'appuyer sur une équipe de très haut niveau en matière de comptabilité, de finance et de soutien à la gestion de portefeuille.

D'autre part, un important programme de stages a permis, en 1999, à 30 nouveaux diplômés universitaires d'acquérir une expérience pertinente au sein de ses équipes de travail, contribuant à préparer une relève compétente.

DÉPOSANTS

au 31 décembre
juste valeur - en millions de dollars

	Sigle	Premier dépôt	Nombre de cotisants[1]	Avoir des déposants 1999 $	1999 %	1998 $	1998 %
CAISSES DE RETRAITE							
Régie des rentes du Québec	RRQ						
Fonds du Régime de rentes du Québec		1966	3 682 292	17 479	21,6	15 831	23,1
Commission de la construction du Québec	CCQ						
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec		1970	90 510	7 727	9,6	6 637	9,7
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	CARRA						
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau syndicable)	RREGOP	1973	400 000	29 719	36,7	25 555	37,3
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau non syndicable)	RREGOP	1973	20 000	4 474	5,5	4 057	5,9
Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités[2]		1975	-	-	-	-	-
Régimes particuliers		1977	325	190	0,2	169	0,3
Régime de retraite des élus municipaux		1989	2 100	195	0,2	169	0,2
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers œuvrant au Québec	RRTAQ	1990	3 231	108	0,1	90	0,1
Fonds d'amortissement des régimes de retraite gouvernementaux	FARRG	1994	1	4 595	5,7	1 359	2,0
RÉGIMES D'ASSURANCE							
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	RMAAQ						
Fonds d'assurance-garantie		1967	66	4	-	4	-
Régie des assurances agricoles du Québec		1968	19 815	13	-	51	0,1
Régie de l'assurance-dépôts du Québec		1969	1 200	181	0,2	166	0,2
Commission de la santé et de la sécurité du travail	CSST	1973	182 400	8 535	10,5	7 644	11,1
Société de l'assurance automobile du Québec	SAAQ	1978	4 514 048	7 365	9,1	6 436	9,4
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers du Québec	FAPAF	1978	1	71	0,1	59	0,1
La Fédération des producteurs de bovins du Québec		1989	24 250	3	-	2	-
Régime de rentes de survivants		1997	1	364	0,5	321	0,5
AUTRES DÉPOSANTS							
Office de la protection du consommateur	OPC	1992	1 120	9	-	8	-
Centre de recherche industrielle du Québec[3]	CRIQ	1994	-	-	-	-	-
Société des alcools du Québec[3]	SAQ	1994	-	26	-	-	-
Commission des valeurs mobilières du Québec[3]	CVMQ	1998	-	8	-	10	-
TOTAL				81 066	100	68 568	100

[1] *Estimation*
[2] *En 1992, l'actif net du fonds de ce régime a été fusionné avec celui du Régime de retraite des élus municipaux.*
[3] *Ces déposants utilisent uniquement les services de gestion de trésorerie de la Caisse.*

au 31 décembre
en millions de dollars

ACTIF NET

	1999	1998
ACTIF		
Placements à la juste valeur		
Portefeuilles spécialisés		
Valeurs à court terme	2 041	2 213
Financements hypothécaires	1 667	1 645
Obligations	28 644	27 977
Actions canadiennes	22 287	17 375
Actions américaines	3 892	5 927
Valeurs à court terme Canadam	2 556	-
Actions étrangères	11 353	8 570
Actions des marchés en émergence	1 435	859
Obligations Québec Mondial	2 783	-
Immeubles	4 166	3 464
	80 823	68 030
Autres éléments d'actif net	243	538
AVOIR DES DÉPOSANTS	**81 066**	**68 568**

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DE L'EXERCICE

	1999	1998
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Revenu net de placement	3 027	2 902
Gains et pertes à la vente de placements	3 711	3 694
Plus-value (moins) non matérialisée des placements	4 534	(230)
TOTAL DES REVENUS DÉCOULANT DES ACTIVITÉS DE PLACEMENT	**11 272**	6 366
Excédent des dépôts des déposants sur leurs retraits	1 226	(1 409)
AUGMENTATION DE L'ACTIF NET	**12 498**	4 957
ACTIF NET AU DÉBUT	**68 568**	63 611
ACTIF NET À LA FIN	**81 066**	68 568

Mesure, reddition et évaluation de comptes

Les activités de la Caisse sont conformes aux exigences de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et aux pratiques de l'industrie. Les états financiers sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus et le calcul des rendements répond aux exigences établies par l'Association for Investment Management and Research (AIMR). Le Vérificateur général du Québec procède à la vérification des états financiers et s'assure que les activités de l'institution sont menées conformément à la loi.

Le Groupe-conseil Aon a certifié, quant à lui, la conformité de la présentation des résultats et du calcul des rendements, aux normes élevées de l'AIMR.

De plus, la valeur marchande des placements est établie par les cotes ou titres de marché pour les actifs issus des grands marchés. Quant aux placements négociés, ils sont évalués annuellement soit par des sociétés externes ou selon des processus requérant une revue détaillée indépendante des gestionnaires.

Une présence active sur Internet contribue également à rendre accessible de façon presque immédiate une information pertinente et d'intérêt public.

VENTILATION DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

en millions de dollars

	1999			1998		
	Juste valeur	Coût	%	Juste valeur	Coût	%
Portefeuilles spécialisés						
Valeurs à court terme						
Valeurs à court terme	4 891	4 889		1 931	1 930	
Autres éléments d'actif net (passif net)	(2 850)	(2 849)		282	282	
	2 041	2 040	2,5	2 213	2 212	3,2
Financements hypothécaires						
Financements hypothécaires						
Commercial et bureaux	1 198	1 205		1 175	1 143	
Industriel	356	360		238	231	
Résidentiel	134	132		165	159	
	1 688	1 697		1 578	1 533	
Autres éléments d'actif net (passif net)	(21)	6		67	92	
	1 667	1 703	2,1	1 645	1 625	2,4
Obligations						
Obligations						
Gouvernement du Québec	10 554	10 322		11 352	10 375	
Gouvernement du Canada	7 238	7 404		4 454	4 418	
Gouvernement des États-Unis	1 260	1 304		3 948	3 949	
Garanties par un gouvernement	7 431	6 956		8 102	6 941	
Entreprises et autres	3 583	3 792		3 737	3 597	
	30 066	29 778		31 593	29 280	
Autres éléments de passif net	(1 422)	(1 361)		(3 616)	(3 404)	
	28 644	28 417	35,3	27 977	25 876	40,8
Actions canadiennes						
Actions et valeurs convertibles						
Titres canadiens						
Production industrielle	5 325	2 717		2 951	2 229	
Services publics	4 247	1 540		2 282	1 294	
Services financiers	3 314	2 437		3 594	2 153	
Autres	9 882	8 426		8 695	7 630	
États-Unis	2 416	1 993		1 021	1 015	
Autres	464	379		122	124	
	25 648	17 492		18 665	14 445	
Autres éléments de passif net	(3 361)	(2 927)		(1 290)	(1 278)	
	22 287	14 565	27,5	17 375	13 167	25,3
Actions américaines						
Actions et valeurs convertibles – États-Unis	3 963	2 681		3 368	2 334	
Valeurs à court terme	-	-		2 838	2 838	
Autres éléments de passif net	(71)	(75)		(279)	(293)	
	3 892	2 606	4,8	5 927	4 879	8,6
Valeurs à court terme Canadam						
Valeurs à court terme	2 429	2 429		-	-	
Autres éléments d'actif net	127	129		-	-	
	2 556	2 558	3,2	-	-	
Actions étrangères						
Actions et valeurs convertibles						
Europe	6 991	5 100		6 941	5 170	
Pacifique	3 744	2 673		2 436	2 709	
Amérique	906	702		373	374	
Autres	573	526		108	102	
	12 214	9 001		9 858	8 355	
Autres éléments de passif net	(861)	(960)		(1 288)	(1 104)	
	11 353	8 041	14,0	8 570	7 251	12,5
Actions des marchés en émergence						
Actions et valeurs convertibles						
Marché en émergence	1 423	1 139		872	1 153	
Autres	9	5		11	13	
	1 432	1 144		883	1 166	
Autres éléments d'actif net (passif net)	3	(1)		(24)	(27)	
	1 435	1 143	1,8	859	1 139	1,3
Obligations Québec Mondial						
Obligations						
Gouvernement du Québec	1 758	1 792		-	-	
Gouvernement du Canada	148	148		-	-	
Actions et valeurs convertibles	157	149		-	-	
	2 063	2 089		-	-	
Autres éléments d'actif net	720	720		-	-	
	2 783	2 809	3,4	-	-	
Immeubles						
Biens immobiliers	11 806	11 982		7 287	7 293	
Actions et valeurs convertibles	863	883		954	1 023	
Financements hypothécaires	309	311		268	250	
Autres éléments de passif net	(8 812)	(8 788)		(5 045)	(4 729)	
	4 166	4 388	5,1	3 464	3 837	5,1
Autres éléments d'actif net détenus directement par les fonds	242	231	0,3	538	554	0,8
Actif net	81 066	68 501	100,0	68 568	60 540	100,0

CONSEIL D'ADMINISTRATION

JEAN-CLAUDE SCRAIRE ●■▼◆◆
Président du conseil d'administration et directeur général

GUY MORNEAU ◆
Vice-président du conseil
Président et directeur général
Régie des rentes du Québec

JEAN-CLAUDE BACHAND ●
Avocat-conseil
Byers Casgrain

CLAUDE BÉLAND ■
Président
La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec

LUC BESSETTE ●■
Président
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RODRIGUE BIRON ■
Administrateur de sociétés
Rodrigue Biron et Associés

YVES FILION ●
Directeur général adjoint
Hydro-Québec

JEAN-YVES GAGNON ▼
Président du conseil d'administration et directeur général
Société de l'assurance automobile du Québec

GILLES GODBOUT ◆
Sous-ministre des Finances
Gouvernement du Québec

THOMAS O. HECHT
Président émérite du conseil
IBEX Technologies

MARC LAVIOLETTE
Président
Confédération des syndicats nationaux

HENRI MASSÉ
Président
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

NICOLE TRUDEAU ◆
Membre et vice-présidente
Commission municipale du Québec

HAUTE DIRECTION

JEAN-CLAUDE SCRAIRE *
Président du conseil d'administration et directeur général

MICHEL NADEAU *
Premier vice-président
Grands marchés et directeur général adjoint

FERNAND PERREAULT *
Premier vice-président
Groupe Immobilier

DIRECTION

CLAUDE BERGERON *
Affaires juridiques

JEAN-CLAUDE CYR *
Développement et planification et Affaires économiques et québécoises

GINETTE DEPELTEAU
Secrétariat général

ANDRÉ DUCHESNE
Gestion des taux et des devises

PHILIPPE GABELIER *
Services institutionnels et d'affaires publiques

GENEVIÈVE GALLOUET *
Service-conseils en ressources humaines

FRANÇOIS GRENIER
Gestion sectorielle
Marchés boursiers

RICHARD GUAY
Gestion des comptes des déposants

GINETTE HAINS
Information et renseignement stratégiques

HUBERT LAPIERRE *
Marchés boursiers canadiens

BERTRAND LAUZON *
Finances et contrôle
Administration et systèmes d'information

RÉJEANNE LIZOTTE
Service de vérification

PIERRE LUSSIER *
Gestion stratégique de la répartition de l'actif

YVES MOQUIN
Placements tactiques

NORMAND PROVOST *
Groupe Participations

ADEL SARWAT
Marchés boursiers internationaux

JEAN-GUY TALBOT
Service grandes entreprises

CHRISTIANE THÉBERGE
Service des affaires publiques

MARIO THERRIEN
Gestion tactique Varan

GROUPE IMMOBILIER

FERNAND PERREAULT ▮
Premier vice-président et président du conseil des sociétés du Groupe

ANDRÉ CHAREST
Vice-président
Administration et finances

PIERRE DUHAIME
Vice-président
Gestion des placements

GENEVIÈVE B. BEAULIEU
Secrétaire des sociétés du Groupe

KAREN LAFLAMME
Directrice
Administration et finances

LOUISE POIRIER-LANDRY
Directeur
Planification et gestion du portefeuille immobilier

Cadim

Société immobilière de portefeuille de placements résidentiels et non traditionnels

800, square Victoria
Bureau 4400
Case postale 118
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Tél. : (514) 875-3360
Téléc. : (514) 875-3327
http://cadim.lacaisse.com

Direction

ANDRÉ COLLIN
Président et chef de l'exploitation

PIERRE DESNOYERS
Vice-président
Finances et administration et trésorier

SYLVIE DROUIN
Vice-présidente
Affaires juridiques

PIERRE GIBEAULT
Vice-président
Opérations immobilières

PIERRE GAMACHE
Directeur général
Nouveaux marchés

PIERRE BURON
Directeur
Gestion d'actif

GUY CHARETTE
Directeur
Acquisitions

GILLES HORROBIN
Directeur
Marchés boursiers

MICHEL LANTHIER
Directeur
Investissements

MARC LAPOINTE
Directeur
Nouveaux marchés

LINE LEFEBVRE
Directeur
Finances et trésorerie

JACQUES PLANTE
Directeur
Investissements, marchés internationaux

ANDRÉE ROY
Directeur
Financement mezzanine

Conseil d'administration ▮

ANDRÉ COLLIN
Président et chef de l'exploitation
Cadim

ANDRÉ CHAREST
Vice-président
Administration et finances
Groupe Immobilier

PIERRE DUHAIME
Vice-président
Gestion des placements
Groupe Immobilier

JEAN-YVES GAGNON
Président du conseil d'administration et directeur général
Société de l'assurance automobile du Québec

GUY HÉNAULT
Directeur des ventes et du marché immobilier
Entreprises commerciales
Banque Royale du Canada

Membre du conseil d'administration *Le conseil d'administration de la Caisse est composé de son directeur général qui en est le président, de représentants des déposants, soit, au 31 décembre 1999, le président et directeur général de la Régie des rentes du Québec, le président de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, le président du conseil et directeur général de la Société de l'assurance automobile du Québec, ainsi que de membres du milieu des affaires et du mouvement coopératif et de dirigeants du mouvement syndical.*

● **Membre du comité de vérification** *Le comité de vérification examine les états financiers annuels et trimestriels et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Il évalue également le mandat et la nature des travaux de vérification et exerce un suivi de l'efficacité des systèmes et des mécanismes de contrôle interne.*

■ **Membre du comité des ressources** *Les comité des ressources reçoit les propositions, présente ses avis et formule des recommandations au conseil d'administration à l'égard des questions liées aux ressources humaines, financières et informatiques.*

▼ **Membre du comité de gestion du portefeuille immobilier** *Le comité de gestion du portefeuille immobilier (conseil du GIC) étudie le plan stratégique annuel, reçoit les rapports de gestion et approuve ou recommande au conseil d'administration de la Caisse certaines propositions d'investissement.*

◆ **Membre du comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise** *Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise étudie les rapports sur l'application du Code d'éthique et de déontologie et sur l'exercice du droit de vote de la Caisse.*

Comités de placement *La Caisse a mis en place sept comités de placement, qui ont été restructurés en 1999. Ainsi, le comité directeur de placement a pour mandat principal d'examiner la politique générale de placement de la Caisse ainsi que les politiques particulières en découlant dont les politiques sectorielles, suivi des politiques de placements des déposants, et la gestion globale du risque ainsi que de l'analyse des performances, et de formuler des avis ou recommandations s'il y a lieu. Il supervise également les activités de l'équipe de la Gestion des comptes des déposants. Quant aux comités Gestion des marchés boursiers, Gestion des taux et Gestion des devises, proposent des politiques sectorielles de placement, approuvent les modes de gestion et supervisent les activités de placement, de leur secteur respectif. Le comité Gestion active de la répartition de l'actif gère sur une base tactique et stratégique l'allocation des fonds et des positions de placements entre les grandes catégories d'actif. Les comités Groupe Immobilier et Groupe Participations ont quant à eux pour mandat de proposer une politique sectorielle de placement, assurer la satisfaction des diverses clientèles et la qualité du service, dégager des orientations par rapport au positionnement dans l'économie québécoise et assurer un échange entre toutes les entités de l'organisation de la Caisse.*

◆ Président d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe Participations.

▮ Président d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe Immobilier.

* Membre du comité de direction.

GHISLAINE LABERGE
Conseillère en immobilier
et financement

ALAIN LAPOINTE
Directeur du centre d'études
en administration internationale
École des Hautes Études
Commerciales

MICHEL SANSCHAGRIN
Vice-président et directeur général
Actuariat et contrôle
L'industrielle Alliance

ALAIN TESSIER
Conseiller
Finances et systèmes d'information
Caisse de dépôt et placement
du Québec

Ivanhoé

Propriétaire et gestionnaire de centres commerciaux

413, rue Saint-Jacques
Bureau 700
Montréal (Québec) H2Y 3Z4
Tél. : (514) 841-7600
Téléc. : (514) 841-7762
http://www.ivanhoe.ca

Direction
RENÉ TREMBLAY
Président et
chef de l'exploitation

PAUL S. CHEHAB
Vice-président
Acquisitions

CLAUDE DION
Vice-président
Centres commerciaux, Espagne

PIERRE LALONDE
Vice-président
Gestion des partenariats

GERVAIS LEVASSEUR
Vice-président
Finances

E. CLAUDE MOLLEUR
Vice-président
Affaires juridiques et publiques

GILBERT VOCELLE
Vice-président
Exploitation

GILBERT BOULANGER
Vice-Président
Europe centrale

ROGER LABERGE
Directeur général
Développement des marchés
et projets spéciaux

JEAN LARAMÉE
Directeur général
Développement et construction

Conseil d'administration ▮
ANDRÉ CHAREST
Vice-président
Administration et finances
Groupe Immobilier

CLAUDE DALPHOND
Directeur
Fiducie globale des régimes
complémentaires de retraite
de la STCUM

PIERRE DUHAIME
Vice-président
Gestion des placements
Groupe Immobilier

REYNALD N. HARPIN
Vice-président
Placements
Caisses de retraite
Alcan Adminco inc.

RONALD M. KIRSHNER
Consultant

ALAIN LAPOINTE
Directeur du centre d'études
en administration internationale
École des Hautes Études
Commerciales

RAYMOND LAURIN
Vice-président
Services administratifs
Comité de retraite du
Mouvement Desjardins

JACQUES PERRON
Président et directeur général
Association de bienfaisance
et de retraite des policiers
de la CUM

MICHEL SANSCHAGRIN
Vice-président
et directeur général
Actuariat et contrôle
L'Industrielle Alliance

RENÉ TREMBLAY
Président
et chef de l'exploitation
Ivanhoé

SITQ IMMOBILIER

Propriété et gestion d'immeubles industriels de bureaux, et de centres commerciaux

SITQ IMMOBILIER
380, rue Saint-Antoine Ouest
Bureau 6000
Montréal (Québec) H2Y 3X7
Tél. : (514) 287-1852
Téléc. : (514) 287-0871
http://www.sitq.com

Direction
CLAUDE LEGAULT
Président
et chef de l'exploitation

JEAN-LOUIS DUBÉ
Premier vice-président
Exploitation, développement
et construction

LOUISELLE PAQUIN
Première vice-présidente
Finances, gestion de portefeuille
et administration

YVON TESSIER
Premier vice-président
Investissements

DANIEL ARCHAMBAULT
Vice-président
Bureau et parcs d'affaires

SYLVAIN BOILY
Vice-président
Centres commerciaux

MICHEL CYR
Vice-président
Développement et construction

JEAN-FRANÇOIS FOURNIER
Vice-président
Gestion des partenariats

ANDRÉ GIRARD
Vice-président
Gestion d'actifs et services
opérationnels

PIERRE LEFEBVRE
Vice-président
Ressources humaines,
affaires publiques et qualité

SYLVAIN PELLETIER
Vice-président
Investissements, marchés
européens et projets spéciaux

DANIEL BRISSON
Directeur
Développement

Conseil d'administration ▮
JEAN CARTIER
Adjoint au vice-recteur
aux Ressources humaines
Fonds commun de placement
des régimes de retraite
de l'Université Laval

ANDRÉ CHAREST
Vice-président
Administration et finances
Groupe Immobilier

CLAUDE DALPHOND
Directeur
Fiducie globale des régimes
complémentaires de retraite
de la STCUM

PIERRE DUHAIME
Vice-président
Gestion des placements
Groupe Immobilier

LÉOPOLD GAGNON
Président
GANOTEC inc.

FRANCINE HAREL-GIASSON
Professeure titulaire
École des Hautes Études
Commerciales

REYNALD N. HARPIN
Vice-président
Placements
Caisses de retraite
Alcan Adminco inc.

RAYMOND LAURIN
Vice-président
Services administratifs
Comité de retraite du
Mouvement Desjardins

CLAUDE LEGAULT
Président
et chef de l'exploitation
SITQ IMMOBILIER

JACQUES PERRON
Président-directeur général
et président du conseil
d'administration
Association de bienfaisance
et de retraite des policiers
de la CUM

Les Immeubles Pen York inc.

4 Eva Road, Suite 427
Etobicoke, Ontario M9C 2A8
Tél. : (416) 695-0600
Téléc. : (416) 695-0608
CorporateServices@penyork.com
http://penyork.lacaisse.com

Direction
DAVID HICKS
Vice-président
Exploitation

LISETTE ROY
Secrétaire de la Société

Conseil d'administration ▮
CLAUDE LEGAULT
Président et
chef de l'exploitation
SITQ IMMOBILIER

JEAN-LOUIS DUBÉ
Premier vice-président
Exploitation, développement
et construction
SITQ IMMOBILIER

LOUISELLE PAQUIN
Première vice-présidente
Finances, gestion de portefeuille
et administration
SITQ IMMOBILIER

JACQUES PERRON
Président-directeur général
et président du conseil
d'administration
Association de bienfaisance
et de retraite des policiers
de la CUM

Hypothèques CDPQ

Financements et titres hypothécaires

2525, boulevard Laurier
Bureau 600
Tour St-Laurent, Édifice S.S.Q
Sainte-Foy (Québec) G1V 1L2
Tél. : (418) 656-6572
Téléc. : (418) 656-6577
quebec@lacaisse.com
http://hypcdpq. lacaisse.com

1981, avenue McGill College
6e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 842-3261
Téléc. : (514) 847-2397
hyp_cdpq@ lacaisse.com
http://hypcdpq. lacaisse.com

Direction
JEAN C. PINARD
Président
et chef de l'exploitation

ROCK DANEAU
Directeur, bureau de Montréal

RÉJEAN FALARDEAU
Directeur, bureau de Montréal

LUCIEN GOULET
Directeur, bureau de Québec

Conseil d'administration ▮
ANDRÉ CHAREST
Vice-président
Administration et finances
Groupe Immobilier

JEAN-CLAUDE CYR
Vice-président
Développement et planification
et coordonnateur des affaires
économiques québécoises

PIERRE DUHAIME
Vice-président
Gestion des placements
Groupe Immobilier

JEAN-YVES GAGNON
Président du conseil
d'administration
et directeur général
Société de l'assurance
automobile du Québec

GHISLAINE LABERGE
Conseillère en immobilier
et financement

GÉRALD LAROSE
Conseiller

PETER MARTIN
Vice-président,
région de Québec
Conseillers Immobiliers GWL inc.

JEAN C. PINARD
Président
et chef de l'exploitation
Hypothèques CDPQ

▮ **Fernand Perreault, président d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe immobilier**

GROUPE PARTICIPATIONS

Direction
NORMAND PROVOST
Vice-président coordonnateur

GINETTE DEPELTEAU ▸
Secrétaire des sociétés
du Groupe

GILLES DUBÉ ▸
Directeur
Administration
des investissements

ANATOLE POULIOT ▸
Directeur
Développement des affaires

RÉSEAU RÉGIONAL

Accès Capital
Réseau de sociétés d'investissement

1-888-PME-3456
1981, avenue McGill College
6e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2605
Téléc. : (514) 847-2311
http://accescapital.lacaisse.com

Direction ▸
PAUL JUNEAU
Président
pjuneau@lacaisse.com

YVES CUSSON
Directeur, gestion
des investissements
ycusson@lacaisse.com

MICHEL PAQUETTE
Directeur, gestion
des investissements
m_paquette@lacaisse.com

Accès Capital Abitibi-Témiscamingue
640, 3e Avenue
Bureau 205
Val d'Or (Québec) J9P 1S5
Tél. : (819) 825-6855
Téléc. : (819) 825-6224

PIERRE OUELLET
Directeur
pouellet@lacaisse.com

Accès Capital Acadie
885, rue Main
Bureau 15
Moncton, Nouveau-Brunswick
E1C 1G5
Tél. : (506) 382-9688
Téléc. : (506) 382-9689

DENIS LANTEIGNE
Directeur
dlanteigne@lacaisse.com

Accès Capital Bas-Saint-Laurent
125, rue de l'Évêché Ouest
C.P. 97
Rimouski (Québec) G5L 7B7
Tél. : (418) 725-2717
Téléc. : (418) 722-4727

PIERRE BÉDARD
Directeur
pibedard@lacaisse.com

Accès Capital Centre du Québec
1416, rue Michaud
Drummondville (Québec)
J2C 7V3
Tél. : (819) 475-2975
Téléc. : (819) 475-5107
acceslh@boisfrancs.qc.ca

LAURY HARVEY
Directeur
lharvey@lacaisse.com

ERROLD MAYRAND, M.B.A.
Directeur
emayrand@lacaisse.com

Accès Capital Estrie
65, rue Belvédère Nord
Bureau 290
Sherbrooke (Québec)
J1H 4A7
Tél. : (819) 822-1400
Téléc. : (819) 822-1232

ANDRÉ BONNEAU
Directeur
anbonneau@lacaisse.com

Accès Capital Gaspésie-les-Îles
6, rue des Lilas
Gaspé (Québec) G4X 2L8
Tél. : (418) 368-8939
Téléc. : (418) 368-5321

JANICK BOULAY
Directrice
accesgas@globetrotter.qc.ca

Accès Capital Laval - Laurentides - Lanaudière
2550, boul. Daniel-Johnson
Bureau 800
Laval (Québec) H7T 2L1
Tél. : (450) 688-2089
Téléc. : (450) 688-2204

YVES DUFRESNE
Directeur
ydufresne@lacaisse.com

Accès Capital Montérégie
Place Montérégie
101, boul. Roland-Therrien
Bureau 420
Longueuil (Québec) J4H 4B9
Tél. : (450) 670-1551
Téléc. : (450) 670-3553

PAUL-ANDRÉ LOCAS
Directeur
plocas@lacaisse.com

PIERRE-ANDRÉ POMERLEAU
Directeur
papomerleau@lacaisse.com

Accès Capital Montréal
380, rue Saint-Antoine Ouest
Bureau 6000
Montréal (Québec) H2Y 3X7
Tél. : (514) 847-4177
Téléc. : (514) 287-0871

RÉGENT GAGNON
Directeur
regent.gagnon@sitq.com

Accès Capital Outaouais
15, rue Buteau
Bureau 230-9
Hull (Québec) J8Z 1V4
Tél. : (819) 771-9898
Téléc. : (819) 771-2882

LÉON LAJOIE
Directeur
llajoie@lacaisse.com

Accès Capital Québec
1000, route de l'Église
Bureau 690
Sainte-Foy (Québec)
G1V 3V9
Tél. : (418) 650-9199
Téléc. : (418) 652-7916

GILLES DESHARNAIS
Directeur associé
gdesharnais@lacaisse.com

SERGE OLIVIER
Directeur associé
solivier@lacaisse.com

Accès Capital Saguenay-Lac-Saint-Jean
3780, rue Panet
Jonquière (Québec) G7X 0E5
Tél. : (418) 547-2274
Téléc. : (418) 547-6680

LUC IMBEAULT
Directeur
limbeault@lacaisse.com

CLAUDE POTVIN
Directeur
accescapslt@videotron.ca

Capital CDPQ
Investissements à concurrence de deux millions de dollars

1981, avenue McGill College
6e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2611
Téléc. : (514) 847-5978
http://capcdpq. lacaisse.com

Direction
PAUL JUNEAU
Président

CHARLES CAZABON
Directeur

NORMAND VÉRONNEAU
Directeur

Conseil d'administration de Capital CDPQ et du réseau d'Accès Capital ▲ ▮
REYNALD BRISSON
Comptable agréé
R. Brisson & Associés

CHRISTIANE GERMAIN
Présidente et directrice générale
Hôtel Germain des Prés

CLAUDINE HARNOIS
Vice-présidente - Marketing
Groupe Harnois inc.

PAUL JUNEAU
Président
Capital CDPQ

GERMAIN JUTRAS
Avocat
Jutras & Associés

EMMANUEL MARCOTTE
Président
Planification financière
Marcotte & Marcotte

PIERRE PARENT
Président-directeur général
Groupe Promexpo

Capital d'Amérique CDPQ
Moyennes et grandes entreprises

Place Mercantile
2001, avenue McGill College
6e étage
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél. : (514) 847-2612
Téléc. : (514) 847-2493
http://capdamer.lacaisse.com

Direction ▸
NORMAND PROVOST
Président

PAUL-HENRI COUTURE
Vice-président

GHISLAIN GAUTHIER
Vice-président

LUC HOULE
Vice-président

LUCIE ROUSSEAU
Vice-présidente

Conseil d'administration ▲ ▮
SYLVIE ARCHAMBAULT
Directrice générale
Société immobilière du Canada

RODRIGUE BIRON
Administrateur de sociétés
Rodrigue Biron et Associés

ROGER CHINIARA
Conseiller financier

THOMAS O. HECHT
Président émérite du conseil
IBEX Technologies

PIERRE MICHAUD
Président du conseil
Réno-Dépôt

MICHEL NADEAU
Premier vice-président
Grands marchés
et directeur général adjoint
Caisse de dépôt et placement
du Québec

ALAIN RHÉAUME
Chef de la direction
financière et trésorier
Microcell Télécommunications

JOHN D. THOMPSON
Président délégué du conseil
Montréal Trust

Capital Communications CDPQ
Entreprises des secteurs des communications et des télécommunications

1981, avenue McGill College
7e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2614
Téléc. : (514) 847-5980
http://capcomm. lacaisse.com

Direction
PIERRE BÉLANGER
Président

HÉLÈNE BÉLANGER
Vice-présidente

ANDRÉ DE MONTIGNY
Vice-président

Conseil d'administration ▲ ▮
PIERRE BÉLANGER
Président
Capital Communications CDPQ

LUC BESSETTE
Président
Commission administrative
des régimes de retraite
et d'assurances

JEAN-CLAUDE DELORME
Administrateur de sociétés
et consultant

DENIS DIONNE
Président
Sofinov

YVES FILION
Directeur général adjoint
Hydro-Québec

LORRAINE MAHEU
Vice-présidente
Finances et administration et
Chef de la direction financière
Air Transat

PAUL MAJOR
Administrateur de sociétés

MICHEL NADEAU
Premier vice-président
Grands marchés et
directeur général adjoint
Caisse de dépôt et placement
du Québec

▲ Jean-Claude Scraire, président d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe Participations.
▮ Normand Provost, membre d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe Participations.
▸ G. Depelteau, G. Dubé, A. Pouliot, membres d'office de la direction des filiales du Groupe Participations.

Capital International CDPQ
Réseau international

1981, avenue McGill College
5e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2615
Téléc. : (514) 847-2383
http://capintern. lacaisse.com

Direction
JEAN LAMOTHE
Président

SERGE L. DESJARDINS
Vice-président

GUY CHOINIÈRE
Vice-président
Infradev

PIERRE PICHÉ
Directeur
Amérique latine

JACQUES SAVARD
Directeur
Accès Capital International

CDPQ Conseil
Service-conseils en gestion d'épargne

NICOLAS TOUTOUNGI
Vice-président

Conseil d'administration ▲■
JEAN-CLAUDE BACHAND
Avocat-conseil
Byers Casgrain

GRETTA CHAMBERS
Administratrice de sociétés

EMMANUEL G. KAMPOURIS
Président
Bethune Import-Export et
Vice-président exécutif
Association des maisons de commerce extérieur du Québec (AMCEQ)

JEAN LAMOTHE
Président
Capital International CDPQ

GÉRALD LAROSE
Professeur
Université du Québec à Montréal

FERNAND PERREAULT
Premier vice-président
Groupe Immobilier

LOUIS ROQUET
Président-directeur général
Investissement Québec

Conseiller
BERNARD LAMARRE
Président du conseil
Groupe Bellechasse Santé

Sofinov
Entreprises des secteurs d'innovation technologique

1981, avenue McGill College
13e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2613
Téléc. : (514) 847-2628
http://sofinov. lacaisse.com

Direction ▶
DENIS DIONNE
Président

PIERRE PHARAND
Vice-président
Technologies de l'information

JEAN-CHRISTOPHE RENONDIN
Vice-président
Biotechnologie et santé

Conseil d'administration ▲■
LINE BOISVERT
Directrice et gestionnaire de portefeuille
Caisse de dépôt et placement du Québec

JACQUES M. BRAULT
Premier vice-président
Financière Banque Nationale

DENIS DIONNE
Président
Sofinov

CLAUDE LAJEUNESSE
Président et Vice-chancelier
Ryerson Polytechnic University

SERGE MARTIN
Président
Martin International

GUY MORNEAU
Président et directeur général
Régie des rentes du Québec

Conseillers
MARC J. JETTÉ
Président
MarkeTek

LIVIA MASNAGHETTI
Associée
Raymond, Chabot, Grant, Thornton

Services financiers CDPQ
Entreprises du secteur des services financiers

1981, avenue McGill College,
13e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-5999
Téléc. : (514) 847-5950
http://serfin. lacaisse.com

Direction ▶
SERGE RÉMILLARD *
Président

DENIS AUCLAIR
Directeur

DIANE ELSLIGER
Directeur

Conseil d'administration ▲■
NATHALIE BOURQUE
Associée
Le cabinet de relations publiques National

CLAUDE DALPHOND
Directeur
Fiducie globale des régimes complémentaires de retraite de la STCUM

GILLES GODBOUT
Sous-ministre des Finances
Gouvernement du Québec

NICOLE LACOMBE
Gestionnaire de portefeuille
Gestion de portefeuille Natcan

MICHEL NADEAU
Premier vice-président
Grands marchés et directeur général adjoint Caisse de dépôt et placement du Québec

NANCY ORR-GAUCHER
Présidente
Le Groupe Dynamis

GASTON PELLETIER
Vice-président et administrateur
Optimum,
Gestion de placements inc.

ÉLAINE PHÉNIX
Présidente
Phénix Capital

SERGE RÉMILLARD
Président
Services financiers CDPQ

AUTRES PARTICIPATIONS D'AFFAIRES

Capital Teraxis
Société de participations dans des sociétés de courtage en épargne collective

700, boulevard Lebourgneuf
Bureau 10
Québec (Québec) G2J 1E2
Tél. : (418) 627-0029
Téléc. : (418) 627-5177
lgteraxis@sympatico.ca

SERGE RÉMILLARD
Président du conseil

MICHEL FRAGASSO
Président et
chef de la direction

Groupe Expordev
Société de commercialisation de produits à valeur ajoutée

Place Mercantile
2001, avenue McGill College
Bureau 580
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél. : (514) 285-2244
Téléc. : (514) 285-2288
http://www.expordev.com

CLAUDE BAILLARGEON
Président-directeur général

Montréal Mode International
Industrie de la mode

3265, avenue Jean-Béraud
Laval (Québec) H7T 2L2
Tél. : (450) 978-6633
Téléc. : (450) 978-6630

CHANTAL LEVESQUE
Présidente

CLAUDE GILBERT
Vice-président ventes et marketing

Sodémex
Société de participations dans des petites sociétés d'exploration minière

2525, boulevard Laurier
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2L2
Tél. : (418) 656-4331
Téléc. : (418) 656-6577

DENIS LANDRY
Président

T²C²
Société de valorisation des découvertes technologiques des centres de recherche

1550, rue Metcalfe
Bureau 502
Montréal (Québec) H3A 1X6
Tél. : (514) 842-9849
Téléc. : (514) 842-1505
http://t2c2 .sofinov.lacaisse.com

BERNARD COUPAL
Président
T²C²

BERTRAND CAYROL
Vice-président
T²C² /Bio

ANDRÉ DUQUENNE
Vice-président
T²C²/Info

RÉSEAU INTERNATIONAL

Réseau international Europe

BUREAU EUROPE - PA
Caisse de dépôt et placement du Québec
Tél. : (33 1) 56 69 25 30
Téléc. : (33 1) 45 62 02 04

GÉRARD DUSSILLOL
Directeur général - Europe

JEAN PLAMONDON
Vice-président Investissement

LUCIEN PETTIGREW
Vice-président Financement corporate

ITALIE
Ufficio affari Québec-Italia
Tél. : (39 02) 7200-1828
Téléc. : (39 02) 7200-1849
affari.quebec@mi.camcom.it

SANDRA BONANNI
Attachée commerciale et responsable

POLOGNE
Tél. : (48 22) 622-0934
Téléc. : (48 22) 622-3139
renatazm@ ikp.atm.com.pl

RENATA MILCZAREK
Directrice déléguée

BELGIQUE
SITQ EUROPE - BRUXELLES
Tél. : (32 2) 644-4165
Téléc. : (32 2) 644-4806

JEAN-PAUL MOUZIN
Président,
administrateur-général

Réseau international Asie

HONG KONG
Tél. : (852) 2586 6222
Téléc. : (852) 2802 3803

LUC VILLETTE
Directeur délégué
villette@acif.com.hk

SERGE LÉPINE
Directeur
slepine@lacaisse.com

THAÏLANDE
Tél. : (66 2) 262-0581
Téléc. : (66 2) 262-0580

ALAIN BERDUGO
Directeur
aberdugo@lacaisse.com

Réseau international Amérique latine

ARGENTINE
Tél. : 45 11 47 42 39 53
Télec. : 54 11 47 42 33 12

BRUNO ARSENAULT
Directeur commercial
expordev@fibertel.com.ag

MEXIQUE
Tél. : (52 5) 545-1204 /1224
Téléc. : (52 5) 545-1246

DENIS STEVENS
Directeur délégué
dstevens@lacaisse.com

Caisse
de dépôt
et placement
du Québec

1981, AVENUE MCGILL COLLEGE, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 3C7 TÉLÉPHONE : (514) 842-3261 TÉLÉCOPIEUR : (514) 847-2498 INTERNET : WWW.LACAISSE.COM

RAPPORT D'ACTIVITÉS 1999

Une tradition d'audace, de prudence, de savoir-faire, garante d'un avenir prometteur

Caisse de dépôt et placement du Québec

Caisse de dépôt et placement du Québec

La Caisse de dépôt et placement du Québec se dote d'une image renouvelée.
Le logotype évoque le dynamisme de l'institution et véhicule ses objectifs de changement et d'expansion à l'échelle internationale, tout en témoignant des valeurs qui ont marqué sa croissance depuis trente-cinq années : l'audace, l'innovation et le partenariat.
Sa symbolique s'appuie sur l'acronyme de la Caisse inscrit dans une sphère traversée par son axe et parcourue de courbes, suggérant la force, l'équilibre et la diversité de ses actions à l'échelle planétaire.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 1999

Message du président 3
Un leader mondial de la gestion de fonds 5
Les faits marquants de l'année 1999 6
Le contexte économique de l'année 1999 8
Les marchés financiers 10
Les activités financières - La répartition des placements et les rendements 15
Le Groupe Participations 20
Le Groupe Immobilier 27
La gestion du risque - Les pratiques comptables 32
Des alliances stratégiques - les déposants et les clients 34
La gestion des comptes des déposants 36
Administration, ressources humaines, affaires institutionnelles et affaires publiques 39
La Régie interne 43

États financiers 46
Statistiques financières et rétrospective des dix dernières années 69

Organigramme 152
Conseil d'administration et direction de la Caisse 153
Information administrative
- Groupe Immobilier 153
- Groupe Participations 155

Autres participations d'affaires et bureaux à l'étranger 156
Glossaire 157

TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Points saillants 5

États-Unis -
Évolution des taux sur obligations à 30 ans 10

Évolution de l'indice TSE 300 11

TSE 300 - rendements sectoriels 11

Évolution de l'indice S&P 500 12

Évolution de l'indice NIKKEI 225 12

Rétrospective financière et rendements 14

Répartition des placements
par portefeuille spécialisé 15

Québec - Canada
Évolution des écarts sur obligations à 10 ans 16

Québec - Canada - Évolution des écarts sur
obligations à 10 ans (4e trimestre) 16

Canada-États
Évolution des écarts sur obligations à 30 ans 16

Rendements des portefeuilles spécialisés 17

Rendements de la caisse 1966-1999 18

Indices de rendement 19

Portefeuille du Groupe Participations 20

Ventilation du portefeuille du Groupe Participations 20

Répartition par secteur du
portefeuille du Groupe Participations 20

Ventilation géographique du
portefeuille Capital International 25

Répartition géographique du
portefeuille du Groupe Participations 26

Évolution du portefeuille du Groupe Participations 26

Portefeuille du Groupe Immobilier 27

Répartition géographique du
portefeuille spécialisé d'immeubles 27

Répartition de l'actif du
portefeuille spécialisé d'immeubles 28

Répartition sectorielle des biens immobiliers 28

Évolution de l'avoir des déposants 37

Valeur ajoutée depuis 1966 à l'avoir des déposants 37

Déposants 38

Information financière

Rapport de la direction 47

Rapport du vérificateur 47

États financiers 48

Renseignements supplémentaires -
États financiers sommaires des fonds 64

Renseignements supplémentaires -
États financiers sommaires des
portefeuilles spécialisés 66

Statistiques financières et rétrospective des dix dernières années

Évolution de l'avoir des déposants 70

Ventilation de l'avoir des déposants 74

Actif net des fonds 74

Intérêt ou revenu annuel versé
sur les dépôts moyens 75

Sommaire des placements 75

Ventilation des placements en millions de dollars 76

Sommaire des placements à l'étranger 78

Hypothèques CDPQ financements de 5 m$ et plus 80

Sommaire du portefeuille obligataire 82

Investissements en actions et en obligations
d'entreprises canadiennes par secteur d'activité 83

Investissements en actions en obligations
de sociétés à capital ouvert 84

Investissements en actions et en obligations
de sociétés à capital fermé 128

Relevé des biens immobiliers 144

Relevé des biens immobiliers détenus
à des fins de revente 149

Évolution des participations 150

Statistiques administratives 150

Statistiques administratives - gestion externe 150

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL ET DIRECTEUR GÉNÉRAL

À la fin de 1999, l'actif total géré par les équipes de la Caisse de dépôt et placement du Québec dépassait 105 milliards de dollars.

D'avoir franchi ce cap, avec à peine 35 ans d'existence, nous permet d'entrevoir l'avenir avec enthousiasme et d'espérer relever avec succès les défis que nous nous sommes fixés, d'être et de demeurer un leader mondial dans la gestion de fonds, et de poursuivre, pendant les prochaines années, une croissance forte et accélérée de l'actif sous gestion.

Ce choix de croissance est incontournable. En développant une masse critique plus importante, la Caisse accroît sa capacité à intervenir sur les marchés mondiaux et continue à pouvoir s'entourer des équipes les plus performantes, dans les principaux métiers, pour toujours atteindre les meilleurs rendements à des coûts compétitifs.

Des rendements exceptionnels dans une perpective de stabilité

En 1999, le rendement global obtenu par les équipes de gestionnaires de la Caisse se situe à 16,5 %.

Comme l'année précédente, cette performance place la Caisse dans le peloton de tête des gestionnaires de fonds au Québec et au Canada. Mais la qualité des gestionnaires de fonds s'apprécie dans une optique de maintien optimal des résultats. Il ne suffit pas de produire de bons rendements de temps à autre. Le vrai défi consiste à soutenir la cadence, année après année, et à surpasser ses objectifs sur de longues périodes. Garantir la sécurité des actifs et les faire fructifier à long terme, voilà ce à quoi tendent nos équipes.

Or, le rendement annuel moyen obtenu au cours des années 1995 à 1999 inclusivement s'établit à 14,7 % alors que l'inflation annuelle moyenne progressait de 1,7 % pendant cette période. Le total des revenus découlant des activités de placement a atteint le chiffre record de 11,3 milliards pour l'exercice 1999 et le total cumulé de ces revenus pour la dernière période de 5 ans est de 40,5 milliards. Un enrichissement réel considérable en a résulté pour l'ensemble des déposants.

Une offre de services élargie

Au fil des ans, l'expertise de la Caisse dans le monde de la gestion de fonds institutionnels n'a cessé de croître et sa réputation s'est établie de telle sorte qu'elle est dorénavant en mesure d'offrir son expertise à de nouveaux clients, tant sur la scène locale que mondiale.

C'est ainsi qu'au cours des années à venir, on verra croître notablement la clientèle de la Caisse, surtout celle en provenance de l'étranger, puisque c'est là-bas qu'a été identifié un potentiel très intéressant, aussi bien pour l'institution elle-même que pour ses partenaires du milieu québécois de la gestion.

La Caisse poursuivra également sa diversification en terme de produits, de styles, d'équipes et de territoires géographiques, tout en maintenant sa tradition de gestion à la fois audacieuse et prudente, combinée à ses expertises reconnues. C'est ainsi qu'elle pourra toujours atteindre son objectif de rendement optimal pour ses déposants et clients.

En 1999, la Caisse a maintenu l'orientation amorcée l'année précédente - à la faveur d'un amendement à sa loi constitutive adopté à la fin de 1997 - d'accroître la part de son portefeuille détenu sous forme d'actions. En deux ans, ce rééquilibrage a fait passer la proportion des portefeuilles dont le rendement est lié aux marchés boursiers de 44,8 % à 54,7 %, ce qui a bonifié le portefeuille global de quelque 820 millions de dollars pour l'année 1999.

Des équipes spécialisées pour des performances remarquables

Mais c'est d'abord la performance de toutes ses équipes de placement qui a valu à la Caisse et à ses déposants et clients les résultats exceptionnels de 1999. Ses équipes ont en effet surpassé - parfois par des écarts considérables - les indices de rendement qui leur servent de référence dans tous et chacun des portefeuilles spécialisés.

Au cours des cinq dernières années, nous avons également mis l'accent sur les placements privés dans les entreprises et sur les investissements immobiliers. Nos équipes ont mis au point une gamme de produits qui visent à répondre aux besoins variés des entreprises. Avec le recul, l'appui marqué à ces deux secteurs s'est révélé très judicieux et nous a valu d'excellents résultats.

En effet, le taux de rendement interne moyen des filiales de participations pour le portefeuille d'actions canadiennes, pour un premier cycle de cinq ans venu à terme cette année, a été de 27,3 %. En 1999, le taux de rendement interne a atteint 27,4 % et le portefeuille de financements sous forme de dettes a dégagé un taux de rendement interne exceptionnel de 6,34 %, surpassant de 748 points centésimaux son indice de référence. La part de l'actif des déposants total consacrée aux placements privés a atteint 12 %. Peu de gestionnaires de fonds institutionnels en Amérique du Nord sont aussi présents dans ce genre de participations.

Quant au portefeuille spécialisé d'immeubles, un élément à la fois dynamique et stabilisateur du portefeuille global, son actif au 31 décembre 1999 atteignait plus de 13,6 milliards de dollars et représentait 13,6 % de l'actif des déposants. Par ailleurs, la Caisse détient le plus grand portefeuille immobilier au Canada et occupe une place importante parmi les investisseurs immobiliers à l'échelle mondiale. Sa stratégie immobilière en est aussi une de diversification par régions, par produits et par équipes.

Les placements privés en entreprises, y compris dans l'immobilier, constituent un élément important de la performance et de la croissance de l'actif. Nous continuerons donc à accroître le volume d'affaires de ce type de placements, partout où l'occasion se présentera sur le continent et ailleurs dans le monde.

Ce faisant, la Caisse se distingue très nettement des autres grands gestionnaires de portefeuille en Amérique du Nord. L'expertise et les façons de faire de ses équipes de placements privés sont aujourd'hui reconnues non seulement au Québec, mais aussi dans le reste du Canada et dans d'autres pays.

Une approche de partenariat et de proximité

La conquête de nouveaux marchés est un défi de taille et les besoins des entreprises sont réels. Dans plusieurs cas, nous sommes prêts à prendre le risque parce que nous sommes en mesure de bien l'évaluer et parce que nous faisons en sorte de le réduire.

La Caisse et ses filiales sont déjà présentes sur les marchés mondiaux grâce à leur réseau de contacts, de partenaires et de bureaux d'affaires en Europe, en Asie, en Amérique latine et bien entendu, dans chaque région du Québec, où elles ont établi un réseau de bureaux et des représentants.

Cette présence sur le terrain est devenue essentielle pour déceler et saisir rapidement les occasions d'affaires. Mais surtout, elle nous rapproche des clients et nous permet de mieux comprendre leurs besoins et d'y répondre. Nous faisons de ces approches de proximité et de partenariat, des règles de conduite, voire des valeurs institutionnelles.

La Caisse investit avec des partenaires locaux crédibles. Il s'agit d'une philosophie que nous avons développée avec succès au Québec et que nous poursuivons partout.

Aujourd'hui, l'industrie de la gestion de fonds se globalise et se complexifie très rapidement. Ainsi, les rendements et la sécurité des épargnes confiées à notre institution dépendent de plus en plus d'un éventail croissant de compétences et du dévouement de tous les instants de ses équipes de placement et de l'ensemble de son personnel administratif et technique.

Or, la performance élevée maintenue au cours des dernières années est le meilleur témoignage de l'efficacité et de la motivation de son personnel, ainsi que de sa capacité à travailler en équipe. C'est pourquoi, en terminant, je voudrais souligner le travail accompli par les membres du conseil d'administration de la Caisse et de ses filiales. Je tiens également à présenter des remerciements particuliers à monsieur Gérald Larose qui a siégé plus de quatre ans à ce conseil, et je salue l'arrivée de deux nouveaux membres, madame Nicole Trudeau, membre et vice-présidente de la Commission municipale du Québec, et monsieur Marc Laviolette, président de la Confédération des syndicats nationaux.

Enfin, au nom du conseil d'administration, je remercie et félicite nos équipes pour le travail accompli et pour l'excellence des résultats obtenus.

JEAN-CLAUDE SCRAIRE

LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

Un leader mondial de la gestion de fonds

Avec un actif total sous gestion qui atteint plus de 105 milliards à la fin de l'année 1999, la Caisse de dépôt et placement du Québec se classe au tout premier rang des gestionnaires de fonds au Canada et se situe parmi les grands gestionnaires de portefeuille des Amériques.

POINTS SAILLANTS
en millions de dollars

	1999	1998
Actif des déposants	**100 263**	83 327
Biens sous gestion	**3 923**	2 088
Biens administrés	**1 342**	1 014
ACTIF TOTAL SOUS GESTION	**105 528**	86 429

	1999	1998
Actif net des déposants	**81 066**	68 568
Total des revenus découlant des activités de placement	**11 272**	6 366
Dépôts (retraits) nets des déposants	**1 226**	(1 409)
Augmentation de l'actif net	**12 498**	4 957
RENDEMENT GLOBAL	**16,5 %**	10,2 %

La Caisse gère le plus important portefeuille d'actions québécoises et canadiennes. Principal détenteur de titres obligataires du secteur public québécois, elle possède également le plus grand portefeuille immobilier au Canada. Ce portefeuille, diversifié dans les secteurs commercial, résidentiel et des bureaux, est géré principalement, et de façon dynamique, par ses équipes immobilières. La Caisse est en outre le plus important investisseur dans le domaine du placement privé et du capital de risque au Canada. Son réseau de filiales de participations offre une gamme très étendue de produits financiers aux entreprises québécoises, canadiennes et étrangères. De plus, son réseau Accès Capital - composé de douze bureaux d'affaires couvrant l'ensemble du territoire québécois et, depuis 1999, les Maritimes - constitue localement la porte d'entrée pour ses services et ceux de ses filiales.

Toujours soucieuse d'assurer la sécurité des capitaux qu'elle gère, la Caisse vise, par ses investissements, à réaliser un rendement financier optimal tout en contribuant au dynamisme de l'économie. Son métier d'investisseur, elle l'exerce au profit de ses nombreux déposants, regroupant des régimes publics de rentes et d'assurances du Québec, auxquels sont venus s'ajouter d'autres clients des secteurs public et privé ainsi que des fonds communs de placement, désireux de se prévaloir de ses services et de l'expertise de gestion de portefeuille de ses équipes.

Pour exercer avec compétence son métier dans une industrie caractérisée par une mondialisation accélérée, l'institution se doit d'être en mesure d'agir sur les grandes places financières du monde et dans tous les secteurs d'activité qui présentent des possibilités intéressantes. Bref, elle doit répondre à des exigences de diversification à la fois géographique et sectorielle.

En conséquence, la Caisse poursuit ses activités sur cinq continents. Elle gère ses activités nord-américaines à partir de son principal bureau d'affaires à Montréal. Elle est présente en Europe avec des bureaux et des représentations à Paris, Bruxelles, Milan et Varsovie; en Asie, à Hong Kong et Bangkok; et en Amérique latine, à Mexico et à Buenos Aires.

Plus grand investisseur canadien sur les marchés étrangers, elle est devenue un partenaire financier important dans une quarantaine de fonds d'investissements à travers le monde. Ces partenariats financiers donnent, aux quelque milliers d'entreprises dans lesquelles elle détient une participation, un accès à des réseaux qui facilitent grandement leur développement international.

LES FAITS MARQUANTS
De l'année 1999

Une croissance forte de l'actif sous gestion
L'actif total sous gestion est passé de 86 milliards en 1998 à plus de 105 milliards cette année.

Des équipes qui se surpassent
Des rendements exceptionnels
Les équipes de placement de la Caisse ont dépassé les indices de référence dans chacun des portefeuilles spécialisés composant le portefeuille global de la Caisse. Qui plus est, les gestionnaires du portefeuille spécialisé d'actions canadiennes et d'actions américaines avec des rendements respectifs de 32,7 % et 20,5 %, sont parmi les rares gestionnaires à avoir battu leur indice respectif.

Pour la cinquième année consécutive, le rendement global a dépassé la barre des 10 %, et largement surpassé les indices de référence par portefeuille spécialisé en 1999.

Les gestionnaires des portefeuilles spécialisés des actions étrangères et des actions des marchés en émergence ont obtenu un rendement exceptionnel de plus de 43 %.

Accueil de nouveaux clients
Conformément à son orientation stratégique d'étendre sa gestion de fonds à de nouvelles clientèles, la Caisse a pris en charge de nouveaux mandats de gestion. Ainsi, elle annonçait, dès le mois de janvier, une association avec le Mouvement Desjardins en vue d'offrir une nouvelle gamme de fonds communs de placement, regroupés dans les Fonds Cartier. La Caisse assure depuis la gestion d'une partie de ces fonds, notamment le Fonds Desjardins Sélection Cartier, distribué par le réseau du Mouvement Desjardins. En outre, depuis le mois de février, la Caisse compte parmi ses clients le Curateur public.

Une reconnaissance des plus importantes entreprises canadiennes
Une enquête a été réalisée en décembre 1999 par la firme britannique Tempest Consultants auprès des plus importantes entreprises canadiennes, dont la capitalisation boursière représente 77 % de toutes les entreprises du TSE 300. Quand ils expriment leurs préférences sur la qualité du travail et les relations avec les gestionnaires de fonds, les administrateurs de ces entreprises placent la Caisse au second rang de tous les gestionnaires de fonds surpassé seulement par un gestionnaire américain. De plus, parmi les vingt meilleurs gestionnaires individuels de portefeuille au pays, cette enquête en a identifié cinq appartenant à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Acquisition d'actions additionnelles des Centres commerciaux Cambridge
Le 1er mars, Ivanhoé a acquis, dans le cadre d'une offre publique d'achat, 25 millions d'actions ordinaires additionnelles des Centres commerciaux Cambridge, un investissement de 334 M$ qui porte à 71 % sa participation dans cette société.

Autoroute 407 : une première au Canada
Capital d'Amérique a accru sa participation dans SNC-Lavalin et a contribué, par un financement global de 300 M$, à l'acquisition de l'autoroute 407 en Ontario par un consortium international formé du groupe SNC-Lavalin et des sociétés espagnoles Grupo Ferrovial et Cintra. Il s'agit d'une première privatisation d'infrastructure routière de cette nature au Canada et une des plus importantes au monde dans ce domaine.

Lancement du Quartier international de Montréal
Le 6 décembre, la Caisse et ses partenaires, les gouvernements du Québec et du Canada, la Ville de Montréal et l'Association des riverains du quartier international de Montréal, ont procédé au lancement du projet d'aménagement urbain du Quartier international. Après plus de deux années consacrées à la promotion de ce projet, il va sans dire que la Caisse n'est pas peu fière d'avoir réussi à réunir les conditions, et surtout les acteurs nécessaires à sa réalisation. Le Quartier international représente un investissement de plus de 60 M$ et sera un pôle de croissance stratégique pour Montréal. À terme, le projet comportera des investissements immobiliers de plus de 1 G$.

Création du portefeuille d'obligations Québec mondial

Soucieuse de répondre aux besoins de ses déposants et clients, la Caisse a créé le portefeuille spécialisé d'obligations Québec mondial, géré conjointement par les équipes de la Gestion des taux et des devises et des Marchés boursiers internationaux.
Ce portefeuille est composé essentiellement d'obligations du gouvernement du Québec et de produits dérivés d'indices boursiers internationaux. Il répond à un besoin des déposants de la Caisse qui ont un horizon de placement à long terme, et qui désirent profiter des écarts avantageux offerts par les titres québécois tout en obtenant le rendement d'un portefeuille diversifié d'actions internationales.

Une nouvelle pondération qui rapporte

La proportion des portefeuilles dont le rendement est lié aux marchés boursiers est passée de 47,7 % en 1998, à 54,7 % cette année. Cette nouvelle pondération a procuré des revenus supplémentaires de quelque 800 millions de dollars.

Alliance stratégique dans le secteur des télécommunications

Conjointement avec les entreprises américaines Microsoft et Qualcomm, la filiale Capital Communications a acquis une participation dans Korea Telecom Freetel, la deuxième société en importance en Corée dans le secteur de la téléphonie sans fil. Cet investissement vise à participer au développement de services Internet sur la technologie sans fil. Capital Communications a investi le tiers du total de 900 M$ que représentait cette acquisition.

Alimentation Couche-Tard

Capital d'Amérique a investi 110 M$ dans Alimentation Couche-Tard, en vue de l'acquisition de Silcorp, qui exploite une chaîne de dépanneurs principalement dans l'Ouest du Canada. Cette acquisition a permis à l'entreprise de se hisser au premier rang de son secteur au Canada.

Appui à Axcan Pharma

Sofinov et Capital d'Amérique ont investi 160 M$ dans l'entreprise pharmaceutique Axcan Pharma de Mont-Saint-Hilaire, pour l'acquisition de la société américaine Scandipharm. Axcan Pharma devient ainsi la première société pharmaceutique québécoise à posséder sa propre force de vente aux États-Unis.

Dossier Air Canada - Canadien

Air Canada et la Caisse de dépôt et placement du Québec ont conclu un accord financier portant sur l'émission d'une débenture convertible de 150 M$.

Émission des premiers TAHC sur le marché public canadien

Au mois de mai, Hypothèques CDPQ, filiale immobilière de la Caisse, a procédé à la première émission de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TAHC) sur le marché public canadien, d'une valeur de 254 M$.

Prix du Gala de l'exportation

La Caisse a été honorée de deux prix lors du 3e Gala de l'Exportation. Elle a ainsi reçu le Prix d'Excellence Export-Construction, qui souligne ses réalisations en matière de financement de projets de construction à l'extérieur du Québec. C'est grâce aux partenariats développés et à ses nombreux outils d'accompagnement que la Caisse a remporté cet honneur.

En outre, elle s'est vue accorder le Grand Prix de l'Exportation, Institution financière de l'année 1999 qui vient souligner l'audace et l'innovation de ses activités sur la scène internationale.

Réseau d'affaires en expansion

Le réseau d'affaires Accès Capital ouvre trois nouveaux bureaux : Outaouais et Laval-Laurentides-Lanaudière au Québec, ainsi qu'à Moncton, au Nouveau-Brunswick, qui couvrira l'ensemble des Maritimes.

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

De l'année 1999

Dès le début de 1999, la dévaluation de la devise brésilienne a amené les banques centrales des grands pays industrialisés à poursuivre l'assouplissement monétaire amorcé au second semestre de 1998 afin de soutenir la croissance, l'inflation ne constituant pas une menace réelle. Mais si l'année a débuté sur des conjectures plutôt pessimistes, la situation s'est rapidement rétablie. Dès l'été, en effet, la Réserve fédérale et les autres grandes banques centrales renversaient leur politique monétaire, constatant que le Brésil se remettait rapidement de sa dévaluation, que la crise n'avait pas eu l'effet négatif appréhendé à l'échelle mondiale et que déjà l'Asie, mis à part le Japon, reprenait le chemin de la croissance.

Asie

Les investisseurs craignaient en début d'année que la crise asiatique n'ait un impact négatif persistant sur l'économie mondiale, mais il est apparu qu'elle se résorbait rapidement. Les politiques monétaires expansionnistes des pays industrialisés et les dévaluations de plusieurs pays de la région ont relancé l'économie. Cette reprise inespérée a toutefois tardé à toucher le Japon qui, après avoir enregistré une baisse dramatique de 2,5 % de son PIB en 1998, n'a connu qu'une faible croissance en 1999.

États-Unis

En 1999, l'économie américaine a poursuivi sa croissance au rythme des dernières années, son PIB affichant une progression d'environ 4 %. Le taux de chômage a chuté à 4,1 % en fin d'année, le taux le plus faible des 30 dernières années, et l'on a craint une résurgence de l'inflation, et des resserrements monétaires qui en résulteraient. Cependant, l'inflation a été maintenue à 2,7 % et la Réserve fédérale n'a relevé que de 0,75 % ses taux d'intérêt en 1999.

Ces résultats surprenants sont attribuables aux gains substantiels de productivité des entreprises américaines. Les nouvelles technologies ont en effet permis d'accroître les niveaux de production sans pour autant entraîner d'augmentation appréciable des coûts de main-d'œuvre ou des prix des produits et services car malgré des rémunérations à la hausse, les coûts unitaires de main-d'œuvre sont restés bien maîtrisés.

Canada

Le Canada aussi a connu une croissance substantielle, son PIB s'est élevé à 4,2 %, tout en maintenant l'inflation à 2,6 %. Le secteur des matières premières s'est considérablement redressé par suite de la reprise en Asie. En outre, la croissance de l'économie américaine a créé des conditions très favorables pour les exportations canadiennes, dont les États-Unis constituent le principal marché. Enfin, la croissance de la demande intérieure a augmenté à un rythme de 3,9 %.

L'économie québécoise a largement bénéficié des tendances nord-américaines et mondiales. La croissance du PIB est ainsi passée de 2,6 % en 1998 à plus de 3,5 % en 1999, et l'inflation est demeurée très faible.

Europe

Après un début d'année difficile, les pays de la zone euro ont connu au second semestre une reprise soutenue de la demande et des exportations découlant de la reprise asiatique, de la baisse des taux d'intérêt décrétée par la Banque centrale européenne et de la dépréciation de l'euro, particulièrement face au dollar américain. Au Royaume-Uni, où l'on craignait une récession, la Banque d'Angleterre a maintenu au cours du premier semestre une politique d'assouplissement monétaire prononcé, faisant passer ses taux d'intérêt d'un sommet de 7,5 % à l'été 1998 à 5,0 % à la même période en 1999. Ce mouvement a cependant été renversé au cours de l'automne suivant.

Évolution des taux d'intérêt

Pendant toute l'année 1999, les investisseurs ont craint que les banques centrales n'augmentent radicalement leurs taux d'intérêt pour contrer les pressions inflationnistes qui s'exercent souvent à ce stade avancé du cycle économique. Or, malgré de légères hausses des taux d'intérêt, l'ajustement des politiques monétaires est demeuré modeste, puisque l'inflation tardait à se manifester.

Matières premières

Dès le début de 1999, la reprise en Asie a déclenché un renversement de la tendance baissière des dernières années aux chapitres de la demande et du prix de la plupart des matières premières. Ce mouvement s'est consolidé au cours de l'année, améliorant ainsi les perspectives de plusieurs entreprises exportatrices. En fin d'année, la vigueur de la reprise en Europe donnait un nouvel élan à cette remontée.

L'or a évolué en sens inverse, car plusieurs banques centrales ont tenté d'écouler une bonne partie de leurs réserves, mettant de ce fait en péril la rentabilité des producteurs. À partir de l'été, les banques ont annoncé un moratoire sur les ventes, ce qui a occasionné un redressement substantiel du prix.

Dans le secteur de l'énergie, les pays membres de l'OPEP ont convenu en début d'année de réduire leur production de 7 % pour soutenir le prix du pétrole. Aussi, en décembre, le prix du baril affichait-il une hausse de 131 % sur un an. La baisse de l'offre, combinée à la reprise de la demande qu'entraînait la croissance mondiale, ont fait exploser les prix des produits énergétiques, et ont contribué à l'augmentation des indices de prix à la consommation à travers le monde en seconde moitié d'année.

Une économie globale

L'année 1999 a été marquée par l'intensification de la mondialisation. Sur les plans politique et institutionnel, cela s'est illustré par la création de l'euro et par la création en Europe d'un espace économique intégré disposant d'un PIB de 7 000 milliards de dollars US, le deuxième marché en importance après celui des États-Unis.

Le vaste mouvement de restructuration des entreprises s'est intensifié et les projets d'acquisition, de fusion et d'alliances stratégiques ont atteint des niveaux inégalés, mobilisant des actifs de plusieurs dizaines de milliards de dollars. Les fusions de Alcan Aluminium avec Pechiney et Alusuisse Lonza Group, et de MacMillan Bloedel avec Weyerhaeuser, n'en sont que quelques exemples. Ces opérations internationales, qui touchent la plupart des secteurs industriels, visent le regroupement de la production et de la mise en marché.

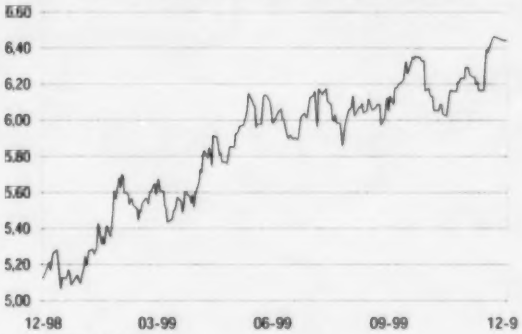
Marché obligataire

Principaux pays industrialisés

Les taux des obligations à 10 ans des pays industrialisés ont connu de fortes hausses, à l'exception du Japon.

En Amérique du Nord, les écarts de rendement entre les obligations canadiennes et américaines à 10 ans se sont resserrés, puis renversés, passant de 17 points centésimaux en début d'année à -10. La Banque du Canada ayant baissé ses taux à court terme indépendamment du mouvement des taux aux États-Unis, les titres canadiens ont offert de meilleurs rendements que leurs équivalents américains sur l'ensemble de l'année, un événement rare.

ÉTATS-UNIS
ÉVOLUTION DES TAUX SUR OBLIGATIONS À 30 ANS



Source : Reuters

Le rendement des obligations américaines à 30 ans a oscillé entre 5,06 % et 6,40 %, passant de 5,16 % en début d'année, à 6,35 % à la fin de décembre. Au Canada, le rendement à 30 ans est passé de 5,23 % à 6,23 % pendant la même période. Les écarts entre les titres canadiens et les titres américains se sont rétrécis, pour devenir négatifs à -12 points centésimaux en fin d'année.

En Europe, où la convergence des indicateurs économiques s'est poursuivie avec la formation de la zone euro, les écarts de rendement entre les obligations à 10 ans du Royaume-Uni et de l'Allemagne se sont resserrés, passant d'environ 60 points centésimaux en début d'année à 15 points en décembre. La Grèce devant faire son entrée dans la zone euro en 2001, les écarts de rendement à 10 ans entre ce pays et l'Allemagne ont diminué, passant d'environ 250 points à 130 points en fin d'année.

Marchés en émergence

Les marchés obligataires des marchés en émergence ont en général affiché de bons rendements. Les écarts de rendement entre leurs titres et les obligations américaines se sont rétrécis de plus de 400 points centésimaux, non sans un mouvement de va-et-vient influencé par la situation économique et financière en Amérique latine, la politique restrictive de la Fed et les craintes liées au bogue de l'an 2000.

C'est le marché russe qui a réalisé les meilleurs rendements, exprimés en dollars canadiens. La remontée du prix des matières premières, la reprise mondiale et l'aide du FMI ont rétabli la confiance des investisseurs dans ce marché, qui avait été durement frappé par la dévaluation du rouble en 1998.

Obligations de sociétés

Au Canada, les obligations de sociétés négociées sur les marchés publics ont offert un rendement supérieur aux emprunts gouvernementaux.
La diminution des émissions d'obligations du gouvernement canadien a fait place aux émissions de sociétés. Les investisseurs recherchant des rendements élevés étaient prêts à accepter un risque plus élevé.

En Europe, l'introduction de l'euro et la déréglementation ont suscité plusieurs fusions et acquisitions, multipliant ainsi les émissions de dette privée.

Marché monétaire

En 1999, la Banque du Canada n'a pas imité toutes les décisions de la Réserve fédérale américaine à l'égard des taux d'intérêt. Les taux canadiens ont ainsi été maintenus à des niveaux légèrement supérieurs jusqu'au quatrième trimestre, alors que les taux des bons du Trésor américain à trois mois ont dépassé ceux du Canada.

Sur le plan mondial, les taux d'intérêt des titres à trois mois affichent des hausses très diverses : les bons du Trésor sont en hausse de 86 points centésimaux aux États-Unis, de 27 points au Canada, de 20 points en Euroland, de 7 points au Japon et de 15 points au Royaume-Uni.

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

Marché des changes

Sur le marché des changes, l'événement dominant a sans conteste été l'entrée en scène de l'euro, la monnaie commune adoptée en janvier par les 11 pays membres de l'Union monétaire européenne. Or, l'euro a surpris par sa faiblesse, affichant les pires résultats parmi les principales devises. En fin d'année, il avait perdu 13,7 % de sa valeur par rapport au dollar US. Toutefois, sa faiblesse a favorisé les exportations et, partant, contribué à la reprise européenne.

Aux États-Unis, on s'attendait à une correction prononcée du dollar US, en raison de l'énorme déficit du compte courant. Or la devise est demeurée très forte, malgré la légère correction apportée en cours d'année. Le cours pondéré du dollar US ne s'est déprécié que de 2,2 % en 1999.

Le dollar canadien a réagi favorablement à la hausse du prix des matières premières. En outre, l'économie canadienne se porte bien et le compte courant affiche un surplus pour la première fois depuis trois ans. Sur une base commerciale pondérée, la valeur du dollar canadien a néanmoins baissé de 0,64 %.

Enfin, le yen a surpris par sa vigueur en 1999. Malgré les interventions répétées de la Banque du Japon pour en freiner l'appréciation, il a connu une hausse de 16,9 % sur une base commerciale pondérée, menaçant la fragile reprise économique. Cette appréciation s'explique par le retour des investisseurs sur le marché japonais, en prévision d'une reprise économique ferme.

Marchés boursiers

En 1999, les marchés boursiers mondiaux ont été fortement influencés par la hausse exceptionnelle des titres des entreprises de télécommunications et de services Internet, dont la performance éblouissante s'explique par une révolution technologique majeure et par l'emballement des investisseurs.

Canada - Après une année difficile en 1998, où le TSE 300 avait subi un recul de 1,6 %, les marchés boursiers canadiens ont renversé la tendance dès le début de 1999 pour finalement dégager un gain de 31,7 %.

Cette remontée est attribuable aux deux facteurs suivants :

- La reprise vigoureuse des matières premières, combinée aux acquisitions et aux fusions d'entreprises dans les secteurs forestier, minier et de la première transformation des métaux. Ces opérations, qui visent à réduire les coûts de production et à renforcer la mise en marché, ont pour effet de favoriser l'appréciation des titres.

TSE 300 - RENDEMENTS SECTORIELS

	1999	1995-1999 (5 ans)	1990-1999 (10 ans)
Mines et métaux	48,40	3,28	5,51
Métaux précieux	(16,98)	(12,03)	(3,00)
Pétrole et gaz naturel	27,26	8,23	4,04
Papiers et produits forestiers	49,52	4,76	5,27
Produits de consommation	28,74	20,91	13,48
Production industrielle	103,75	30,07	19,43
Immeubles et construction	(14,98)	0,34	(17,06)
Transport et services environnementaux	(12,51)	2,87	(5,41)
Pipelines	(30,00)	7,41	7,15
Services publics	73,23	34,64	20,44
Communications	7,84	16,40	9,25
Distribution et services	(8,82)	8,97	3,06
Services financiers	(9,80)	22,18	14,06
Conglomérats	7,95	14,84	7,11
Rendement global	31,71	16,98	10,55

Marché des changes

Sur le marché des changes, l'événement dominant a sans conteste été l'entrée en scène de l'euro, la monnaie commune adoptée en janvier par les 11 pays membres de l'Union monétaire européenne. Or, l'euro a surpris par sa faiblesse, affichant les pires résultats parmi les principales devises. En fin d'année, il avait perdu 13,7 % de sa valeur par rapport au dollar US. Toutefois, sa faiblesse a favorisé les exportations et, partant, contribué à la reprise européenne.

Aux États-Unis, on s'attendait à une correction prononcée du dollar US, en raison de l'énorme déficit du compte courant. Or la devise est demeurée très forte, malgré la légère correction apportée en cours d'année. Le cours pondéré du dollar US ne s'est déprécié que de 2,2 % en 1999.

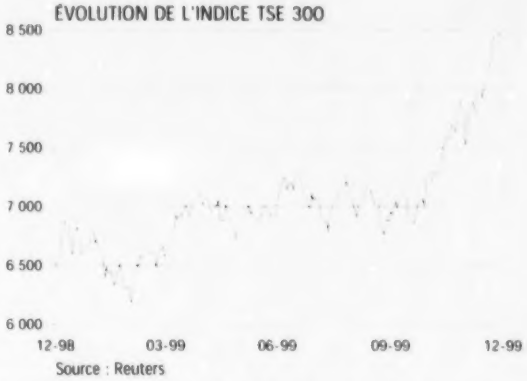
Le dollar canadien a réagi favorablement à la hausse du prix des matières premières. En outre, l'économie canadienne se porte bien et le compte courant affiche un surplus pour la première fois depuis trois ans. Sur une base commerciale pondérée, la valeur du dollar canadien a néanmoins baissé de 0,64 %.

Enfin, le yen a surpris par sa vigueur en 1999. Malgré les interventions répétées de la Banque du Japon pour en freiner l'appréciation, il a connu une hausse de 16,9 % sur une base commerciale pondérée, menaçant la fragile reprise économique. Cette appréciation s'explique par le retour des investisseurs sur le marché japonais, en prévision d'une reprise économique ferme.

Marchés boursiers

En 1999, les marchés boursiers mondiaux ont été fortement influencés par la hausse exceptionnelle des titres des entreprises de télécommunications et de services Internet, dont la performance éblouissante s'explique par une révolution technologique majeure et par l'emballement des investisseurs.

Canada - Après une année difficile en 1998, où le TSE 300 avait subi un recul de 1,6 %, les marchés boursiers canadiens ont renversé la tendance dès le début de 1999 pour finalement dégager un gain de 31,7 %.



Cette remontée est attribuable aux deux facteurs suivants :

- La reprise vigoureuse des matières premières, combinée aux acquisitions et aux fusions d'entreprises dans les secteurs forestier, minier et de la première transformation des métaux. Ces opérations, qui visent à réduire les coûts de production et à renforcer la mise en marché, ont pour effet de favoriser l'appréciation des titres.

TSE 300 - RENDEMENTS SECTORIELS

	1999	1995-1999 (5 ans)	1990-1999 (10 ans)
Mines et métaux	**48,40**	3,28	5,51
Métaux précieux	**(16,99)**	(12,03)	(3,00)
Pétrole et gaz naturel	**27,26**	8,23	4,04
Papiers et produits forestiers	**49,52**	4,76	5,27
Produits de consommation	**28,74**	20,91	13,48
Production industrielle	**103,75**	30,07	19,43
Immeubles et construction	**(14,98)**	0,34	(17,06)
Transport et services environnementaux	**(12,51)**	2,87	(5,41)
Pipelines	**(30,00)**	7,41	7,15
Services publics	**73,23**	34,64	20,44
Communications	**7,84**	16,40	9,25
Distribution et services	**(8,82)**	8,97	3,06
Services financiers	**(9,80)**	22,18	14,06
Conglomérats	**7,95**	14,84	7,11
Rendement global	**31,71**	16,98	10,55

- L'essor remarquable des sociétés de télécommunications et de services Internet, tel que BCE et sa filiale Nortel qui ont dominé la scène boursière canadienne avec des bonds respectifs de 127 % et de 281 %. Conjointement, elles représentaient, au 31 décembre 1999, près du quart de la capitalisation boursière de toutes les entreprises du TSE 300.

Par ailleurs, la hausse des taux d'intérêt a eu une incidence négative sur les titres sensibles au loyer de l'argent, tels les titres de banques, de l'immobilier et des pipelines.

États-Unis - Au premier semestre de 1999, le S&P 500 a progressé de façon continue, mais les craintes d'un resserrement monétaire au cours de l'été ont légèrement freiné son avancée.

Au second semestre, les marchés ont subi une légère correction. Cependant, les resserrements monétaires ont peu ébranlé les investisseurs, qui ne craignaient pas une récession. Le S&P 500 a terminé l'année en hausse de 20,2 %.

ÉVOLUTION DE L'INDICE S&P 500

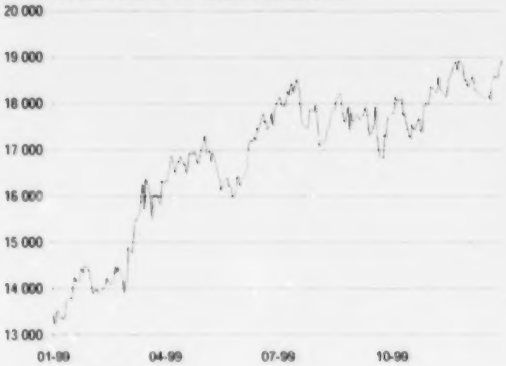
Source : Reuters

À l'instar des autres places boursières, le marché américain a été fortement influencé par quelques titres du secteur technologique. Par exemple, Microsoft a enregistré une croissance fulgurante de 68 %, Amazon.com de 43 % et Yahoo! de 266 %. Les titres sensibles aux taux d'intérêt ont enregistré des baisses appréciables, tout comme au Canada.

Europe - Les bourses européennes ont profité d'abord de la convergence des taux d'intérêt, puis de leur baisse à la suite de la crise asiatique et de la dévaluation du real brésilien. Comme aux États-Unis, elles ont enregistré une croissance en début d'année. Par contre, la dépréciation de l'euro et les pressions inflationnistes ont inquiété les investisseurs et augmenté la volatilité des marchés. La situation s'est toutefois résorbée au dernier trimestre.

Asie - Au Japon, le marché boursier a été favorablement influencé en début d'année par la vigueur inattendue de l'économie. Il a toutefois stagné au cours du second semestre.

ÉVOLUTION DE L'INDICE NIKKEI 225



Source : Reuters

Ailleurs en Asie, la situation a été très favorable durant l'ensemble de l'année. Les marchés ont réagi favorablement au repli des taux d'intérêt, à l'amélioration des comptes courants et à la reprise plus robuste que prévu.

Amérique du Sud - Les économies d'Amérique du Sud sont demeurées fragiles en 1999. Le Brésil a connu des difficultés en début d'année et l'Argentine s'est retrouvée aux prises avec une crise économique. Toutefois, il est rapidement devenu évident que la crise brésilienne n'aurait pas de répercussion marquée sur l'économie mondiale. Les marchés ont donc connu une bonne année, soutenus par une économie qui a, contre toute attente, évité la récession.

Marché immobilier

Dans l'ensemble, les marchés immobiliers au Canada, aux États-Unis et en Europe de l'Ouest ont continué de se raffermir en 1999. Le prix des loyers a augmenté de façon constante. L'offre et la demande sont demeurées en équilibre dans pratiquement tous les marchés, à l'exception de celui du commerce de détail où la demande de locaux commerciaux de qualité a été très forte, au Canada comme aux États-Unis. En outre, les taux d'intérêt ont augmenté, sans toutefois affecter le secteur immobilier. L'année 1999 a donc vu les marchés immobiliers s'améliorer. Qui plus est, plusieurs grands propriétaires se sont départis de leur portefeuille, créant une disponibilité de produits sans pareille sur le marché, au profit d'investisseurs comme la Caisse, sans toutefois créer de déséquilibre.

Il en est allé tout autrement des fiducies de placement immobilier (FPI) et des sociétés ouvertes sur les marchés boursiers canadien et américain. En effet, malgré les fortes croissances enregistrées en bourse, les FPI ont éprouvé des difficultés en 1999. Ainsi, en dépit de la vigueur du marché immobilier, ces titres se situent pour la plupart à des niveaux inférieurs à la valeur nette des éléments d'actif sous-jacents. Au-delà du fait que ces titres sont généralement sensibles à la hausse des taux d'intérêt, ce qui a pu avoir un certain impact en 1999, cette situation peut s'expliquer par la grande popularité des titres du secteur technologique auprès des investisseurs.

Quant aux nouvelles économies, le marché polonais a continué d'offrir des rapports rendement-risque favorables aux investisseurs. Plusieurs autres marchés sont également à surveiller, notamment ceux de l'Italie, du Sud-Est asiatique et de l'Europe centrale.

Marché hypothécaire

L'année 1999 a été marquée par une augmentation des taux hypothécaires. Le taux des hypothèques commerciales à échéance de trois ans est ainsi passé de 6,7 % en début d'année à 7,9 % au 31 décembre. Cette augmentation est principalement imputable à la diminution de la présence des prêteurs hypothécaires, qui s'explique notamment par la poursuite du mouvement de démutualisation des compagnies d'assurances.

Enfin, la titrisation a continué de gagner du terrain dans le secteur immobilier. En mai 1999, Hypothèques CDPQ, filiale de la Caisse, a procédé avec succès à la première émission, d'une valeur de 254 M$, de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TAHC) sur le marché public canadien.

Les TAHC regroupent des obligations de premier rang et subordonnées. Très populaires aux États-Unis, ces titres négociables TAHC trouvent preneur auprès d'un nombre croissant d'investisseurs qui cherchent à constituer un portefeuille diversifié et équilibré.

RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE ET RENDEMENTS
en millions de dollars

	1999	1998	1997	1996	1995
ACTIF NET					
Placements au coût					
Obligations	**32 145**	29 330	28 653	23 653	22 661
Actions et valeurs convertibles	**31 308**	27 304	22 653	19 742	16 127
Financements hypothécaires	**1 890**	1 706	1 444	1 487	1 642
Biens immobiliers	**12 099**	7 402	4 874	4 375	3 424
Valeurs à court terme	**5 081**	4 649	1 578	2 075	3 067
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**1 441**	2 583	1 673	1 324	62
Total des placements	**83 964**	72 974	60 875	52 656	46 983
Autres éléments d'actif et de passif	**(15 463)**	(12 434)	(5 508)	(2 905)	(657)
Total de l'actif net au coût	**68 501**	60 540	55 367	49 751	46 326
Excédent de la juste valeur des placements sur le coût	**12 565**	8 028	8 244	7 463	4 859
Total de l'actif net des déposants à la juste valeur	**81 066**	**68 568**	**63 611**	**57 214**	**51 185**
AVOIR DES DÉPOSANTS					
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau syndicable)	**29 719**	25 555	22 781	19 828	16 690
Régie des rentes du Québec	**17 479**	15 831	15 838	15 660	15 361
Commission de la santé et de la sécurité du travail	**8 535**	7 644	6 883	5 705	4 962
Commission de la construction du Québec	**7 727**	6 637	6 128	5 568	4 943
Société de l'assurance automobile du Québec	**7 365**	6 436	6 027	5 543	4 974
Fonds d'amortissement des régimes de retraite gouvernementaux	**4 595**	1 359	1 232	1 088	939
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau non syndicable)	**4 474**	4 057	3 722	3 309	2 812
Autres déposants	**1 172**	1 049	1 000	513	504
Total de l'avoir des déposants	**81 066**	**68 568**	**63 611**	**57 214**	**51 185**
REVENU NET DES DÉPOSANTS					
Revenu net de placement	**3 027**	2 902	2 757	2 819	2 867
Gains et pertes cumulés à la vente de placements	**3 711**	3 694	3 726	2 213	1 212
Revenu net cumulé	**6 738**	6 596	6 483	5 032	4 079
Plus-value (moins-value) cumulée non matérialisée	**4 534**	(230)	778	2 604	3 863
Total du revenu net des déposants	**11 272**	**6 366**	**7 261**	**7 636**	**7 942**
Dépôt (retraits) nets des déposants	**1 226**	**(1 409)**	**(864)**	**(1 607)**	**(1 617)**

	1999	1995-1999 (5 ans)	1990-1999 (10 ans)
RENDEMENT GLOBAL	**16,5 %**	**14,7 %**	**11,0 %**

Le rendement global est calculé selon la méthode pondérée par le temps.

Actif des déposants	100 263	83 327	70 524	61 333	52 699
Biens sous gestion	3 923	2 088	-	-	-
Biens administrés	1 342	1 014	-	-	-
ACTIF TOTAL SOUS GESTION	**105 528**	**86 429**	**70 524**	**61 333**	**52 699**

Les données antérieures à 1998 n'ont pas été redressées conformément à la présentation de 1999.

La répartition des placements et les rendements

Le portefeuille global

La Caisse fait partie du peloton de tête des gestionnaires de portefeuille québécois et canadiens en 1999. En effet, elle a dégagé un rendement global de 16,5 % pour l'ensemble de l'année. Cela constitue, pour tous les portefeuilles spécialisés, un résultat à la fois remarquable et largement supérieur à celui de leurs indices de référence.

Ces résultats ont créé ainsi une valeur ajoutée par rapport aux indices de 1,6 G$ dans un marché où il était difficile pour les gestionnaires de battre les indices. Déduction faite du taux d'inflation de 2,6 % qui a prévalu au Canada pendant l'année, le rendement réel de la Caisse s'élève à 13,9 %, un résultat important pour ses déposants. Les activités de placement ont procuré des revenus de 11,3 G$ auxquels s'ajoutent des dépôts nets par les déposants de 1,2 G$. En conséquence, l'actif net est passé de 68,6 G$ au 31 décembre 1998 à 81,1G$ un an plus tard, en hausse de 18,2 %.

En somme, pour la cinquième année consécutive, le rendement global a été supérieur à 10 % et a largement surpassé les indices de référence par portefeuille spécialisé. À moyen et à long termes, le rendement global moyen est également très élevé, s'établissant à 14,7 % sur cinq ans et à 11,0 % sur dix ans. Cette performance confirme que la Caisse s'est imposée, pendant toutes ces années, comme l'un des meilleurs gestionnaires de portefeuille au Canada, et qu'elle est aujourd'hui bien solidement installée dans le premier quartile des gestionnaires de fonds.

Le portefeuille spécialisé de valeurs à court terme

L'actif du portefeuille de valeurs à court terme a atteint un nouveau sommet en 1999. Cette hausse sensible est en grande partie attribuable à la création d'un portefeuille d'investissement en actions américaines et autres actions étrangères, composé d'instruments financiers dérivés sur les indices boursiers et de titres du marché monétaire canadien. En outre, la gestion active des valeurs à court terme a contribué au bon rendement du portefeuille.

Depuis quelques années déjà, la Caisse est très active sur les marchés canadien et américain des emprunts et prêts de titres (REPO). Les opérations qu'elle y mène permettent de tirer profit de situations de marché particulières et de bonifier les rendements de ses titres obligataires.

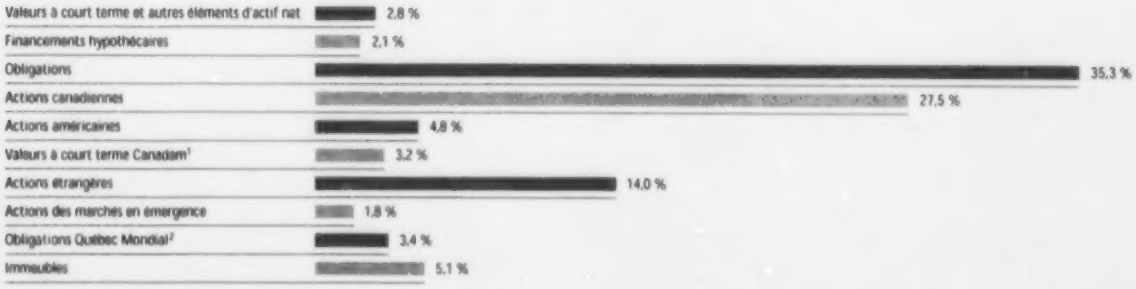
La gestion active des valeurs à court terme a certainement porté fruit depuis cinq ans. Le rendement de 1999 ne fait pas exception et s'établit à 5,1 %, dépassant de 44 points centésimaux l'indice de référence.

Le portefeuille spécialisé d'obligations

En 1999, les marchés obligataires ont réagi très fortement aux mouvements à la hausse que les banques centrales des pays du G10 ont imprimés aux taux d'intérêt. En conséquence, la plupart des titres obligataires de ces pays ont généré des rendements négatifs.

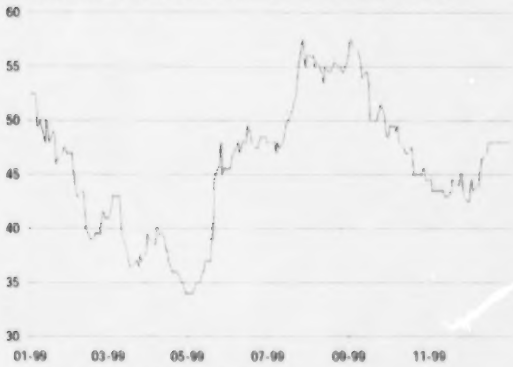
Les indices obligataires nord-américains ont affiché des rendements négatifs pour l'ensemble de l'année. Ainsi, l'indice canadien SCM - univers accusait un recul de 1,14 % par rapport au début de l'année.

RÉPARTITION PAR PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ
au 31 décembre 1999
juste valeur



Les obligations du Québec ont produit de meilleurs rendements que les obligations canadiennes. En effet, Moody's ayant haussé la cote de crédit des obligations du Québec, les écarts de rendement entre les obligations québécoises et les titres canadiens à échéance de 10 ans se sont resserrés d'environ 10 points centésimaux, pour s'établir à 48 points centésimaux.

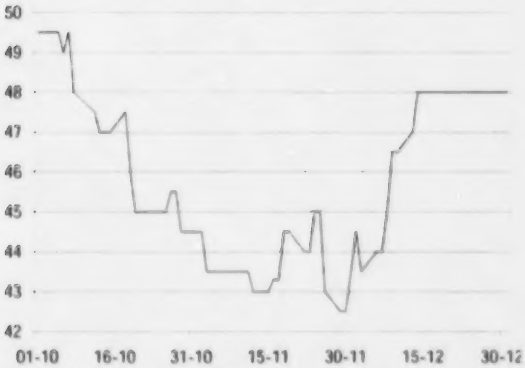
QUÉBEC-CANADA
ÉVOLUTION DES ÉCARTS SUR OBLIGATIONS À 10 ANS



Caisse de dépôt et placement du Québec

Ce resserrement a donc été favorable pour la Caisse, qui détient un grand nombre de titres québécois. En outre, le portefeuille obligataire a bénéficié des rendements supérieurs offerts par les obligations du Canada à échéance de 10 ans par rapport aux titres américains.

QUÉBEC - CANADA
ÉVOLUTION DES ÉCARTS SUR OBLIGATIONS À 10 ANS
4e TRIMESTRE 1999



Caisse de dépôt et placement du Québec

Compte tenu du comportement des marchés obligataires au cours de l'année, la Caisse est donc demeurée fidèle à sa stratégie d'audace ponctuée de prudence, en privilégiant une position plutôt neutre en terme de durée des titres, et en s'exposant en terme d'écart de taux. La proportion de son portefeuille composée d'obligations de sociétés et de titres du secteur public québécois s'est accrue, ce qui a eu une incidence favorable sur les rendements. La rentabilité de la gestion active, conjuguée à l'écart favorable entre les obligations du Québec et celles du Canada, a permis de réaliser un rendement de -0,1 %, résultat qui surpasse de 100 points centésimaux l'indice de référence SCM - univers.

La Caisse, dans sa volonté de diversification des marchés géographiques et des produits, a approuvé en 1999 la création d'un portefeuille d'obligations de sociétés étrangères dont la gestion sera intégrée au portefeuille spécialisée d'obligations. Ces titres viennent s'ajouter aux autres produits d'écart de taux comme les obligations du Québec, les titres de sociétés nord-américaines, les obligations à rendement élevé et les titres hypothécaires.

CANADA - ÉTATS-UNIS
ÉVOLUTION DES ÉCARTS SUR OBLIGATIONS À 10 ANS

Caisse de dépôt et placement du Québec

Les gestionnaires du portefeuille d'obligations ont également mis en place une structure financière originale intégrant la gestion du risque de taux d'intérêt du portefeuille de financements hypothécaires à la gestion du portefeuille d'obligations. Cette structure intègre le risque des taux hypothécaires à la gestion globale des obligations et permet d'évaluer la gestion hypothécaire selon un indice d'acceptations bancaires de trois mois.

Le portefeuille spécialisé d'actions canadiennes et québécoises

Grâce à la remontée du prix des matières premières et aux projets d'acquisitions, de fusions et d'alliances stratégiques entre de grandes entreprises forestières, minières et de la transformation des métaux, les titres de ce secteur se sont en général nettement appréciés. La Caisse a donc favorisé les titres cycliques canadiens, largement représentés dans le secteur des ressources naturelles.

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

En outre, des entreprises canadiennes du secteur des nouvelles technologies de télécommunications et d'Internet comme BCE et Celestica ont connu en 1999 une année de croissance exceptionnelle à tous égards. Aussi, la Caisse a pleinement bénéficié de l'appréciation des titres de ce secteur.

Par contre, les secteurs d'activité sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt, notamment les pipelines et les institutions financières, ont enregistré des baisses importantes en 1999. Le refus du gouvernement fédéral d'autoriser la fusion des banques canadiennes a considérablement refroidi les investisseurs et s'est traduit par un recul de leurs titres. Dans ces circonstances, la Caisse a choisi de réduire sa pondération dans les secteurs fortement touchés par l'évolution des taux d'intérêt.

Les diverses stratégies adoptées en cours d'année ont été particulièrement rentables et lui ont permis de se classer dans le peloton de tête des gestionnaires de portefeuilles diversifiés en actions canadiennes. En effet, le rendement du portefeuille d'actions canadiennes et québécoises a été exceptionnel à tous égards, surpassant de 97 points centésimaux le TSE 300, pour s'établir à 32,7 %.

Le portefeuille spécialisé d'actions américaines

En 1999, la Caisse a maintenu une surpondération des titres de sociétés technologiques dans son portefeuille d'actions américaines, ce qui lui a été très favorable. En effet, le rendement du portefeuille a atteint 20,5 %, dépassant ainsi le S&P 500 pour la première fois depuis trois ans. De fait, peu de gestionnaires à l'échelle mondiale ont réussi une telle performance en 1999.

Le portefeuille spécialisé d'actions étrangères et des marchés en émergence

Au cours de l'année, la Caisse a choisi d'effectuer des rotations sectorielles des titres japonais, de surpondérer les titres de la bourse de Hong Kong et, du côté européen, de surpondérer les titres de croissance. Cette stratégie s'est avérée gagnante puisque le rendement du portefeuille a largement surpassé l'indice MSCI-EAFE + EMF, et atteint le taux exceptionnel de 43,1 %.

Les portefeuilles spécialisés d'immeubles et de financements hypothécaires

Au chapitre immobilier, les stratégies de diversification et de financement mises en place au cours des dernières années ont porté fruit. Le rendement du portefeuille spécialisé d'immeubles de la Caisse s'est ainsi établi à 14,6 %, surpassant l'indice AON de 670 points centésimaux. Quantau portefeuille spécialisé de financements hypothécaires, il a produit un rendement de 0,7 %, surpassant de 186 points centésimaux son nouvel indice de référence.

Les placements tactiques

En 1999, la Caisse a procédé à une réorganisation de la structure opérationnelle de ses activités tactiques. Ainsi, la structure des quatre fonds tactiques créés dans le cadre d'un partenariat avec les conseillers en gestion globale Northern Trust - dont trois étaient gérés à l'externe et le fonds Varan, à l'interne - a été remaniée afin de diversifier les styles de gestion et de tirer profit des occasions offertes à l'échelle mondiale.

Ces quatre fonds tactiques sont maintenant disponibles aux investisseurs et deux de ces fonds se sont d'ailleurs classés respectivement aux premier et troisième rangs en termes de rendement parmi les fonds de fonds à l'échelle mondiale. L'ensemble des activités tactiques ont dégagé des profits de plus de 15 M$.

RENDEMENTS DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS
en pourcentage

	1999	1995-1999 (5 ans)	1990-1999 (10 ans)
Valeurs à court terme	5,1	5,5	6,9
Financements hypothécaires	0,7	7,8	9,1
Obligations	(0,1)	10,6	10,4
Actions canadiennes	32,7	19,7	11,9
Actions américaines[1]	20,5	26,8	-
Actions étrangères et marchés en émergence[2]	43,1	16,8	10,7
Obligations Québec Mondial[3]	11,1	-	-
Immeubles	14,6	11,6	2,3
Rendement global[4]	16,5	14,7	11,0

[1] *Inclut le portefeuille spécialisé valeurs à court terme Canadam créé le 1er décembre 1999.*
[2] *Pour la période antérieure à avril 1994, les données incluent les actions américaines.*
[3] *Rendement du deuxième semestre 1999. Ce portefeuille a été créé le 1er juillet 1999 et son rendement est lié aux marchés boursiers internationaux.*
[4] *Le rendement global comprend les résultats des opérations de répartition de l'actif et des placements tactiques et stratégiques qui font principalement appel aux instruments financiers dérivés.*

En outre, des entreprises canadiennes du secteur des nouvelles technologies de télécommunications et d'Internet comme BCE et Celestica ont connu en 1999 une année de croissance exceptionnelle à tous égards. Aussi, la Caisse a pleinement bénéficié de l'appréciation des titres de ce secteur.

Par contre, les secteurs d'activité sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt, notamment les pipelines et les institutions financières, ont enregistré des baisses importantes en 1999. Le refus du gouvernement fédéral d'autoriser la fusion des banques canadiennes a considérablement refroidi les investisseurs et s'est traduit par un recul de leurs titres. Dans ces circonstances, la Caisse a choisi de réduire sa pondération dans les secteurs fortement touchés par l'évolution des taux d'intérêt.

Les diverses stratégies adoptées en cours d'année ont été particulièrement rentables et lui ont permis de se classer dans le peloton de tête des gestionnaires de portefeuilles diversifiés en actions canadiennes. En effet, le rendement du portefeuille d'actions canadiennes et québécoises a été exceptionnel à tous égards, surpassant de 97 points centésimaux le TSE 300, pour s'établir à 32,7 %.

Le portefeuille spécialisé d'actions américaines

En 1999, la Caisse a maintenu une surpondération des titres de sociétés technologiques dans son portefeuille d'actions américaines, ce qui lui a été très favorable. En effet, le rendement du portefeuille a atteint 20,5 %, dépassant ainsi le S&P 500 pour la première fois depuis trois ans. De fait, peu de gestionnaires à l'échelle mondiale ont réussi une telle performance en 1999.

Le portefeuille spécialisé d'actions étrangères et des marchés en émergence

Au cours de l'année, la Caisse a choisi d'effectuer des rotations sectorielles des titres japonais, de surpondérer les titres de la bourse de Hong Kong et, du côté européen, de surpondérer les titres de croissance. Cette stratégie s'est avérée gagnante puisque le rendement du portefeuille a largement surpassé l'indice MSCI-EAFE + EMF, et atteint le taux exceptionnel de 43,1 %.

Les portefeuilles spécialisés d'immeubles et de financements hypothécaires

Au chapitre immobilier, les stratégies de diversification et de financement mises en place au cours des dernières années ont porté fruit. Le rendement du portefeuille spécialisé d'immeubles de la Caisse s'est ainsi établi à 14,6 %, surpassant l'indice AON de 670 points centésimaux. Quantau portefeuille spécialisé de financements hypothécaires, il a produit un rendement de 0,7 %, surpassant de 186 points centésimaux son nouvel indice de référence.

Les placements tactiques

En 1999, la Caisse a procédé à une réorganisation de la structure opérationnelle de ses activités tactiques. Ainsi, la structure des quatre fonds tactiques créés dans le cadre d'un partenariat avec les conseillers en gestion globale Northern Trust - dont trois étaient gérés à l'externe et le fonds Varan, à l'interne - a été remaniée afin de diversifier les styles de gestion et de tirer profit des occasions offertes à l'échelle mondiale.

Ces quatre fonds tactiques sont maintenant disponibles aux investisseurs et deux de ces fonds se sont d'ailleurs classés respectivement aux premier et troisième rangs en termes de rendement parmi les fonds de fonds à l'échelle mondiale. L'ensemble des activités tactiques ont dégagé des profits de plus de 15 M$.

RENDEMENTS DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS
en pourcentage

	1999	1995-1999 (5 ans)	1990-1999 (10 ans)
Valeurs à court terme	5,1	5,5	6,9
Financements hypothécaires	0,7	7,8	9,1
Obligations	(0,1)	10,6	10,4
Actions canadiennes	32,7	19,7	11,9
Actions américaines[1]	20,5	26,8	-
Actions étrangères et marchés en émergence[2]	43,1	16,8	10,7
Obligations Québec Mondial[3]	11,1	-	-
Immeubles	14,6	11,6	2,3
Rendement global[4]	16,5	14,7	11,0

[1] *Inclut le portefeuille spécialisé valeurs à court terme Canadam créé le 1er décembre 1999.*
[2] *Pour la période antérieure à avril 1994, les données incluent les actions américaines.*
[3] *Rendement du deuxième semestre 1999. Ce portefeuille a été créé le 1er juillet 1999 et son rendement est lié aux marchés boursiers internationaux.*
[4] *Le rendement global comprend les résultats des opérations de répartition de l'actif et des placements tactiques et stratégiques qui font principalement appel aux instruments financiers dérivés.*

La gestion de la répartition de l'actif

La Caisse a poursuivi en 1999 sa stratégie d'accroissement de la pondération des actions aux dépens des obligations dans son portefeuille global, en mettant à profit notamment les écarts de rendement relatif entre ces deux catégories d'actif. Cette stratégie découle des prévisions économiques et financières favorables. Ainsi, la vigueur de la croissance économique prévue pour 2000, conjuguée à des taux d'inflation relativement faibles et à la croissance soutenue des bénéfices des entreprises, a nettement favorisé le rendement relatif des actions par rapport à celui des obligations.

Les meilleurs rendements ont été enregistrés dans les marchés en émergence au début de 1999, puis au Canada et en Europe pendant la dernière partie de l'année. Les pondérations ont été globalement accrues pour ces régions, ce qui a eu des effets positifs sur le rendement global du portefeuille. Le marché canadien, quant à lui, a connu une excellente année, grâce à la reprise mondiale du prix des matières premières ainsi qu'à la performance exceptionnelle des titres de Nortel et de son principal actionnaire BCE.

Dans ces circonstances, la proportion des portefeuilles dont le rendement est lié aux marchés boursiers est passée de 47,7 % au 31 décembre 1998 à 54,7 % un an plus tard. Pendant ce temps, la pondération du portefeuille spécialisé d'obligations a été réduite de 40,8 % à 35,3 %. Cette stratégie s'est poursuivie tout au long de l'année, en profitant notamment des corrections boursières et en utilisant des instruments financiers dérivés. Compte tenu que le rendement des actions canadiennes et étrangères a nettement surpassé celui des obligations, cette décision a permis d'ajouter une valeur de 820 M$ au portefeuille global.

En fait, cette évolution de la répartition de l'actif du portefeuille de la Caisse résulte de deux orientations complémentaires. D'une part, la Caisse a procédé en 1999, conjointement avec ses déposants, à une réévaluation de leurs politiques de placement. Ces nouvelles orientations ont permis de générer une valeur ajoutée de 535 M$. D'autre part, les positions des comités internes de placement et le travail des équipes de placement spécialisées en répartition de l'actif et en gestion active ont permis de dégager une valeur ajoutée additionnelle de 285 M$.

Un nouveau mode de gestion pour saisir les opportunités

Le fonds Action Opportunité, créé en 1999, vise à utiliser au maximum la synergie des compétences et des connaissances des gestionnaires de tous les secteurs de la Caisse et de ses filiales en vue de saisir les opportunités exceptionnelles de placement. Ce fonds, qui s'ajoute à la gamme de produits de la Caisse, réalise des placements qui ne pourraient être effectés par une filiale seule, ou encore qui vont au-delà du mandat du groupe Grands marchés, en regard de certains facteurs, tels la taille, la liquidité ou le risque. Le fonds Action Opportunité cible des entreprises d'envergure mondiale ou à fort potentiel de rendement. Malgré son implantation tardive cette année, il a déjà effectué quelques placements dans le secteur des ressources.

RENDEMENTS DE LA CAISSE 1966-1999

	Rendement global[1]	Indice des prix à la consommation[1]	Rendement réel
1999	**16,5**	**2,6**	**13,9**
1998	10,2	1,0	9,2
1997	13,0	0,7	12,3
1996	15,6	2,0	13,6
1995	18,2	1,7	16,5
1994	(2,1)	0,2	(2,3)
1993	19,7	1,7	18,0
1992	4,5	2,1	2,4
1991	17,2	3,8	13,4
1990	0,5	5,0	(4,5)
1989	16,9	5,2	11,7
1988	10,5	4,0	6,5
1987	4,7	4,1	0,6
1986	13,5	4,2	9,3
1985	24,0	4,4	19,6
1984	10,1	3,8	6,3
1983	17,0	4,5	12,5
1982	32,8	9,2	23,6
1981	(1,9)	12,2	(14,1)
1980	9,9	11,2	(1,3)
1979	7,2	9,7	(2,5)
1978	9,9	8,4	1,5
1977	10,9	9,4	1,5
1976	18,3	5,9	12,4
1975	12,5	9,5	3,0
1974	(5,6)	12,3	(17,9)
1973	3,4	9,4	(6,0)
1972	10,8	4,9	5,9
1971	14,1	5,2	8,9
1970	12,8	1,3	11,5
1969	(4,4)	4,8	(9,2)
1968	4,4	3,9	0,5
1967	(1,2)	4,1	(5,3)
1966	6,4	3,5	2,9

[1] Le rendement est calculé selon la méthode pondérée par le temps - en pourcentage.

La gestion de la répartition de l'actif

La Caisse a poursuivi en 1999 sa stratégie d'accroissement de la pondération des actions aux dépens des obligations dans son portefeuille global, en mettant à profit notamment les écarts de rendement relatif entre ces deux catégories d'actif. Cette stratégie découle des prévisions économiques et financières favorables. Ainsi, la vigueur de la croissance économique prévue pour 2000, conjuguée à des taux d'inflation relativement faibles et à la croissance soutenue des bénéfices des entreprises, a nettement favorisé le rendement relatif des actions par rapport à celui des obligations.

Les meilleurs rendements ont été enregistrés dans les marchés en émergence au début de 1999, puis au Canada et en Europe pendant la dernière partie de l'année. Les pondérations ont été globalement accrues pour ces régions, ce qui a eu des effets positifs sur le rendement global du portefeuille. Le marché canadien, quant à lui, a connu une excellente année, grâce à la reprise mondiale du prix des matières premières ainsi qu'à la performance exceptionnelle des titres de Nortel et de son principal actionnaire BCE.

Dans ces circonstances, la proportion des portefeuilles dont le rendement est lié aux marchés boursiers est passée de 47,7 % au 31 décembre 1998 à 54,7 % un an plus tard. Pendant ce temps, la pondération du portefeuille spécialisé d'obligations a été réduite de 40,8 % à 35,3 %. Cette stratégie s'est poursuivie tout au long de l'année, en profitant notamment des corrections boursières et en utilisant des instruments financiers dérivés. Compte tenu que le rendement des actions canadiennes et étrangères a nettement surpassé celui des obligations, cette décision a permis d'ajouter une valeur de 820 M$ au portefeuille global.

En fait, cette évolution de la répartition de l'actif du portefeuille de la Caisse résulte de deux orientations complémentaires. D'une part, la Caisse a procédé en 1999, conjointement avec ses déposants, à une réévaluation de leurs politiques de placement. Ces nouvelles orientations ont permis de générer une valeur ajoutée de 535 M$. D'autre part, les positions des comités internes de placement et le travail des équipes de placement spécialisées en répartition de l'actif et en gestion active ont permis de dégager une valeur ajoutée additionnelle de 285 M$.

Un nouveau mode de gestion pour saisir les opportunités

Le fonds Action Opportunité, créé en 1999, vise à utiliser au maximum la synergie des compétences et des connaissances des gestionnaires de tous les secteurs de la Caisse et de ses filiales en vue de saisir les opportunités exceptionnelles de placement. Ce fonds, qui s'ajoute à la gamme de produits de la Caisse, réalise des placements qui ne pourraient être effectés par une filiale seule, ou encore qui vont au-delà du mandat du groupe Grands marchés, en regard de certains facteurs, tels la taille, la liquidité ou le risque. Le fonds Action Opportunité cible des entreprises d'envergure mondiale ou à fort potentiel de rendement. Malgré son implantation tardive cette année, il a déjà effectué quelques placements dans le secteur des ressources.

RENDEMENTS DE LA CAISSE 1966-1999

	Rendement global[1]	Indice des prix à la consommation[1]	Rendement réel
1999	**16,5**	**2,6**	**13,9**
1998	10,2	1,0	9,2
1997	13,0	0,7	12,3
1996	15,6	2,0	13,6
1995	18,2	1,7	16,5
1994	(2,1)	0,2	(2,3)
1993	19,7	1,7	18,0
1992	4,5	2,1	2,4
1991	17,2	3,8	13,4
1990	0,5	5,0	(4,5)
1989	16,9	5,2	11,7
1988	10,5	4,0	6,5
1987	4,7	4,1	0,6
1986	13,5	4,2	9,3
1985	24,0	4,4	19,6
1984	10,1	3,8	6,3
1983	17,0	4,5	12,5
1982	32,8	9,2	23,6
1981	(1,9)	12,2	(14,1)
1980	9,9	11,2	(1,3)
1979	7,2	9,7	(2,5)
1978	9,9	8,4	1,5
1977	10,9	9,4	1,5
1976	18,3	5,9	12,4
1975	12,5	9,5	3,0
1974	(5,6)	12,3	(17,9)
1973	3,4	9,4	(6,0)
1972	10,8	4,9	5,9
1971	14,1	5,2	8,9
1970	12,8	1,3	11,5
1969	(4,4)	4,8	(9,2)
1968	4,4	3,9	0,5
1967	(1,2)	4,1	(5,3)
1966	6,4	3,5	2,9

[1] *Le rendement est calculé selon la méthode pondérée par le temps - en pourcentage.*

INDICES DE RENDEMENT
en pourcentage

	1999	1995-1999 (5 ans)	1990-1999 (10 ans)
VALEURS À COURT TERME			
SCM - bons du Trésor canadien (91 jours)	4,66	4,99	6,59
OBLIGATIONS			
SCM - univers	(1,14)	9,90	10,09
SCM - moyen terme	(1,84)	10,04	10,21
Salomon Brothers Canada	(1,46)	9,69	9,73
ACTIONS CANADIENNES			
TSE 60[4]	31,88	17,45	9,62
TSE 200	24,33	14,27	9,45
TSE 300	31,71	16,98	10,55
MSCI - Canada[1]	45,88	21,32	12,35
LBG des sociétés de petite capitalisation du Québec	29,35	23,88	-
ACTIONS AMÉRICAINES			
S & P 500[1]			
Couvert[2]	20,19	27,34	18,88
Non couvert	14,37	29,40	20,89
MSCI – US[1,3]	22,38	29,75	19,01
NYSE[1,3,4]	9,15	20,98	12,80
Wilshire 5000[1,3,4]	22,05	24,92	14,98
AUTRES ACTIONS ÉTRANGÈRES			
MSCI – EAFE + EMF[5]	37,58	15,42	9,31
MSCI – EAFE			
Couvert[2]	35,15	16,71	9,33
Non couvert	19,73	13,57	9,46
Financial Times World, sauf États-Unis[1,3]	37,16	15,51	6,62
CAC 40 – France[1,3,4]	51,12	25,93	11,53
DAX – Allemagne[1,3,4]	39,10	26,99	14,54
FT-SE 100 – Royaume-Uni[1,3,4]	17,81	17,72	11,08
NIKKEI 225 – Japon[1,3,4]	36,79	(0,81)	(6,95)
SECTEUR IMMOBILIER			
Financements hypothécaires			
SCM – univers[6]	(1,14)	9,90	10,09
Immeubles			
AON[7]	7,86	9,51	2,03

[1] *Ne tient pas compte de la retenue d'impôt applicable aux étrangers non visés par une convention de double imposition.*

[2] *Couvert contre les risques de change.*

[3] *Devises locales.*

[4] *Indice des prix.*

[5] *Pour la période antérieure à janvier 1991, les données n'incluent pas la couverture du risque de change. Pour la période antérieure à avril 1994, l'indice mondial MSCI est utilisé, et pour la période d'avril 1994 à décembre 1995, l'indice MSCI-EAFE est utilisé.*

[6] *Cet indice est utilisé depuis janvier 1999 pour évaluer le portefeuille spécialisé de financements hypothécaires.*

[7] *Avant 1998, l'indice s'appelait MLH+A et avant 1993, l'indice de référence utilisé était le Frank Russell Canada.*

Le Groupe des filiales de participations propose une vaste gamme de véhicules de financement et de nombreux outils d'accompagnement aux petites, moyennes et grandes entreprises de tous les secteurs d'activité.

PORTEFEUILLE DU GROUPE PARTICIPATIONS
au 31 décembre 1999
en millions de dollars

Filiales	Nombre	Juste valeur $
Capital CDPQ et Réseau Accès Capital	120	86,8
Capital Communications	78	3 666,4
Capital d'Amérique	241	5 793,3
Capital International	48	906,0
Services financiers CDPQ	36	488,2
Sofinov, Société financière d'innovation	134	1 060,3
Total consolidé[1]	636	12 001,0

[1] *Certains placements sont gérés par plus d'une filiale.*

Au 31 décembre 1999, la juste valeur du portefeuille consolidé des filiales de participations s'élevait à 12 G$, en hausse de 74 % par rapport aux 6,9 G$ inscrits l'année précédente. Le portefeuille affiche ainsi une croissance annuelle moyenne de 40 % depuis 1995. La part de l'actif des déposants consacrée aux placements privés atteint 12 % cette année contre 8,3 % en 1998. Peu de gestionnaires de fonds institutionnels en Amérique du Nord sont aussi présents dans ce genre de placements.

La Caisse est très active auprès des PME québécoises. Ainsi, le portefeuille global comprend 636 investissements dont 388 dans des entreprises québécoises. Pour 70 % de ces dernières, le montant investi y était inférieur à 5 M$, indiquant l'importance des petites et moyennes entreprises dans les stratégies d'investissement au Québec.

La valeur des actions canadiennes dans le portefeuille de participations s'élève à 8,1 G$, soit 36 % de la valeur totale du portefeuille spécialisé d'actions canadiennes.

Le taux de rendement interne des filiales de participations pour le portefeuille d'actions canadiennes, pour ce premier cycle de cinq ans, complété cette année, a été de 27,3 %. En 1999, il a atteint 27,4 %. Quant au portefeuille de financements sous forme de dettes, il a dégagé cette année un taux de rendement interne exceptionnel de 6,34 %, surpassant l'indice SCM - univers de 748 points centésimaux.

Au 31 décembre 1999, les titres étrangers dans le portefeuille global de placements négociés des filiales du GPC représentaient 33 % de la valeur de ce portefeuille.

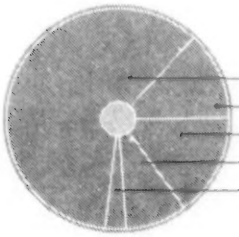
Les équipes du Groupe Participations ont autorisé 312 investissements pour une valeur totale de 6,9 G$ dans divers secteurs de l'activité économique.

Capital CDPQ et le réseau Accès Capital

Capital CDPQ et le réseau Accès Capital investissent dans des PME de différents secteurs d'activité et effectuent des placements sous forme de prêts ou de participations variant de 50 000 $ à 2 M$. Au 31 décembre 1999, leur portefeuille était investi dans 120 entreprises et représentait une valeur totale de 86,8 M$.

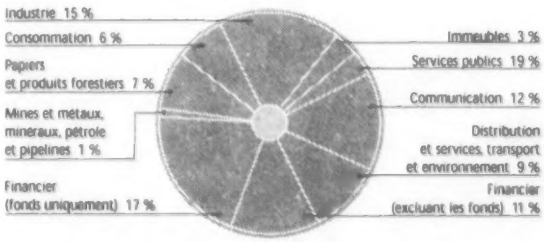
Le réseau Accès Capital, constitué de douze bureaux d'affaires, couvre maintenant l'ensemble

VENTILATION DU PORTEFEUILLE DU GROUPE PARTICIPATIONS
au 31 décembre 1999



Placements		Nombre	Juste valeur M$
Moins de 5 M$	60 %	378	874,2
5 M$ - 10 M$	13 %	84	753,6
10 M$ - 25 M$	15 %	97	1 944,8
25 M$ - 100 M$	9 %	57	3 584,8
100 M$ et plus	3 %	20	4 843,6
Total		636	12 001,0

RÉPARTITION PAR SECTEUR
au 31 décembre 1999



du territoire québécois, avec l'ouverture en 1999 des bureaux Laval-Laurentides-Lanaudière et Outaouais, ainsi que les provinces maritimes, depuis l'ouverture d'un bureau à Moncton. Chacun de ces bureaux s'est vu confier une enveloppe de 10 M$ et constitue une porte d'entrée aux services et produits de la Caisse et de ses filiales.

Capital CDPQ a poursuivi en 1999 sa réflexion sur la problématique particulière du transfert d'entreprises familiales. Elle a donc élaboré une stratégie de soutien à ces entreprises afin de faciliter le transfert à la nouvelle génération, ou le rachat par des cadres. Ce nouveau véhicule sera mis en œuvre en 2000.

Par ailleurs, une nouvelle société a été créée en juin dernier afin de supporter la croissance de l'industrie de la mode québécoise. Montréal Mode, comprend deux unités, Montréal Mode International et Montréal Mode Investissements. Montréal Mode International a pour mandat de mettre en place une infrastructure d'appui à la production et à la commercialisation de produits locaux dans l'industrie du vêtement et du design. Par ailleurs, Montréal Mode Investissements, effectue des investissements de capital de risque dans des sociétés de ce secteur prometteur.

Capital CDPQ et le réseau Accès Capital ont été très actifs auprès des jeunes entreprises de toutes les régions du Québec. En 1999, 20 d'entre elles ont bénéficié de financement sous forme de prêt, en vertu du programme d'appui aux entreprises parrainées, pour un total de 2,8 M$.
En voici quelques exemples :

- 100 000 $ dans Synercard Corporation, de Hull, une entreprise en démarrage qui met au point et commercialise un logiciel de production de cartes d'identification et d'autres types d'applications, comme la transmission d'empreintes digitales entre différents corps policiers.
- 250 000 $, dans Visuel Corporation Canada de Montréal, une entreprise de location d'espaces publicitaires à l'intérieur d'ascenseurs d'immeubles à bureaux.
- 250 000 $ dans Servi Technologies de Québec, une société qui a mis au point un système informatique innovateur, dédié à améliorer l'interaction avec les consommateurs dans le domaine de la restauration.

En outre, près de 36 M$ ont été investis dans 79 PME québécoises au cours de l'année. Parmi les principaux investissements réalisés, mentionnons :

- 200 000 $ dans Unigraph International, de Delson en Montérégie, un fabricant de produits chimiques écologiques destinés à l'imprimerie commerciale. Cet investissement avait pour but de lui permettre de percer le marché américain.
- 400 000 $ dans Heuristic Management Systems de Pointe-Claire, une entreprise spécialisée dans la consultation et l'intégration de systèmes de gestion de projets informatisés.
- 750 000 $ dans le Groupe ComLink, une entreprise de Laval qui crée et commercialise des réseaux de télécommunications numériques sans fil destinés au transport de signaux mixtes (voix, data et vidéo). L'entreprise prévoit étendre ses activités à l'Asie et à l'Amérique du Sud.
- 2 M$ dans Équipement Lacroix, de Deauville, en Estrie, un distributeur de machinerie lourde dans le secteur de la construction.

Centres de parrainage

Centre d'assistance au développement d'entreprises technologiques de la Gaspésie

Centre de développement d'entreprises technologiques

Centre de haute technologie Jonquière (CHTJ)

Centre d'entrepreneurship technologique de l'École de technologie supérieure (CENTECH)

Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal (CEIM)

Centre d'entreprises technologiques montérégien (CETM)

Centre québécois d'innovation en biotechnologie (CQIB)

Centre régional de développement d'entreprises de Québec (CREDEQ)

Centre régional d'entepreneurship (CRE)

Enviro-Accès

Inno-Centre Québec inc.

Société de développement économique de Drummondville

Capital d'Amérique

Capital d'Amérique investit dans les moyennes et grandes entreprises offrant de bonnes perspectives de rendement et de croissance. Elle leur propose une gamme étendue de produits de financement, principalement des participations au capital-actions et des prêts. Au 31 décembre 1999, la juste valeur de son portefeuille global s'élevait à 5,8 G$, répartis dans 241 entreprises. Le taux de rendement interne du portefeuille d'équité s'élève à 15,7 %, alors que celui de financement sous forme de dette est de 6,7 % pour un taux de rendement interne global de 11,9 %.

La société gère entre autres un portefeuille de titres de sociétés québécoises de petite capitalisation, dont la juste valeur a atteint 434 M$ en 1999, comparativement à 227 M$ en 1998. Son rendement sur 3 ans s'élève à 27,7 %, surpassant de 334 points centésimaux le sous-indice Lévesque, Beaubien, Geoffrion.

La diversification et le volume du portefeuille de Capital d'Amérique ont amené la société à étendre ses activités à l'échelle internationale. Si les marchés québécois et canadien demeurent ses terrains de prédilection, la société investit maintenant ailleurs dans le monde. Ainsi, au 31 décembre 1999, Capital d'Amérique détenait des actifs de 1,1 G$ à l'étranger.

Au chapitre des activités, l'un des faits marquants de 1999 a été un investissement de 300 M$ dans l'acquisition de l'autoroute 407 en Ontario par un consortium international formé avec le Groupe SNC-Lavalin et les sociétés espagnoles Grupo Ferrovial et Cintra. L'acquisition, réalisée au terme d'un processus d'appel d'offres restreint, devra faire l'objet d'investissements ultérieurs élevés pour assurer le prolongement et l'aménagement de cette infrastructure. Les membres du consortium ont d'ores et déjà engagé 1,6 G$ sous forme de capital-actions et de débentures subordonnées pour l'ensemble du projet. Il s'agit de la première privatisation d'infrastructure routière de cette nature au Canada et une des plus importantes au monde dans ce domaine.

Parmi les investissements réalisés au cours de l'année, mentionnons :

- 8 M$ dans l'entreprise Motovan, de Boucherville, un des principaux distributeurs de pièces et d'accessoires de motoneiges, de motomarines et de véhicules tout-terrrain au Canada.
- 11 M$ en coïnvestissement avec North Castle, un fonds américain, dans NCP-EAS, une société engagée dans le développement et la commercialisation de produits de nutrition sportive.
- 20 M$ dans les Vêtements de sport Gildan, qui fabrique et commercialise une vaste gamme de vêtements de sport de qualité supérieure.
- 110 M$ dans Alimentation Couche-Tard, en vue de l'acquisition de Silcorp, qui exploite une chaîne de dépanneurs principalement dans l'Ouest du Canada. Cette acquisition lui a permis de se hisser au premier rang de son secteur au Canada.
- 112 M$ dans l'entreprise sherbrookoise C-MAC, spécialisée dans les semi-conducteurs.
- 150 M$ dans l'Industrielle-Alliance, une compagnie d'assurance sur la vie.

Capital Communications

Capital Communications se spécialise dans le financement d'entreprises du secteur des télécommunications, des médias et des industries culturelles. Elle poursuit une stratégie de placement dans des entreprises à forte croissance, non seulement au Québec et ailleurs au Canada mais également à l'échelle internationale. Au 31 décembre 1999, son portefeuille s'élevait à 3,7 G$, en hausse de 116 % par rapport à 1998, et était réparti dans 78 entreprises. Son taux de rendement interne s'établit à 58,5 %.

Les secteurs dans lesquels investit Capital Communications connaissent une évolution extrêmement rapide. Tous les acteurs des télécommunications et des médias traversent une période d'effervescence qui se traduit par une poussée remarquable des titres boursiers des sociétés de ce secteur. À plus court terme, les fournisseurs de matériel et les sociétés de services de télécommunications concentrent leurs efforts sur deux objectifs précis : la mobilité des utilisateurs et l'ouverture des boucles locales.

Dans ce contexte, Capital Communications n'a d'autre choix que de définir ses stratégies dans une perspective mondiale. Elle a choisi de s'associer à des entreprises solides et qui disposent de l'expertise et des ressources nécessaires pour organiser l'offre de technologies, de services et de contenus. Parallèlement, Capital Communications mise sur sa propre expertise ainsi que sur celle de ses partenaires pour ajouter de la valeur à ses activités plus classiques de placement négocié.

Par ailleurs, Capital Communications a intensifié ses efforts en 1999 pour soutenir les entreprises québécoises, en particulier celles du domaine culturel. Elle s'est fixé pour objectif de devenir, par la qualité de ses interventions, autant que par la nature de ses placements, un acteur important dans ce domaine.

Parmi les faits marquants de 1999, Capital Communications a investi 300 M$ dans l'acquisition d'une participation dans Korea Telecom Freetel, la deuxième société de services de téléphonie sans fil en importance en Corée. Cet investissement, effectué conjointement avec Microsoft et Qualcomm, vise à participer au développement de services Internet sur la technologie sans fil.

En outre, la société s'est départie de ses placements dans NetStar et American Cellular. Ce faisant,

elle a encaissé des bénéfices respectifs de 68 M$ et 121 M$, et dégagé des rendements annualisés de 31 % et 107 % respectivement.

Au cours de l'année 1999, parmi les investissements réalisés, mentionnons :

- 1 M$ dans le Groupe Cinémaginaire, un producteur québécois de longs métrages.
- 2 M$ dans Public Technologies Multimédia, qui conçoit et met en marché des logiciels de personnalisation (mannequins virtuels) destinés au commerce électronique dans le secteur de la mode.
- 4 M$ dans la société québécoise Tube Image, productrice de films d'animation 3D et d'effets spéciaux pour les marchés du cinéma et de la télévision. Cet investissement permettra à l'entreprise d'étendre ses activités de production à l'échelle internationale, notamment par la réalisation d'un long métrage et de deux téléséries en animation 3D.
- 4,25 M$ dans les Productions Pascal Blais, une entreprise montréalaise spécialisée dans la production de publicités. Cet investissement a permis à l'entreprise de mettre sur pied une division de production de films d'animation en format IMAX. En 1997, l'entreprise avait d'ailleurs mis au point une technologie unique dans le monde, soit un banc d'animation entièrement robotisé et assisté par ordinateur, spécialement conçu pour la production IMAX.
- 40 M$ dans Câble Satisfaction International pour un projet d'implantation au Portugal.
- 87 M$ dans Quebecor, pour l'acquisition de la chaîne canadienne de journaux Sun Media.
- 112 M$ dans des fonds américains spécialisés, en vue de bien couvrir le secteur Internet, dont VantagePoint en Californie et StarVest, qui couvre l'est des États-Unis.
- 145 M$ dans TIW-Asie, une société spécialisée dans le secteur du sans fil en Asie.

Sofinov, société financière d'innovation

Sofinov offre du capital de risque aux entreprises d'innovation technologique qui affichent un bon potentiel de croissance et qui font preuve d'un avant-gardisme prometteur. Son portefeuille se compose de placements dans des entreprises de toutes tailles des secteurs des sciences de la vie et des biotechnologies, des technologies de l'information et des technologies industrielles.

Au 31 décembre 1999, le portefeuille de la société d'une juste valeur de 1,1 G$, était réparti dans 134 entreprises. Son taux de rendement interne atteint 26,5 %.

En 1999, Sofinov s'est affirmée dans sa volonté d'accompagner les entreprises dont elle est partenaire dans leur développement et dans leur post-démarrage. Elle a ainsi participé à l'essor d'entreprises ayant réussi leur démarrage et leur implantation sur les marchés, ainsi qu'à des opérations de financement associées à des appels publics à l'épargne, des acquisitions et des fusions.

C'est ainsi que Sofinov a soutenu Axcan Pharma de Mont-Saint-Hilaire lorsque celle-ci a procédé à l'acquisition de l'américaine Scandipharm. Axcan Pharma met au point et commercialise des produits pharmaceutiques, principalement en gastro-entérologie. Quant aux produits commercialisés par Scandipharm, ils sont destinés principalement à soigner les affections gastro-intestinales touchant les personnes atteintes de fibrose kystique, de cancer et du sida. En plus d'investir 160 M$ conjointement avec Capital d'Amérique dans Axcan Pharma, Sofinov l'a accompagné à toutes les étapes de cette acquisition qui lui permettra d'accroître la capacité de commercialisation de tous ses produits sur le marché nord-américain.

Biotechnologies et sciences de la vie

Le portefeuille de ce secteur, d'une juste valeur de 565,5 M$, est investi dans 62 entreprises. En 1999, 17 nouveaux investissements ont été autorisés, dont :

- 1M $ dans Nexia Biotechnologie de Sainte-Anne-de-Bellevue, une entreprise spécialisée dans la production de protéines thérapeutiques par des méthodes de génie génétique.
- 4,5 M$ dans Therion Biologics Corporation qui développe et crée des vaccins thérapeutiques pour le traitement du cancer.
- 29,2 M$ dans ProQuest Investments, L.P., un fonds américain spécialisé dans le traitement du cancer.

Technologies de l'information

La juste valeur de ce portefeuille atteint 387,3 M$, répartis entre 48 entreprises. En 1999, 30 nouveaux investissements ont été autorisés, dont :

- 800 000 $ dans Pyderion Contact Technologies de Saint-Laurent, spécialisée dans la conception et la commercialisation de logiciels destinés aux centres d'appels.

- 7,4 M$ dans Touchtunes Music Corporation de l'Île des Soeurs, une entreprise qui crée et exploite des réseaux de distribution et de téléchargement de musique.

- 76 M$ dans Silver Lake Partners, le premier fonds d'acquisition américain spécialisé dans le domaine des technologies de l'information.

Technologies industrielles

Au total, 24 placements composent ce portefeuille d'une juste valeur de 107,4 M$. Parmi les 11 investissements autorisés en 1999, mentionnons :

- 4,5 M$ dans Aimco World Enterprises, spécialisée dans l'élaboration et la fabrication de polymères et d'encres thermosensibles.

- 5,9 M$ dans Arc Second, une entreprise spécialisée dans la fabrication d'équipements de mesure et d'enregistrement de données de positionnement en 3D.

Au cours de 1999, Sofinov a autorisé des investissements dans sept fonds de capital de risque. C'est ainsi qu'elle poursuit sa percée sur le marché américain et développe les réseaux dont peuvent bénéficier ses entreprises en portefeuille.

T²C²/Bio et T²C²/Info

Ces deux sociétés en commandites satellites de Sofinov ont comme mission de fournir le capital nécessaire au démarrage d'entreprises issues de technologies provenant des milieux universitaires ou des centres de recherche publics ou privés. Les investissements des deux sociétés ont totalisé 13,1 M$ en 1999.

Ainsi, T²C²/Info a investi 4,6 M$ dans le soutien et le démarrage d'entreprises reliées aux technologies de l'information. Son portefeuille compte actuellement les titres de dix sociétés, dont quatre ont réalisé, en 1999, une seconde ronde de financement auprès de partenaires financiers institutionnels et privés. Par exemple, la société Cescom a conclu une entente avec la multinationale Ericsson pour implanter un réseau mondial de communications sur Internet, et Alcitech s'est associée à la japonaise Nichimen pour commercialiser un logiciel de visualisation et d'impression des langues arabes, farsi et urdu.

Depuis le début de ses activités en 1997, T²C²/Info a investi 7 M$ dans le démarrage et l'essor de nouvelles entreprises, pour une juste valeur de 9,5 M$ au 31 décembre 1999.

De son côté, T²C²/Bio a investi 8,5 M$ dans le soutien et le démarrage d'entreprises des sciences de la santé. Son portefeuille compte les titres de 20 sociétés, dont quatre ont réalisé en 1999 une seconde ronde de financement auprès d'autres partenaires. Deux de ces sociétés, SignalGene et Procyon Biopharma, sont inscrites en bourse.

Depuis le début de ses activités en 1997, T²C²/Bio a investi un total de 11,1 M$ dans le démarrage et l'expansion de nouvelles entreprises, pour une juste valeur de 15,3 M$ au 31 décembre 1999.

Services financiers CDPQ

Services financiers CDPQ agit à titre de partenaire auprès de sociétés de services financiers, gestionnaires de fonds, promoteurs de fonds communs de placement et réseaux de ventes de fonds tels les courtiers indépendants. En plus de leur offrir un financement adapté à leurs besoins, la société peut également leur confier des mandats de gestion.

Sa mission conjugue la recherche d'un rendement intéressant de l'actif sous gestion à l'accroissement du volume des fonds gérés au Québec. La réalisation de cette mission passe par des ententes qui serviront à consolider le secteur financier au Québec, ainsi qu'à y attirer de nouvelles sociétés financières. Services financiers CDPQ agit donc à trois niveaux : promotion, gestion et distribution de fonds.

Au 31 décembre 1999, le portefeuille de la filiale, d'une juste valeur de 488 M$, était investi dans 36 sociétés. Des placements de 294 M$ sous forme de participations ont été réalisés dans 25 entreprises et des mandats de près de 194 M$ ont été confiés à des spécialistes de la gestion de fonds. Le portefeuille a connu une croissance de plus de 200 % depuis 1998. Son taux de rendement interne s'élève à 15,7 %.

Parmi les faits marquants de l'année, mentionnons le lancement des Fonds mutuels Cartier et l'acquisition de plus de 51 % des actions de BRM, une société ouverte qui distribue des produits financiers par l'intermédiaire d'un réseau de quelque 4000 représentants et dont l'ensemble des comptes sous administration totalise 16 G$.

Services financiers CDPQ a également pris part à la création de Capital Teraxis, entreprise spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement, ainsi qu'à une série d'acquisitions dans le domaine des fonds communs, notamment Services financiers Tandem, Planification Plus, Plani-Gestion Quatre-Saisons, et Fonds mutuels Valorem.

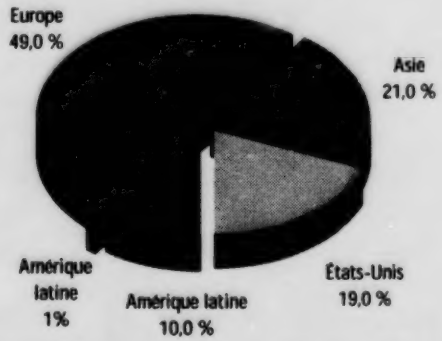
De plus, Services financiers CDPQ est à l'origine de la fusion de deux fonds communs de placement québécois, Évolution FM (les fonds Azura et Altum) et Fonds communs de placement Avix, opération à laquelle elle a accordé un appui financier. Cette nouvelle société est ainsi devenue la deuxième en importance au Québec.

Parmi les autres investissements autorisés, mentionnons :

- 150 000 $ dans San-Roche Financial, qui a pour mission de distribuer des fonds communs de placement auprès de la communauté chinoise du Canada.
- 50 M$ dans Nova Bancorp Group, une société de services financiers intégrés dont les activités couvrent la gestion et la vente de fonds communs de placement et de produits de placement spécialisés, la gestion de placements ainsi que des services de financement institutionnels. Cet investissement lui permettra d'étendre ses activités aux provinces atlantiques et au Québec, où elle a installé son siège social.

C'est ainsi que Services financiers CDPQ compte créer les conditions qui favoriseront l'émergence au Québec d'une véritable industrie de fonds communs de placement. En outre, la société poursuit l'objectif ambitieux de contribuer, par ses activités dans le secteur, à faire passer de 10 % à environ 50 % la proportion des fonds communs de placement détenus par des Québécois et des Québécoises, et gérés au Québec au cours des prochaines années. Au total, cet objectif pourrait accroître à 75 G$ la gestion de fonds au Québec d'ici 2008.

VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE CAPITAL INTERNATIONAL CDPQ
au 31 décembre 1999



Capital International

Capital International a pour mission de contribuer au développement du réseau international de la Caisse et d'accroître la diversification du portefeuille au moyen de placements dans des banques d'affaires et des fonds d'investissement, de même que par un programme de coïnvestissements à l'étranger.

La stratégie de la société consiste essentiellement à s'associer aux meilleurs gestionnaires de placements négociés sur les principaux marchés étrangers. Elle recherche ainsi des gestionnaires ayant une solide expertise, et qui sont en mesure de donner accès aux occasions d'affaires.

Le portefeuille de Capital International comprend des placements dans des fonds d'investissement, ainsi que des investissements directs dans des sociétés en Europe, en Asie, en Amérique latine et aux États-Unis.

Le portefeuille a connu une croissance de 59 % depuis 1998 pour s'établir à 906 M$ au 31 décembre 1999, tandis que le nombre de placements passait de 32 à 48 au cours de la même période. Le taux de rendement interne s'établit à 4,4 %.

Voici quelques exemples des investissements réalisés par Capital International en 1999 :

- 14,6 M$ dans Devoto Hermanos, une chaîne de supermarchés en Uruguay.
- 25,5 M$ dans la société Nieto & Senetiner, un producteur et distributeur de vins de Mendoza, en Argentine.
- 38 M$ engagés dans Emerging Europe Capital Investors, un fonds dédié à l'Europe centrale.

Capital International a accru considérablement ses activités au cours des dernières années, constituant le fer de lance de l'internationalisation des activités de la Caisse et de ses filiales. La société joue également un rôle prépondérant dans l'implantation des bureaux de la Caisse à l'étranger.

Enfin, mentionnons que Capital International offre aux entrepreneurs québécois divers outils d'accompagnement dans leurs démarches d'expansion à l'étranger.

Accès Capital International

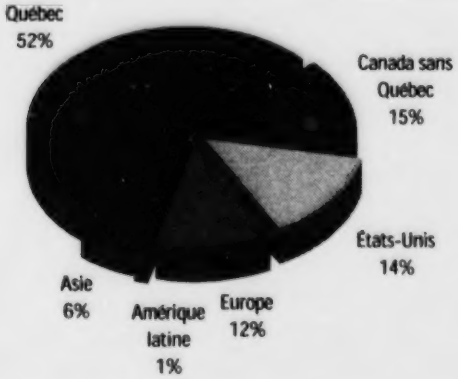
Accès Capital International est doté d'un capital initial de 25 M$ et a pour mandat de financer l'implantation de PME québécoises à l'étranger. Il investit ainsi avec des entreprises dans leurs projets d'expansion, soit par l'acquisition d'une société étrangère, la création d'une coentreprise avec un partenaire local ou encore la création d'une filiale.

Groupe Expordev

Le Groupe Expordev compte des actionnaires prestigieux tels Télésystème, Bombardier, Bronterra International Corporation (Claridge), SNC-Lavalin International et la Société pour l'expansion des exportations (SEE). Sa mission consiste à commercialiser des produits à valeur ajoutée dans des marchés à fort potentiel au moyen de partenariats stratégiques et de réseaux à l'étranger.

En 1999, la société a fait l'acquisition de Sovebec, une entreprise de la région de Québec spécialisée dans la commercialisation du bois d'œuvre et de produits dérivés du bois. Grâce à Sovebec, qui compte déjà un bon réseau de contacts d'affaires et une clientèle appréciable, le Groupe Expordev entend faciliter l'accès des marchés internationaux aux fabricants québécois de matériaux de construction.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE DU GROUPE PARTICIPATIONS
au 31 décembre 1999



Infradev

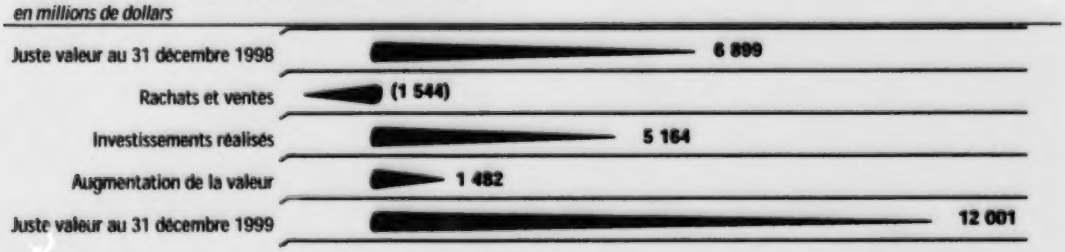
En 1999, Infradev a contribué aux frais de développement d'un projet de conception, d'approvisionnement et de mise en service d'un système de navigation portuaire au Vietnam. À la suite de cette contribution, les partenaires impliqués, soit DGB Telecom et SNC-Lavalin, ont signé un contrat de 12 M$. Les travaux ont débuté en juillet et le financement à long terme est assuré par la Société pour l'expansion des exportations (SEE). Infradev a également agi comme conseiller auprès d'un client qui s'intéresse à un projet hydroélectrique d'envergure en Turquie. Un important conglomérat turc a d'ailleurs obtenu une concession pour ce projet.

Fonds Cadim-FSTQ, nouveaux marchés

Doté d'un capital initial de 50 M$, le Fonds Cadim-FSTQ, nouveaux marchés est le fruit d'une collaboration entre Capital International CDPQ, Cadim, filiale immobilière de la Caisse, et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec. Le Fonds, géré par Cadim, a effectué ses premiers investissements en 1999 :

- un ensemble résidentiel de 300 appartements en banlieue de Varsovie, en partenariat avec les entreprises québécoises LSR Construction, J.O. Lévesque, Carole Handfield et Chris Lewandowski;
- une entente avec la société québécoise Indra International pour le financement de la construction de 28 maisons en rangée à Piaseczno, également en Pologne;
- et 275 000 $ dans Construct Québec International, visant l'exportation de matériaux de construction en Russie et dans les pays voisins.

ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE DU GROUPE PARTICIPATIONS
en millions de dollars



M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

Le Groupe Immobilier gère les portefeuilles spécialisés d'immeubles et de financements hypothécaires. Une équipe de spécialistes veillent à l'élaboration des stratégies, assurent le suivi du rendement et supervisent les activités des filiales et des sociétés responsables de la gestion opérationnelle.

Le Groupe Immobilier a par ailleurs poursuivi sa stratégie d'optimisation des rendements en tirant profit de l'asynchronisme des cycles économiques et immobiliers, soit en choisissant ses placements en fonction des produits et des marchés sectoriels et géographiques, et en maximisant les occasions d'arbitrage entre la détention directe d'immeubles et de titres immobiliers. En outre, l'année a été riche en projets de construction, de reconstruction, de rénovation et d'améliorations locatives, ce qui a contribué à ajouter de la valeur à l'actif du Groupe.

PORTEFEUILLE DU GROUPE IMMOBILIER
au 31 décembre 1999
juste valeur - en millions de dollars

Filiales	Actif des déposants[1]	Biens sous gestion et administrés	Actif immobilier sous gestion	Pourcentage
Cadim	1 640	98	1 738	8,5
Ivanhoé	6 849	1 196	8 045	39,3
SITQ IMMOBILIER	5 146	3 629	8 775	42,9
Hypothèques CDPQ	1 914	-	1 914	9,3
Total	**15 549**	**4 923**	**20 472**	**100,0**

[1] *Comprend les portefeuilles spécialisés de financements hypothécaires et d'immeubles.*

Au cours de l'année, le Groupe a effectué des opérations pour un total de 2,1 G$, soit à travers des acquisitions, des nouveaux placements, des projets de mise en valeur ou des ventes d'éléments d'actif. L'actif combiné des portefeuilles spécialisés d'immeubles et de financements hypothécaires s'élève à 15,5 G$, soit 15,5 % de l'actif des déposants. En comparaison, il se chiffrait à 10,7 G$, et représentait 12,8 % de l'actif en 1998.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ D'IMMEUBLES
au 31 décembre

	1999		1998	
	Nombre d'immeubles	Juste valeur	Nombre d'immeubles	Juste valeur
		%		%
Canada	264	57,7	229	42,5
États-Unis, Mexique	76	26,5	58	33,3
Europe, Asie	57	15,8	34	24,2
TOTAL	**397**	**100,0**	321	100,0

Le portefeuille spécialisé d'immeubles affiche un rendement de 14,6 %, surpassant de façon remarquable l'indice de référence AON dont le rendement est de 7,9 % cette année. L'actif du portefeuille atteint 13,6 G$, en hausse de 51,1 % par rapport à l'an dernier. Les emprunts bancaires et hypothécaires afférents, participations minoritaires de tiers et autres éléments d'actif et de passif s'élèvent à 9,5 G$, contre 5,5 G$ en 1998. Ce portefeuille a en outre généré des revenus de placement de 505 M$ contre 291 M$ en 1998.

Enfin, le rendement du portefeuille spécialisé de financements hypothécaires s'établit à 0,7 % et dépasse l'indice de référence de 184 points centésimaux. L'actif de ce portefeuille s'élève à 1,9 G$ au 31 décembre 1999, soit 1,9 % de l'actif des déposants, contre 1,7 G$ en 1998.

Le Groupe Immobilier gère les portefeuilles spécialisés d'immeubles et de financements hypothécaires. Une équipe de spécialistes veillent à l'élaboration des stratégies, assurent le suivi du rendement et supervisent les activités des filiales et des sociétés responsables de la gestion opérationnelle.

Le Groupe Immobilier a par ailleurs poursuivi sa stratégie d'optimisation des rendements en tirant profit de l'asynchronisme des cycles économiques et immobiliers, soit en choisissant ses placements en fonction des produits et des marchés sectoriels et géographiques, et en maximisant les occasions d'arbitrage entre la détention directe d'immeubles et de titres immobiliers. En outre, l'année a été riche en projets de construction, de reconstruction, de rénovation et d'améliorations locatives, ce qui a contribué à ajouter de la valeur à l'actif du Groupe.

PORTEFEUILLE DU GROUPE IMMOBILIER
au 31 décembre 1999
juste valeur - en millions de dollars

Filiales	Actif des déposants[1]	Biens sous gestion et administrés	Actif immobilier sous gestion	Pourcentage
Cadim	1 640	98	1 738	8,5
Ivanhoé	6 849	1 196	8 045	39,3
SITQ IMMOBILIER	5 146	3 629	8 775	42,9
Hypothèques CDPQ	1 914	-	1 914	9,3
Total	**15 549**	**4 923**	**20 472**	**100,0**

[1] *Comprend les portefeuilles spécialisés de financements hypothécaires et d'immeubles.*

Au cours de l'année, le Groupe a effectué des opérations pour un total de 2,1 G$, soit à travers des acquisitions, des nouveaux placements, des projets de mise en valeur ou des ventes d'éléments d'actif. L'actif combiné des portefeuilles spécialisés d'immeubles et de financements hypothécaires s'élève à 15,5 G$, soit 15,5 % de l'actif des déposants. En comparaison, il se chiffrait à 10,7 G$, et représentait 12,8 % de l'actif en 1998.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ D'IMMEUBLES
au 31 décembre

	1999		1998	
	Nombre d'immeubles	Juste valeur	Nombre d'immeubles	Juste valeur
		%		%
Canada	**264**	**57,7**	229	42,5
États-Unis, Mexique	**76**	**26,5**	58	33,3
Europe, Asie	**57**	**15,8**	34	24,2
TOTAL	**397**	**100,0**	321	100,0

Le portefeuille spécialisé d'immeubles affiche un rendement de 14,6 %, surpassant de façon remarquable l'indice de référence AON dont le rendement est de 7,9 % cette année. L'actif du portefeuille atteint 13,6 G$, en hausse de 51,1 % par rapport à l'an dernier. Les emprunts bancaires et hypothécaires afférents, participations minoritaires de tiers et autres éléments d'actif et de passif s'élèvent à 9,5 G$, contre 5,5 G$ en 1998. Ce portefeuille a en outre généré des revenus de placement de 505 M$ contre 291 M$ en 1998.

Enfin, le rendement du portefeuille spécialisé de financements hypothécaires s'établit à 0,7 % et dépasse l'indice de référence de 184 points centésimaux. L'actif de ce portefeuille s'élève à 1,9 G$ au 31 décembre 1999, soit 1,9 % de l'actif des déposants, contre 1,7 G$ en 1998.

RÉPARTITION DE L'ACTIF DU PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ D'IMMEUBLES
au 31 décembre
juste valeur – en millions de dollars

	1999		1998	
	$	**%**	$	%
Biens immobiliers	**11 878,9**	**87,1**	7 298,7	81,1
Actions et valeurs convertibles	**876,8**	**6,4**	954,4	10,6
Financements hypothécaires	**309,7**	**2,3**	270,1	3,0
Valeurs à court terme et autres	**570,3**	**4,2**	475,6	5,3
Total	**13 635,7**	**100,0**	8 998,8	100,0

Ivanhoé

Ivanhoé se spécialise dans la gestion, la promotion et l'investissement immobilier dans le secteur des centres commerciaux situés en milieu urbain et détenus en propriété exclusive ou en partenariat avec d'autres investisseurs.

En 1999, la société a réalisé des acquisitions de 296,6 M$, des projets de mise en valeur et d'investissement en immobilisations de 40,2 M$, et des investissements de 354,2 M$ dans des sociétés ouvertes et dans des fonds. Les aliénations s'élèvent pour leur part à 62,1 M$ pour un total d'opérations de 753,1 M$.

Le fait saillant de l'année au chapitre des investissements dans des sociétés ouvertes a sans conteste été l'acquisition, dans le cadre d'une offre publique d'achat, de 25 millions d'actions ordinaires de Centres commerciaux Cambridge. Cet investissement de plus de 334 M$ a porté à 71,4 % la participation d'Ivanhoé dans Cambridge, qui détient un portefeuille de qualité qui couvre l'ensemble du territoire canadien, particulièrement à l'extérieur du Québec. Elle est l'un des principaux propriétaires, gestionnaires et promoteurs de biens immobiliers commerciaux de qualité au Canada depuis près de 40 ans. Son actif se compose de centres régionaux, super-régionaux et de quartier, et de quelques immeubles de bureaux et installations de libre-entreposage.

Par ailleurs, Ivanhoé a procédé à un deuxième investissement dans la société ouverte espagnole Filo, ce qui a porté sa participation à 18 %. En outre, elle s'est engagée à investir 30 M$ US dans le Central European Retail Property Fund, un fonds de 120 M$ US spécialisé dans le secteur des centres commerciaux en Europe centrale. Cet investissement a été conclu en partenariat avec Bouygues, Jones Lang LaSalle Corporate Finance et Lehman Brothers.

Ivanhoé a également acquis l'édifice Eaton du centre-ville de Montréal, un investissement de 34 M$. Elle compte réaliser un plan de mise en valeur novateur de cet édifice de près de 93 000 mètres carrés, afin d'attirer des chefs de file du commerce de détail. L'édifice compte au 9e étage un splendide restaurant de style art déco inscrit au patrimoine architectural de Montréal. La société a également procédé à l'acquisition de Place Montréal Trust que détenait une de ses sociétés sœurs.

En partenariat avec la société immobilière SYM, Ivanhoé a acquis une participation de 95 % dans un portefeuille de quatre centres communautaires au Québec. Elle a également augmenté sa participation

RÉPARTITION SECTORIELLE DES BIENS IMMOBILIERS
au 31 décembre 1999
juste valeur - en millions de dollars

Filiales	Commercial	Bureaux	Industriel	Résidentiel et hôtels	Terrains	Total
Cadim	24,7	106,9	2,9	797,2	82,1	1 013,8
Ivanhoé	5 963,3	246,1	24,9	-	209,6	6 443,9
SITQ IMMOBILIER	384,2	3 531,9	157,4	-	347,7	4 421,2
Total	6 372,2	3 884,9	185,2	797,2	639,4	11 878,9
juste valeur - en pourcentage						
1999	**53,6**	**32,7**	**1,6**	**6,7**	**5,4**	**100,0**
1998	34,7	50,1	3,2	7,8	4,2	100,0

RÉPARTITION DE L'ACTIF DU PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ D'IMMEUBLES
au 31 décembre
juste valeur – en millions de dollars

	1999		1998	
	$	%	$	%
Biens immobiliers	**11 878,9**	**87,1**	7 298,7	81,1
Actions et valeurs convertibles	**876,8**	**6,4**	954,4	10,6
Financements hypothécaires	**309,7**	**2,3**	270,1	3,0
Valeurs à court terme et autres	**570,3**	**4,2**	475,6	5,3
Total	**13 635,7**	**100,0**	8 998,8	100,0

Ivanhoé

Ivanhoé se spécialise dans la gestion, la promotion et l'investissement immobilier dans le secteur des centres commerciaux situés en milieu urbain et détenus en propriété exclusive ou en partenariat avec d'autres investisseurs.

En 1999, la société a réalisé des acquisitions de 296,6 M$, des projets de mise en valeur et d'investissement en immobilisations de 40,2 M$, et des investissements de 354,2 M$ dans des sociétés ouvertes et dans des fonds. Les aliénations s'élèvent pour leur part à 62,1 M$ pour un total d'opérations de 753,1 M$.

Le fait saillant de l'année au chapitre des investissements dans des sociétés ouvertes a sans conteste été l'acquisition, dans le cadre d'une offre publique d'achat, de 25 millions d'actions ordinaires de Centres commerciaux Cambridge. Cet investissement de plus de 334 M$ a porté à 71,4 % la participation d'Ivanhoé dans Cambridge, qui détient un portefeuille de qualité qui couvre l'ensemble du territoire canadien, particulièrement à l'extérieur du Québec. Elle est l'un des principaux propriétaires, gestionnaires et promoteurs de biens immobiliers commerciaux de qualité au Canada depuis près de 40 ans. Son actif se compose de centres régionaux, super-régionaux et de quartier, et de quelques immeubles de bureaux et installations de libre-entreposage.

Par ailleurs, Ivanhoé a procédé à un deuxième investissement dans la société ouverte espagnole Filo, ce qui a porté sa participation à 18 %. En outre, elle s'est engagée à investir 30 M$ US dans le Central European Retail Property Fund, un fonds de 120 M$ US spécialisé dans le secteur des centres commerciaux en Europe centrale. Cet investissement a été conclu en partenariat avec Bouygues, Jones Lang LaSalle Corporate Finance et Lehman Brothers.

Ivanhoé a également acquis l'édifice Eaton du centre-ville de Montréal, un investissement de 34 M$. Elle compte réaliser un plan de mise en valeur novateur de cet édifice de près de 93 000 mètres carrés, afin d'attirer des chefs de file du commerce de détail. L'édifice compte au 9e étage un splendide restaurant de style art déco inscrit au patrimoine architectural de Montréal. La société a également procédé à l'acquisition de Place Montréal Trust que détenait une de ses sociétés sœurs.

En partenariat avec la société immobilière SYM, Ivanhoé a acquis une participation de 95 % dans un portefeuille de quatre centres communautaires au Québec. Elle a également augmenté sa participation

RÉPARTITION SECTORIELLE DES BIENS IMMOBILIERS
au 31 décembre 1999
juste valeur - en millions de dollars

Filiales	Commercial	Bureaux	Industriel	Résidentiel et hôtels	Terrains	Total
Cadim	24,7	106,9	2,9	797,2	82,1	1 013,8
Ivanhoé	5 963,3	246,1	24,9	-	209,6	6 443,9
SITQ IMMOBILIER	384,2	3 531,9	157,4	-	347,7	4 421,2
Total	6 372,2	3 884,9	185,2	797,2	639,4	11 878,9
juste valeur - en pourcentage						
1999	**53,6**	**32,7**	**1,6**	**6,7**	**5,4**	**100,0**
1998	34,7	50,1	3,2	7,8	4,2	100,0

dans le Centre Les Rivières (Trois-Rivières, Québec), dont elle détient maintenant 42,5 %.

Aux États-Unis, la société a acquis une participation, au coût de 117,1 M$, dans les centres Oak View Mall (Omaha, Nebraska) et Eastridge Mall (San Jose, Californie). Cet investissement s'est effectué en partenariat avec General Growth Properties.

Au chapitre de la promotion immobilière, Ivanhoé a centré ses activités sur deux projets majeurs. Le premier, dont elle est le promoteur, vise la construction d'un complexe de divertissement de plus de 200 M$ à Laval, au Québec. Le deuxième, qui sera réalisé dans le cadre d'un nouveau partenariat avec Taubman Centers, prévoit la construction d'un centre commercial haut de gamme à Tampa (Floride), un projet de 395 M$.

SITQ IMMOBILIER

SITQ IMMOBILIER se spécialise dans la gestion, la promotion et l'investissement immobilier dans le secteur des bureaux, des parcs d'affaires et des centres commerciaux en région. Les immeubles sont détenus en propriété exclusive ou en partenariat avec d'autres investisseurs.

SITQ IMMOBILIER a réalisé plus de un demi milliard de dollars d'opérations en 1999. Les acquisitions de la société s'élèvent à 271,5 M$, les projets de mise en valeur et d'investissement en immobilisations à 128 M$, les investissements dans les sociétés ouvertes et dans des fonds à 98,8 M$, les aliénations à 129,9 M$.

Ainsi, SITQ IMMOBILIER a racheté la participation de son partenaire dans le Carrefour Jeannois de Roberval, au Québec. Elle a d'ailleurs fait de même du Parc Saint-Laurent de Montréal, et de la Place du Havre, un centre commercial situé à Chandler au Québec. En outre, la société a acquis, au coût de 102,7 M$, un complexe immobilier de 43 400 mètres carrés à North York, Ontario.

SITQ IMMOBILIER a également été très active aux États-Unis. En partenariat avec la société québécoise Canderel, elle a acquis une participation dans un portefeuille comprenant 11 immeubles de bureaux à Dallas, au Texas. Toujours avec ce partenaire, elle a acheté de Bank One trois immeubles de bureaux en Louisiane. La société a de plus initié des investissements dans deux fonds immobiliers, soit Blackstone Real Estate Partners III et Carlyle Realty Partners avec des engagements respectifs de 96,2 M$ et 105 M$.

En Angleterre, la société a acquis, avec de grandes institutions anglaises, un terrain de 112 000 mètres carrés situé dans le centre-ouest de Londres (Chiswick), où sera construit un parc d'affaires, sur une période de 10 ans, un projet de 300 M$.

En ce qui a trait aux investissements en immobilisations, SITQ IMMOBILIER a poursuivi l'agrandissement en ajoutant 23 400 mètres carrés à la rénovation du Castle Quay Shopping Centre en Angleterre, un projet de 225 M$ devant se terminer en 2000, qui comptera 35 100 mètres carrés à la fin des travaux. En France, elle a entrepris la construction d'un immeuble à vocation industrielle sur le terrain Ardouin des Docks de Saint-Ouen en banlieue de Paris.

En outre, les travaux de construction de la Cité du Multimédia de Montréal ont suivi leur cours et la phase I du projet est maintenant en exploitation. Ce parc immobilier, d'une superficie de 139 000 mètres carrés et d'une valeur de 200 M$, situé au cœur du Faubourg des Récollets, dans le Vieux-Montréal, est consacré aux entreprises du secteur des technologies de l'information et du multimédia. À Saint-Laurent, SITQ IMMOBILIER a achevé la construction du Complexe Spheretech qui a maintenant ouvert ses portes. Enfin, la société a annoncé un investissement de 15 M$ à Québec, dans le complexe Cité Santé Québec, entièrement consacré à la santé.

Au chapitre des aliénations, qui s'élèvent à 81,6 M$, la société a vendu une partie de son portefeuille industriel de 48 immeubles ainsi que les immeubles de bureaux le Rotunda et le Morrocroft à Charlotte aux États-Unis pour la somme de 40 M$.

Enfin, SITQ IMMOBILIER a procédé en 1999 à l'ouverture officielle des bureaux de SITQ EUROPE à Bruxelles, en Belgique.

Cadim

Cadim effectue une gestion de portefeuille axée surtout sur les immeubles résidentiels et les placements immobiliers non traditionnels, détenus en partenariat avec des investisseurs, tels les produits d'opportunité, les actions de sociétés immobilières, les fonds et les placements dans les nouveaux marchés.

Au cours de l'année, la société a effectué des acquisitions totalisant 650 M$, dont 328 M$ dans des immeubles résidentiels, 188 M$ dans des fonds de placement et des financements, 63 M$ dans des titres de sociétés ouvertes. Elle a également effectué des investissements en immobilisations de 14 M$ et des aliénations de 171,6 M$.

Soulignons ici quelques-unes des nombreuses activités de la société en 1999 :

- Acquisition, par l'intermédiaire de Foncière de la Cité, du portefeuille Arcade comprenant 25 immeubles résidentiels et commerciaux à Paris. Cet investissement de 109 M$ a été effectué en partenariat avec Immobilière Batibail.
- Acquisition de trois ensembles résidentiels aux États-Unis qui représentent un total de 1116 logements, à Manassas (Virginie), à Woodridge (Illinois), ainsi qu'à San Diego (Californie). Ces investissements ont été réalisés en partenariat avec Boston Financial.
- Acquisition d'un ensemble résidentiel de 1447 logements à Newport Beach (Californie), en partenariat avec Essex Property Trust et Boston Financial.
- Acquisition d'un ensemble résidentiel de 194 logements à Dorval (Carrefour Dorval), au Québec.
- Acquisition du Manoir Archer, une résidence de 119 appartements pour personnes âgées à Sainte-Foy, au Québec, en partenariat avec Thibault, Messier, Savard et Associés.
- Acquisition par l'intermédiaire de Hearthstone Communities, d'une participation dans un projet de construction d'appartements en copropriété pour personnes âgées à Burlington, en Ontario, en partenariat avec Intracop Developments Ltd.
- Acquisition de trois centres commerciaux (un au Québec et deux en Ontario) en partenariat avec Caber Capital et Cargill Financial Services Corporation. Il s'agit de nouveaux investissements dans des produits d'opportunité.
- Investissements de 178 M$ dans plusieurs fonds : Lone Star Opportunity Fund II, Prudential Asian Property Partners, Lazard & Frères, Cherokee Investment Partners, Schroder Asian Property et Pioneer Polish Real Estate Fund.
- Aliénation de plusieurs éléments d'actif, dont des baux emphythéotiques (Centre Longueuil, Immeubles Yale à Côte-Saint-Luc et CDHM de Sainte-Foy), l'immeuble Rio Algom Mines à Pointe-Claire, un terrain à l'Île des Sœurs à Verdun ainsi que des prêts au Japon.
- Vente d'un portefeuille d'hôtels situés en France.

En outre, Cadim a ajouté en 1999 un nouveau véhicule de financement à sa gamme de produits et services, le prêt mezzanine. À mi-chemin entre le prêt traditionnel et l'investissement direct, il offre un ratio prêt-valeur élevé et des perspectives de rendements supérieurs au prêt traditionnel.

Hypothèques CDPQ

Hypothèques CDPQ est la spécialiste de la gestion d'actif détenu sous forme de prêts et de titres hypothécaires, et des véhicules financiers qui en sont dérivés.

En 1999, la société a connu une année record. Ses investissements approuvés s'élèvent ainsi à 646,8 M$, dont plus de 280,4 M$ ont été affectés à de nouveaux prêts au Québec et plus de 366,4 M$ à l'extérieur du Québec. De nombreux financements hypothécaires de montants divers ont été consentis à un large éventail de partenaires relativement à différents types d'immeubles. En voici quelques exemples :

- trois prêts totalisant 86 M$ dans des immeubles de bureaux dans la région de Toronto;
- 60,3 M$ dans un ensemble de 48 immeubles industriels de la région de Montréal;
- 48,1 M$ visant des immeubles de bureaux et commerciaux à Halifax;
- 30 M$ dans un immeuble de bureaux de Vancouver;
- 19 M$ visant un immeuble de bureaux à Ottawa;
- 18,5 M$ dans un ensemble de 10 immeubles industriels dans la région de Montréal;
- 17,5 M$ visant un immeuble industriel à Dorval;
- 15,8 M$ dans 10 immeubles commerciaux de la région de Québec.

Enfin, le 26 mai 1999, Hypothèques CDPQ annonçait une opération innovatrice, la première émission de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TAHC) sur le marché public canadien, d'une valeur de 254,1 M$. Ces obligations de premier rang et subordonnées étaient garanties par un ensemble de 99 hypothèques commerciales, elles-mêmes garanties par 114 immeubles (hôtels, bureaux, centres commerciaux, immeubles, immeubles industriels et résidentiels). Les titres se sont vendus en 12 tranches à des investisseurs, selon le degré de risque et la date d'échéance de chaque tranche.

En raison de la qualité supérieure du portefeuille titrisé et de l'expérience de prêts hypothécaires de la Caisse, les agences de notation Canadian Bond Rating Service et Moody's ont accordé un niveau très faible de subordination à cette opération, soit seulement 15 %. La taille de la tranche AAA représentait donc 85 % du total des titres émis. Les TAHC se sont vendus très rapidement, et la demande pour certaines tranches a été de 3,9 fois le montant nominal des obligations émises.

Cadev

Lors de sa création en 1994, Cadev s'est vu confier la mission de gérer et de mettre en valeur le parc de terrains de plus de 5 millions de mètres carrés des sociétés du Groupe Immobilier. Cette mission a été fort bien accomplie puisqu'il ne restait à la fin de 1999 que quelques de terrains à mettre en valeur. Aussi la filiale a-t-elle été dissoute en fin d'année. La plupart des membres de son personnel continue cependant de travailler, soit au projet d'aménagement du Quartier International de Montréal, soit auprès d'une autre filiale immobilière de la Caisse, notamment pour gérer les terrains restants.

Les pratiques comptables

La Caisse porte depuis plusieurs années déjà une attention particulière à l'évaluation et à la gestion du risque, ce qui lui a valu une réputation des plus enviables. À cet égard, en effet, elle fait figure de chef de file de l'industrie dans ce domaine.

La Caisse mesure le risque au moyen de la méthode dite de valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de chacune des positions de marché et de leurs corrélations. L'équipe de spécialistes chargés de cette fonction, qui est indépendante des équipes de gestionnaires de portefeuille, peut ainsi assurer un suivi régulier du risque des portefeuilles individuels. Celui-ci permet par la suite d'apprécier le risque du portefeuille global de la Caisse et de déterminer quelle répartition des différentes catégories d'actif permettra le mieux d'atteindre l'équilibre optimal entre les objectifs de risque et de rendement.

L'institution utilise également des méthodes d'évaluation du risque associé aux titres au comptant ainsi qu'aux instruments financiers dérivés. Elle tient compte pour ce faire du risque absolu, lié aux fluctuations des marchés, et du risque relatif, qui est lié aux indices de référence.

En 1999, la Caisse a amélioré ses méthodes et mis en place une nouvelle plateforme de calcul, ce qui lui permet maintenant de procéder au calcul quotidien du risque pour ses portefeuilles et ses modes de gestion.

Par ailleurs, elle a étendu en 1999 ses activités à l'évaluation et à la gestion du risque d'exploitation. Une équipe de professionnels a pour mission d'identifier, sur une base continue, les activités opérationnelles à risque, d'élaborer des indicateurs, et de proposer et mettre en œuvre des méthodes et systèmes permettant de limiter les risques d'exploitation auxquels une institution comme la Caisse fait face dans le cours de ses activités.

Pratiques comptables

Ses activités et ses méthodes de gestion sont conformes aux exigences de sa loi constitutive et aux pratiques du secteur du placement.

Cela signifie notamment que ses états financiers sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus, et sont vérifiés par le vérificateur général du Québec.

Le calcul des rendements répond quant à lui aux exigences établies par l'Association for Investment Management and Research (AIMR). Une vérification réalisée par le Groupe-conseil AON certifie en effet que la présentation des résultats et le calcul des rendements sont conformes aux normes de cet organisme.

LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC, L'UNE DES RARES INSTITUTIONS À OBTENIR UNE CERTIFICATION EXTERNE DE CONFORMITÉ AUX NORMES DE L'AIMR

L'Association for Investment Management and Research (AIMR) est un organisme international qui vise le perfectionnement professionnel continu des spécialistes du secteur financier. À cet égard, l'AIMR apporte une attention particulière à la formation des analystes financiers par le programme visant l'obtention du titre d'analyste financier agréé (CFA), ainsi qu'à la formation continue de ces analystes. D'autre part, l'AIMR insiste beaucoup sur l'importance de l'éthique dans la profession. Plus particulièrement à cet effet, elle a produit un code d'éthique très rigoureux que tous ses membres sont tenus de respecter. De plus, étant donné l'importance des rendements, pour l'industrie comme pour le grand public, l'AIMR a produit un guide, le AIMR-PPS Handbook, qui traite exclusivement des normes que l'ensemble de l'industrie est fortement encouragée à adopter dans la présentation des rendements.

LES NORMES AIMR-PPS ONT DEUX OBJECTIFS PRINCIPAUX :

- assurer une uniformité accrue dans la présentation des rendements afin de faciliter la comparaison entre différents gestionnaires;
- assurer une présentation fidèle, intégrale et pertinente des rendements.

Ces objectifs visent à permettre aux clients potentiels de choisir de manière éclairée leurs gestionnaires de portefeuille. Les rendements obtenus par les gestionnaires jouant un rôle de premier plan dans ce choix, l'AIMR se devait d'y consacrer toute son attention.

L'AIMR est tout à fait consciente qu'il faudra réviser régulièrement les normes du guide AIMR-PPS pour suivre l'évolution rapide de l'industrie financière. C'est pourquoi elle insiste sur le caractère déontologique et le dévoilement d'une information intégrale pertinente en matière de rendements.

VOICI QUELQUES-UNES DES NORMES ÉTABLIES PAR L'AIMR-PPS :

1. Le rendement total doit être présenté. Celui-ci comprend les gains réalisés et non réalisés, ainsi que les revenus.
2. Les rendements doivent être calculés selon la méthode pondérée par le temps.
3. Le rendement de tout portefeuille doit inclure celui de son encaisse.
4. Les rendements doivent être présentés sur une période minimale de dix ans.
5. Le rendement doit être présenté pour chacune des années.
6. La valeur marchande d'un portefeuille doit inclure les intérêts courus sur les obligations.
7. Tous les portefeuilles sous gestion discrétionnaire doivent être inclus dans le rendement d'un portefeuille composite.
8. Pour le rendement d'un portefeuille composite, chacun des portefeuilles doit être pondéré selon sa valeur marchande au début de la période.
9. Le rendement doit être calculé après les commissions associées aux opérations.
10. Les immeubles doivent être évalués par une firme indépendante tous les trois ans au moins.

DES ALLIANCES STRATÉGIQUES

Garantes d'un avenir prometteur

L'activité de l'institution se répartit en deux volets :

- la gestion de l'actif d'une vingtaine de déposants, en vertu d'une loi spécifique, et
- la gestion et l'administration de biens pour le compte de clients.

L'actif total sous gestion de 105,5 G$ regroupe les actifs des déposants et les biens administrés et sous gestion pour le compte de clients.

La situation financière et les résultats d'opération découlant des dépôts effectués par les déposants et gérés par la Caisse sont présentés aux états financiers cumulés et constituent l'actif des déposants. Ceux-ci se partagent l'avoir net et le revenu net de placement.

Les biens sous gestion comprennent les biens gérés par les filiales de la Caisse au nom des clients à qui ils appartiennent. Les services de gestion, plus élaborés que les services administratifs, incluent le choix des placements ou la prestation de conseils.

Les biens administrés représentent les biens à l'égard desquels les filiales de la Caisse fournissent des services administratifs au nom des clients qui en sont propriétaires. Ces services administratifs incluent l'administration de propriétés immobilières et la gestion de prêts titrisés. Les filiales de la Caisse perçoivent des honoraires de gestion en contrepartie de ces services. Les biens sous gestion et les biens administrés ne sont pas inscrits à l'état de l'actif net cumulé.

En 1998, une équipe chargée d'évaluer et de concrétiser de nouvelles occasions d'affaires a été mise en place. Il s'agit de CDPQ Conseil dont le rôle est d'appuyer la Caisse et ses partenaires dans la mise sur pied, l'administration et la gestion des régimes de retraite ainsi que des réserves d'assurances, de placements et d'épargne pour le compte de sociétés étrangères.

La même année, CDPQ Conseil concluait une première entente avec la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc. Plusieurs équipes participent à ce projet de transfert de technologie et de savoir-faire avec l'institution marocaine. Des démarches ont été poursuivies en 1999 afin d'explorer de nouvelles possibilités dans d'autres pays, notamment en Europe centrale et en Asie.

En 1999, la Caisse a géré les fonds des clients suivants :

Le Curateur public. C'est en 1999 que le Curateur public confie la gestion de l'ensemble de ses fonds collectifs.

La Caisse des dépôts et consignations de France. Les relations privilégiées entretenues avec la Caisse des dépôts et consignations de France depuis 1989 ont mené à la création de deux nouveaux portefeuilles. Ainsi, un portefeuille d'investissement de 27 M$ dans les PME françaises est géré par la Caisse des dépôts et consignations, pour le compte de la Caisse, qui en retour gère un portefeuille du même montant pour investir dans les entreprises québécoises et canadiennes, pour le compte de l'institution française. Cette entente permet aux deux institutions de bénéficier réciproquement de leur expertise et de leurs connaissances, et offre à leurs partenaires l'occasion d'élargir leur présence sur les marchés internationaux.

Voici, par ailleurs, quelques-uns des fonds gérés par les équipes de la Caisse pour le compte de partenaires :

Le Fonds Mutuel Cartier - En début d'année la Caisse a conclu une entente avec le Mouvement Desjardins, aux termes de laquelle elle agit comme gestionnaire d'une partie des Fonds Cartier, dont six fonds composent le Fonds Desjardins Sélection Cartier. Ce produit exclusif est offert sans frais aux investisseurs par le Mouvement Desjardins et distribué par l'intermédiaire de son réseau de caisses populaires ainsi que par la Fiducie Desjardins. La Caisse met donc son expertise en gestion et sa connaissance des marchés financiers intérieurs et internationaux au service des investisseurs en fonds communs de placement.

Le Fonds Varan - Créé à l'aide d'un partenariat de gestion externe avec les conseillers en gestion globale Northern Trust et couplé à d'autres fonds gérés en Europe, en Asie et en Amérique du Sud, le Fonds tactique Varan, dont la gestion est assurée par une équipe de spécialistes de la Caisse, permet une saine répartition du risque sur quatre continents. Deux de ces fonds se sont classés respectivement aux premier et troisième rangs des fonds de fonds à l'échelle mondiale en terme de rendement.

Le fonds Asia Equity Infrastructure Fund - Il a été créé en septembre 1998, en collaboration avec AMP Life, la plus grande compagnie d'assurances d'Australie, et la Banque asiatique de développement. Depuis, plusieurs partenaires s'y sont joints, notamment la Nippon Life du Japon, le fonds de capital de risque GIMV de Belgique, Perez Companc d'Argentine, AXA de France et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec.

Doté d'un capital de 355 M$ US, le Asia Equity Infrastructure Fund (AEIF) finance exclusivement des projets d'infrastructures en Asie et s'intéresse aux quatre grands secteurs de l'activité économique que sont les télécommunications, le transport, l'énergie et l'environnement.

Le fonds est géré par deux équipes de la Caisse à Hong Kong et Bangkok, en association avec des experts de la société asiatique Delta Associates.

En décembre, une première entente sur un projet d'investissement de 70 M$ US a été conclue entre AEIF et Capital International avec la société CEMEX Asia Holdings, laquelle visait à regrouper ses activités de production de ciment en Asie.

C'est ainsi que la Caisse offre des services et produits dans la gestion de nouveaux fonds publics et privés. Elle mise sur sa taille, l'envergure et les multiples compétences de ses équipes, jointes à celles d'entreprises partenaires, pour réaliser ces mandats. Son expertise dans le monde de la gestion de fonds institutionnels s'est accrue et sa réputation s'est établie de telle sorte qu'elle a étendu, d'année en année, le nombre de ses clients, tant sur la scène locale que mondiale.

Dans un souci d'amélioration de la qualité, l'équipe de la gestion des comptes des déposants de la Caisse procède régulièrement, de concert avec les déposants, à des révisions des politiques de placement afin de leur procurer le meilleur rendement possible tout en respectant leur tolérance au risque, compte tenu de leur situation financière.

Deux nouveaux fonds particuliers ont ainsi été mis sur pied en 1999, soit le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers du Québec et le Fonds de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

De plus, la Caisse a entrepris en 1999 des travaux de réingénierie de ses processus administratifs afin d'accélérer et d'améliorer la production de l'information financière - l'analyse des résultats et l'attribution détaillée du rendement - notamment celle qui est destinée aux déposants et qui figure parmi les plus détaillées du marché. L'institution a pour objectif de devancer les normes de l'industrie en cette matière.

Elle a également poursuivi en 1999 le programme de séminaires sur la gestion de portefeuille et sur les marchés boursiers offert à ses déposants.

Caisse de retraite

Le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics -RREGOP : principal déposant, qui regroupe les cotisations du personnel cadre des secteurs public et parapublic de même que les cotisations des employés syndiqués, permanents et occasionnels, des secteurs public et parapublic. Ce régime est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances - CARRA.

Le Fonds du Régime de rentes du Québec - RRQ : deuxième déposant en importance, qui contribue à la sécurité du revenu des Québécois, notamment en versant une rente de retraite aux bénéficiaires. Ce fonds est administré par la Régie des rentes du Québec.

La Commission de la construction du Québec - CCQ : responsable de l'application des conventions collectives, des lois et de la réglementation de placement, de l'embauche et de la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, ainsi que de l'administration de comptes de régimes complémentaires d'avantages sociaux.

Le Fonds d'amortissement des régimes de retraite gouvernementaux - FARRG : créé en vue de procurer au gouvernement du Québec les sommes nécessaires au paiement de ses contributions, à titre d'employeur, à différents régimes de retraite.

Le Régime de retraite des élus municipaux : réservé d'office aux membres élus des conseils des municipalités. Il est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Le Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers œuvrant au Québec - RRTAQ

Les régimes particuliers regroupent neuf autres régimes de retraite gérés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), couvrent certains adhérents de municipalités, de sociétés d'État, de centres hospitaliers et du gouvernement fédéral.

Régimes d'assurances

La Commission de la santé et de la sécurité du travail - CSST : voit notamment à indemniser les travailleurs victimes d'accidents du travail et à faciliter leur réadaptation.

La Société de l'assurance automobile du Québec - SAAQ : a pour mission de réduire les risques inhérents à l'usage de la route par le contrôle de l'accès au réseau routier et du transport routier, la promotion de la sécurité routière et l'indemnisation des personnes victimes d'accidents de la route.

Le Régime de rentes de survivants : accorde une rente mensuelle au conjoint et aux enfants d'une personne admissible au régime. Le Régime de rentes de survivants s'adresse aux membres du personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic.

La Régie de l'assurance-dépôts du Québec : régit la sollicitation et la réception du dépôt public, garantit le dépôt de paiements et gère le fonds d'assurance-dépôts.

La Régie des assurances agricoles du Québec : veille à la stabilité financière des entreprises agricoles en contrant les pertes significatives de revenus.

Le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers du Québec - FAPAF : assure aux prêteurs le remboursement de pertes résultant de prêts consentis en vertu de lois administrées par la Société de financement agricole.

Le Fonds d'assurance-garantie : administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec - RAAMQ, assure la surveillance, la coordination et l'amélioration de la mise en marché des produits agricoles, et agit comme tribunal administratif dans le but d'assurer une mise en marché efficace des produits agricoles, forestiers et alimentaires québécois.

La Fédération des producteurs de bovins du Québec : une association agricole qui veille à l'étude de problèmes associés à la production et à la mise en marché des bovins.

Autres déposants

L'Office de la protection du consommateur - OPC : gère le Fonds des cautionnements des agents de voyage et le fonds du Magazine Protégez-Vous, dans lequel sont publiés les résultats des tests de l'Office.

Le Centre de recherche industrielle du Québec - CRIQ : intervient à titre de partenaire des milieux d'affaires, industriels et gouvernementaux afin de stimuler le développement économique du Québec.

La Société des alcools du Québec - SAQ : organisme chargé du commerce des boissons alcoolisées au Québec.

La Commission des valeurs mobilières du Québec - CVMQ : organisme de surveillance du marché des valeurs mobilières.

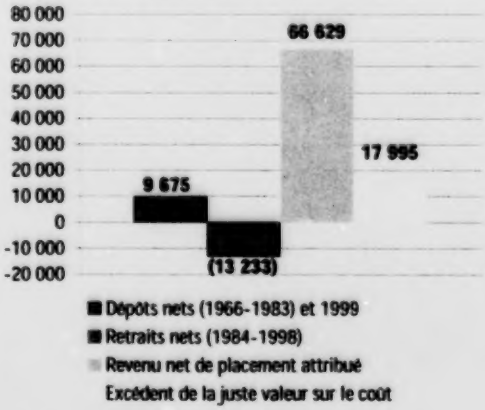
ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS
en millions de dollars

	Revenu net attribué	Dépôts moins retraits	Plus-value non matérialisée	Augmentation de l'avoir des déposants
1999	**5 255**	**1 226**	**6 017**	**12 498**
1998	4 744	(1 409)	1 622	4 957
1997	3 743	(864)	3 518	6 397
1996	5 682	(1 607)	1 954	6 029
1995	4 066	(1 617)	3 876	6 325

En 1999, l'ensemble des déposants de la Caisse n'ont effectué des dépôts nets que de l'ordre de 1,2 millions de dollars. Pourtant, leur actif net s'accroissait globalement de 12,5 milliards. Cette croissance est attribuable au rendement global de 16,5 % atteint cette année, lequel a procuré des revenus de placement de 11,3 milliards. Ce revenu excède de quelque 1,6 milliards celui qui aurait été obtenu si les diverses équipes de la Caisse n'avaient que reproduit, sans chercher à les dépasser, les indices de référence des différentes catégories d'actif qui composent le portefeuille global.

Ainsi , les revenus de placement des cinq dernières années totalisent 40,5 milliards de dollars, lesquels ont été inscrits à l'actif des bilans des déposants. Pendant cette même période, les retraits nets de ces derniers ont excédé leurs dépôts de 4,3 milliards. Heureusement, cette tendance, qui se maintenait depuis 1984, - retraits excédant les dépôts - s'est légèrement renversée en 1999 et elle devrait se poursuivre au cours des années à venir.

VALEUR AJOUTÉE DEPUIS 1966 À L'AVOIR DES DÉPOSANTS
en millions de dollars



Les déposants ont fait des retraits nets supérieurs à leurs dépôts nets et ont néanmoins un avoir net de 81 066 milliards au 31 décembre 1999.

DÉPOSANTS
au 31 décembre 1999
juste valeur - en millions de dollars

	Sigle	Premier dépôt	Nombre de cotisants[1]	Avoir des déposants 1999 $	1999 %	1998 $	1998 %
CAISSES DE RETRAITE							
Régie des rentes du Québec	RRQ						
Fonds du Régime de rentes du Québec		1966	3 682 292	17 479	21,6	15 831	23,1
Commission de la construction du Québec	CCQ						
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec		1970	90 510	7 727	9,6	6 637	9,7
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	CARRA						
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau syndicable)	RREGOP	1973	400 000	29 719	36,7	25 555	37,3
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau non syndicable)	RREGOP	1973	20 000	4 474	5,5	4 057	5,9
Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités[2]		1975	-			-	
Régimes particuliers		1977	325	190	0,2	169	0,3
Régime de retraite des élus municipaux		1989	2 100	195	0,2	169	0,2
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers œuvrant au Québec	RRTAQ	1990	3 231	108	0,1	90	0,1
Fonds d'amortissement des régimes de retraite gouvernementaux	FARRG	1994	1	4 595	5,7	1 359	2,0
RÉGIMES D'ASSURANCE							
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	RMAAQ						
Fonds d'assurance-garantie		1967	66	4	-	4	-
Régie des assurances agricoles du Québec		1968	19 815	13	-	51	0,1
Régie de l'assurance-dépôts du Québec		1969	1 200	181	0,2	166	0,2
Commission de la santé et de la sécurité du travail	CSST	1973	182 400	8 535	10,5	7 644	11,1
Société de l'assurance automobile du Québec	SAAQ	1978	4 514 048	7 365	9,1	6 436	9,4
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers du Québec	FAPAF	1978	1	71	0,1	59	0,1
La Fédération des producteurs de bovins du Québec		1989	24 250	3	-	2	-
Régime de rentes de survivants		1997	1	364	0,5	321	0,5
AUTRES DÉPOSANTS							
Office de la protection du consommateur	OPC	1992	1 120	9	-	8	-
Centre de recherche industrielle du Québec[3]	CRIQ	1994	-	-	-	-	-
Société des alcools du Québec[3]	SAQ	1994	-	26	-	-	-
Commission des valeurs mobilières du Québec[3]	CVMQ	1998	-	8	-	10	-
TOTAL				**81 066**	**100**	**68 568**	**100**

[1] *Estimation.*
[2] *En 1992, l'actif net du fonds de ce régime a été fusionné avec celui du Régime de retraite des élus municipaux.*
[3] *Ces déposants utilisent uniquement les services de gestion de trésorerie de la Caisse.*

Planification

Les activités de planification en 1999 ont été orientées sur l'objectif que poursuit l'institution de demeurer l'un des meilleurs gestionnaires de fonds en Amérique.

Ses différentes unités administratives ont ainsi été appelées à préciser leurs priorités d'action pour 1999 et 2000. La Caisse vise, sur une base continue, à atteindre et à dépasser, dans chacun de ses secteurs d'activité, les meilleures pratiques de l'industrie.

Cet objectif l'oblige à préciser ses stratégies pour faire face, d'une part, à la mondialisation très rapide de l'industrie de la gestion de fonds et, d'autre part, à la stabilisation des dépôts nets provenant de ses déposants actuels.

Dans cette perspective, la Caisse poursuit activement ses travaux pour améliorer sur une base continue les produits et services qu'elle procure à ses déposants et clients et pour développer le potentiel de nouveaux produits et de nouvelles clientèles.

Système d'information

Au cours des dernières années, la Caisse a procédé à plusieurs changements technologiques pour adapter ses systèmes d'information aux besoins de plus en plus sophistiqués de la gestion de fonds. Loin de ralentir, le rythme de ces changements devrait se maintenir, voire s'accélérer, pour faire face aux exigences croissantes des déposants et des clients, d'une part, et pour appuyer la croissance et la diversification des activités de la Caisse, d'autre part.

Dans ce contexte, la Caisse s'est dotée en 1999 d'un plan directeur de modernisation de ses systèmes d'information. L'élaboration de ce plan entraînera une réévaluation de l'ensemble de l'architecture des systèmes d'information et permettra d'opérer les changements qui s'avéreront nécessaires de façon rigoureuse et ordonnée.

Par ailleurs, l'année 1999 a été marquée par plusieurs événements importants. Tout d'abord, le passage à l'euro s'est effectué tel que prévu le 1er janvier 1999. Les systèmes d'information de la Caisse avaient dû au préalable être adaptés pour traiter les opérations de placement impliquant cette nouvelle monnaie.

Quant au passage à l'an 2000, les travaux se sont poursuivis tout au long de l'année pour identifier les applications critiques, les tester et réviser l'ensemble des systèmes de la Caisse. Ces tests ont été complétés avec succès à l'automne, conformément au calendrier prévu. Par la suite, la Caisse a élaboré des plans de contingence pour pallier toute défaillance imprévue, et un centre de commandement a été mis sur pied pour coordonner les travaux préparatoires et les activités liées au passage à l'an 2000. Celui-ci s'est déroulé sans heurt. En effet, tous les systèmes de la Caisse ont franchi le cap sans problème et les activités se sont poursuivies normalement dans tous les secteurs.

Parallèlement, la Caisse a poursuivi ses efforts d'amélioration de tous ses systèmes d'information. À la suite de l'implantation du nouveau système d'administration des investissements en décembre 1998, le système comptable informatisé a été mis à jour, et un système de stockage des données historiques sur les marchés a été créé.

Par ailleurs, la Caisse a procédé à la sélection d'un nouveau système de gestion et d'administration des produits dérivés. Ce système couvre toutes les activités depuis l'exécution des transactions jusqu'à leur règlement. Non seulement ce système permettra-t-il de réduire les délais opérationnels, mais il entraînera des gains d'efficacité et une diminution des risques d'erreur. Cet environnement, qui sera complété en 2000, répond à l'évolution rapide des opérations de placement ayant recours aux différents produits dérivés.

C'est également en 1999 qu'a été installé le collecticiel Lotus Notes sur le réseau interne de la Caisse. Cet outil fournit une plateforme intégrée qui assure une gestion documentaire efficace et facilite grandement la diffusion et le partage de l'information à l'échelle de l'institution.

Enfin, un nouveau site de relève a été mis en place pour accroître la fiabilité et la sécurité de l'ensemble de ses opérations informatiques.

Services administratifs et comptables

La mise en place des nouveaux systèmes d'information et les besoins croissants des gestionnaires de portefeuille ont mené à une importante réorganisation des activités administratives en 1999. Cette réorganisation apporte un soutien efficace aux nouvelles activités de placement et à la gestion effectuée pour le compte de nouveaux clients et des déposants. Par ailleurs, le soutien administratif de la Caisse et celui des filiales de participations ont été regroupés au sein d'une équipe unique, sous la responsabilité de la vice-présidence Finances, contrôle et administration des systèmes d'information.

En plus de cette réorganisation, la Caisse a procédé à une réévaluation de ses processus afin d'améliorer et d'accélérer la production de l'information financière, tant pour ses besoins internes que pour ceux de ses déposants et clients. Les recommandations qui découlent de cette étude seront graduellement mises en œuvre au cours de la prochaine année.

L'année 1999 a par ailleurs été marquée par la très forte croissance du volume des opérations sur les instruments financiers dérivés. Ceux-ci ont en effet fait l'objet de quelque 56 000 opérations pendant l'année, ce qui constitue une hausse de l'ordre de 50 % par rapport à l'année précédente. D'autre part, les revenus relatifs aux prêts de titres d'actions se sont élevés à 12,6 M$, en hausse de 9,4 % par rapport à 1998.

Enfin, les services administratifs et comptables ont été associés à la création des nouveaux portefeuilles spécialisés et fonds particuliers mis sur pied en 1999 : le portefeuille spécialisé d'obligations Québec Mondial et le portefeuille spécialisé de valeurs à court terme Canadam.

Ressources humaines

L'institution compte 264 employés réguliers, soit 136 femmes et 128 hommes, dont la profession exige une grande expertise dans tous les secteurs :

- 157 diplômés universitaires, dont 4 titulaires d'un doctorat et 61 d'une maîtrise.
- 43 personnes qui détiennent le titre reconnu d'analyste financier agréé (CFA) et 50 autres qui poursuivent actuellement leurs études en vue de l'obtenir. Il s'agit là de la plus grande concentration de CFA au Canada.
- 40 personnes possédant un titre professionnel en comptabilité (CA, CGA et CMA). Le nombre de professionnels dans ce domaine a connu une forte croissance ces dernières années en vue de répondre aux besoins de plus en plus sophistiqués en gestion financière.

De plus, les filiales de participations réunissent 134 employés réguliers.

Compte tenu de l'expertise recherchée au sein de ses équipes, la Caisse accorde une attention particulière au perfectionnement des compétences.

Ainsi, 102 personnes ont participé à des programmes de formation sur mesure au cours de 1999, tandis que 50 employés participaient à des programmes visant de meilleures communications en anglais et en espagnol. La Caisse a également revu son programme d'accueil des nouveaux employés, lequel présente sa structure organisationnelle, son code d'éthique ainsi que ses politiques internes.

En outre, la Caisse offre des programmes de stages à de nouveaux diplômés universitaires dans les domaines liés à ses activités, soit en finance, en économie, en mathématiques appliquées, etc. Ces stages visent à compléter la formation acquise dans les domaines de la gestion de fonds et du placement, et contribuent à préparer une relève. Ainsi, en 1999, 58 diplômés ont bénéficié de ce programme. De ce nombre, 16 ont par la suite obtenu un emploi temporaire ou complété un stage obligatoire dans leur programme d'études.

Enfin, la Caisse contribue avec des maisons de courtage établies à Montréal, à un programme de préparation de la relève. En 1999, 32 personnes ont bénéficié du programme, qui a créé des stages pour 191 personnes à ce jour.

Les efforts déployés en matière de formation, de perfectionnement et de préparation de la relève répondent aux besoins de spécialisation découlant de la complexité croissante des marchés financiers dans lesquels évolue la Caisse. Les exigences traditionnelles se diversifient et font appel, par exemple dans le domaine du placement privé, à une gamme de plus en plus étendue d'habiletés en matière de développement des affaires, de service à la clientèle ou de secteurs industriels, qui s'ajoutent aux compétences en finance. Dans le contexte de la mondialisation des marchés financiers, la Caisse doit veiller à disposer d'une expertise adaptée à cette réalité.

Ainsi, à titre d'exemple, l'accent a été mis cette année sur la formation sur mesure des équipes, notamment celles de participations, et portait sur de nombreux thèmes tels : approche client, code de déontologie, régie d'entreprise, code d'éthique, conventions d'actionnaires, valeurs mobilières, etc.

Affaires institutionnelles

L'application du code d'éthique et de déontologie constitue une priorité pour la Caisse. Elle veille à ce que le code soit bien connu du personnel en place et s'assure que les filiales y consacrent toute l'attention désirée. Une fois par année, le personnel est tenu de faire une déclaration de ses placements personnels.

En outre, un manuel des politiques et directives a été intégré au site Intranet de la Caisse au cours de l'année, afin que tous les employés puissent se tenir au fait des plus récentes décisions.

La Caisse applique également sa politique et ses directives d'application en matière de contrats, lesquelles énoncent les principes et règles régissant le processus d'acquisition ou de location de biens et de services devant faire l'objet d'un contrat. Cette politique prescrit notamment l'adjudication de contrats par voie d'appels d'offres, dont elle prévoit également les limites et paramètres d'exception.

Gestion de l'environnement de travail

La Caisse a consacré de nombreux efforts à la gestion de son environnement de travail notamment en raison de la croissance soutenue des effectifs. Ainsi, un plan préliminaire visant à regrouper toutes ses activités d'affaires sous un même toit en trois différents pôles, soit Montréal, Québec et Paris est en cours d'élaboration.

Il va sans dire qu'en raison de l'arrivée imminente de l'an 2000, une attention particulière a été consacrée à l'accès aux immeubles, à la sécurité ainsi qu'aux systèmes de téléphonie et de télécommunication.

Enfin, conformément à la Loi sur le Tabac (1998, c.33), la Caisse veille à l'application de sa Politique sur la qualité de l'air et l'usage du tabac sur les lieux de travail, en vigueur depuis 1995.

Affaires publiques

Fidèle à sa tradition en matière de diffusion de l'information, la Caisse a produit diverses publications spécialisées, tels les bulletins ImmoCaisse et Accès Capital. Le semestriel Cycles et tendances a également été remanié, et se présente dorénavant dans un format magazine. Ces publications sont évidemment disponibles sur le site Web.

Le contenu de ce site a d'ailleurs été considérablement enrichi en 1999, notamment par l'ajout de la Loi sur la Caisse; de la liste des fonds communs et distincts québécois; de la Politique de service aux entreprises partenaires et clients; de la Politique d'application des placements négociés du secteur des participations; de la Politique de régie d'entreprise; des communiqués d'initié; d'une section sur le passage An 2000; et d'une rubrique Actualité économique et financière mise à jour mensuellement.

La fréquentation du site Web a continué de croître de façon remarquable, passant de 5600 visiteurs à la fin de décembre 1998 à 10 700 visiteurs à la fin de 1999, une augmentation de 91 %.

Au chapitre des relations avec les médias, le nombre de communiqués émis a continué d'augmenter et les entrevues accordées ont doublé. Plusieurs dossiers importants ont retenu l'attention des médias.

Toujours soucieuse d'augmenter sa présence en région, l'institution a procédé à l'ouverture de trois nouveaux bureaux du réseau Accès Capital, dans les régions de Laval-Laurentides-Lanaudière, de l'Outaouais et des Maritimes. De plus, un programme de tournées régionales de la direction a débuté au cours de l'année par une visite en Gaspésie, et se poursuivra en 2000. Une série de chroniques ont également été préparées et publiées dans 12 hebdomadaires régionaux sous la signature des directeurs des bureaux du réseau.

De nombreux efforts ont également été investis dans les communications internes.

Le nouveau portail (Intranet) « Navigateur Caisse » a été mis au point en collaboration avec les services informatiques. Ce navigateur donne accès à plusieurs outils de travail tels la revue de presse, le manuel des politiques et directives, les bases de données et diverses applications institutionnelles.

La Caisse a renouvelé son engagement auprès des étudiants en finances, notamment par sa participation à la 6e édition de la Journée Relève financière, qui a enregistré un record de participation en 1999. Par ailleurs, les universités McGill et Concordia ont pris part pour une première fois à l'événement. Elle a également accordé son appui aux 12e Jeux du Commerce, aux Journées de l'optimisation avec l'Université de Montréal, ainsi qu'aux simulations boursières de l'Université Laval et de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Quelques missions ont également contribué à faire la promotion l'institution à travers le monde, entre autres à Davos, au Proche-Orient, au Moyen-Orient, et en Californie. D'ailleurs, au vu du nombre croissant de demandes d'accueil de délégations étrangères, force est de constater que sa notoriété est en hausse dans le monde. En 1999, plus de 20 délégations provenant notamment de l'Espagne, de la France, de la Corée, de la Hongrie et de la Suède, sont venues rencontrer ses gestionnaires et ses dirigeants.

Le nombre de tribunes auxquelles ses représentants ont participé est sans cesse croissant en 1999. Les conférenciers invités ont ainsi eu l'occasion de faire part de leur vision des enjeux économiques et financiers à des auditoires comme le Cercle de finance et placement de Québec, le Cercle de la finance internationale de Montréal, le Forum Québec-Japon, l'Association des CGA, le Club des actuaires de Québec et le Groupe consultatif de l'OCDE sur les privatisations.

La Caisse a également participé à plusieurs événements de la Fondation de l'entrepreneurship, et son président et directeur général en a accepté la présidence. Une équipe collabore de près à la préparation de l'événement Mentorat 2000, qui soulignera le 20e anniversaire de la Fondation.

Toujours présente au Salon Épargne-Placements de Québec et de Montréal, la Caisse a également pris part, par l'intermédiaire de son réseau Accès Capital, au Salon Objectif Entrepreneurship, qui s'est tenu au Palais des Congrès de Montréal.

Le conseil d'administration

Outre le directeur général de la Caisse, qui en est le président, le conseil d'administration est composé de représentants des déposants, soit, au 31 décembre 1999, le président et directeur général de la Régie des rentes du Québec, le président de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, le président du conseil et directeur général de la Société de l'assurance automobile du Québec, ainsi que de membres du milieu des affaires et du mouvement coopératif et de dirigeants du mouvement syndical.

Le rôle du conseil consiste à s'assurer que la gestion de la Caisse est conforme aux dispositions de sa loi constitutive et de ses règlements, et que l'institution adopte les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans sa mission, soit de réaliser un rendement financier optimal et de contribuer au dynamisme de l'économie, tout en veillant à la sécurité des capitaux sous gestion.

Ainsi, le conseil examine et approuve les principales orientations et politiques, tel le programme de placements pour l'année. Il procède également à une revue annuelle des secteurs d'activité et reçoit les rapports des différents comités et groupes de travail adhoc lorsqu'il doit se pencher sur des sujets particuliers.

Il est en outre saisi de toute opération et décision, et de tout placement ou dossier dont l'importance intrinsèque, l'impact sur le portefeuille ou sur la répartition de l'actif, ou qui pour tout autre motif, doit faire l'objet d'une attention particulière.

Le conseil d'administration délègue l'examen de sujets précis à des comités constitués de membres du conseil de la Caisse. Il délègue également aux conseils d'administration des filiales certains pouvoirs relatifs aux décisions d'investissement pour ce type de placements négociés, en fonction des différents secteurs d'activité pour lesquels ces filiales ont été créées et qui correspondent à leur mission.

Au cours de l'année, le conseil d'administration s'est réuni à 14 reprises. Il a collaboré activement aux travaux visant à mettre en place des mesures pour concrétiser les orientations et enjeux stratégiques des prochaines années, et a procédé à la revue des différents secteurs d'activité ainsi qu'aux plans d'affaires du Groupe Participations et du Groupe Immobilier. Il a également été saisi plus particulièrement des dossiers Air Canada et du projet de restructuration des bourses.

Le comité de vérification

Le comité de vérification examine les états financiers annuels et trimestriels et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Il évalue également le mandat et la nature des travaux de vérification et exerce un suivi de l'efficacité des systèmes et des mécanismes de contrôle interne. En 1999, il a notamment étudié les mécanismes de contrôle ayant trait à la gestion des instruments financiers dérivés et au suivi des travaux reliés au passage à l'an 2000.

Le comité des ressources

Le comité des ressources reçoit les propositions, présente ses avis et formule des recommandations au conseil d'administration à l'égard des questions liées aux ressources humaines, financières et informatiques. Il étudie plus précisément la politique de rémunération et les budgets d'exploitation et d'immobilisations.

Le comité de gestion du portefeuille immobilier

Le comité de gestion du portefeuille immobilier (conseil du GIC) étudie le plan stratégique annuel, reçoit les rapports de gestion et approuve ou recommande au conseil d'administration de la Caisse certaines propositions d'investissement.

Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise

Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise étudie les rapports sur l'application du Code d'éthique et de déontologie et sur l'exercice du droit de vote de la Caisse. Il formule, s'il y a lieu, des avis sur toute question incluse dans le Code ou relevant de son application. Il veille également à la mise à jour de la Politique de régie d'entreprise.

Les comités de placement

Outre les comités du conseil, la Caisse a mis en place sept comités de placement, qui ont d'ailleurs été restructurés en 1999. Ainsi, **le comité directeur de placement** a pour mandat principal d'examiner la politique générale de placement ainsi que les

politiques particulières en découlant dont les politiques sectorielles, suivi des politiques de placements des déposants, et la gestion globale du risque ainsi que de l'analyse des performances, et de formuler des avis ou recommandations s'il y a lieu. Il supervise également les activités de l'équipe de la Gestion des comptes des déposants. Quant aux comités Gestion des marchés boursiers, Gestion des taux et Gestion des devises, ils proposent des politiques sectorielles de placement, approuvent les modes de gestion et supervisent les activités de placement, de leur secteur respectif. Le comité Gestion active de la répartition de l'actif gère sur une base tactique et stratégique l'allocation des fonds et des positions de placements entre les grandes catégories d'actif. Les comités Groupe Immobilier et Groupe Participations ont quant à eux pour mandat de proposer une politique sectorielle de placement, assurer la satisfaction des diverses clientèles et la qualité du service, dégager des orientations par rapport au positionnement dans l'économie québécoise et assurer un échange entre toutes les entités de l'organisation de la Caisse.

Mesure, évaluation et reddition de comptes

Les activités de la Caisse sont conformes aux exigences de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et aux pratiques de l'industrie. Les états financiers sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus et le calcul des rendements répond aux exigences établies par l'Association for Investment Management and Research (AIMR).

Le vérificateur général du Québec procède à la vérification des états financiers et s'assure que les activités de l'institution sont menées conformément à la loi. Le Groupe-conseil AON a certifié, quant à lui, la conformité de la présentation des résultats et du calcul des rendements aux normes élevées de l'AIMR.

De plus, la valeur marchande des placements est établie par les cotes ou titres de marché pour les actifs issus des grands marchés. Quant aux place-ments négociés, ils sont évalués annuellement soit par des sociétés externes ou selon des processus requérant une revue détaillée indépendante des gestionnaires.

Une présence active sur Internet contribue également à rendre accessible de façon presque immédiate une information pertinente et d'intérêt public.

TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Information financière

Rapport de la direction 47

Rapport du vérificateur 47

États financiers 48

Renseignements supplémentaires -
États financiers sommaires des fonds 64

Renseignements supplémentaires -
États financiers sommaires des
portefeuilles spécialisés 66

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Caisse de dépôt et placement du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus au Canada. La direction est également responsable de l'information et des déclarations contenues dans les autres sections du rapport annuel d'activités et elle s'assure que les renseignements financiers contenus ailleurs dans le rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps opportun, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. Le service de vérification interne procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par la Caisse.

La Caisse reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont un seul membre fait partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Caisse, conformément aux normes de vérification généralement reconnues; son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification et comporte l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Jean-Claude Scraire
Président du conseil d'administration et Directeur général

Bertrand Lauzon
Vice-président, Finances, Contrôle et Administration des systèmes d'information

Montréal, le 3 mars 2000

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié l'état de l'actif net cumulé des fonds de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 1999 et les états des résultats cumulés et de l'évolution de l'actif net cumulé de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Caisse. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers cumulés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de ces fonds au 31 décembre 1999, ainsi que des résultats de leur exploitation et de l'évolution de leur actif net pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA
Québec, le 3 mars 2000

ÉTATS FINANCIERS

ACTIF NET CUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 1999

	1999	1998
	(en millions de dollars)	
ACTIF		
Placements à la juste valeur *(note 3)*		
Obligations	**33 531**	31 797
Actions et valeurs convertibles	**44 715**	33 854
Financements hypothécaires	**1 875**	1 760
Biens immobiliers	**11 921**	7 350
Valeurs à court terme	**5 118**	4 677
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**1 417**	2 583
	98 577	82 021
Revenus de placement courus et à recevoir	**821**	633
Opérations en voie de règlement	**421**	190
Autres éléments d'actif	**444**	483
	100 263	83 327
PASSIF		
Dépôts sur prêts de titres *(note 3)*	**4 539**	6 357
Emprunts et billets à payer *(note 3)*	**1 029**	233
Opérations en voie de règlement	**462**	475
Engagements liés à des titres vendus à découvert *(note 3)*	**4 865**	2 575
Emprunts hypothécaires *(note 3)*	**5 030**	2 990
Instruments financiers dérivés *(note 3)*	**1 569**	1 148
Autres éléments de passif	**512**	384
Part des actionnaires sans contrôle *(note 3)*	**1 191**	597
	19 197	14 759
AVOIR DES DÉPOSANTS *(note 4)*	**81 066**	68 568
INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS *(note 6)*		
RELEVÉ DE L'ACTIF NET CUMULÉ *(tableau complémentaire)*		

Pour le conseil d'administration,
Jean-Claude Scraire
Jean-Claude Bachand

RÉSULTATS CUMULÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1999

	1999	1998
	(en millions de dollars)	
REVENUS		
Revenus de placement		
Obligations	1 817	1 895
Actions et valeurs convertibles	562	590
Financements hypothécaires	127	135
Biens immobiliers	479	240
Valeurs à court terme	205	131
	3 190	2 991
Honoraires et étude de dossiers - Groupe Participations	24	13
Autres revenus	26	12
	3 240	3 016
Moins :		
Frais de gestion des placements *(note 5)*		
Grands marchés et services institutionnels	42	34
Groupe Participations	22	16
Groupe Immobilier	20	17
Frais externes de gestion et de garde de valeurs	11	10
	95	77
	3 145	2 939
DÉPENSES		
Frais d'administration *(note 5)*		
Grands marchés et services institutionnels	16	12
Groupe Participations	2	2
Groupe Immobilier	20	8
	38	22
REVENU AVANT POSTE SUIVANT	3 107	2 917
Moins :		
Part des actionnaires sans contrôle	80	15
REVENU NET DE PLACEMENT	3 027	2 902

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CUMULÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1999

	1999	1998
	(en millions de dollars)	
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Revenu net de placement	3 027	2 902
Gains (pertes) à la vente de placements		
Obligations	(64)	705
Actions et valeurs convertibles	3 970	2 971
Financements hypothécaires	13	-
Biens immobiliers	(16)	34
Valeurs à court terme	(197)	(12)
	3 706	3 698
Moins :		
Part des actionnaires sans contrôle	(5)	4
	3 711	3 694
Plus-value (moins-value) non matérialisée		
Placements		
Obligations	(1 081)	118
Actions et valeurs convertibles	6 858	(316)
Financements hypothécaires	(69)	1
Biens immobiliers	(130)	525
Valeurs à court terme	9	(12)
Titres achetés en vertu de conventions de revente	(24)	4
	5 563	320
Moins :		
Emprunts et billets à payer	(3)	(1)
Dépôts sur prêts de titres	(29)	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	487	(63)
Emprunts hypothécaires	(66)	(4)
Instruments financiers dérivés	686	425
Part des actionnaires sans contrôle	(46)	193
	1 029	550
	4 534	(230)
Total des activités de placement	11 272	6 366
Excédent des dépôts des déposants sur leurs retraits	1 226	(1 409)
AUGMENTATION DE L'ACTIF NET CUMULÉ	12 498	4 957
ACTIF NET CUMULÉ AU DÉBUT	68 568	63 611
ACTIF NET CUMULÉ À LA FIN	81 066	68 568

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1999

1 CONSTITUTION ET ACTIVITÉS

La Caisse de dépôt et placement du Québec, personne morale au sens du Code civil, a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre C-2). Elle reçoit toutes les sommes qui lui sont confiées en vertu d'une loi spécifique.

FONDS GÉNÉRAL

Le fonds général regroupe des placements diversifiés et constitue une caisse commune pouvant recevoir des dépôts à vue et à terme ainsi que des dépôts à participation. Les détenteurs de dépôts à participation se partageaient l'avoir net et le revenu net du fonds général au 31 décembre dans les proportions suivantes :

	1999		1998	
	Nombre d'unités	**%**	Nombre d'unités	%
Régie des rentes du Québec				
Fonds du Régime de rentes du Québec	**17 117 680**	**97,9**	16 521 214	97,8
Régime de rentes de survivants*	**348 266**	**2,0**	330 211	2,0
Régie des assurances agricoles du Québec	**10 578**	**0,1**	10 578	0,1
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	-	-	16 743	0,1
Office de la protection du consommateur				
Fonds des cautionnements des agents de voyages				
Cautionnement collectifs				
Détaillants	**4 093**	-	3 878	-
Grossistes	**570**	-	1 144	-
Cautionnements individuels	**943**	-	107	-
Magazine Protégez-Vous	**2 100**	-	2 100	-
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec				
Fonds d'assurance-garantie	**4 082**	-	3 739	-
Fédération des producteurs de bovins du Québec	**2 007**	-	2 007	-
	17 490 319	**100,0**	16 891 721	100,0

* Pour l'administration des rentes de survivants pour le personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic, sous la responsabilité du secrétariat du Conseil du Trésor.

FONDS PARTICULIERS

Les fonds particuliers regroupent des placements diversifiés et n'ont qu'un seul déposant chacun qui y effectue exclusivement des dépôts à participation. Les différents fonds particuliers sont :

Fonds 301

À l'usage du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics - cotisations des employés de niveau syndicable et transfert des régimes complémentaires de retraite - administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Fonds 302

À l'usage du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics - cotisations des employés de niveau non syndicable - administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Fonds 303

À l'usage des régimes particuliers administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Fonds 305
À l'usage du Régime de retraite des élus municipaux et du Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Fonds 306
À l'usage du Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers œuvrant au Québec.

Fonds 307
À l'usage de la Société de l'assurance automobile du Québec.

Fonds 308
À l'usage du Fonds d'amortissement des régimes de retraite gouvernementaux administré par le ministère des Finances du Québec.

Fonds 311
À l'usage du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec - compte général - administré par la Commission de la construction du Québec.

Fonds 312
À l'usage du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec - compte des retraités - administré par la Commission de la construction du Québec.

Fonds 313
À l'usage du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec - compte complémentaire - administré par la Commission de la construction du Québec.

Fonds 314
À l'usage de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

Fonds 315
À l'usage du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers administré par la Société de financement agricole du Québec.

Fonds 330
À l'usage de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

Les portefeuilles spécialisés constituent des caisses communes pouvant recevoir des dépôts à participation des différents fonds. Au 31 décembre 1999, les dix portefeuilles spécialisés suivants étaient opérationnels : portefeuille d'obligations, portefeuille d'obligations Québec Mondial (constitué le 1er juillet 1999), portefeuille d'actions canadiennes, portefeuille d'actions américaines, portefeuille d'actions des marchés en émergence, portefeuille d'actions étrangères, portefeuille de financements hypothécaires, portefeuille d'immeubles, portefeuille de valeurs à court terme et portefeuille de valeurs à court terme Canadam (constitué le 1er décembre 1999).

2 CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers cumulés de la Caisse ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

a) ÉTATS FINANCIERS CUMULÉS
Les états financiers cumulés comprennent les comptes des filiales détenues par la Caisse, du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés. Les comptes de chacun de ces fonds et de chacun de ces portefeuilles font l'objet d'états financiers vérifiés par le vérificateur général du Québec.

b) PLACEMENTS ET ACTIVITÉS CONNEXES
Les placements et les activités connexes sont comptabilisés en date d'engagement, sauf les financements hypothécaires et les biens immobiliers qui sont comptabilisés en date de signature des contrats.

Les placements ainsi que les postes d'actif et de passif s'y rapportant sont comptabilisés à leur juste valeur, soit la valeur d'échange estimative dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, établie en fin d'exercice. Ces valeurs sont déterminées au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, tels l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours de clôture des principales bourses ainsi que ceux fournis

par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par des évaluateurs indépendants alors que d'autres le sont à l'interne selon des méthodes d'évaluation couramment employées.

Les opérations à titre d'engagements liés à des titres vendus à découvert donnent lieu à des achats de titres en vertu de conventions de revente ou à des opérations d'emprunts de titres.

Les filiales de la Caisse administrent et gèrent des biens confiés par des clients et en leur nom. Ces biens ne sont pas inscrits à l'état de l'actif net cumulé de la Caisse. Les filiales de la Caisse perçoivent des honoraires en contrepartie des services de gestion de portefeuille et des services administratifs dispensés, qui comprennent notamment l'administration de propriétés immobilières et la gestion de prêts titrisés.

c) REVENUS

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

Les revenus tirés des obligations et ceux tirés des valeurs à court terme incluent des revenus découlant des titres achetés en vertu de conventions de revente, réduits des frais d'intérêt sur des dépôts sur prêts de titres.

Les revenus de dividendes sont inscrits à compter de la date ex-dividende. Les revenus tirés des prêts d'actions et de valeurs convertibles sont présentés sous la rubrique des Revenus de placements – actions et valeurs convertibles.

Les revenus tirés des biens immobiliers sont réduits des intérêts sur les emprunts et billets à payer ainsi que sur les emprunts hypothécaires.

d) GAINS ET PERTES À LA VENTE DE PLACEMENTS

Les gains et pertes à la vente de placements sont calculés selon le coût non amorti dans le cas des placements en obligations, des financements hypothécaires et des valeurs à court terme, et selon le coût dans le cas des actions et valeurs convertibles et des biens immobiliers. Le coût non amorti correspond au prix d'acquisition redressé pour tenir compte de l'amortissement de la prime et de l'escompte, qui permet de maintenir un rendement effectif constant jusqu'à l'échéance.

Les gains et pertes tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les gains et pertes des placements sous-jacents.

e) CONVERSION DES DEVISES

La juste valeur des placements ainsi que les autres postes d'actif et de passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice.

Le coût des placements en actions, des biens immobiliers provenant d'établissements étrangers intégrés ainsi que le coût non amorti des placements en obligations, financements hypothécaires et valeurs à court terme sont convertis au taux de change en vigueur à la date d'acquisition. Le coût des placements provenant d'établissements étrangers autonomes est converti au taux en vigueur à la fin de l'exercice.

Les revenus sont convertis au taux de change en vigueur à la date des opérations, à l'exception de ceux provenant du portefeuille spécialisé d'immeubles, qui sont convertis au taux moyen de l'exercice. Les revenus et les pertes provenant des instruments financiers dérivés de couverture des risques de change reliés aux placements libellés en devises sont reportés et constatés dans les gains et pertes à la vente de placements au moment de la réalisation des placements couverts par ces instruments.

f) IMMOBILISATIONS

Les frais reliés à l'acquisition du matériel téléphonique, informatique et de bureautique sont capitalisés et amortis selon la durée de vie utile des biens s'y rapportant. Les frais d'aménagement des locaux et autres améliorations locatives sont amortis sur la durée du bail. Ces immobilisations sont présentées au poste Autres éléments d'actif.

g) FRAIS DE GESTION DES PLACEMENTS ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais de gestion des placements couvrent les charges directement liées aux activités de placement, incluant les frais payés à des institutions financières externes, et ils sont présentés sous un poste distinct, en diminution des revenus de placement; les frais généraux sont présentés au poste Frais d'administration.

3 PLACEMENTS ET POSTES DU PASSIF

Les placements et les postes du passif dont le coût diffère de la juste valeur se détaillent comme suit :

	1999 (en millions de dollars) Juste valeur			Coût
	Canadiens	**Étrangers**	**Total**	
ACTIF				
Placements				
Obligations	**28 690**	**3 662**	**32 352**	**32 133**
Actions et valeurs convertibles	**22 780**	**21 447**	**44 227**	**31 248**
Financements hypothécaires	**1 685**	**190**	**1 875**	**1 890**
Biens immobiliers	**7 376**	**4 490**	**11 866**	**12 091**
Valeurs à court terme	**4 605**	**429**	**5 034**	**5 080**
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**116**	**1 293**	**1 409**	**1 441**
	65 252	**31 511**	**96 763**	**83 883**
Instruments financiers dérivés	**1 139**	**675**	**1 814**	**81**
	66 391	**32 186**	**98 577**	**83 964**
PASSIF				
Dépôts sur prêts de titres	**2 682**	**1 857**	**4 539**	**4 568**
Emprunts et billets à payer	**997**	**32**	**1 029**	**1 032**
Engagements liés à des titres vendus à découvert	**3 741**	**1 124**	**4 865**	**4 346**
Emprunts hypothécaires	**2 433**	**2 597**	**5 030**	**5 074**
Instruments financiers dérivés	**1 114**	**455**	**1 569**	**81**
Part des actionnaires sans contrôle	**1 138**	**53**	**1 191**	**1 074**

	1998 (en millions de dollars) Juste valeur			Coût
	Canadiens	Étrangers	Total	
ACTIF				
Placements				
Obligations	25 922	5 719	31 641	29 329
Actions et valeurs convertibles	18 265	15 463	33 728	27 302
Financements hypothécaires	1 564	194	1 758	1 707
Biens immobiliers	3 120	4 218	7 338	7 396
Valeurs à court terme	3 830	708	4 538	4 559
Titres achetés en vertu de conventions de revente	725	1 858	2 583	2 583
	53 426	28 160	81 586	72 876
Instruments financiers dérivés	146	289	435	98
	53 572	28 449	82 021	72 974
PASSIF				
Dépôts sur prêts de titres	1 180	5 177	6 357	6 357
Emprunts et billets à payer	201	32	233	233
Engagements liés à des titres vendus à découvert	765	1 810	2 575	2 543
Emprunts hypothécaires	415	2 575	2 990	2 968
Instruments financiers dérivés	426	722	1 148	346
Part des actionnaires sans contrôle	563	34	597	434

La position de change relative aux placements sous forme de titres étrangers, à l'exception des titres des marchés en émergence et ceux couverts par un passif financier équivalent, est couverte par des instruments financiers dérivés tel qu'il est indiqué à la note 6.

Le coût des placements a été augmenté d'un montant de 211 M$ au 31 décembre 1999 (1 112 M$ en 1998), représentant les pertes reportées reliées aux instruments financiers dérivés de couverture des risques de change.

La juste valeur des placements en obligations et en actions et valeurs convertibles inclut des titres de sociétés fermées, aux montants respectifs de 1 855 M$ et 4 984 M$ au 31 décembre 1999 (1 059 M$ et 2 416 M$ en 1998), pour lesquels aucun cours n'est disponible. La juste valeur de ces titres est établie selon des méthodes d'évaluation couramment employées.

4 AVOIR DES DÉPOSANTS

Les dépôts à vue et à terme portent intérêt et constituent des créances des déposants à l'égard de la Caisse.

Les dépôts à participation sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net d'un fonds. À la clôture de chaque période, mensuelle pour le fonds général et trimestrielle pour les fonds particuliers, le revenu net de placement et les gains et pertes à la vente de placements sont attribués aux détenteurs de dépôts à participation. Au début de la période qui suit, les montants attribués sont versés au (récupérés du) compte de dépôts à vue des déposants.

	1999	1998
		(en millions de dollars)
Créances des déposants à l'égard de la Caisse		
Dépôts à vue	**45**	72
Avances à des déposants	**(477)**	(432)
Dépôts à terme	**100**	189
Intérêts sur dépôts à vue et à terme	**4**	3
Revenu net à verser aux détenteurs de dépôts à participation	**1 195**	1 042
	867	874
Avoir des détenteurs de dépôts à participation		
Dépôts à participation		
Solde au début	**55 716**	52 798
Unités émises	**5 955**	3 326
Unités annulées	**(444)**	(886)
Unités à émettre	**976**	478
Solde à la fin	**62 203**	55 716
Montant non attribué relatif aux biens immobiliers*	**89**	92
Plus-value (moins-value) non matérialisée attribuée à la suite d'opérations interfonds	**(32)**	(13)
Montant non attribué à la suite de gains et pertes à la vente de placements des portefeuilles spécialisés**	**5 374**	3 871
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et des autres postes d'actif et de passif s'y rapportant	**12 565**	8 028
	80 199	67 694
AVOIR DES DÉPOSANTS	**81 066**	68 568

* Ce montant représente le redressement de l'amortissement cumulé sur les biens immobiliers à la suite de la comptabilisation des placements à la juste valeur. Il sera attribué au moment de la vente de ces biens.

** Ce montant représente les gains et pertes à la vente de placements des portefeuilles spécialisés qui ne sont pas distribués à la fin de l'exercice. Il sera attribué au moment de la vente d'unités de participation dans les portefeuilles.

5 FRAIS DE GESTION DES PLACEMENTS ET FRAIS D'ADMINISTRATION

a) Les frais de gestion des placements se détaillent comme suit :

	1999 (en millions de dollars)			
	Grands marchés et services institutionnels	**Groupe Participations**	**Groupe Immobilier**	**Total**
Traitements et avantages sociaux	**23**	**12**	**10**	**45**
Services professionnels	**9**	**5**	**5**	**19**
Locaux et matériel	**1**	**1**	**1**	**3**
Amortissement des immobilisations	**5**	**1**	**1**	**7**
Frais externes de gestion et garde de valeurs	**11**	**-**	**-**	**11**
Autres	**4**	**3**	**3**	**10**
	53	**22**	**20**	**95**

	1998 (en millions de dollars)			
	Grands marchés et services institutionnels	Groupe Participations	Groupe Immobilier	Total
Traitements et avantages sociaux	18	9	8	35
Services professionnels	6	3	5	14
Locaux et matériel	4	2	1	7
Amortissement des immobilisations	1	1	1	3
Frais externes de gestion et garde de valeurs	10	-	-	10
Autres	5	1	2	8
	44	16	17	77

b) Les frais d'administration se détaillent comme suit :

	1999 (en millions de dollars)			
	Grands marchés et services institutionnels	**Groupe Participations**	**Groupe Immobilier**	**Total**
Traitements et avantages sociaux	**7**	**1**	**10**	**18**
Services professionnels	**4**	**1**	**2**	**7**
Locaux et matériel	**1**	**-**	**3**	**4**
Amortissement des immobilisations	**2**	**-**	**1**	**3**
Autres	**2**	**-**	**4**	**6**
	16	**2**	**20**	**38**

	1998 (en millions de dollars)			
	Grands marchés et services institutionnels	Groupe Participations	Groupe Immobilier	Total
Traitements et avantages sociaux	6	1	4	11
Services professionnels	2	1	1	4
Locaux et matériel	2	-	1	3
Amortissement des immobilisations	1	-	1	2
Autres	1	-	1	2
	12	2	8	22

c) Les frais de gestion sont attribuables aux catégories de placements de la façon suivante :

	1999	1998
	(en millions de dollars)	
Obligations	**18**	15
Actions et valeurs convertibles	**53**	42
Financements hypothécaires	**4**	3
Biens immobiliers	**18**	16
Valeurs à court terme	**2**	1
	95	77

6 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la Caisse effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés, soit à des fins de couverture des risques liés aux fluctuations de change, soit à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de taux d'intérêt et de marché. Au 31 décembre, ces instruments financiers, dont la juste valeur favorable est regroupée avec celle des placements sous-jacents alors que la juste valeur défavorable est présentée au passif, avec les montants à payer sur ces instruments, au poste Instruments financiers dérivés, s'établissaient comme suit :

	1999		1998	
	(en millions de dollars)			
	Juste valeur	**Montant nominal de référence**	Juste valeur	Montant nominal de référence
Marchés hors cote				
Couverture des risques de change*				
Contrats de change à terme				
Achats	**(15)**	**1 201**	(9)	1 329
Ventes	**426**	**22 342**	(144)	17 535
Trocs de devises				
Ventes	**(92)**	**804**	(176)	760
Options sur devises				
Achats	**2**	**58**	-	12
Ventes	**-**	**58**	-	-
Gestion des risques de taux d'intérêt et de marché				
Contrats de change à terme				
Achats	**(147)**	**11 153**	(2)	701
Ventes	**68**	**4 771**	(13)	605
Contrats d'indices boursiers à terme				
Achats	**1 062**	**1 343**	100	1 343
Ventes	**(1 059)**	**1 343**	(100)	1 343
Contrats de garantie de taux d'intérêt				
Achats	**-**	**-**	-	664
Ventes	**-**	**-**	-	664
Contrats de garantie sur volatilité de devises				
Achats	**-**	**-**	15	238
Trocs de taux d'intérêt	**5**	**8 672**	(66)	2 903
Options sur trocs de taux d'intérêt				
Achats	**1**	**268**	-	33
Ventes	**(1)**	**111**	-	73
Options sur taux d'intérêt				
Achats	**2**	**563**	(4)	620
Ventes	**(2)**	**347**	(5)	768
Options sur indices boursiers				
Achats	**47**	**1 221**	-	50
Ventes	**(32)**	**705**	-	-

(suite)	1999		1998	
	(en millions de dollars)			
	Juste valeur	**Montant nominal de référence**	Juste valeur	Montant nominal de référence
Options sur devises				
Achats	**6**	**22**	110	2 435
Ventes	**(7)**	**94**	(119)	2 491
Options sur actions				
Ventes	**-**	**3**	(261)	270
Options sur obligations				
Achats	**4**	**100**	-	50
Ventes	**(4)**	**122**	-	857
Marchés réglementés				
Gestion des risques de taux d'intérêt et de marché				
Contrats à terme sur obligations				
Achats	**-**	**2 610**	-	5 909
Ventes	**-**	**2 450**	-	5 364
Contrats à terme sur indices boursiers				
Achats	**-**	**7 361**	-	5 339
Ventes	**-**	**2 740**	-	2 793
Contrats à terme sur taux d'intérêt				
Achats	**-**	**1 055**	-	1 824
Ventes	**-**	**804**	-	1 151
Contrats à terme sur devises				
Achats	**-**	**119**	-	15
Ventes	**-**	**69**	-	39
Options sur contrats à terme sur denrées				
Achats	**-**	**-**	-	4
Options sur contrats à terme sur obligations				
Achats	**10**	**3 681**	4	260
Ventes	**(2)**	**577**	(16)	2 276
Options sur contrats à terme sur indices boursiers				
Achats	**1**	**45**	-	-
Ventes	**-**	**31**	-	-
Options sur contrats à terme sur taux d'intérêt				
Achats	**1**	**1 005**	-	376
Ventes	**-**	**1 598**	-	1 522
Options sur contrats à terme sur devises				
Achats	**-**	**19**	1	678
Ventes	**-**	**23**	(2)	366
Options sur actions				
Ventes	**-**	**-**	-	11

* Lorsque les opérations de couverture impliquent le recours simultané à la devise américaine et à d'autres devises, le montant nominal de référence retenu ici représente uniquement la valeur finale exprimée en dollars canadiens.

Les risques de change relatifs aux placements libellés en devises et aux autres postes de l'actif et du passif s'y rapportant sont couverts au moyen d'instruments financiers dérivés. Pour les obligations, les financements hypothécaires, les investissements immobiliers ainsi que les valeurs à court terme, ces instruments financiers dérivés sont représentatifs de la valeur des placements et de la devise dans laquelle ceux-ci sont libellés. Pour les actions étrangères, dont la pondération par pays dans les portefeuilles se rapproche sensiblement de celle qui se retrouve dans les principaux indices internationaux, la valeur des instruments financiers dérivés est représentative du poids relatif des pays dont les titres composent ces indices. Ces instruments sont négociés auprès de banques et leurs termes varient généralement de un à trois mois dans le cas des contrats de change à terme et des options, et de un à deux ans pour les trocs de devises. À l'échéance, de nouveaux instruments financiers dérivés sont négociés dans le but de maintenir à long terme une couverture efficace des risques de change associés aux placements étrangers.

D'autre part, l'utilisation de contrats à terme et d'options négociés en bourse, de contrats de change à terme, de contrats d'indices boursiers à terme, de contrats de garantie de taux d'intérêt et sur volatilité de devises, de trocs de taux d'intérêt ainsi que d'options, négociés auprès de banques et de courtiers en valeurs mobilières, permet de gérer les risques de taux d'intérêt et de marché de l'ensemble du portefeuille de placements en plus de générer des revenus des activités de négociation.

Ces opérations sont effectuées auprès d'institutions financières dont la cote de crédit est établie par une agence de notation reconnue et dont les limites opérationnelles sont fixées par le comité de crédit interne qui préconise la signature d'ententes de compensation de manière à limiter le risque de crédit.

au 31 décembre 1999 (en millions de dollars)

1999

Juste valeur %	Ventilation des portefeuilles	Montant nominal de référence - Échéances moins de 2 ans	2 à 5 ans	plus de 5 ans	Montant nominal de référence[1]	Taux d'intérêt effectif	Juste valeur	Coût[2]
	ACTIF							
	Obligations							
	Titres canadiens							
	Émis par un gouvernement							
12,00	Gouvernement du Québec	1 103,2	2 511,8	7 749,8	11 364,8	7,1	12 032,8	11 948,1
7,37	Gouvernement du Canada	2 090,7	1 478,8	3 578,9	7 148,4	5,5	7 386,0	7 551,4
0,49	Gouvernement autres provinces	-	62,0	407,1	469,1	5,9	492,7	537,9
19,86		3 193,9	4 052,6	11 735,8	18 982,3	6,5	19 911,5	20 037,4
	Garantis par un gouvernement ou par octroi							
4,48	Hydro-Québec	515,7	227,3	3 603,1	4 346,1	8,0	4 489,3	4 131,4
0,07	Hôpitaux	19,5	6,4	33,2	59,1	9,4	68,3	62,1
0,64	Municipalités et organismes publics	117,3	137,0	317,6	571,9	8,3	645,1	596,0
0,05	Traitement des eaux	1,6	17,9	23,0	42,5	8,5	48,0	42,7
0,03	Transport	19,3	5,0	5,4	29,7	9,0	30,5	30,0
0,09	Universités affiliées	19,8	13,4	42,7	75,9	7,4	87,1	84,6
0,39	Commissions scolaires	107,9	18,0	201,9	327,8	9,9	387,1	346,1
0,02	Centres services sociaux	13,2	1,3	7,2	21,7	10,3	24,0	22,1
0,06	Cégeps	26,0	9,6	16,6	52,2	8,1	58,0	55,8
0,78	Autres sociétés d'État	375,9	121,1	204,8	701,8	9,1	782,7	745,3
6,61		1 216,2	557,0	4 455,5	6 228,7	8,3	6 620,1	6 116,1
2,05	Entreprises	245,3	846,0	1 081,7	2 173,0	9,0	2 057,2	2 146,0
28,52								
	Commercial							
0,10	Hypothèques ordinaires	-	-	110,7	110,7	7,1	101,0	110,7
28,62		4 655,4	5 455,6	17 383,7	27 494,7	7,1	28 689,8	28 410,2
1,09	Instruments financiers dérivés	766,6	1 493,5	723,6	2 983,9		1 089,2	0,4
29,71							29 779,0	28 410,6
	Titres étrangers							
	Émis par un gouvernement							
0,28	Gouvernement du Québec	-	11,7	232,5	244,2	3,6	279,3	183,3
1,26	Gouvernement des États-Unis	404,9	9,7	1 060,8	1 475,4	6,0	1 259,5	1 304,2
0,47	Autres gouvernements étrangers	-	307,7	173,0	480,7	5,9	474,3	513,7
2,01		404,9	329,1	1 466,3	2 200,3	5,7	2 013,1	2 001,2
	Garantis par un gouvernement							
0,01	Autres gouvernements étrangers	-	7,3	-	7,3	5,3	7,5	7,9
0,28	Hydro-Québec	-	-	255,4	255,4	6,8	280,3	267,0
0,03	Société d'État	14,2	14,2	-	28,4	6,8	30,5	20,9
0,32		14,2	21,5	255,4	291,1	6,7	318,3	295,8
1,33	Entreprises	58,1	361,0	1 029,3	1 448,4	7,4	1 330,6	1 426,3
3,66		477,2	711,6	2 751,0	3 939,8	6,4	3 662,0	3 723,3
0,09	Instruments financiers dérivés	8 952,1	537,6	519,1	10 008,8		89,7	11,3
3,75							3 751,7	3 734,6
33,46							33 530,7	32 145,2
	Actions et valeurs convertibles							
	Titres canadiens							
	Indice primaire TSE							
0,89	Mines et métaux						897,1	773,1
0,82	Or et minéraux précieux						825,6	1 077,5
1,30	Pétrole et gaz naturel						1 304,5	1 258,4
1,04	Papiers et produits forestiers						1 044,4	692,6
1,16	Produits de consommation						1 161,8	922,6
5,31	Production industrielle						5 326,6	2 719,0
0,29	Immeubles						294,5	282,3
0,68	Transport et services environnementaux						679,0	743,2
0,17	Pipelines						174,5	242,7
4,24	Services publics						4 247,3	1 539,9
1,80	Communications						1 802,4	1 074,6
0,98	Distribution et services						980,4	834,5
3,33	Services financiers						3 341,5	2 468,0
0,40	Conglomérats						400,5	295,3
0,30	Participations indicielles - TSE 35						300,0	201,5
22,71							22 780,1	15 125,2
0,05	Instruments financiers dérivés	615,4	-	-	615,4		48,8	-
22,76							22 828,9	15 125,2
	Titres étrangers							
	Gestion interne							
	Indice primaire MSCI-EAFE+EMF							
4,64	Europe						4 656,6	3 571,2
1,43	Pacifique						1 438,5	1 188,3
0,31	Marchés émergents						314,7	330,9
	Indice primaire S&P 500							
0,69	Consommation						694,7	561,7
0,56	Soins de la santé						559,3	366,0
0,25	Énergie						248,8	240,2
0,37	Industries de base						373,3	358,2
1,67	Biens d'équipement						1 671,3	799,4
0,29	Bâtiment						287,4	317,3
1,57	Finances						1 569,5	1 321,7
0,02	Transport						21,6	23,6
1,23	Services publics						1 237,8	882,2
0,02	Autres						22,9	68,5
	Indice primaire TSE 35							
-	Or et minéraux précieux						1,0	0,9
0,02	Production industrielle						25,0	25,3
0,01	Services financiers						12,6	18,7

Ventilation des portefeuilles	Juste valeur	Coût[2]
ACTIF		
Obligations		
Titres canadiens		
Émis par un gouvernement		
Gouvernement du Québec	11 352,4	10 375,6
Gouvernement du Canada	4 453,9	4 418,4
Gouvernement autres provinces	565,3	532,8
	16 371,6	15 326,8
Garantis par un gouvernement ou par octroi		
Hydro-Québec	4 732,0	3 946,7
Hôpitaux	354,9	317,0
Municipalités et organismes publics	882,7	765,2
Traitement des eaux	-	-
Transport	-	-
Universités affiliées	97,8	88,8
Commissions scolaires	526,8	447,6
Centres services sociaux	19,5	16,4
Cégeps	82,3	76,1
Autres sociétés d'État	840,8	750,3
	7 536,8	6 408,1
Entreprises	2 013,9	2 014,2
Commercial		
Hypothèques ordinaires	-	-
	25 922,3	23 749,1
Instruments financiers dérivés	145,5	-
	26 067,8	23 749,1
Titres étrangers		
Émis par un gouvernement		
Gouvernement du Québec	-	-
Gouvernement des États-Unis	3 947,7	3 948,9
Autres gouvernements étrangers	942,2	921,9
	4 889,9	4 870,8
Garantis par un gouvernement		
Autres gouvernements étrangers	-	-
Hydro-Québec	-	-
Société d'État	-	-
	-	-
Entreprises	828,9	709,1
	5 718,8	5 579,9
Instruments financiers dérivés	10,8	0,8
	5 729,6	5 580,7
	31 797,4	29 329,8
Actions et valeurs convertibles		
Titres canadiens		
Indice primaire TSE		
Mines et métaux	539,9	673,3
Or et minéraux précieux	750,7	909,3
Pétrole et gaz naturel	1 024,2	1 261,6
Papiers et produits forestiers	730,7	773,9
Produits de consommation	1 245,6	867,4
Production industrielle	2 951,1	2 220,1
Immeubles	830,7	892,3
Transport et services environnementaux	456,5	479,3
Pipelines	418,2	387,3
Services publics	2 287,3	1 307,5
Communications	1 597,2	641,2
Distribution et services	1 006,7	844,8
Services financiers	3 858,3	2 435,5
Conglomérats	350,5	238,4
Participations indicielles - TSE 35	217,3	202,7
	18 264,9	14 134,6
Instruments financiers dérivés	0,7	-
	18 265,6	14 134,6
Titres étrangers		
Gestion interne		
Indice primaire MSCI-EAFE+EMF		
Europe	3 664,4	2 844,4
Pacifique	741,1	1 111,6
Marchés émergents	111,2	78,7
Indice primaire S&P 500		
Consommation	677,7	494,1
Soins de la santé	701,0	408,9
Énergie	215,8	224,2
Industries de base	83,2	83,4
Biens d'équipement	1 013,0	560,2
Bâtiment	125,2	123,1
Finances	1 184,7	975,1
Transport	37,7	38,4
Services publics	199,2	169,8
Autres	81,7	69,9
Indice primaire TSE 35		
Or et minéraux précieux	-	-
Production industrielle	-	-
Services financiers	-	-

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE - RELEVÉ DE L'ACTIF NET CUMULÉ (suite)
au 31 décembre 1999 (en millions de dollars)

1999 Juste valeur %	Ventilation des portefeuilles	Montant nominal de référence - Échéances moins de 2 ans	2 à 5 ans	plus de 5 ans	Montant nominal de référence[1]	Taux d'intérêt effectif	Juste valeur	Coût[2]
	ACTIF							
	(suite)							
	Gestion externe							
	Indice primaire MSCI-EAFE+EMF							
0,08	Amérique						77,2	35,0
3,23	Europe						3 243,0	2 311,2
2,38	Pacifique						2 385,3	1 554,8
1,44	Marchés émergents						1 447,8	1 160,2
0,38	Autres						376,3	320,3
	Indice primaire S&P 500							
0,15	Consommation						155,3	150,6
0,06	Soins de la santé						60,3	54,1
0,05	Energie						47,7	45,7
0,06	Industries de base						57,3	53,2
0,25	Biens d'équipement						249,3	170,0
0,01	Bâtiments						8,4	9,6
0,12	Finances						124,4	107,2
0,01	Transports						10,3	12,7
0,06	Services publics						63,2	60,3
0,01	Autres						5,9	3,9
21,37							21 446,7	16 122,9
0,44	Instruments financiers dérivés	34 952,2	-	-	34 952,2		439,3	59,5
21,81							21 886,0	16 182,4
44,57							44 714,9	31 307,6
	Financements hypothécaires							
	Titres canadiens							
	Résidentiel							
0,04	Hypothèques assurées	35,6	2,1	1,1	38,8	6,9	38,8	38,8
0,10	Hypothèques ordinaires	22,6	49,8	25,6	98,0	8,9	99,5	98,0
0,14		58,2	51,9	26,7	136,8	7,8	138,3	136,8
0,36	Industriel	95,3	157,9	106,9	360,1	7,8	356,1	360,0
1,19	Commercial et bureaux	389,5	603,8	228,2	1 221,5	7,2	1 190,8	1 211,1
1,69		543,0	813,6	361,8	1 718,4	7,4	1 685,2	1 707,9
	Titres étrangers							
0,08	Résidentiel	70,2	10,4	0,3	80,9	11,5	81,2	80,9
0,11	Commercial et bureaux	1,6	1,5	98,1	101,2	12,0	108,5	101,3
0,19		71,8	11,9	98,4	182,1	11,8	189,7	182,2
-	Instruments financiers dérivés	17,5	-	-	17,5		0,4	-
0,19							190,1	182,2
1,88							**1 875,3**	**1 890,1**
	Biens immobiliers							
7,36	Canadiens						7 376,1	7 886,7
-	Instruments financiers dérivés	108,8	36,3	-	145,1		1,4	0,8
7,36							7 377,5	7 887,5
4,48	Étrangers						4 489,4	4 204,3
0,05	Instruments financiers dérivés	1 979,1	521,3	8,9	2 509,3		53,8	7,8
4,53							4 543,2	4 212,1
11,89							**11 920,7**	**12 099,6**
91,80	**Total des placements à long terme**						**92 041,6**	**77 442,5**
	Valeurs à court terme							
4,59	Titres canadiens	4 579,7	65,9	-	4 645,6	5,2	4 604,9	4 603,6
-	Instruments financiers dérivés	179,8	-	-	179,8		-	-
4,59							4 604,9	4 603,6
0,43	Titres étrangers	373,9	0,4	21,5	395,8	6,6	428,9	475,9
0,08	Instruments financiers dérivés	7 040,7	-	-	7 040,7		83,8	1,4
0,51							512,7	477,3
5,10							**5 117,6**	**5 080,9**
	Titres achetés en vertu de conventions de revente							
0,12	Titres canadiens	116,9	-	-	116,9	4,8	116,7	116,7
1,29	Titres étrangers	1 362,7	-	-	1 362,7	5,0	1 292,8	1 324,3
0,01	Instruments financiers dérivés	514,9	-	-	514,9		7,8	-
1,30							1 300,6	1 324,3
1,42							**1 417,3**	**1 441,0**
6,52	**Total des placements à court terme**						**6 534,9**	**6 521,9**
98,32	**Total des placements**						**98 576,5**	**83 964,4**
0,82	Revenus de placement courus et à recevoir	820,9	-	-	820,9		820,9	820,9
0,42	Opérations en voie de règlement	421,2	-	-	421,2		421,2	421,2
0,44	Autres éléments d'actif						444,4	444,4
100,00	**TOTAL DE L'ACTIF**						**100 263,0**	**85 650,9**
	PASSIF							
23,65	Dépôts sur prêts de titres	4 596,3	-	-	4 596,3	7,3	4 539,3	4 568,4
5,36	Emprunts et billets à payer	606,6	394,8	40,8	1 042,2	5,8	1 028,2	1 031,4
2,41	Opérations en voie de règlement	461,8	-	-	461,8		461,8	461,8
11,39	Engagements liés à des obligations vendues à découvert	191,0	369,1	1 704,4	2 264,5	6,1	2 186,5	2 248,4
13,95	Engagements liés à des actions vendues à découvert	-	-	-	-		2 678,3	2 098,0
26,20	Emprunts hypothécaires	840,1	1 789,8	2 444,3	5 074,2	7,6	5 029,8	5 074,2
8,17	Instruments financiers dérivés	24 951,5	4 520,5	2 443,6	31 915,6		1 569,3	81,2
2,67	Autres éléments de passif						512,4	512,4
6,20	Part des actionnaires sans contrôle						1 191,1	1 073,5
100,00	**TOTAL DU PASSIF**						**19 196,7**	**17 149,3**
	ACTIF NET CUMULÉ						**81 066,3**	**68 501,6**

[1] Le montant nominal de référence représente, dans le cas des placements et des autres postes de l'actif et du passif à échéance déterminée, la valeur d'échange servant de base à l'évaluation des flux de trésorerie futurs; dans le cas des instruments financiers dérivés, il représente la valeur du capital théorique à laquelle s'applique un taux ou un prix afin de déterminer l'échange des flux de trésorerie futurs.

[2] Certaines catégories de placements sont constatées au coût non amorti.

Ventilation des portefeuilles	Juste valeur	Coût[1]
ACTIF		
(suite)		
Gestion externe		
Indice primaire MSCI-EAFE+EMF		
Amérique	67.7	36.0
Europe	3 368.1	2 609.5
Pacifique	1 609.9	1 778.9
Marchés émergents	1 049.0	1 173.5
Autres	-	-
Indice primaire S&P 500		
Consommation	125.9	101.7
Soins de la santé	54.7	38.6
Énergie	33.6	29.7
Industries de base	42.3	23.9
Biens d'équipement	105.1	86.7
Bâtiments	6.8	5.8
Finances	100.1	58.8
Transports	9.5	9.3
Services publics	48.5	28.4
Autres	6.4	5.0
	15 463.5	13 167.6
Instruments financiers dérivés	125.4	1.5
	15 588.9	13 169.1
	33 654.5	27 303.7
Financements hypothécaires		
Titres canadiens		
Résidentiel		
Hypothèques assurées	54.1	49.1
Hypothèques ordinaires	117.7	112.3
	171.8	161.4
Industriel	1 154.3	1 146.0
Commercial et bureaux	237.8	231.2
	1 563.9	1 538.6
Titres étrangers		
Résidentiel	104.7	92.2
Commercial et bureaux	89.8	75.8
	194.5	168.0
Instruments financiers dérivés	1.6	-
	196.1	168.0
	1 760,0	**1 706,6**
Biens immobiliers		
Canadiens	3 120.3	3 510.1
Instruments financiers dérivés	-	-
	3 120.3	3 510.1
Étrangers	4 218.1	3 886.4
Instruments financiers dérivés	12.0	5.8
	4 230.1	3 892.2
	7 350,4	**7 402,3**
Total des placements à long terme	**74 762,3**	**65 742,4**
Valeurs à court terme		
Titres canadiens	3 830.0	3 828.8
Instruments financiers dérivés	0.2	1.3
	3 830.2	3 830.1
Titres étrangers	707.6	730.4
Instruments financiers dérivés	138.7	88.2
	846.3	818.6
	4 676,5	**4 648,7**
Titres achetés en vertu de conventions de revente		
Titres canadiens	724.8	724.8
Titres étrangers	1 857.8	1 857.8
Instruments financiers dérivés	-	-
	1 857.8	1 857.8
	2 582,6	**2 582,6**
Total des placements à court terme	**7 259,1**	**7 231,3**
Total des placements	**82 021,4**	**72 973,7**
Revenus de placement courus et à recevoir	633.0	633.0
Opérations en voie de règlement	189.7	189.7
Autres éléments d'actif	483.4	483.4
TOTAL DE L'ACTIF	**83 327,5**	**74 279,8**
PASSIF		
Dépôts sur prêts de titres	6 356.9	6 356.9
Emprunts bancaires et billets à payer	233.0	233.0
Opérations en voie de règlement	475.2	475.2
Engagements liés à des obligations vendues à découvert	1 981.4	1 968.0
Engagements liés à des actions vendues à découvert	593.4	574.8
Emprunts hypothécaires	2 990.2	2 988.3
Instruments financiers dérivés	1 147.5	346.0
Autres éléments de passif	384.1	384.1
Part des actionnaires sans contrôle	597.5	434.5
TOTAL DU PASSIF	**14 758,2**	**13 740,8**
ACTIF NET CUMULÉ	**68 568,3**	**60 539,0**

ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES FONDS

(en millions de dollars)

	FONDS GÉNÉRAL											
			301		302		303		305		306	
ACTIF NET AU 31 DÉCEMBRE 1999	**1999**	1998	**1999**	1998	**1999**	1998	**1999**	1998	**1999**	1998	**1999**	1998
ACTIF												
Placements à la juste valeur												
Obligations	**8 045,6**	6 342,4	**12 120,9**	10 964,3	**1 905,4**	1 699,8	**59,2**	54,8	**73,6**	65,6	**54,3**	49,4
Actions et valeurs convertibles	**7 914,4**	8 270,6	**14 061,0**	11 816,0	**2 052,9**	1 915,0	**80,4**	70,1	**98,9**	82,8	**44,8**	34,4
Financements hypothécaires	**361,9**	326,5	**587,4**	500,7	**92,2**	79,4	**27,4**	22,9	**5,6**	3,3	-	-
Investissements immobiliers	**908,3**	1 040,0	**1 497,8**	1 228,9	**228,7**	199,0	**11,4**	10,1	**9,8**	8,2	**4,5**	1,5
Valeurs à court terme	**945,9**	1 015,8	**1 263,1**	691,7	**171,0**	106,7	**10,0**	8,6	**6,3**	6,0	**3,6**	3,7
Dépôts à vue au fonds général	-	-	**65,7**	246,0	**5,4**	35,3	**0,2**	1,5	**0,7**	1,7	**0,2**	0,9
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**216,0**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	18 390,1	16 995,3	**29 595,9**	25 447,6	**4 455,6**	4 035,2	**188,6**	168,0	**194,9**	167,6	**107,4**	89,9
Autres éléments d'actif	**4 328,6**	2 798,6	**112,5**	106,3	**17,2**	16,8	**0,7**	0,8	**0,7**	0,7	**0,5**	0,4
	22 718,7	19 793,9	**29 708,4**	25 553,9	**4 472,8**	4 052,0	**189,3**	168,8	**195,6**	168,3	**107,9**	90,3
PASSIF												
Dépôts à vue et à terme	**3 538,3**	3 291,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts sur prêts de titres	**576,2**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets à payer	**1,8**	4,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	**10,3**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	**0,1**	0,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments de passif	**617,2**	219,5	**427,7**	432,1	**91,1**	77,3	**2,9**	2,7	**3,1**	3,1	**1,4**	1,4
	4 743,7	3 516,1	**427,7**	432,1	**91,1**	77,3	**2,9**	2,7	**3,1**	3,1	**1,4**	1,4
AVOIR NET DES DÉTENTEURS DE DÉPÔTS À PARTICIPATION	**17 975,0**	16 277,8	**29 280,7**	25 121,8	**4 381,7**	3 974,7	**186,4**	166,1	**192,5**	165,2	**106,5**	88,9
RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1999												
REVENUS												
Revenus de placement												
Obligations	**436,8**	478,7	**758,6**	722,0	**117,7**	113,9	**3,7**	3,7	**4,6**	4,4	**3,3**	3,2
Actions et valeurs convertibles	**135,8**	145,3	**191,6**	202,5	**30,0**	33,2	**1,1**	1,2	**1,3**	1,4	**0,6**	0,5
Fin -ncements hypothécaires	**16,1**	14,8	**25,5**	21,4	**4,0**	3,5	**1,1**	1,6	**0,2**	0,2	-	-
Investissements immobiliers	**80,5**	64,8	**122,9**	80,6	**19,3**	13,0	**1,0**	0,7	**0,8**	0,5	**0,3**	0,1
Valeurs à court terme	**(39,2)**	37,7	**34,1**	13,3	**5,1**	2,2	**0,4**	0,2	**0,2**	0,1	**0,2**	0,1
Dépôts à vue au fonds général	-	-	**2,3**	2,6	**0,3**	0,2	-	0,1	-	0,1	-	-
	630,0	741,3	**1 135,0**	1 042,4	**176,4**	166,0	**7,3**	7,5	**7,1**	6,7	**4,4**	3,9
Autres revenus	**0,3**	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des revenus	**630,3**	741,4	**1 135,0**	1 042,4	**176,4**	166,0	**7,3**	7,5	**7,1**	6,7	**4,4**	3,9
Frais de gestion des placements	**1,5**	0,2	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	628,8	741,2	**1 135,0**	1 042,3	**176,4**	166,0	**7,3**	7,5	**7,1**	6,7	**4,4**	3,9
DÉPENSES												
Frais d'administration	**0,5**	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur dépôts à vue et à terme	**(64,4)**	24,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
REVENU NET DE PLACEMENT	**692,7**	716,3	**1 135,0**	1 042,3	**176,4**	166,0	**7,3**	7,5	**7,1**	6,7	**4,4**	3,9
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1999												
ACTIVITÉS DE PLACEMENT												
Revenu net de placement	**692,7**	716,3	**1 135,0**	1 042,3	**176,4**	166,0	**7,3**	7,5	**7,1**	6,7	**4,4**	3,9
Gains (pertes) à la vente de placements	**809,9**	599,6	**558,3**	534,6	**145,6**	101,1	**4,2**	3,2	**4,1**	3,8	**1,1**	1,5
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	**1 113,1**	253,3	**2 279,8**	727,6	**289,6**	104,3	**11,9**	4,1	**16,4**	4,5	**6,8**	2,1
Total des activités de placement	**2 615,7**	1 569,2	**3 973,1**	2 304,5	**611,6**	371,4	**23,4**	14,8	**27,6**	15,0	**12,3**	7,5
Dépôts à participation	**584,1**	(293,2)	**1 879,1**	1 869,9	**117,4**	211,7	**8,4**	7,5	**10,9**	9,5	**10,8**	11,3
Revenu net attribué aux détenteurs de dépôts à participation	**(1 502,6)**	(1 315,8)	**(1 693,3)**	(1 576,9)	**(322,0)**	(267,0)	**(11,5)**	(10,7)	**(11,2)**	(10,5)	**(5,5)**	(5,3)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET	**1 697,2**	(39,8)	**4 158,9**	2 597,5	**407,0**	316,1	**20,3**	11,6	**27,3**	14,0	**17,6**	13,5
ACTIF NET AU DÉBUT	**16 277,8**	16 317,6	**25 121,8**	22 524,3	**3 974,7**	3 658,6	**166,1**	154,5	**165,2**	151,2	**88,9**	75,4
ACTIF NET À LA FIN	**17 975,0**	16 277,8	**29 280,7**	25 121,8	**4 381,7**	3 974,7	**186,4**	166,1	**192,5**	165,2	**106,5**	88,9
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE 1999												
ACTIF												
Placements												
Obligations	**7 613,8**	5 601,8	**11 694,3**	9 797,5	**1 824,3**	1 506,2	**57,2**	48,9	**70,6**	57,9	**52,8**	44,2
Actions et valeurs convertibles	**4 327,3**	5 933,3	**7 831,3**	8 397,0	**1 109,5**	1 346,1	**47,6**	53,2	**55,7**	60,1	**28,2**	27,9
Financements hypothécaires	**375,4**	326,9	**607,8**	499,5	**95,3**	79,2	**28,1**	22,7	**5,8**	3,3	-	-
Investissements immobiliers	**962,6**	1 158,7	**1 509,4**	1 301,2	**232,4**	212,4	**10,9**	10,0	**10,0**	8,8	**4,3**	1,5
Valeurs à court terme	**833,9**	1 022,3	**1 092,6**	691,2	**149,7**	106,6	**9,5**	8,6	**5,8**	6,0	**3,4**	3,7
Dépôts à vue au fonds général	-	-	**65,7**	246,0	**5,4**	35,3	**0,2**	1,5	**0,7**	1,7	**0,2**	0,9
Titres achetés en vertu de convention de revente	**216,2**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	14 329,2	14 043,0	**22 800,9**	20 932,4	**3 416,6**	3 285,8	**153,5**	144,9	**148,6**	137,8	**88,9**	78,2
PASSIF												
Dépôts à terme	**100,8**	188,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts sur prêts de titres	**576,2**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets à payer	**1,8**	4,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	**10,2**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

FONDS PARTICULIERS															
307		308		311		312		313		314 (constitué le 01-11-99)		315 (constitué le 01-10-99)		330	
1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998
2 150,0	2 590,5	1 908,7	597,7	1 052,5	835,2	938,7	902,4	336,3	301,0	82,2	-	28,3	-	2 678,5	3 573,8
4 141,6	3 073,1	2 170,4	572,9	1 709,4	1 792,0	1 511,6	1 307,4	546,3	408,6	-	-	17,2	-	4 617,7	3 388,9
146,3	127,0	132,0	26,7	100,3	192,8	88,7	163,3	32,1	125,5	-	-	0,6	-	92,6	77,4
432,3	391,1	186,8	80,4	206,3	133,0	181,2	47,7	65,0	35,1	-	-	3,6	-	431,9	288,5
460,7	243,6	124,3	61,4	423,1	121,0	373,6	138,6	134,5	44,5	-	-	23,5	-	759,3	318,9
52,3	69,4	54,7	13,4	3,2	-	-	59,6	5,2	4,6	-	-	-	-	27,5	110,7
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7 383,2	6 494,7	4 576,9	1 352,5	3 494,8	3 074,0	3 085,8	2 619,0	1 119,4	919,3	82,2	-	73,2	-	8 607,5	7 758,2
25,0	27,6	17,5	6,0	12,6	11,6	11,2	9,8	4,0	3,9	0,5	-	0,4	-	29,2	32,0
7 408,2	6 522,3	4 594,4	1 358,5	3 507,4	3 085,6	3 097,0	2 628,8	1 123,4	923,2	82,7	-	73,6	-	8 636,7	7 790,2
-	-	-	-	-	0,9	0,4	-	-	-	-	-	1,8	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
72,5	122,1	41,2	26,4	109,1	76,0	95,4	41,2	29,6	16,3	0,9	-	0,8	-	95,4	129,7
72,5	122,1	41,2	26,4	109,1	76,9	95,8	41,2	29,6	16,3	0,9	-	2,6	-	95,4	129,7
7 335,7	6 400,2	4 553,2	1 332,1	3 398,3	3 008,7	3 001,2	2 587,6	1 093,8	906,9	81,8	-	71,0	-	8 541,3	7 660,5
158,7	181,5	78,6	39,8	65,0	50,7	58,5	61,4	20,4	21,7	0,9	-	0,5	-	215,0	242,9
57,4	53,4	18,5	10,0	30,7	29,9	26,4	19,3	9,3	5,3	-	-	-	-	65,0	59,3
6,4	5,8	2,8	1,2	4,4	28,6	3,8	22,1	2,2	14,0	-	-	-	-	4,2	2,0
36,5	24,1	11,5	5,3	16,1	8,6	13,0	3,1	5,0	2,3	-	-	0,1	-	32,7	19,2
11,8	5,1	3,5	1,1	6,1	3,7	5,9	3,1	1,9	1,0	-	-	0,2	-	15,0	-
(0,5)	2,7	0,5	0,2	-	3,7	0,5	1,8	0,1	0,9	-	-	-	-	(0,2)	7,6
270,3	272,6	115,4	57,6	122,3	125,2	108,1	110,8	38,9	45,2	0,9	-	0,8	-	331,7	331,0
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
270,3	272,6	115,4	57,6	122,3	125,2	108,1	110,8	38,9	45,2	0,9	-	0,8	-	331,7	331,0
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
270,3	272,6	115,4	57,6	122,3	125,2	108,1	110,8	38,9	45,2	0,9	-	0,8	-	331,7	331,0
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
270,3	272,6	115,4	57,6	122,3	125,2	108,1	110,8	38,9	45,2	0,9	-	0,8	-	331,7	331,0
270,3	272,6	115,4	57,6	122,3	125,2	108,1	110,8	38,9	45,2	0,9	-	0,8	-	331,7	331,0
119,6	150,7	47,7	31,0	198,1	165,0	112,8	66,6	29,4	20,6	-	-	-	-	200,7	162,2
721,6	176,3	317,2	37,8	233,1	10,2	262,1	71,1	102,9	20,8	(0,7)	-	2,3	-	865,1	207,4
1 111,5	599,6	480,3	126,4	553,5	300,4	483,0	248,5	171,2	86,6	0,2	-	3,1	-	1 197,5	700,6
213,9	259,3	2 903,8	76,1	156,5	(33,8)	151,4	292,8	84,0	89,4	82,5	-	68,6	-	215,7	416,9
(389,9)	(423,3)	(163,0)	(88,6)	(320,4)	(290,2)	(220,8)	(177,4)	(68,3)	(65,8)	(0,9)	-	(0,7)	-	(532,4)	(493,2)
935,5	435,6	3 221,1	113,9	389,6	(23,6)	413,6	363,9	186,9	110,2	81,8	-	71,0	-	880,8	624,3
6 400,2	5 964,6	1 332,1	1 218,2	3 008,7	3 032,3	2 587,6	2 223,7	906,9	796,7	-	-	-	-	7 660,5	7 036,2
7 335,7	6 400,2	4 553,2	1 332,1	3 398,3	3 008,7	3 001,2	2 587,6	1 093,8	906,9	81,8	-	71,0	-	8 541,3	7 660,5
2 054,0	2 289,9	1 953,7	543,9	1 028,1	742,9	903,9	808,8	325,8	268,7	82,9	-	29,0	-	2 586,3	3 188,5
2 395,9	2 162,8	1 624,1	428,6	977,5	1 292,1	934,8	1 000,7	387,3	336,1	-	-	14,4	-	2 905,9	2 512,5
151,8	127,1	134,1	26,4	103,2	193,1	91,0	162,9	32,8	124,9	-	-	0,6	-	95,9	77,5
448,1	425,9	174,4	74,2	210,2	145,9	173,4	47,4	64,1	36,8	-	-	3,5	-	448,9	318,8
383,0	243,2	114,0	61,3	380,1	120,6	319,3	138,3	117,5	44,4	-	-	23,4	-	648,2	318,5
52,3	69,4	54,7	13,4	3,2	-	-	59,6	5,2	4,6	-	-	-	-	27,5	110,7
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5 485,1	5 318,3	4 055,0	1 147,8	2 682,3	2 494,6	2 422,4	2 217,7	912,7	815,5	82,9	-	70,9	-	6 710,7	6 526,5
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

	OBLIGATIONS		OBLIGATIONS QUÉBEC MONDIAL (constitué le 01-07-99)		ACTIONS CANADIENNES		ACTIONS AMÉRICAINES	
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1999	**1999**	1998	**1999**	1998	**1999**	1998	**1999**	1998
ACTIF								
Placements à la juste valeur								
Obligations	**31 239,7**	31 752.3	**1 995,5**	-	**283,9**	17.8	-	-
Actions et valeurs convertibles	-	-	**157,1**	-	**25 758,8**	18 674.1	**4 007,5**	3 390.7
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	**1 055,7**	40.8	**495,3**	-	**215,4**	-	-	2 838.4
Dépôts à vue au fonds général	**2 767,6**	974.9	**200,5**	-	-	-	**83,5**	977.8
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**1 412,3**	2 527.0	-	-	-	-	-	32.8
	36 475,3	35 295.0	**2 758,4**	-	**26 258,1**	18 691.9	**4 091,0**	7 239.7
Autres éléments d'actif	**614,5**	519.0	**36,5**	-	**106,4**	84.2	**9,4**	9.8
	37 089,8	35 814.0	**2 794,9**	-	**26 364,5**	18 776.1	**4 100,4**	7 249.5
PASSIF								
Avances du fonds général	-	-	-	-	**1 589,7**	726.7	-	-
Dépôts sur prêts de titres	**4 690,5**	5 347.6	-	-	-	-	-	1 009.2
Engagements liés à des titres vendus à découvert	**2 176,3**	1 925.7	-	-	**2 378,1**	593.4	**173,7**	32.8
Emprunts bancaires et billets à payer	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	**1 310,7**	389.9	-	-	**12,9**	20.8	**31,1**	9.6
Autres éléments de passif	**268,8**	173.9	**12,3**	-	**97,1**	59.7	**3,2**	270.4
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
	8 446,3	7 837.1	**12,3**	-	**4 077,8**	1 400.6	**208,0**	1 322.0
AVOIR NET DES FONDS	**28 643,5**	27 976.9	**2 782,6**	-	**22 286,7**	17 375.5	**3 892,4**	5 927.5
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1999								
REVENUS								
Revenus de placement								
Obligations	**1 825,1**	1 891.4	**29,5**	-	**5,8**	0.8	-	-
Actions et valeurs convertibles	-	-	**0,1**	-	**270,1**	275.9	**35,8**	32.7
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	**63,7**	1.2	**6,0**	-	**0,4**	0.1	**133,2**	74.4
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	**1,7**	39.4	**1,4**	-	**(61,3)**	(16.8)	**7,7**	(2.7)
	1 890,5	1 932.0	**37,0**	-	**215,0**	260.0	**176,7**	104.4
Autres revenus	**19,0**	10.5	-	-	**14,7**	2.9	-	0.1
Total des revenus	**1 909,5**	1 942.5	**37,0**	-	**229,7**	262.9	**176,7**	104.5
Frais de gestion des placements	**18,5**	14.8	**0,4**	-	**32,9**	24.9	**4,7**	3.7
	1 891,0	1 927.7	**36,6**	-	**196,8**	238.0	**172,0**	100.8
DÉPENSES								
Frais d'administration	**7,0**	6.5	**0,1**	-	**5,5**	4.1	**1,6**	1.2
REVENU AVANT POSTE SUIVANT	**1 884,0**	1 921.2	**36,5**	-	**191,3**	233.9	**170,4**	99.6
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
REVENU NET DE PLACEMENT	**1 884,0**	1 921.2	**36,5**	-	**191,3**	233.9	**170,4**	99.6
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1999								
ACTIVITÉS DE PLACEMENT								
Revenu net de placement	**1 884,0**	1 921.2	**36,5**	-	**191,3**	233.9	**170,4**	99.6
Gains (pertes) à la vente de placements	**(73,6)**	694.2	**270,0**	-	**1 846,5**	1 949.5	**614,0**	439.2
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	**(1 874,1)**	(52.4)	**(26,6)**	-	**3 513,3**	(771.6)	**237,6**	455.7
Total des activités de placement	**(63,7)**	2 563.0	**279,9**	-	**5 551,1**	1 411.8	**1 022,0**	994.5
Unités de participation	**2 614,3**	(2 334.0)	**2 539,2**	-	**(448,6)**	(400.0)	**(457,4)**	1 984.0
Transfert des fonds et de portefeuille	-	-	-	-	-	-	**(2 429,3)**	-
Revenu net attribué aux détenteurs des unités de participation	**(1 884,0)**	(1 921.2)	**(36,5)**	-	**(191,3)**	(233.9)	**(170,4)**	(99.6)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	**666,6**	(1 692.2)	**2 782,6**	-	**4 911,2**	777.9	**(2 035,1)**	2 878.9
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	**27 976,9**	29 669.1	-	-	**17 375,5**	16 597.6	**5 927,5**	3 048.6
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	**28 643,5**	27 976.9	**2 782,6**	-	**22 286,7**	17 375.5	**3 892,4**	5 927.5
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE 1999								
ACTIF								
Placements								
Obligations	**29 788,3**	29 281.0	**1 940,5**	-	**293,5**	16.6	-	-
Actions et valeurs convertibles	-	-	**148,7**	-	**17 492,4**	14 445.1	**2 680,8**	2 333.9
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	**1 066,2**	40.7	**495,3**	-	**215,4**	-	-	2 837.8
Dépôts à vue au fonds général	**2 767,6**	974.9	**200,5**	-	-	-	**83,5**	977.8
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**1 443,8**	2 527.0	-	-	-	-	-	32.8
	35 065,9	32 823.6	**2 785,0**	-	**18 001,3**	14 461.7	**2 764,3**	6 182.3
PASSIF								
Dépôts sur prêts de titres	**4 729,2**	5 347.6	-	-	-	-	-	1 009.2
Engagements liés à des titres vendus à découvert	**2 238,1**	1 914.3	-	-	**1 852,0**	572.8	**184,3**	32.8
Emprunts et billets à payer	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	**27,2**	30.6	-	-	**3,6**	19.3	-	0.8
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
QUOTE-PART DES FONDS (en pourcentage)								
Fonds général	**21,5**	22.7	**68,2**	-	**20,3**	23.6	**21,6**	25.8
Fonds particulier 301	**39,8**	39.1	**25,8**	-	**39,6**	39.2	**29,3**	30.5
Fonds particulier 302	**6,0**	6.1	**6,0**	-	**6,0**	6.5	**3,7**	4.8
Fonds particulier 303	**0,2**	0.2	-	-	**0,2**	0.2	**0,1**	0.2
Fonds particulier 305	**0,3**	0.2	-	-	**0,3**	0.3	**0,1**	0.2
Fonds particulier 306	**0,2**	0.2	-	-	**0,1**	0.1	**0,1**	0.1
Fonds particulier 307	**7,5**	9.3	-	-	**9,1**	9.2	**15,8**	8.8
Fonds particulier 308	**6,7**	2.1	-	-	**6,2**	2.3	**3,0**	1.4
Fonds particulier 311	**3,7**	3.0	-	-	**4,3**	5.3	**1,0**	7.0
Fonds particulier 312	**3,2**	3.2	-	-	**3,8**	3.2	**0,8**	6.1
Fonds particulier 313	**1,2**	1.1	-	-	**1,4**	1.1	**0,3**	1.9
Fonds particulier 314	**0,3**	-	-	-	-	-	-	-
Fonds particulier 315	**0,1**	-	-	-	-	-	**0,1**	-
Fonds particulier 330	**9,3**	12.8	-	-	**8,7**	8.8	**24,1**	13.2
	100,0	100.0	**100,0**	-	**100,0**	100.0	**100,0**	100.0

ACTIONS DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE		ACTIONS ÉTRANGÈRES		FINANCEMENTS HYPOTHÉCAIRES		IMMEUBLES		VALEURS À COURT TERME		VALEURS À COURT TERME CANADAM (constitué le 01-12-99)	
1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998
-	-	0,6	31,7	-	-	0,1	0,1	-	-	-	-
1 437,5	887,2	12 526,6	9 947,3	-	-	876,8	954,4	-	-	-	-
-	-	-	-	1 687,6	1 577,4	309,7	270,1	-	-	-	-
-	-	-	-	101,0	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	59,4	51,7	11 878,9	7 298,7	-	-	-	-
-	-	91,7	373,2	-	-	53,1	33,1	4 890,6	1 930,8	2 429,3	-
-	-	-	-	42,6	20,8	-	-	83,7	511,2	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	22,8	517,4	-
1 437,5	887,2	12 618,9	10 352,2	1 890,6	1 649,9	13 118,6	8 556,4	4 974,3	2 464,8	2 946,7	-
4,4	1,9	28,0	163,1	23,4	15,7	517,1	442,4	13,2	3,4	8,8	-
1 441,9	889,1	12 646,9	10 515,3	1 914,0	1 665,6	13 635,7	8 998,8	4 987,5	2 468,2	2 955,5	-
2,1	18,3	924,0	1 311,3	-	-	435,6	167,7	-	-	388,2	-
-	-	-	-	-	-	-	-	1,2	-	-	-
-	-	126,6	-	-	-	-	-	-	22,9	-	-
-	-	-	-	-	-	2 084,4	1 249,0	2 924,6	50,0	-	-
-	-	-	-	-	-	5 151,8	3 077,7	-	-	-	-
-	-	-	-	219,6	-	-	-	-	-	-	-
0,6	0,7	204,3	598,7	8,1	-	32,6	131,6	0,1	0,5	-	-
4,2	10,6	39,5	35,7	19,4	20,2	487,2	311,7	20,3	182,3	10,9	-
-	-	-	-	-	-	1 228,5	597,5	-	-	-	-
6,9	29,6	1 294,4	1 945,7	247,1	20,2	9 470,1	5 535,2	2 946,2	255,7	399,1	-
1 435,0	859,5	11 352,5	8 569,6	1 666,9	1 645,4	4 165,6	3 463,6	2 041,3	2 212,5	2 556,4	-
-	-	2,5	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-
16,9	22,6	231,7	183,4	-	-	9,5	12,8	-	-	-	-
-	-	-	-	74,2	118,5	17,9	23,7	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	403,2	202,2	-	-	-	-
-	-	11,0	4,6	-	-	19,6	10,7	94,7	42,3	11,0	-
(0,3)	(3,4)	(36,8)	(26,3)	(0,1)	(0,6)	(6,4)	0,7	12,2	(3,1)	(1,8)	-
16,6	19,2	208,4	162,2	74,1	117,9	443,8	250,1	106,9	39,2	9,2	-
-	-	0,3	-	1,0	1,0	15,2	10,5	-	-	-	-
16,6	19,2	208,7	162,2	75,1	118,9	459,0	260,6	106,9	39,2	9,2	-
3,8	3,8	13,2	10,2	4,1	3,3	19,1	15,6	0,9	0,1	0,1	-
12,8	15,4	195,5	152,0	71,0	115,6	439,9	245,0	106,0	39,1	9,1	-
0,1	0,1	2,3	1,5	0,4	0,5	20,0	8,2	0,4	0,1	-	-
12,7	15,3	193,2	150,5	70,6	115,1	419,9	236,8	105,6	39,0	9,1	-
-	-	-	-	-	-	80,2	14,6	-	-	-	-
12,7	15,3	193,2	150,5	70,6	115,1	339,7	222,2	105,6	39,0	9,1	-
12,7	15,3	193,2	150,5	70,6	115,1	339,7	222,2	105,6	39,0	9,1	-
(68,3)	(135,7)	1 024,9	610,1	(5,8)	-	16,7	26,5	(5,8)	2,5	128,8	-
572,3	(131,5)	1 992,5	315,2	(56,4)	(13,1)	148,8	41,8	0,9	0,8	(1,7)	-
516,7	(251,9)	3 210,6	1 075,8	8,4	102,0	505,2	290,5	97,7	42,3	136,2	-
71,5	94,0	(234,5)	(185,0)	83,7	120,0	538,5	169,0	(163,3)	1 096,2	-	-
-	-	-	38,3	-	-	-	-	-	1 113,0	2 429,3	-
(12,7)	(15,3)	(193,2)	(150,5)	(70,6)	(115,1)	(339,7)	(222,2)	(105,6)	(39,0)	(9,1)	-
575,5	(173,2)	2 782,9	778,6	21,5	106,9	702,0	237,3	(171,2)	2 212,5	2 556,4	-
859,5	1 032,7	8 569,6	7 791,0	1 645,4	1 538,5	3 463,6	3 226,3	2 212,5	-	-	-
1 435,0	859,5	11 352,5	8 569,6	1 666,9	1 645,4	4 165,6	3 463,6	2 041,3	2 212,5	2 556,4	-
-	-	1,5	32,1	-	-	0,1	0,1	-	-	-	-
1 144,6	1 166,5	9 060,0	8 356,2	-	-	883,2	1 023,3	-	-	-	-
-	-	-	-	1 697,1	1 533,4	311,2	249,7	-	-	-	-
-	-	-	-	110,7	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	79,4	75,7	11 992,0	7 298,3	-	-	-	-
-	-	45,6	338,1	-	-	53,1	34,2	4 889,3	1 930,4	2 429,3	-
-	-	-	-	42,6	20,8	-	-	83,7	511,2	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	22,8	519,1	-
1 144,6	1 166,5	9 107,1	8 726,4	1 929,8	1 629,9	13 239,6	8 605,6	4 973,0	2 464,4	2 948,4	-
-	-	-	-	-	-	-	-	1,2	-	-	-
-	-	81,6	-	-	-	-	-	-	22,9	-	-
-	-	-	-	-	-	2 083,4	1 249,0	2 924,6	50,0	-	-
-	-	-	-	-	-	5 192,4	3 044,9	-	-	-	-
-	-	-	-	222,5	-	-	-	-	-	-	-
-	-	49,0	291,9	8,1	-	6,8	2,8	0,1	0,6	-	-
-	-	-	-	-	-	1 113,4	434,6	-	-	-	-
28,3	27,2	19,9	27,8	21,7	19,9	21,7	30,0	22,5	21,1	15,1	-
32,8	35,1	32,0	33,7	35,2	30,4	36,0	35,5	37,0	31,2	19,9	-
4,7	5,6	4,5	5,4	5,5	4,8	5,5	5,8	5,4	4,8	2,4	-
0,2	0,2	0,2	0,2	1,7	1,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,1	-
0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,1	-
0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,1	0,1	0,1	0,2	-	-
11,3	10,0	11,7	10,1	8,8	7,7	10,4	11,3	7,8	11,0	11,8	-
5,4	-	5,3	1,0	7,9	1,6	4,5	2,3	3,8	2,8	1,8	-
5,3	4,8	5,6	4,8	6,0	11,7	4,9	3,8	3,4	5,5	13,8	-
4,7	4,0	4,9	4,0	5,3	9,9	4,3	1,4	3,0	6,3	12,2	-
1,7	1,3	1,8	1,2	1,9	7,7	1,6	1,0	1,1	2,0	4,4	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0,1	-	0,1	-	0,1	-	0,1	-	1,1	-	0,1	-
13,2	11,5	13,7	11,5	5,6	4,7	10,4	8,3	14,2	14,4	18,3	-
100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-

Statistiques financières et rétrospective des dix dernières années

Évolution de l'avoir des déposants 70
Ventilation de l'avoir des déposants 74
Actif net des fonds 74
Intérêt ou revenu annuel versé sur les dépôts moyens 75
Sommaire des placements 75
Ventilation des placements en millions de dollars 76
Sommaire des placements à l'étranger 78
Hypothèques CDPQ financements de 5 m$ et plus 80
Sommaire du portefeuille obligataire 82
Investissements en actions et en obligations d'entreprises canadiennes par secteur d'activité 83
Investissements en actions en obligations de sociétés à capital ouvert 84
Investissements en actions et en obligations de sociétés à capital fermé 128
Relevé des biens immobiliers 144
Relevé des biens immobiliers détenus à des fins de revente 149
Évolution des participations 150
Statistiques administratives 150
Statistiques administratives - gestion externe 150

1 ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances										
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau syndicable)										
Revenu net attribué[1]	**1 694**	1 577	1 233	1 863	1 181	874	1 059	784	785	576
Dépôts (retraits)	**190**	469	343	444	481	479	634	417	381	389
+/- value non matérialisée	**2 280**	727	1 378	831	1 322	(1 171)	1 103	(412)	567	(699)
Fonds confiés	**29 719**	25 555	22 782	19 828	16 690	13 706	13 524	10 728	9 939	8 206
Excédent sur le coût	**6 795**	4 515	3 788	2 410	1 579	257	1 428	325	737	170
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau non syndicable)										
Revenu net attribué[1]	**322**	268	205	315	199	150	181	153	160	122
Dépôts (retraits)	**(195)**	(37)	(14)	42	53	(4)	(154)	60	80	36
+/- value non matérialisée	**290**	104	222	140	220	(199)	199	(81)	121	(136)
Fonds confiés	**4 474**	4 057	3 722	3 309	2 812	2 340	2 393	2 167	2 035	1 674
Excédent sur le coût	**1 039**	749	645	423	283	63	262	63	144	23
Régimes particuliers										
Revenu net attribué[1]	**12**	11	8	13	9	7	6	3	3	3
Dépôts (retraits)	**(3)**	(2)	(2)	(1)	(3)	5	53	(1)	(1)	(1)
+/- value non matérialisée	**12**	4	7	5	9	(7)	5	-	1	(1)
Fonds confiés	**190**	169	156	143	126	111	106	42	40	37
Excédent sur le coût	**35**	23	19	12	7	(2)	5	-	1	-
Régime de retraite des élus municipaux										
Revenu net attribué[1]	**12**	10	9	13	8	5	7	6	5	4
Dépôts (retraits)	**(1)**	-	-	1	1	2	3	5	10	22
+/- value non matérialisée	**16**	5	8	6	9	(6)	8	(3)	3	(2)
Fonds confiés	**195**	168	153	136	116	98	97	79	71	53
Excédent sur le coût	**46**	30	25	17	11	2	8	-	3	-
TOTAL										
Revenu net attribué[1]	**2 040**	1 866	1 455	2 204	1 397	1 036	1 253	946	953	705
Dépôts (retraits)	**(9)**	430	327	486	532	482	536	481	470	446
+/- value non matérialisée	**2 598**	840	1 615	982	1 560	(1 383)	1 315	(496)	692	(838)
Fonds confiés	**34 578**	29 949	26 813	23 416	19 744	16 255	16 120	13 016	12 085	9 970
Excédent sur le coût	**7 915**	5 318	4 477	2 862	1 880	320	1 703	388	885	193
Régie des rentes du Québec										
Fonds du Régime de rentes du Québec										
Revenu net attribué[1]	**1 479**	1 294	1 096	1 710	1 392	1 021	1 522	1 262	1 521	1 157
Dépôts (retraits)	**(924)**	(1 548)	(1 680)	(1 775)	(1 606)	(1 565)	(1 561)	(1 352)	(1 240)	(820)
+/- value non matérialisée	**1 093**	247	761	364	1 167	(1 448)	1 240	(597)	956	(1 098)
Fonds confiés	**17 479**	15 831	15 838	15 661	15 362	14 409	16 401	15 200	15 887	14 650
Excédent sur le coût	**4 024**	2 931	2 684	1 923	1 559	392	1 840	600	1 197	241

Commission de la santé et de la sécurité du travail										
Revenu net attribué[1]	**523**	489	364	527	401	278	351	332	395	275
Dépôts (retraits)	**(297)**	65	413	5	(16)	-	(213)	(314)	(262)	(19)
+/- value non matérialisée	**665**	207	401	212	357	(374)	342	(169)	259	(233)
Fonds confiés	**8 535**	7 644	6 883	5 705	4 961	4 219	4 315	3 835	3 986	3 594
Excédent sur le coût	**1 897**	1 232	1 025	624	412	55	429	87	256	(3)
Commission de la construction du Québec										
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec										
Revenu net attribué[1]	**609**	533	382	556	356	289	322	281	276	234
Dépôts (retraits)	**(117)**	(127)	(133)	(145)	(45)	(65)	(44)	41	76	153
+/- value non matérialisée	**599**	102	311	214	368	(320)	329	(134)	205	(195)
Fonds confiés	**7 727**	6 636	6 128	5 568	4 943	4 264	4 360	3 753	3 565	3 008
Excédent sur le coût	**1 683**	1 084	982	671	457	89	409	80	214	9
Société de l'assurance automobile du Québec										
Revenu net attribué[1]	**391**	426	356	571	439	360	528	438	514	389
Dépôts (retraits)	**(185)**	(193)	(211)	(132)	(501)	(866)	(578)	(296)	(329)	(275)
+/- value non matérialisée	**721**	176	341	130	344	(512)	433	(208)	322	(364)
Fonds confiés	**7 365**	6 438	6 029	5 543	4 974	4 692	5 710	5 327	5 393	4 886
Excédent sur le coût	**1 898**	1 177	1 001	660	530	186	698	265	473	151
Fonds d'amortissement des régimes de retraite gouvernementaux										
Revenu net attribué[1]	**163**	89	66	98	64	(13)	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**2 756**	-	-	-	-	850	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**317**	38	78	51	72	(34)	-	-	-	-
Fonds confiés	**4 595**	1 359	1 232	1 088	939	803	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**522**	205	167	89	38	(34)	-	-	-	-
Régime de rentes de survivants										
Revenu net attribué[1]	**30**	24	11	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**(9)**	(5)	278	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**22**	6	7	-	-	-	-	-	-	-
Fonds confiés	**364**	321	296	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**35**	13	7	-	-	-	-	-	-	-
Régie de l'assurance-dépôts du Québec										
Revenu net attribué[1]	**6**	9	4	7	11	7	7	7	7	7
Dépôts (retraits)	**13**	14	16	(56)	7	(2)	18	19	19	24
+/- value non matérialisée	**(4)**	2	1	(2)	2	1	-	-	-	-
Fonds confiés	**181**	166	141	120	171	151	145	120	94	68
Excédent sur le coût	**(1)**	3	1	-	3	1	-	-	-	-

1 **ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)**
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers oeuvrant au Québec										
Revenu net attribué[1]	**5**	5	4	5	3	2	2	2	1	-
Dépôts (retraits)	**6**	7	6	6	6	5	6	7	6	6
+/- value non matérialisée	**6**	3	3	4	4	(4)	2	-	-	-
Fonds confiés	**108**	91	76	63	48	35	32	22	13	6
Excédent sur le coût	**18**	12	9	6	2	(2)	2	-	-	-
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers du Québec										
Revenu net attribué[1]	**6**	3	2	2	2	1	2	2	3	3
Dépôts (retraits)	**8**	8	7	4	7	(3)	(3)	3	(6)	5
+/- value non matérialisée	**(1)**	1	-	1	1	(1)	-	-	1	(1)
Fonds confiés	**71**	58	46	37	30	20	23	24	19	21
Excédent sur le coût	**2**	3	2	2	1	-	1	1	1	-
Régie des assurances agricoles du Québec										
Revenu net attribué[1]	**1**	5	2	-	-	-	-	-	3	5
Dépôts (retraits)	**(40)**	(69)	113	-	-	-	-	(8)	(43)	43
+/- value non matérialisée	**1**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds confiés	**13**	51	115	-	-	-	-	-	8	48
Excédent sur le coût	**1**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commission des valeurs mobilières du Québec[2]										
Revenu net attribué[1]	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**(2)**	10	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds confiés	**8**	10	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Office de la protection du consommateur										
Fonds des cautionnements collectifs des agents de voyages										
Revenu net attribué[1]	**1**	-	1	1	1	1	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**-**	(1)	-	(1)	-	(2)	(1)	7	-	-
+/- value non matérialisée	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds confiés	**7**	6	7	6	6	5	6	7	-	-
Excédent sur le coût	**1**	1	1	1	1	-	-	-	-	-
Magazine Protégez-Vous										
Revenu net attribué[1]	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**-**	-	-	-	-	2	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds confiés	**2**	2	2	2	2	2	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec										
Fonds d'assurance-garantie										
Revenu net attribué[1]	-	1	-	-	1	1	1	-	1	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	(1)	(1)	(1)	-	-	-
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	(1)	1	-	-	-
Fonds confiés	4	4	3	3	3	3	4	3	3	2
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
La Fédération des producteurs de bovins du Québec										
Revenu net attribué[1]	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds confiés	3	2	2	2	2	2	2	1	1	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Centre de recherche industrielle du Québec[2]										
Revenu net attribué[1]	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds confiés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Société des alcools du Québec[2]										
Revenu net attribué[1]	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	26	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds confiés	26	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des déposants										
Revenu net attribué[1]	**5 255**	**4 744**	**3 743**	**5 681**	**4 067**	**2 983**	**3 988**	**3 270**	**3 674**	**2 775**
Dépôts (retraits)	**1 226**	**(1 409)**	**(864)**	**(1 608)**	**(1 617)**	**(1 165)**	**(1 840)**	**(1 412)**	**(1 308)**	**(437)**
+/- value non matérialisée	**6 017**	**1 622**	**3 518**	**1 956**	**3 875**	**(4 076)**	**3 662**	**(1 604)**	**2 435**	**(2 729)**
Fonds confiés	**81 066**	**68 568**	**63 611**	**57 214**	**51 185**	**44 860**	**47 118**	**41 308**	**41 054**	**36 253**
Excédent sur le coût	**17 995**	**11 978**	**10 356**	**6 838**	**4 883**	**1 007**	**5 083**	**1 421**	**3 026**	**591**

[1] Depuis le 1er janvier 1997, les gains et pertes à la vente de placements dans les portefeuilles spécialisés sont réinvestis.

[2] Ces déposants utilisent uniquement les services de gestion de trésorerie de la Caisse.

2 VENTILATION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en pourcentage)

	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA - RREGOP[1])	**36,7**	37,3	35,8	34,6	32,6	30,6	28,7	26,0	24,2	22,7
Régie des rentes du Québec Fonds du Régime de rentes du Québec (RRQ)	**21,6**	23,1	24,9	27,4	30,0	32,1	34,8	36,8	38,7	40,4
Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)	**10,5**	11,1	10,8	10,0	9,7	9,4	9,2	9,3	9,7	9,9
Commission de la construction du Québec (CCQ)	**9,6**	9,7	9,6	9,7	9,7	9,5	9,3	9,1	8,7	8,3
Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)	**9,1**	9,4	9,5	9,7	9,7	10,5	12,1	12,9	13,1	13,5
Fonds d'amortissement des régimes de retraite gouvernementaux (FARRG)	**5,7**	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8	-	-	-	-
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA - RREGOP[2])	**5,5**	5,9	5,9	5,8	5,5	5,2	5,1	5,2	5,0	4,6
Autres déposants	**1,3**	1,5	1,6	0,9	1,0	0,9	0,8	0,7	0,6	0,6
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

[1] Employés de niveau syndicable.
[2] Employés de niveau non syndicable.

3 ACTIF NET DES FONDS
au 31 décembre
(en millions de dollars)

	Coût	Juste valeur									
	1999	**1999**	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990
Fonds général	**13 913,8**	**17 975,0**	16 277,8	16 317,6	21 253,0	20 391,4	19 493,6	21 945,0	20 263,8	20 957,8	19 379,1
Fonds particuliers											
301	**22 485,8**	**29 280,7**	25 121,8	22 524,3	19 264,3	16 356,7	13 464,8	13 169,7	10 557,4	9 691,6	8 049,4
302	**3 342,7**	**4 381,7**	3 974,7	3 658,6	3 204,0	2 751,5	2 295,4	2 305,5	2 126,4	1 979,2	1 634,2
303	**151,3**	**186,4**	166,1	154,5	138,6	124,0	109,5	103,8	41,2	39,9	35,6
304	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,2	23,6
305	**146,2**	**192,5**	165,2	151,2	131,9	113,8	96,1	93,7	77,4	55,5	27,5
306	**88,0**	**106,5**	88,9	75,4	60,7	46,9	-	-	-	-	-
307	**5 437,6**	**7 335,7**	6 400,2	5 964,6	-	-	-	-	-	-	-
308	**4 031,2**	**4 553,2**	1 332,1	1 218,2	1 056,1	920,8	794,1	-	-	-	-
311	**2 585,8**	**3 398,3**	3 008,7	3 032,3	2 810,5	2 586,4	2 351,6	2 468,6	2 247,7	2 255,5	2 063,5
312	**2 337,7**	**3 001,2**	2 587,6	2 223,7	1 903,6	1 675,3	1 397,1	1 350,9	1 090,8	949,2	679,0
313	**887,1**	**1 093,8**	906,9	796,7	686,3	594,0	445,4	425,0	345,2	286,9	204,5
314	**82,5**	**81,8**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
315	**68,6**	**71,0**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
330	**6 644,5**	**8 541,3**	7 660,5	7 036,2	5 535,7	4 808,0	4 151,8	4 198,1	3 761,1	3 888,7	3 487,5
	48 289,0	**62 224,1**	51 412,7	46 835,7	34 791,7	29 977,4	25 105,8	24 115,3	20 247,2	19 160,7	16 204,8
	62 202,8	**80 199,1**	67 690,5	63 153,3	56 044,7	50 368,8	44 599,4	46 060,3	40 511,0	40 118,5	35 583,9

4 INTÉRÊT OU REVENU ANNUEL VERSÉ SUR LES DÉPÔTS MOYENS
(taux en pourcentage)

CATÉGORIES DE DÉPÔTS	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990
Dépôts à vue[1]	**4,48**	5,15	3,20	4,74	7,23	2,64	4,85	6,72	9,08	13,04
Dépôts à terme[1]	**5,57**	5,35	3,73	5,24	6,96	6,07	5,02	6,00	9,03	13,03
Dépôts à participation[2]	**8,73**	8,38	6,88	11,85	8,99	6,83	9,92	7,55	10,00	8,01

[1] Le fonds général reçoit les dépôts à vue et à terme des déposants et leur verse des intérêts sur ces dépôts. Le taux indiqué est le taux moyen versé au cours de l'année.

[2] Le revenu produit par les placements du fonds général et des fonds particuliers de la Caisse est versé ou attribué aux déposants détenteurs de dépôts à participation; le taux indiqué est le taux annuel moyen. Ce taux représente uniquement le revenu comptabilisé au cours de l'année sur les investissements des déposants; il ne tient pas compte des variations de la juste valeur des investissements. Aux fins de ce calcul, les dépôts à participation sont pris au coût. Ce taux se distingue du taux de rendement pondéré par le temps qui se compose à la fois du revenu et de la variation de la juste valeur des placements.

5 SOMMAIRE DES PLACEMENTS
au 31 décembre
(en pourcentage)

	Coût	Juste valeur									
	1999	**1999**	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990
Obligations	**38,3**	**34,0**	38,8	44,6	42,8	47,6	48,3	48,3	48,7	48,4	48,3
Financements hypothécaires	**2,2**	**1,9**	2,1	2,2	2,6	3,3	4,1	4,2	5,0	5,2	5,5
Valeurs à court terme	**6,1**	**5,2**	5,7	2,3	3,5	6,0	4,0	6,0	4,9	4,5	5,0
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**1,7**	**1,4**	3,1	2,3	2,0	-	-	-	-	-	-
Valeurs à revenu fixe	**48,3**	**42,5**	49,7	51,4	50,9	56,9	56,4	58,5	58,6	58,1	58,8
Actions québécoises et canadiennes	**18,0**	**23,2**	22,3	25,1	25,7	27,4	29,6	28,1	27,5	28,3	27,6
Actions étrangères	**19,3**	**22,2**	19,0	17,3	17,4	12,1	10,4	10,1	10,2	9,3	8,6
Biens immobiliers	**14,4**	**12,1**	9,0	6,2	6,0	3,6	3,6	3,3	3,7	4,3	5,0
Valeurs à revenu variable	**51,7**	**57,5**	50,3	48,6	49,1	43,1	43,6	41,5	41,4	41,9	41,2
	100,0	**100,0**	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Les données antérieures à 1997 n'ont pas été redressées conformément à la présentation de 1998.

6 VENTILATION DES PLACEMENTS
au 31 décembre
(en millions de dollars)

PLACEMENTS	Coût 1999	%	Juste valeur 1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990
Obligations												
Titres canadiens												
Gouvernement du Québec	11 948,5	14,2	13 122,0	11 497,9	10 835,3	10 649,2	9 735,3	9 830,3	10 158,6	8 173,2	8 771,1	8 773,8
Gouvernement du Canada	7 551,4	9,0	7 386,0	4 453,9	9 497,9	6 684,8	5 778,9	2 900,2	1 988,4	2 304,3	1 125,7	713,8
Autres gouvernements	537,9	0,6	492,7	565,3	652,9	14,7	7,2	176,8	44,2	18,1	65,9	14,8
Garantis par le gouvernement du Québec	4 131,4	4,9	4 489,3	4 732,0	5 305,5	5 436,3	6 110,9	5 717,0	6 762,5	5 190,2	4 588,2	3 454,7
Garantis par les autres gouvernements	745,3	0,9	782,7	840,8	364,0	110,0	104,8	133,4	177,9	175,5	228,3	154,7
Garantis par octroi	297,3	0,4	315,9	554,5	1 009,2	1 017,5	1 107,0	1 086,9	1 217,5	1 076,2	1 264,5	1 266,6
Municipaux et scolaires	942,1	1,1	1 032,2	1 409,5	1 013,2	1 004,1	1 090,1	1 124,8	1 230,7	1 051,8	1 174,8	1 121,7
Entreprises et obligations hypothécaires	2 256,7	2,7	2 158,2	2 013,9	1 243,9	301,4	246,7	138,9	121,7	146,9	169,8	150,6
	28 410,6	33,8	29 779,0	26 067,8	29 921,9	25 218,0	24 180,9	21 108,3	21 701,5	18 136,2	17 388,3	15 650,7
Titres étrangers												
Gouvernement des États-Unis	1 315,5	1,6	1 349,2	3 958,5	715,1	495,8	0,2	390,6	775,7	580,8	813,4	777,0
Gouvernement de la France	-	-	-	-	-	-	-	-	10,1	508,6	669,9	497,2
Gouvernement de l'Allemagne	-	-	-	-	-	-	-	-	3,6	528,9	423,4	374,8
Gouvernement du Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-	-	-	69,3	326,2	93,3
Autres	2 419,1	2,9	2 402,5	1 771,1	364,5	122,4	84,0	-	14,8	72,5	48,7	-
	3 734,6	4,5	3 751,7	5 729,6	1 079,6	618,2	84,2	390,6	804,2	1 760,1	2 281,6	1 742,3
	32 145,2	38,5	33 530,7	31 797,4	31 001,5	25 836,2	24 265,1	21 498,9	22 505,7	19 896,3	19 669,9	17 393,0
Actions et valeurs convertibles												
Titres canadiens												
Mines et métaux	773,1	0,9	897,1	539,9	745,1	1 118,3	1 143,9	1 071,1	966,5	773,8	722,3	563,0
Métaux précieux	1 077,5	1,3	825,6	750,7	721,0	1 295,4	1 122,3	1 025,0	882,0	590,2	590,4	693,8
Pétrole et gaz naturel	1 258,4	1,5	1 304,5	1 024,2	1 692,5	1 773,5	1 482,3	1 312,9	1 272,1	898,5	792,0	845,8
Papiers et produits forestiers	692,6	0,8	1 044,4	730,7	966,2	1 026,5	958,6	888,8	752,4	426,8	322,2	325,6
Produits de consommation	922,6	1,1	1 161,8	1 245,6	1 086,1	1 029,4	942,8	837,5	988,8	1 141,6	1 030,4	822,3
Production industrielle	2 719,0	3,2	5 326,6	2 951,1	2 524,2	2 135,9	1 905,1	1 861,7	1 522,0	1 340,4	1 210,5	901,6
Immeubles et construction	282,3	0,3	294,5	830,7	1 041,8	450,3	319,6	339,8	295,7	91,5	151,3	63,5
Transport et services environnementaux	743,2	0,9	679,0	456,5	665,1	414,0	323,1	332,1	272,1	294,9	268,6	351,3
Pipelines	242,7	0,3	174,5	418,2	259,1	138,8	180,0	135,9	176,2	213,5	255,8	207,7
Services publics	1 539,9	1,8	4 247,3	2 287,3	1 808,3	1 674,1	1 312,6	1 258,1	1 197,5	1 134,1	1 224,0	1 153,8
Communications	1 074,6	1,3	1 802,4	1 597,2	1 381,4	1 090,5	986,1	945,0	1 139,4	1 089,8	963,7	811,6
Distribution et services	834,5	1,0	980,4	1 006,7	877,6	686,0	842,7	705,5	798,0	581,7	826,0	760,3
Services financiers	2 468,0	3,0	3 390,3	3 859,0	3 154,4	2 379,3	1 969,4	1 905,8	2 191,3	2 056,6	2 439,7	1 925,0
Conglomérats	295,3	0,4	400,5	350,5	338,1	361,2	502,1	540,7	661,8	605,5	645,4	556,4
Participations indicielles - TSE 35	201,5	0,2	300,0	217,3	215,5	-	-	-	-	28,7	28,8	8,9
	15 125,2	18,0	22 828,9	18 265,6	17 476,4	15 573,2	13 990,6	13 159,9	13 115,8	11 267,6	11 471,1	9 990,6

Titres étrangers												
Fonds externes	6 108,4	7,3	8 751,0	6 753,0	5 930,4	4 357,4	2 913,1	2 415,3	1 769,5	1 852,7	2 184,4	2 179,2
Fonds internes	10 074,0	12,0	13 135,0	8 835,9	6 113,4	6 141,9	3 271,2	2 223,9	2 896,2	2 343,7	1 573,1	953,2
	16 182,4	19,3	21 886,0	15 588,9	12 043,8	10 499,3	6 184,3	4 639,2	4 665,7	4 196,4	3 757,5	3 132,4
	31 307,6	37,3	44 714,9	33 854,5	29 520,2	26 072,5	20 174,9	17 799,1	17 781,5	15 464,0	15 228,6	13 123,0
Financements hypothécaires												
Canada	1 707,9	2,0	1 685,2	1 563,9	1 398,0	1 445,7	1 659,8	1 842,0	1 957,9	2 047,4	2 104,9	1 984,0
États-Unis	182,2	0,2	190,1	196,1	98,8	121,6	28,5	-	-	-	-	-
	1 890,1	2,2	1 875,3	1 760,0	1 496,8	1 567,3	1 688,3	1 842,0	1 957,9	2 047,4	2 104,9	1 984,0
Biens immobiliers												
Canada	7 887,5	9,4	7 377,5	3 120,3	2 413,3	2 679,8	1 634,2	1 527,4	1 517,2	1 519,0	1 744,0	1 788,0
Étranger	4 212,1	5,0	4 543,2	4 230,1	1 868,2	930,5	210,6	74,0	-	-	-	-
	12 099,6	14,4	11 920,7	7 350,4	4 281,5	3 610,3	1 844,8	1 601,4	1 517,2	1 519,0	1 744,0	1 788,0
Total des placements à long terme	77 442,5	92,2	92 041,6	74 762,3	66 300,0	57 086,3	47 973,1	42 741,4	43 762,3	38 926,7	38 747,4	34 288,0
Valeurs à court terme												
Titres canadiens	4 603,6	5,5	4 604,9	3 830,2	1 084,3	1 599,3	2 954,7	1 471,1	2 692,6	1 763,5	1 733,5	1 404,1
Titres étrangers	477,3	0,6	512,7	846,3	533,4	494,2	114,1	323,9	101,6	224,9	70,0	416,0
	5 080,9	6,1	5 117,6	4 676,5	1 617,7	2 093,5	3 068,8	1 795,0	2 794,2	1 988,4	1 803,5	1 820,1
Titres achetés en vertu de conventions de revente												
Titres canadiens	116,7	0,1	116,7	724,8	1 025,7	770,7	-	-	-	-	-	-
Titres étrangers	1 324,3	1,6	1 300,6	1 857,8	642,9	481,7	-	-	-	-	-	-
	1 441,0	1,7	1 417,3	2 582,6	1 668,6	1 252,4	-	-	-	-	-	-
Total des placements à court terme	6 521,9	7,8	6 534,9	7 259,1	3 286,3	3 345,9	3 068,8	1 795,0	2 794,2	1 988,4	1 803,5	1 820,1
Total	83 964,4	100,0	98 576,5	82 021,4	69 586,3	60 432,2	51 041,9	44 536,4	46 556,5	40 915,1	40 550,9	36 108,1
Répartition des placements à long terme												
Secteur public	28 462,2	32,6	30 041,9	28 954,6	29 632,1	25 412,4	24 018,4	21 360,0	22 384,0	19 749,4	19 500,1	17 242,4
Secteur privé	48 980,3	67,4	61 999,7	45 807,7	36 667,9	31 673,9	23 954,7	21 381,4	21 378,3	19 177,3	19 247,3	17 045,6
Total	77 442,5	100,0	92 041,6	74 762,3	66 300,0	57 086,3	47 973,1	42 741,4	43 762,3	38 926,7	38 747,4	34 288,0

Les données antérieures à 1998 n'ont pas été redressées conformément à la présentation de 1999.

7 SOMMAIRE DES PLACEMENTS À L'ÉTRANGER
au 31 décembre
(en millions de dollars)

	Juste valeur									
	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990
Obligations et titres achetés en vertu de conventions de revente	**5 052**	7 587	1 723	1 100	84	391	804	1 760	2 282	1 742
Actions et valeurs convertibles	**21 886**	15 589	12 044	10 499	6 184	4 639	4 666	4 196	3 757	3 132
Financements hypothécaires	**190**	196	99	122	29	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	**4 543**	4 230	1 868	930	211	74	-	-	-	-
Valeurs à court terme	**513**	846	534	494	114	324	102	225	70	416
Placements à l'étranger	**32 184**	28 448	16 268	13 145	6 622	5 428	5 572	6 181	6 109	5 290

Les données antérieures à 1997 n'ont pas été redressées conformément à la présentation de 1998.

HYPOTHÈQUES CDPQ
FINANCEMENTS DE 5 M$ ET PLUS

Solde : A = de 5 à 10 M$ B = de 10 M$ et plus

EMPRUNTEURS	Adresse	Lieu	Solde
Aintabi, Elliott et La Société Immobilière en Propriété Marine ltée	1023 à 1045, rue Ste-Catherine Ouest	Montréal	B
Aménagement Lyndale Ltée	1125, rue Moody	Terrebonne	B
Aménagement Lyndale Ltée	30 à 70, rue Dufferin	Salaberry-de-Valleyfield	B
Aménagement Westcliff Ltée	20, rue Évangéline	Granby	B
Appartements Le Neuville inc., Les	111 et 121, rue de la Barre	Longueuil	B
Bentall Properties Ltd.	1508, Broadway St. West	Vancouver	B
Centre commercial Cavendish Cie Ltée	5800, boulevard Cavendish	Côte-Saint-Luc	B
Centre commercial Place du Royaume (Chicoutimi) Inc.	1401, boulevard Talbot	Chicoutimi	B
Centre Commercial Plaza Roland-Therrien (1969) inc.	1999 à 2125, boul. Roland-Thérrien	Longueuil	A
Centres Commerciaux Régionaux du Québec ltée.	320, boulevard Saint-Joseph	Hull	B
Chiefton Investments Ltd. & Investors Group Trust Co. Ltd	6715 et 6725 Airport Rd	Mississauga	B
Compagnie WHWW Hotels (Sherbrooke)	450, rue Sherbrooke Ouest	Montréal	B
Complexe Pointe-Claire Inc.	6301, route Transcanadienne	Pointe-Claire	B
Construction Olymbec inc. et al.	8505, chemin Devonshire	Mont-Royal	A
Construction Olymbec inc. et al.	6355, rue Sherbrooke Est	Montréal	B
Construction Sarino inc.	10200, rue Renaude-Lapointe	Anjou	A
Devcorp Inc.	200, chemin Sainte-Foy	Québec	B
Édifice d' Youville inc.	800, place d' Youville	Québec	B
Édifice Sandvar ltée	502 à 510, Ste-Catherine E.	Montréal	A
Fiduciaires du Fonds de placement immobilier Cominar, Les	3175, chemin des Quatre-Bourgeois	Sainte-Foy	A
Fiduciaires du Fonds de placement immobilier Cominar, Les	2600, boulevard Laurier	Sainte-Foy	B
Fortress Realty Holdings Inc.	1383 Hillside Drive	Kamloops	B
Galeries Montmagny (1988) Inc., Les	101, boulevard Taché Ouest	Montmagny	A
Germain Pelletier Ltée	92, 2e Rue Ouest	Rimouski	A
Germain Pelletier Ltée	750, avenue du Phare O.	Matane	A
Gestion DWS-Hines ltée et al.	1801, avenue McGill College	Montréal	B
Gestion Place du Royaume Inc. et al.	1401, boulevard Talbot	Chicoutimi	B
Henry Birks et fils inc.	620 à 630, rue Ste-Catherine Ouest	Montréal	A
Immeubles La Hada Ltée et al., Les	4751, boulevard des Grandes-Prairies	Saint-Léonard	A
Immeubles Plaza Z Corp. Inc. et al., Les	300, rue Barkoff	Cap-de-la-Madeleine	A
Investissements Metco Ltée	202, rue Berlioz	Verdun	B
Investissements Roywest ltée, Les	14 et 16, rue Prince-Arthur	Montréal	A
Ivanhoé III inc.	2151, boulevard Lapinière	Brossard	B
J.K. Investments inc.	1130, rue Sherbrooke Ouest	Montréal	B
Landing Holdings Limited	361 Water Street	Vancouver	B
Les fiduciaires du Fonds de placement immobilier Cominar	325, rue Marais	Vanier	B
Les investissements Olymbec ltée	6364 à 6434, Transcanadienne	Saint-Laurent	A
Maron Land Development Inc.	698 et 700 Lawrence Avenue	North York	B
Minto Developments Inc.	1050 Baxter Road	Ottawa	A
O & Y Properties Inc.	320 Queen Street et 112 Kent Street	Ottawa	B
Place Alexis Nihon inc.	1500, rue Atwater	Westmount	B
Place Dupuis Commercial Trust a/s Trust Général du Canada	855, rue Ste-Catherine Est	Montréal	B
Place Dupuis Commercial Trust a/s Trust Général du Canada	1415, rue St-Hubert	Montréal	A
Projets d'Urbanisation 2000 Inc.	2100, boulevard de Maisonneuve	Montréal	A

Promo Hotels Canada inc.	1321, rue Sherbrooke Ouest	Montréal	B
Rossland Real Estate Limited	1448 Lawrence Ave. East	Toronto	A
SITQ bureaux inc.	801, chemin Saint-Louis	Québec	A
SITQ bureaux inc. et Relium inc et al.	880 et 930, chemin Sainte-Foy	Québec	A
Société de Gestion Accurso Ltée et al.	1535 à 1565, boulevard Le Corbusier	Laval	A
Société en commandite Kau & Associés	8505, boul. Taschereau	Brossard	A
Société en commandite, Centre Laval	1500 à 1660, boulevard Le Corbusier	Laval	B
Société en commandite, Les Appartements d'Assigny	110, rue de la Barre	Longueuil	A
Société en commandite, Les Terrasses Langelier et al.	6335 à 6455, rue Jean-Talon Est	Montréal	B
Société immobilière Dundee Québec inc.	470 à 472, rue Deslaurier	Saint-Laurent	B
Société immobilière Dundee Québec inc.	295 à 371, rue Deslaurier	Saint-Laurent	B
Société immobilière Dundee Québec inc.	9045, ch. Côte-de-Liesse	Dorval	A
Société immobilière Dundee Québec inc.	9551 à 9579, ch. Côte-de-Liesse	Dorval	A
Société immobilière Dundee Québec inc.	300, av. Labrosse	Pointe-Claire	A
Société immobilière Dundee Québec inc.	2115 à 2147, rue de la Province	Longueuil	A
Société Immobilière TrizecHahn ltée.	500, boulevard René-Lévesque Ouest	Montréal	B
Southwest Properties Limited	1595 et 1597 Bedford Highway	Halifax	B
Tawa Properties Inc.	3017 66th Street N.W.	Edmonton	A
The Erin Mills Development Corp. et Cadillac Fairview Corp.	5100, Erin Mills Parkway et 2670, Erin Centre Boulevard	Mississauga	B
Tonko Development Corporation	315-319, Banff Avenue	Banff	B
1862 Holdings Ltd. et Bentall Corporation	1130, Pender Street West	Vancouver	B
2423-5632 Québec inc.	200, rue Belvédère Nord	Sherbrooke	A
1255037 Ontario inc.	333, chemin du Tremblay	Boucherville	A
1255037 Ontario inc.	4370 à 4400, ch. Bois-Franc	Saint-Laurent	A
1280642 Ontario Limited et al.	8875 et 8925 Torbram Rd.	Brampton	B
152523 Canada inc.	3103, boul. Royal	Shawinigan	B
157173 Canada inc. et als.	1324, boulevard Talbot	Chicoutimi	A
157173 Canada inc. et als.	419, boulevard Jessop	Rimouski	B
159469 Canada Inc. et Les Immeubles 5500 Royalmount Inc.	5500, avenue Royalmount	Mont-Royal	A

9 SOMMAIRE DU PORTEFEUILLE OBLIGATAIRE
au 31 décembre 1999
(en millions de dollars)

Titre	Juste valeur $	Juste valeur %	Taux nominal moyen[1]	Échéance moyenne[1] (en années)	Durée modifiée[2] (volatilité)
Canadien					
Émis par un gouvernement					
Gouvernement du Québec	12 032,8	37,20	7,84	10,24	6,06
Gouvernement du Canada	7 386,0	22,83	7,08	7,74	5,07
Autres gouvernements	492,7	1,52	7,28	22,32	10,17
Garantis par un gouvernement					
Gouvernement du Québec	5 131,5	15,86	7,45	11,86	6,93
Gouvernement du Canada	115,6	0,36	9,83	8,63	5,70
Autres gouvernements	24,9	0,08	8,90	22,63	10,55
Garantis par octrois, par des municipalités et des commissions scolaires	1 348,1	4,17	9,94	5,85	4,19
Entreprises et obligations hypothécaires[3]	2 158,2	6,67	6,38	6,68	4,34
Étrangers					
Émis par un gouvernement					
Gouvernement du Québec	279,3	0,86	3,63	13,76	10,84
Gouvernement des États-Unis	1 259,5	3,89	4,74	13,11	7,88
Autres Gouvernements Étrangers	474,3	1,47	5,87	7,54	5,01
Garantis par un Gouvernement					
Gouvernement du Québec	310,8	0,96	7,03	18,00	8,37
Autres Gouvernements Étrangers	7,5	0,02	6,26	4,51	3,77
Entreprises	1 330,6	4,11	5,73	10,21	5,90
	32 351,8	**100,00**	**7,26**	**9,89**	**5,96**

[1] Pondéré(e) selon la valeur nominale.
[2] Pondérée selon la juste valeur.
[3] Incluant les obligations gérées par le Groupe Participations.

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS D'ENTREPRISES CANADIENNES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

	Actions et valeurs convertibles	Obligations	Total	%
Mines et métaux	897,1	13,3	910,4	3,7
Métaux précieux	825,6	0,4	826,0	3,3
Pétrole et gaz naturel	1 304,5	61,3	1 365,8	5,5
Papiers et produits forestiers	1 044,4	90,0	1 134,4	4,6
Produits de consommation	1 161,8	99,5	1 261,3	5,1
Production industrielle	5 326,6	128,1	5 454,7	21,9
Immeubles et construction	294,5	307,4	601,9	2,4
Transport et services environnementaux	679,0	49,8	728,8	2,9
Pipelines	180,0	63,9	243,9	1,0
Services publics	4 247,3	104,9	4 352,2	17,5
Communications	1 802,4	294,8	2 097,2	8,4
Distribution et services	980,4	150,2	1 130,6	4,5
Services financiers	3 341,5	693,6	4 035,1	16,2
Conglomérats	400,5	-	400,5	1,6
Participations indicielles - TSE 35	343,3	-	343,3	1,4
	22 828,9	**2 057,2**	**24 886,1**	**100,0**

11 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT

au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

Certains investissements sont gérés ou détenus par une des filiales suivantes :

A Capital d'Amérique CDPQ inc.
B Sofinov, Société financière d'innovation inc.
C Capital Communications CDPQ inc.
D Capital International CDPQ inc.
E Capital CDPQ inc.
F Accès Capital
G Services financiers CDPQ inc.
H Ivanhoé inc.
I Cadim
J SITQ IMMOBILIER
K Renvoie à la Caisse lorsque la filiale ne gère ou ne détient qu'une partie de l'investissement.

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
A.G. Edwards, Inc.			7 150	0,3				0,3
A.R.C. Resins International Corporation		A	94 400	-				-
ABB Ltd			216 558	38,2				38,2
ABL Canada Inc.		A	240 436	0,1	0,2			0,3
ABN AMRO Holding NV			177 826	6,4				6,4
ABSA Group Limited			288 983	1,9				1,9
ACS, Actividades de Construccion y servicios, S.A.			212 172	7,3				7,3
ADC Telecommunications, Inc.			31 600	3,3				3,3
ADF Group Inc.			332 700	2,9				2,9
ADS inc.[1]	bons de souscription	A	7 000	-			-	
	classe A	A	2 401 263	5,2			5,2	5,2
AFLAC Incorporated			49 000	3,4				3,4
AGF Management Limited	classe B		310 000	7,2				7,2
AGRA Industries Limited			1 201 250	15,0				15,0
AK Steel Holding Corporation			200 000	5,5				5,5
AMP Limited			214 800	3,4				3,4
AMR Corporation			29 800	2,9				2,9
ARA S.A. de C.V., Consorcio			661 600	1,6				1,6
ASM Lithography Holding			156 800	25,2				25,2
AT Plastiques inc.[4]			979 900	3,4				3,4
AT&T Canada Inc.	classe B		73 800	4,3				4,3
AT&T Corp.- Liberty Media Group	classe A		17 500	1,4				1,4
ATI Technologies Inc.			3 055 021	58,4				58,4
ATS Automation Tooling Systems Inc.			702 400	17,0				17,0
Abbey National Plc			660 800	15,3				15,3
Abbott Laboratories			39 300	2,1				2,1
Aber Resources Ltd			1 403 637	12,6				12,6
Abitibi-Consolidated Inc.		A, K	5 794 743	97,9				97,9
Acanthus Real Estate Corporation	parts	I	500 000	3,4				3,4
Accor			510 605	35,6				35,6
Ace Limited			30 200	0,7				0,7
Acer Incorporation			139 190	3,0				3,0

Acom Co., Ltd			35 800	5,1				5,1
Adaptec, Inc.			35 600	2,6				2,6
Adecco SA			12 576	14,1				14,1
Administradora de Fondos de Pensiones Provida			25 000	0,8				0,8
Advance Agro Public Company Limited			58 900	-				-
Advanced Info Service Public Co., Ltd			102 500	2,5				2,5
Advanced Semiconductor Engineering Inc.			73 613	2,1				2,1
Advantest Corp.			108 800	41,7				41,7
Aegon Insurance			457 944	63,9				63,9
Aerospatiale Matra			109 152	3,5				3,5
Aetna Life and Casualty Company			19 100	1,5				1,5
Agnico-Eagle Mines Limited			652 000	6,9				6,9
Agrium Inc.			259 880	2,9				2,9
Aiful Corporation			14 100	2,5				2,5
Air Canada'		A, K	392 693	4,3	150,0	4,8	159,1	
	classe A		8 015 256	81,0			81,0	240,1
Air Liquide (L')			20 003	4,8				4,8
Air Products and Chemicals, Inc.			17 300	0,8				0,8
Airnet Communications Corporation		C	2 141 648	33,9				33,9
Airtours Plc			596 173	5,3				5,3
Ajinomoto Company Inc.			438 000	6,6				6,6
Aksa Akrilik Kimya Sanayii A.S.			24 423 500	1,7				1,7
Aksigorta A.S.			3 796 000	0,3				0,3
Akzo Nobel NV			320 947	23,3				23,3
Alarko Holding A.S.			21 500 000	1,8				1,8
Alberta Energy Company Ltd			2 379 105	107,1				107,1
Alcan Aluminium Limitée			4 335 891	257,6				257,6
Alcatel			153 491	50,9				50,9
Alcatel Teletas Telekomunikasyon Endustri ve Ticaret A.S.			3 923 000	1,3				1,3
Alcoa Inc.			129 100	15,6				15,6
Alfa, S.A. de C.V.	classe A		327 600	2,2				2,2
Aliant Inc.			300 900	7,5				7,5
Alimentation Couche-Tard Inc.	classe B	A	744 200	15,4				15,4
Aliments Maple Leaf Inc., Les			231 400	3,2				3,2
Allegheny Energy, Inc.			37 900	1,5				1,5
Allegheny Technologies Inc.			150 000	4,9				4,9
Allgreen Properties			171 883	0,2				0,2
Alliance Capital Management L.P.			77 600	3,4				3,4
Alliance Inc., Produits forestiers'		A, K	2 405 705	41,0				41,0
Alliance Pipeline LP						10,4		10,4
Allianz Holding			81 115	39,4				39,4
Allied Domecq Plc			1 032 841	7,4				7,4
Allied Irish Banks Plc			887 449	14,6				14,6

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Allied Zurich Plc			1 012 797	17,3				17,3
Allstate Corp.			57 500	2,0				2,0
Almacenes Exito S.A.			39 550	0,1				0,1
Alpha Credit Bank S.A.			3 030	0,3				0,3
Alpha Systems Inc.			1 000	0,3				0,3
Alstom			237 634	11,4				11,4
AltaGas Services Inc.			100 000	0,6				0,6
Altera Corporation			17 300	1,2				1,2
Alusuisse-Lonza Group AG			178 050	189,5				189,5
Amazon.com, Inc.			2 600	0,3				0,3
Amcor Limited			566 900	3,8				3,8
Ameren Corporation			40 100	1,9				1,9
America Online, Inc.			75 400	8,3				8,3
American Electric Power Company, Inc.			29 700	1,4				1,4
American Express Company			165 100	39,8				39,8
American General Corporation			33 898	3,7				3,7
American Home Products Corporation			350 190	19,9				19,9
American International Group, Inc.			795 094	124,8				124,8
American Telephone and Telegraph Co.			999 500	73,7				73,7
American Tower Corporation			70 400	3,1				3,1
Amgen Inc.			9 900	0,9				0,9
Analog Devices, Inc.			21 100	2,8				2,8
Anderson Exploration Ltd			4 827 975	83,3				83,3
Andrew Corporation			64 100	1,8				1,8
Angang New Steel Co Ltd			4 300 000	0,5				0,5
Anglo American Platinum Corporation Limited			145 147	6,4				6,4
Anglo American Plc			53 100	5,0				5,0
Anglogold Limited			45 100	3,4				3,4
Anglovaal Mining Limited			53 000	0,7				0,7
Antofagasta Holdings plc			60 000	0,6				0,6
Aokam Perdana Bhd			1 767	-				-
Apasco S.A. de C.V.			100 000	0,9				0,9
Apex Silver Mines Limited			300 000	5,2			5,2	
	bons de souscription		150 000	-			-	5,2
Apple Computer, Inc.			23 700	3,5				3,5
Arabian International Construction			69 097	0,4				0,4
Aracruz Celulose S.A.			23 000	0,9				0,9

Arcelik A.S.			4 303 040	0,4				0,4
Archer Daniels Midland Company			114 867	2,0				2,0
Architel Systems Corporation			184 750	3,6				3,6
Arctic Group Inc., The			200 000	0,5			0,5	
	bons de souscription		200 000	-			-	0,5
Argentaria, Caja Postal y Banco Hipotecario de España, S.A.			163 437	5,5				5,5
Arjo Wiggins Appleton			406 439	2,1				2,1
Armstrong World Industries, Inc.			14 100	0,7				0,7
Arnoldo Mondadori Editore SpA			113 595	5,1				5,1
Arrow Electronics, Inc.			54 200	2,0				2,0
Asahi Bank, Ltd, The			1 009 000	9,0				9,0
Asahi Breweries, Ltd			283 000	4,5				4,5
Asahi Chemical Industry Co., Ltd			1 670 000	12,4				12,4
Asahi Glass Company, Limited			518 000	5,8				5,8
Asbestos Limitée, Société			259 065	2,1				2,1
Ashanti Goldfields Company Ltd			35 000	0,1				0,1
Ashland Inc.			79 700	3,8				3,8
Asia Cement Corporation			18 300	0,3				0,3
Asia Pulp & Paper Company Ltd			500 000	5,7				5,7
Asia Satellite Telecommunications Holdings Ltd			800 000	3,7				3,7
Assante Corporation			470 000	3,9				3,9
Assicurazioni Generali			1 053 106	50,5				50,5
AssiDoman AB			86 309	2,0				2,0
Associated Capital Corp. Canada						43,3		43,3
Associates First Capital Corporation	classe A		518 202	20,6				20,6
Astra Compania Argentina de Petroleo S.A.			21 800	0,1				0,1
Astral Communications Inc.	classe A	A, K	887 200	24,0			24,0	
	classe B	A	1 200	-			-	24,0
AstraZeneca Group Plc			1 032 369	62,3				62,3
Asustek Computer Inc.			58 062	1,2				1,2
Atlantic Richfield Company (ARCO)			30 200	3,8				3,8
Atos SA			17 010	4,1				4,1
Au Printemps S.A.			17 183	6,5				6,5
Aur Resources Inc.			550 000	1,5				1,5
Aurizon ltée, Mines'	bons de souscription	A	488 144	-	4,9			4,9
Australia & New Zealand Banking Group			447 862	4,7				4,7
Autoliv, Inc.			172 979	7,3				7,3
Automatic Data Processing, Inc.			358 400	28,0				28,0
Avalonbay Communities, Inc.		I	156 000	7,8				7,8
Avcorp Inc., Les Industries		A	346 539	0,6				0,6
Avenor inc.		A				6,0		6,0
Aventis SA			710 426	59,4				59,4

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Avnet, Inc.			17 200	1,5				1,5
Avon Products Inc.			299 400	14,3				14,3
Axa			266 926	53,7				53,7
Axcan Pharma Inc.'		B	5 998 487	39,6		35,0		74,6
Ayala Land, Inc.	classe B		1 893 908	0,7				0,7
B.F. Goodrich Company, The			39 000	1,6				1,6
BAA Plc			1 654 800	16,8				16,8
BC Gas Inc.			250 900	6,4				6,4
BCE Emergis inc.		C, K	829 333	64,3				64,3
BCE Inc.			15 782 693	2 069,9				2 069,9
BCT.TELUS Communications Inc.			2 081 703	72,9				72,9
BG Group Plc			1 443 534	13,5				13,5
BG Transco Holdings plc					1,3			1,3
BMC Software			354 800	41,2				41,2
BOC Group			500 200	15,6				15,6
BP Amoco Plc			8 872 167	130,2				130,2
Ballard Power Systems Inc.			1 090 739	44,4				44,4
Banca Intesa SPA			778 708	4,6				4,6
Banco BHIF			15 000	0,3				0,3
Banco Bilbao Vizcaya S.A.			52 600	1,1				1,1
Banco Bradesco S.A.	droits de souscription		11 216 004	-			-	
	privilégiées		172 729 057	2,0			2,0	2,0
Banco Comercial Portugues, SA (BCP)			216 214	1,7				1,7
Banco de A. Edwards			46 267	1,1				1,1
Banco de Galicia y Buenos Aires S.A. de C.V.			114 326	0,8				0,8
Banco de Santander Chile			48 290	1,1				1,1
Banco Frances del Rio de la Plata S.A.			43 100	0,8				0,8
Banco Ganadero S.A.	privilégiées		21 100	0,2				0,2
Banco Itau S.A.	privilégiées		40 646 200	5,1				5,1
Banco Latinoamericano Exportaciones, S.A.			20 000	0,7				0,7
Banco Provincial, S.A.			174 300	0,2				0,2
Banco Santander Central Hispano, SA			1 243 151	20,3				20,3
Bangkok Bank			447 400	1,6				1,6
Bank of America Corporation			117 605	8,6				8,6
Bank of Ayudhya Public Company Limited			1 709 500	1,1				1,1
Bank of East Asia Ltd			366 456	1,5				1,5
Bank of Ireland			391 815	4,5				4,5

Bank of New York			646 700	37,5			37,5
Bank of Scotland			626 643	10,5			10,5
Bank of Tokyo-Mitsubishi, Ltd, The			1 453 950	29,4			29,4
Bank of Yokohama, Ltd, The			215 000	1,4			1,4
Bank One Corporation			278 100	12,9			12,9
Banpu Public Company Limited	droits de souscription		3 645	-			-
Banque Canadienne Impériale de Commerce			6 681 230	230,5			230,5
Banque de Montréal			3 794 715	187,1			187,1
Banque Laurentienne du Canada			114 500	2,0		75,1	77,1
Banque Nationale de Paris			312 454	41,6			41,6
Banque Nationale du Canada		A, K	15 900 078	294,1		33,9	328,0
Banque Royale du Canada			4 698 150	298,3			298,3
Banque Scotia			9 081 200	282,0			282,0
Banque Toronto-Dominion, La			10 700 130	414,6		24,8	439,4
Banta Corporation			300 000	9,8			9,8
Barclays Bank Plc			1 073 031	44,7			44,7
Barito Pacific Timber			1 331 000	0,2			0,2
Barlow Limited			140 000	1,5			1,5
Barrick Gold Corporation			8 406 917	216,5			216,5
Bass			334 152	6,0			6,0
Battle Mountain Canada Ltd			300 000	0,9			0,9
Bavaria S.A.			102 037	0,6			0,6
Baxter International Inc.			351 200	32,0			32,0
Bayer AG			118 572	8,1			8,1
Bayerische Motoren Werke (BMW) AG			215 800	9,7			9,7
Bayerische Vereinsbank AG			183 285	18,1			18,1
Beau Canada Exploration Ltd			150 000	0,3			0,3
Beijing Yanhua Petrochemical Company			3 500 000	0,6			0,6
Beko Elektronik A.S.			19 424 000	0,7			0,7
Bell Atlantic Corporation			305 500	27,3			27,3
Bell Canada International Inc.			2 544 688	83,7	2,4		86,1
Bell Mobilité Cellulaire						9,6	9,6
Belle Corporation			2 756 600	0,2			0,2
BellSouth Corporation			600 400	40,8			40,8
Bellsystem 24, Inc.			5 000	7,9			7,9
Benesse Corporation			10 800	3,8			3,8
Bergen Brunswig Corporation			83 300	1,0			1,0
Berkley Petroleum Corp.			559 000	7,1			7,1
Bestfoods			263 500	20,1			20,1
Bezea Israel Telecom			497 151	3,6			3,6
Bid.Com International Inc.			408 500	2,5			2,5
Big Bear Exploration Ltd			135 000	-			-
Billiton Plc			134 800	1,1			1,1

11

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
BioChem Pharma Inc.[2]		B, K	5 948 716	185,6				185,6
Biogen Inc.			5 900	0,7				0,7
Biomira Inc.			265 000	1,5				1,5
Biovail Corporation International			662 164	89,4				89,4
Black & Decker Corporation, The			15 900	1,2				1,2
Black Hawk Mining Inc.			652 900	-				-
Black Range Minerals NL			1 662 300	0,6				0,6
Blue Circle Industries Plc			353 140	3,0				3,0
Boardwalk Equities, Inc.		I, K	277 000	3,4				3,4
Boliden Limited			1 230 000	8,2				8,2
Bombardier Inc.	classe A		6 847 700	209,2		18,8	228,0	
	classe B		7 319 912	217,0			217,0	445,0
Bonavista Petroleum Ltd			175 000	2,9				2,9
Booker Plc			906 105	2,5				2,5
Boots Company, Plc			196 168	2,8				2,8
Boralex inc.	classe A	A	700 000	2,5				2,5
Boston Scientific Corporation			20 700	0,7				0,7
Boutiques San Francisco inc.	classe B	A	28 100	0,1				0,1
Bouygues S.A.			12 800	11,7				11,7
Bowater Inc.			168 200	13,3				13,3
Brambles Industries Limited			404 518	16,2				16,2
Brazil Fast Food Corporation			42 500	0,1				0,1
Bresea Resources Ltd			1 983 500	-				-
Bridgestone Corp.			311 000	9,9				9,9
Briggs & Stratton Corporation			21 600	1,7				1,7
Bristol-Myers Squibb Company			597 600	55,7				55,7
British Aerospace Plc			1 917 029	18,4				18,4
British Airways Plc			332 500	3,1				3,1
British American Tobacco Plc			711 064	5,9				5,9
British Energy Plc			1 200 000	10,0				10,0
British Telecom			3 337 841	118,1				118,1
Broadcom Corporation	classe A		2 200	0,9				0,9
Broken Hill Proprietary Company Limited, The			1 418 848	27,0				27,0
Brookfield Properties Corporation		I, K	1 475 100	22,3				22,3
Bro-X Minerals Ltd			7 920	-				-
Burlington Northern Santa Fe Inc.			120 800	4,3				4,3

Burlington Resources Inc.			475 650	22,8		22,8	
	échangeables		15 000	0,7		0,7	23,5
C.I. Fund Management Inc.		G, K	902 907	27,5			27,5
CAE Inc.			937 000	9,3			9,3
CBO Fifth Ave Ltd					0,4		0,4
CBS Corporation			15 100	1,4			1,4
CCL Industries Inc.	classe A		40 000	0,6		0,6	
	classe B		630 680	8,8		8,8	9,4
CFM Majestic Inc.			203 600	1,7			1,7
CGI Inc., Le Groupe	classe A	A, B, K	4 256 756	262,9			262,9
CGU Plc			1 045 216	24,4			24,4
CHUM Limited	classe B		81 900	2,9			2,9
CIGNA Corporation			26 700	3,1			3,1
CIT Group, Inc., The	classe A		202 365	6,2			6,2
CLP Holdings Ltd			33 636	0,2			0,2
COLT Telcom Group Plc			150 000	11,1			11,1
COM DEV International Ltd			864 800	4,1			4,1
COMPAQ Computer Corporation			257 650	10,1			10,1
CRH Plc			176 989	5,5			5,5
CSR Limited			206 200	0,7			0,7
CSX Corporation			34 300	1,6			1,6
CTV Inc.			1 632 000	36,9			36,9
CVS Corporation			65 000	3,8			3,8
Cable & Wireless Communications Plc			496 837	10,3			10,3
Cable & Wireless HKT Limited			4 064 432	17,0			17,0
Cable & Wireless Optus Limited			971 019	4,7			4,7
Cable & Wireless Plc			2 085 296	51,2			51,2
Câble Satisfaction International Inc.[1]		C, K	16 079 487	94,0			94,0
Cabot Corporation			37 200	1,1			1,1
Cadbury Schweppes Plc			2 542 340	22,2			22,2
Cadillac Fairview Corporation			1 135 900	37,8			37,8
Caemi Mineracao e Metalurgia S.A.	privilégiées		13 089 960	1,4			1,4
Call-Net Enterprises Inc.	classe B	A, K	2 050 025	9,9	19,1		29,0
Calvalley Inc., Les Pétroles	classe A		600 000	0,3			0,3
Cambiex Inc., Exploration		A	3 744 000	1,2			1,2
Cambior Inc.[1, 4]		A, K	8 609 278	15,7			15,7
Cameco Corporation			774 100	17,0			17,0
Canada Life Financial Corporation			934 800	20,9			20,9
Canadian Credit Card					10,0		10,0
Canadian Hunter Exploration Ltd			476 882	11,3			11,3
Canadian Medical Laboratories Limited			3 000	0,1			0,1
Canadian Natural Resources Limited			1 357 878	47,9	1,9		49,8

11 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)

au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Canadian Occidental Petroleum Ltd			3 525 144	100,5		13,0		113,5
Canadian Tire Limitée, La Société	classe A		1 394 402	48,0		14,7		62,7
Canadian Utilities Limited	classe A		161 982	6,3				6,3
Canadien Pacifique Limitée			4 867 127	151,1				151,1
Canal Plus			93 016	19,6				19,6
Canam Manac Inc., Le Groupe	bons de souscription	A	12 500	-			-	
	classe A	A	1 158 639	8,9			8,9	8,9
Canfor Corporation			1 364 900	23,1				23,1
Cangene Corporation			60 000	0,3				0,3
Canon Inc.			746 000	42,9				42,9
CanWest Global Communications Corp.		A, K	1 211 643	19,7			19,7	
	classe A	A	10 900	0,2			0,2	19,9
Cap Gemini SA			58 140	21,3				21,3
Cara Operations Ltd	classe A		580 182	2,3		3,7		6,0
Caradon Plc			770 000	2,8				2,8
Cardinal Health, Inc.			5 000	0,3				0,3
Caribbean Utilities Company, Ltd	classe A		260 800	3,4				3,4
Carlton Communications Plc			868 850	12,3				12,3
Carrefour SA			154 068	41,0				41,0
Carso Global Telecom	classe A		100 000	1,4				1,4
Cartier Investments Fund Ltd	unités		1 634 612	427,9				427,9
Cartons St-Laurent Inc.		A, K	1 846 333	35,6				35,6
Cascades Inc.			420 000	3,7				3,7
Case Credit Limited						5,7		5,7
Casella Waste Systems Inc		A	11 048	0,3				0,3
Caterpillar Inc.			54 200	3,7				3,7
Cathay Pacific Airways			1 962 456	5,1				5,1
Celanese AG			28 659	0,8				0,8
Celestica International Holdings Inc.		A, K	4 592 400	371,1				371,1
Celltech Plc			599 700	7,5				7,5
Cemex S.A. de C.V.			727 000	5,9			5,9	
	bons de souscription		13 000	-			-	5,9
Center Trust, Inc.		I	186 000	2,6				2,6
Centex Corporation			19 600	0,7				0,7
Centrais Electricas Brasileiras S.A.			118 685 580	3,8			3,8	
	privilégiées		88 300 000	3,1			3,1	6,9
Central & South West Corporation			55 100	1,6				1,6

Central Japan Railway Company			251	2,3			2,3
Centrefund Realty Corporation		I	100 000	1,2	2,1		3,3
Ceridian Corporation			111 900	3,5			3,5
Certicom Corporation			79 400	6,8			6,8
Cerveceria Backus & Johnston S.A.			525 507	0,3			0,3
Champion International			32 800	2,9			2,9
Chapters Inc.			131 500	2,8			2,8
Chartered Semiconductor Manufacturing Limited			11 300	1,2			1,2
Chase Manhattan Corporation, The			176 156	19,9			19,9
Chauvco Resources International Ltd			1 000 000	-			-
Cheung Kong			1 170 772	21,6			21,6
Chevron Corporation			205 400	25,8			25,8
Chieftain International, Inc.			19 557	0,5			0,5
Chilectra S.A.			24 600	0,7			0,7
Chilgener			45 300	1,0			1,0
China Everbright Limited			2 720 000	3,2			3,2
China International Marine Containers Ltd			252 340	0,2			0,2
China Merchants Holdings International Company Limited			636 000	0,8			0,8
China Pharmaceutical Enterprise and Investment Corporation Limited			4 952 000	0,9		0,9	
	bons de souscription		495 200	-		-	0,9
China Shipping Development Co. Ltd			9 740 000	2,8			2,8
China Steel Corporation			863 630	2,2			2,2
China Telecom (Hong Kong) Ltd			588 000	5,3			5,3
China Tire Holdings Limited			28 600	0,4			0,4
China Travel International Investment Hong Kong Limited			5 000 000	1,0			1,0
Christian Dior SA			11 500	4,1			4,1
Chubb Corporation, The			185 700	15,2			15,2
Chugai Pharmaceutical Co., Ltd			33 000	0,5			0,5
Ciena Corporation			105 030	8,8			8,8
Cifra S.A. de C.V.	classe C		378 000	1,0		1,0	
	classe V		648 342	1,9		1,9	2,9
Cincinnati Bell Inc.			31 400	1,7			1,7
Cinergy Corp.			48 100	1,7			1,7
Cinram International Inc.			357 800	4,2			4,2
Circle K Japan Company Limited			80 000	4,8			4,8
Cisco Systems, Inc.			1 149 880	178,8			178,8
Citigroup Inc.			1 587 226	128,3			128,3
Citizen Watch Co., Ltd			630 000	5,8			5,8
City Developments			128 912	1,1			1,1
City Telecom (HK) Limited			42 970	1,3			1,3
Clal Insurance Enterprise Holdings Ltd			40 306	0,9			0,9

11 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)

au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Clarica Compagnie d'assurances sur la vie			1 354 400	35,2				35,2
Clarify, Inc.			542 700	99,2				99,2
Cleamet Communications Inc.	classe A	A, K	559 589	27,8		62,0		89,8
CliniChem Development Inc.[4]	classe A	B, K	115 485	1,5				1,5
Cobepa S.A.		D	846 925	75,8			75,8	
	classe VVPR	D	31 825	2,8			2,8	78,6
Coca-Cola Amatil Ltd			1 529 406	6,0				6,0
Coca-Cola Beverages Plc			500 199	1,4				1,4
Coca-Cola Company, The			241 800	20,4				20,4
Coca-Cola Femsa S.A.			20 000	0,5				0,5
Coflexip S.A.			163 795	9,0				9,0
Cogeco Câble, inc.			304 000	8,2		7,6		15,8
Cogeco Inc.		A	152 500	4,3				4,3
Cogeneration Public Company Limited			424 000	0,3				0,3
Cognicase Inc.		B, K	507 000	10,5				10,5
Cognos Incorporated			1 407 138	92,9				92,9
Coles Myer Limited			1 421 149	10,6				10,6
Colgate-Palmolive Company			544 200	51,3				51,3
Collateralized B.Co. Séries A Class A-2						20,9		20,9
Colonial Limited			282 503	1,8				1,8
Columbia/HCA Healthcare Corporation			6 100	0,3				0,3
Comcast Corporation	classe A spéciales		12 200	0,9				0,9
Cominar, Fonds de Placement Immobilier	unités	I	500 000	4,6				4,6
Cominco Ltée			2 150 786	65,3				65,3
Commercial International Bank			70 000	1,5				1,5
Commonwealth Bank of Australia			197 000	4,9				4,9
Communications Alliance Atlantis Inc.	classe B		226 700	2,7				2,7
Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie, La						13,8		13,8
Compagnie de la Baie d'Hudson			1 680 061	28,9		33,9		62,8
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada			3 624 800	138,5				138,5
Compagnie Financire Richemont AG	unités		2 700	9,3				9,3
Compagnie Générale des Établissements Michelin			154 527	8,7				8,7
Companhia Brasileira de Distribuicao Grupo Pao de Acucar			22 500	1,1				1,1
Companhia Cervejaria Brahma			200 000	4,1			4,1	
	privilégiées		3 572 000	3,8			3,8	7,9
Companhia de Saneamento Brasico do Estado de Sao Paulo -SABESP			6 066 210	1,0				1,0
Companhia de Tecidos Norte de Minas	privilégiées		1 000 000	0,1				0,1

Companhia Energetica de Minas Gerais (CEMIG)	privilégiées		43 375 212	1,4				1,4
Companhia Paranaense de Energia (COPEL)			35 000	0,5				0,5
Companhia Siderurgica Nacional S.A.			5 000 000	0,3				0,3
Companhia Vale do Rio Doce (CVRD)			321 770	7,6			7,6	
	privilégiées		103 100	4,2			4,2	11,8
Compañía Anónima Nacional Telefonos de Venezuela (CANTV)			99 560	3,6				3,6
Compañía Cervecerias Unidas S.A.			45 520	2,1				2,1
Compañía de Minas Buenaventura S.A.			56 537	0,7				0,7
Compania Energetica de Minas Gerais- CEMIG			20 000	0,7				0,7
Compass Group			1 170 200	23,3				23,3
Computer Associates International, Inc.			50 000	5,1				5,1
Conagra, Inc.			67 100	2,2				2,2
Concert Industries Ltd.[1]		A	406 666	2,0	22,8			24,8
Concord Communications, Inc.			40 000	2,6				2,6
Conoco Inc.	classe B		67 600	2,4				2,4
Conseco, Inc.			22 400	0,6				0,6
Consolidated Edison, Inc.			42 100	2,1				2,1
Consolidated Papers Inc.			14 870	0,7				0,7
Continental Airlines, Inc.	classe B		7 900	0,5				0,5
Controladora Comercial Mexicana	classe C		990 200	1,9				1,9
Cookson Group Plc			1 372 983	8,0				8,0
Cooper Industries, Inc.			29 100	1,7				1,7
Cooper Tire & Rubber Company			64 200	1,5				1,5
Coreco Inc.		A	531 890	2,7				2,7
Corel Corporation			255 200	5,6				5,6
Corning Incorporated			7 050	1,3				1,3
Corporación Geo S.A. de C.V.			125 000	0,7				0,7
Corporación Interamericana de Entretenimiento S.A.	classe B		140 712	0,8				0,8
Corporación Venezolana de Cementos S.A. C.A.			827 026	0,4				0,4
Corporation CINAR	classe B	A, K	569 300	20,1				20,1
Cortefiel S.A.			299 522	11,3				11,3
Corus Entertainment Inc.	classe B		68 567	2,0				2,0
Corus Group Plc			1 925 521	7,3				7,3
Corvas International Inc.		B	1 400 000	9,0				9,0
Cosco Pacific Limited			1 002 000	1,2				1,2
Costco Wholesale Corporation			185 000	24,5				24,5
Co-Steel Inc.			256 174	4,4	9,3			13,7
Cott Corporation			200 000	1,5				1,5
Counsel Corporation[4]			599 999	1,8	6,9			8,7
Countrywide Credit Industries, Inc.			19 200	0,7				0,7
Covance Inc.			100 000	1,6				1,6
Creative Technology Limited			15 469	0,4				0,4
Crédit Chrysler Canada limitée						24,9		24,9

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Credit Saison Co., Ltd			70 600	1,8				1,8
Credit Suisse Group			133 506	38,3				38,3
Creo Products Inc.			47 900	2,7				2,7
Crestar Energy Inc.			4 290 566	85,2		7,7		92,9
CrossKeys Systems Corporation[4]			1 393 400	18,6				18,6
Crown Cork & Seal Company, Inc.			42 000	1,4				1,4
Cubist Pharmaceuticals, Inc.[4]		B	1 886 223	52,7			52,7	
	bons de souscription	B	1 111 112	27,4			27,4	80,1
Cummins Engine Co., Inc.			14 600	1,0				1,0
DBS Group Holdings Limited			1 116 198	26,5				26,5
DBS Land Limited			257 824	0,7				0,7
DDI Corporation			481	9,5				9,5
DQE, Inc.			9 000	0,5				0,5
DSM NV			100 461	5,8				5,8
DVI Business Credit Receivables Corp.						14,5		14,5
Dai Nippon Printing Co., Ltd			262 000	6,1				6,1
Daifuku Co., Ltd			246 000	2,1				2,1
Daikin Industries, Ltd			10 000	0,2				0,2
DaimlerChrysler AG			296 769	33,4				33,4
Daito Trust Construction Co., Ltd			700	-				-
Daiwa Bank, Ltd, The			172 000	0,7				0,7
Daiwa House Industry Co., Ltd			129 000	1,4				1,4
Daiwa Securities Group Inc.			316 000	7,2				7,2
Dakota Mining Corporation					-			-
Dana Corporation			33 400	1,5				1,5
Danone, Le Groupe			34 339	11,7				11,7
Datamark Inc.		A	490 600	1,2				1,2
Dayton Mining Corporation			456 900	0,1				0,1
De Beers Centenary AG	unités		258 860	10,9				10,9
Deere & Company			22 500	1,4				1,4
Dell Computer Corporation			451 000	33,4				33,4
Delphi Automotive Systems Corporation			315 900	7,2				7,2
Delta Air Lines, Inc.			25 000	1,8				1,8
Delta Electronics Inc.			19 200	0,3				0,3
Denso Corporation			218 000	7,5				7,5
Depfa Pfandbriefbank						35,7		35,7

Desc S.A. de C.V.			40 100	1,0			1,0	
	classe B		273 500	0,3			0,3	1,3
Descartes Systems Group Inc., The			431 000	13,7				13,7
Destination Resorts Inc.		I	731 700	0,6	0,4			1,0
Deutche Telephone						20,8		20,8
Deutsche Bank AG			721 821	87,9				87,9
Deutsche Lufthansa AG			108 605	3,7				3,7
Deutsche Telekom AG			1 230 740	127,1				127,1
Dia Met Minerals Ltd	classe A		3 900	0,1				0,1
Diageo Plc			1 612 466	20,0				20,0
DiagnoCure Inc.[1]		B	3 000 000	1,9				1,9
Dillard's Inc.	classe A		52 100	1,5				1,5
Disney (Walt) Co.			92 700	3,9				3,9
Dixons Group Plc			155 586	5,4				5,4
Dofasco Inc.			567 100	16,2				16,2
Dogan Sirketler Grubu Holding A.S.			95 803 000	4,1				4,1
Dollar General Corporation			134 750	4,4				4,4
Dolphin Telecom Plc	classe A	A	108 185	130,6		40,3		170,9
Domco Tarkett Inc.		A, K	959 048	8,0				8,0
Domtar Inc.[1,4]		A, K	32 732 494	559,7				559,7
Donohue Inc.	classe A	A, K	3 569 438	93,6		19,2		112,8
Dorel Inc., Les Industries	classe B	A, K	772 200	20,0				20,0
Douglas Holding AG			279 698	17,0				17,0
Dow Chemical Company			18 900	3,7				3,7
Dresdner Bank AG			560 137	44,8				44,8
Du Pont (E.I.) De Nemours & Company			43 162	4,1				4,1
Duke Energy Corporation			240 000	17,5				17,5
Duke-Weeks Realty Corporation		I	215 000	6,1				6,1
Dundee Bancorp Inc.	classe A		170 500	2,5		13,2		15,7
Dupont Canada Inc.	classe A		135 214	8,0				8,0
Dylex Limited			1 943 700	4,1				4,1
Dynatec Corporation			1 780 800	0,6				0,6
E.W. Scripps Company, The	classe A		13 500	0,9				0,9
ECI Telecom Limited			15 717	0,7				0,7
EMC Corporation			66 250	10,5				10,5
EZZ Steel			87 805	0,4				0,4
E.spire Communications Inc.		A	28 541	0,2				0,2
East Japan Railway Company			2 365	18,5				18,5
Eastman Chemical Co.			19 200	1,3				1,3
Eastman Kodak Company			3 300	0,3				0,3
Eaton Centre Mtl (Cadillac Fairview)						9,5		9,5
Eaton Corporation			6 900	0,7				0,7
EchoStar Communications Corporation			28 100	4,0				4,0

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
EcomPark Inc.		E	965 560	1,2				1,2
Edper Group Ltd					0,6			0,6
EdperBrascan Corporation	classe A		1 952 658	37,3				37,3
Egyptian Starcj & Glucose			25	-				-
Eicon Technology Corporation		A	500 000	2,9				2,9
Eircom Plc			78 100	0,5				0,5
El Paso Energy Corporation			8 600	0,5				0,5
El Sitio, Inc.			20 000	1,1				1,1
Electrabel S.A.	classe T		12 586	6,0				6,0
Eléctricas Brasileiras (Electrobrás), Centrais			90 000	1,5				1,5
Electricidad de Caracas, C.A., La			2 606 871	1,8				1,8
Electricity Generating Authority of Thailand			14 500	-				-
Electrocomponents Plc			290 000	4,6				4,6
Electrohome Broadcasting Inc.'			679 000	10,0				10,0
Electrolux	classe B		237 750	8,6				8,6
Electronics for Imaging, Inc.			700	0,1				0,1
Eletropaulo Metropolitana	privilégiées		25 000 200	2,4				2,4
Elf Aquitaine SA			1	-		13,1		13,1
Elsevier-NDU NV	certificat		275 775	4,8				4,8
Embratel Participacoes S.A.			90 165 300	8,5			8,5	
	privilégiées		160 500 000	6,0			6,0	14,5
Emi Group, Plc			392 336	5,6				5,6
Empire Company Ltd	classe A		222 400	6,4				6,4
Empresa Nacional de Electricidad, S.A. (Endesa)			84 360	1,7				1,7
Ena clo I trust						17,4		17,4
Enbridge Inc.			2 021 132	57,9				57,9
Encal Energy Ltd			107 300	0,7				0,7
Endesa S.A.			192 240	5,5				5,5
Enerflex Systems Ltd		A, K	621 100	23,3				23,3
Energis Plc			15 800	1,1				1,1
EnerMark Income Fund		A	5 274 874	18,9				18,9
Enerplus Resources Corporation'	parts de fiducie série G	A	5 181 250	14,1				14,1
Enersis			32 576	1,1				1,1
Engelhard Corporation			16 500	0,5				0,5
Enron Corp.			305 500	19,7				19,7
Ensign Resource Service Group Inc.			63 500	2,1				2,1
Ente Nazionale Idrocarburi			3 028 778	24,0				24,0

Epcos AG			31 500	3,4			3,4
Eregli Demir Ve Celik Fabrikalari T.A.S.			26 531 000	1,6			1,6
Ericsson (LM) Telephone Company	classe B		1 440 844	133,9			133,9
Essex Property Trust Company		I	150 000	7,4			7,4
Evergreen Marine Corporation			83 160	1,0			1,0
Extendicare Inc.	classe A		867 259	3,8			3,8
Exxon Mobil Corporation			1 199 193	140,2			140,2
FKI Plc			641 675	3,6			3,6
FMC Corporation			12 100	1,0			1,0
Fairfax Financial Holdings Limited			170 839	41,9			41,9
Fairview Mall					13,4		13,4
Falconbridge Limited			5 777 676	149,1			149,1
Fannie Mae			874 800	79,3			79,3
Fanuc Ltd			56 500	10,4			10,4
Faro Technologies Inc.		E	118 069	0,5			0,5
Fauji Fertilizer Company Ltd			110 100	0,2			0,2
Federal-Mogul Corporation			2 000	0,1			0,1
Federated Department Stores			35 600	2,6			2,6
Ferreyros S.A.			88 240	0,1			0,1
Fiat SPA			394 996	16,3			16,3
Filinvest Land Inc.			1 943 000	0,3			0,3
Filo, S.A.	classe A	H	8 903 966	14,0		14,0	
	classe B	H	6 803 743	11,9		11,9	25,9
Finning Ltd			884 600	11,9			11,9
First Data Corporation			86 600	6,2			6,2
First Union Corp.			36 800	1,8			1,8
FirstEnergy Corp.			53 500	1,8			1,8
FirstRand Limited			1 887 294	3,9			3,9
FleetBoston Financial Corporation			97 900	4,9			4,9
Fleetwood Enterprises, Inc.			37 700	1,1			1,1
Fletcher Challenge Canada Limited	classe A		2 159 562	36,2			36,2
Fluor Corporation			47 800	3,2			3,2
Fomento Economico Mexicano, S.A. de C.V.			44 379	2,9			2,9
Fonds d'Arbitrage Améthyste	unités		495 209	5,4			5,4
Fonds externes							
Autres pays d'Asie et d'Océanie	unités		418 726	176,8			176,8
États-Unis	unités		178 026	80,9			80,9
Europe	unités		4 055 646	884,9			884,9
Japon	unités		2 355 463	752,6			752,6
Marchés en émergence	unités		25 515 165	807,7			807,7
Royaume-Uni	unités		1 490 429	50,0			50,0
Fonds Multi-Stratégie	unités		50 000 000	80,2			80,2

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Fonds Opportuniste	unités		50 000 000	107,7				107,7
Fonds Stratégie HR	unités		20 000 000	24,9				24,9
Ford Credit Canada						49,3		49,3
Ford Motor Company			60 800	4,7				4,7
Ford Otomotiv Sanayi A.S.			26 000 000	1,7				1,7
ForeningsSparbanken AB (Swedbank)			150 000	3,2				3,2
Fort Chicago Energy Partners L.P.	unités		3 262 500	3,3			3,3	
	bons de souscription		206 250	0,1			0,1	3,4
Fort James Corporation			126 050	5,0				5,0
Fortis Inc.			220 626	-			-	
	certificat		24 514	0,1			0,1	
	classe T		207 026	10,8			10,8	10,9
Foster's Brewing Group Ltd			1 062 700	4,4				4,4
Foundation Health Corporation			81 149	1,2				1,2
France Telecom S.A.			335 078	64,0				64,0
Francisco Gold Corp.			160 300	0,9				0,9
Franco-Nevada Mining Corporation Limited			2 212 749	49,0			49,0	
	bons de souscription		67 916	1,2			1,2	50,2
Franklin Resources, Inc.			29 300	1,4				1,4
Fraser & Neave Limited			17 984	0,1				0,1
Freddie Mac			393 700	26,9		141,9		168,8
Freenet.de AG			10 000	1,6				1,6
Freeport-McMoran Copper & Gold Inc.	classe A		14 300	0,4			0,4	
	classe B		20 300	0,6			0,6	1,0
Fresenius Medical Care AG			135 867	10,9				10,9
Fuji Machine Mfg. Co., Ltd			130 000	15,2				15,2
Fuji Photo Film Company, Ltd			137 000	7,2				7,2
Fujikura Ltd			215 000	1,2				1,2
Fujitsu Ltd			1 414 000	93,4				93,4
Fujitsu Support and Service Inc.			13 000	9,2				9,2
G.T.C. Ltée, Groupe Transcontinental	classe A	A	391 000	7,4		24,7	32,1	
	classe B	A	208 667	4,2			4,2	36,3
GEA AG	privilégiées		127 137	5,4				5,4
GKN Plc			377 000	8,6				8,6
GPU, Inc.			34 900	1,5				1,5
GST Telecommunications Inc.			333 600	4,7				4,7

GTE Corp.			7 300	0,7				0,7
Galerie d'Anjou						18,9		18,9
Galimberti Compañía			18 120	0,5				0,5
Gallaher Group Plc			485 600	3,0				3,0
Gap, Inc., The			11 600	0,8				0,8
Gaz Metro Inc.						8,1		8,1
Gazprom			81 900	1,0				1,0
Geac Computer Corporation Limited			1 357 880	38,0				38,0
Génécan, Corporation Financière		A	2 912 342	-				-
General Electric Co.			1 099 200	246,9				246,9
General Instrument Corporation			427 600	52,7				52,7
General Motor Acceptance Cda Ltd						44,4		44,4
Genesis Exploration Ltd			320 000	3,0				3,0
Gennum Corporation			91 800	1,8				1,8
Genting International Plc			500	-				-
Gentra Inc.		I	340 000	4,6				4,6
Genuine Parts Company			52 400	1,9				1,9
Genzyme Corporation			27 700	1,8				1,8
Gerdau S.A.			10 000 000	0,4				0,4
Gilat Satellite Networks Ltd			4 500	0,8				0,8
Gillette Company, The			531 200	31,8				31,8
Giordano International Limited			1 950 562	2,9				2,9
Glamis Gold Limited			390 000	1,0				1,0
Glaxo Wellcome Plc			2 327 829	95,3				95,3
Global Crossing Ltd			18 450	1,3				1,3
Goldcorp Inc.	bons de souscription		200 000	0,6			0,6	
	classe A		2 646 800	22,4			22,4	23,0
Golden Credit Card Trust						20,5		20,5
Golden West Financial Corp.			33 000	1,6				1,6
Goodman Fielder Limited			257 800	0,3				0,3
Goodyear Tire & Rubber Company			26 300	1,1				1,1
Grammy Entertainment Public Company Limited			74 700	0,4				0,4
Granada Group Plc			1 778 543	26,1				26,1
Grasim Industries Ltd			56 415	0,9				0,9
Great Lakes Chemical Corporation			22 600	1,3				1,3
Great Universal Stores, Plc			200 108	1,7				1,7
Great Wall Technology Co.			914 000	1,3				1,3
Great-West Lifeco Inc.			6 519 804	152,2				152,2
Greenstone Resources Ltd			2 171 700	0,2			0,2	
	bons de souscription		70 000	-			-	0,2
Groupe Cossette Communication Inc.		A, K	400 000	5,2				5,2
Groupe Covitec inc.		A, C, E	6 684 941	4,3	0,7			5,0

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Groupe Jean Coutu (PJC) Inc., Le	classe A		198 700	6,6				6,6
Groupe LGS inc.		A	550 000	6,4				6,4
Groupe TVA inc.	classe B	A, K	886 366	18,6				18,6
Groupe Vidéotron ltée, Le'		C, K	2 031 558	49,8		9,1	58,9	
	classe A	C, K	9 451 576	231,5			231,5	290,4
Grupo Carso S.A. de C.V.	classe A		383 500	2,8				2,8
Grupo Continental, S.A.			300 000	0,6				0,6
Grupo Elektra, S.A. de C.V.			1 057 000	1,9				1,9
Grupo financiero Banamex-Accival	classe B		873 100	5,1				5,1
Grupo Financiero Bancomer, S.A. de C.V.			2 936 000	2,9				2,9
Grupo Financiero Banorte S.A. de C.V.			285 000	0,6				0,6
Grupo Mexico S.A. de C.V.	classe B		351 000	2,5				2,5
Grupo Modelo S.A. de C.V.	classe C		553 200	2,2				2,2
Grupo Sanborns S.A.	serie B1		232 000	0,7				0,7
Grupo Televisa S.A.			88 600	5,0				5,0
Guangdong Electric Power Development			1 096 491	0,7				0,7
Gudang Garam			695 500	2,7				2,7
Guidant Corporation			10 400	0,7				0,7
Gulf Canada Resources Limited			2 432 441	11,6				11,6
Gulf Indonesia Resources Ltd			30 000	0,4				0,4
Gulfstream Resources Canada Limited			164 411	0,4				0,4
HSBC Holdings Plc			3 533 768	71,4				71,4
Haci Omer Sabanci Holding AS			30 000 000	2,5				2,5
Hagemeyer N.V.			29 575	1,0				1,0
Halifax Group Plc			161 250	2,6				2,6
Halma Plc			4 627 132	12,8				12,8
Hang Lung Development Company Limited			386 000	0,6				0,6
Hang Seng Bank Limited			261 420	4,3				4,3
Hanjin Heavy Industries			92 100	0,7				0,7
Hanson Plc			906 600	11,0				11,0
Harbin Power Equipment Company Limited			1 608 000	0,1				0,1
Harrah's Entertainment, Inc.			11 900	0,5				0,5
Health Care Receivable Security Program						28,6		28,6
Heineken N.V.			235 535	15,7				15,7
Heinz Co., H. J.			253 500	14,6				14,6
Hélicoptères Canadiens Limitée, Les	classe A		572 300	2,2				2,2
Hellenic Bottling Company SA			4 850	0,2				0,2

Hellenic Telecommunication Organization S.A.			13 486	0,5		0,5
Heller Financial, Inc.			27 700	0,8		0,8
Helmerich & Payne, Inc.			32 700	1,0		1,0
Hennes & Mauritz AB (H&M)	classe B		200 000	9,7		9,7
Héroux Inc.'		A	2 019 400	8,7		8,7
Hewlett-Packard Company			93 100	15,4		15,4
Highway 407					14,2	14,2
Hikari Tsushin Inc.			3 400	9,9		9,9
Hilton Group Plc			1 349 000	6,3		6,3
Hindalco Industries Ltd			32 450	1,1		1,1
Hirose Electric Co., Ltd			65 000	21,1		21,1
Hitachi Maxell Ltd			63 000	2,7		2,7
Hitachi, Ltd			1 770 000	41,2		41,2
Hoechst AG			399	-		-
Holderbank Financière Glarus AG	classe B		5 400	10,7		10,7
Hollinger Canadian Publishing Holdings Inc.	spéciales		365 000	4,6		4,6
Hollinger Inc.	privilegiées		808 300	7,6		7,6
Hollis Receivable Trust					24,5	24,5
Home Depot Inc., The			856 050	85,4		85,4
Homestake Mining Company			570 000	6,5		6,5
Honda Canada Finance Inc.					10,2	10,2
Honda Motor Co.			359 600	19,4		19,4
Honeywell International Inc.			58 100	4,9		4,9
Hong Kong and China Gas Company Ltd			4 354 672	8,7		8,7
Hong Kong Electric Holdings Ltd			33 712	0,2		0,2
Hongkong Land Holdings Limited			900 000	1,9		1,9
Hosiden Corporation			6 000	0,6		0,6
Hôtels Quatre Saisons Inc.			327 965	25,2		25,2
Household Financial Corp. Ltd					13,8	13,8
Huaneng Power International, Inc.			20 600	0,3		0,3
Hub Power Company Limited, The			2 781 500	1,7		1,7
Hummingbird Communications Ltd			196 751	8,6		8,6
Hutchison Whampoa Limited			2 303 240	48,6		48,6
Hylsamex S.A.			153 000	0,7		0,7
Hyundai Electronics Industries Co.			31 373	1,0		1,0
Hyundai Motor Company Ltd			21 426	0,5		0,5
IBEX Technologies Inc.		B	1 109 096	0,4		0,4
IDB Holding Corp., Ltd			72 606	3,5		3,5
IHC Caland NV			89 805	4,7		4,7
IPL Inc.	classe A	A	595 500	7,0		7,0
IPSCO Inc.			976 865	27,8		27,8

11 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)

au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
IRSA Inversiones y Representaciones S.A.	classe B		10 116	0,5			0,5	
ITEC - Minéral inc.	bons de souscription		88 950	0,4			0,4	0,9
ITOCHU TECHNO-SCIENCE Corporation			266 000	-				-
i-CABLE Communications Limited			1 800	1,6				1,6
Ihlas Holding A.S.			700 000	1,4				1,4
Illinois Tool Works, Inc.			8 000 000	0,9				0,9
Imasco Limitée			362 300	35,5				35,5
Imax Corporation			8 217 706	328,3				328,3
Imperial Chemical Industries, Plc			94 000	3,7				3,7
Imperial Holdings Limited			137 279	2,1				2,1
Imperial Tobacco Group Plc			126 146	2,0				2,0
Impériale Ltée, Compagnie Pétrolière			95 610	1,1				1,1
Inco Limited			2 385 337	73,9				73,9
India Fund Inc., The	classe VBN		5 727 412	193,3			193,3	
Indian Tobacco Company Limited (ITC)			1 157 000	14,9			14,9	208,2
Indofood Sukses Makmur			232 000	5,6				5,6
Industria Macchine Automatiche (IMA)			28 400	0,8				0,8
Industrial Bank of Japan, Limited, The			1 105 000	2,0				2,0
Industrielle-Alliance, Compagnie d'Assurance sur la Vie, L'			294 043	3,4				3,4
Industrielle-Vie, Cie d'assurance	privilégiées B	A	607 000	8,5				8,5
Industriforvaltnings AB Kinnevik			3 000 000	77,6	36,5	71,7		185,8
Inflazyme Pharmaceuticals Ltd						11,7		11,7
Infonet Services Corporation			21 356	1,0				1,0
Ingersoll-Rand Company	classe B	B	2 461 700	3,1				3,1
Ingram Micro Inc.			115 000	4,4				4,4
Inmet Mining Corporation	classe A		21 000	1,7				1,7
Innova Technologies Corporation			7 700	0,1				0,1
Intel Corporation			300 000	0,8	0,3			1,1
International Business Machines Corp.	bons de souscription		286 700	0,3			0,3	
International Forest Products Limited			125 000	0,1			0,1	0,4
International Hospitality Inc.	classe A		1 117 600	133,5				133,5
International Paper Company			537 100	84,1				84,1
			1 560 177	6,2				6,2
	bons de souscription		520 000	0,1	0,4		0,5	
			90 000	-			-	0,5
			41 943	3,4				3,4

Internationale Nederlanden Groep NV			722 608	63,0			63,0
Intertape Polymer Group Inc.		A, K	615 632	25,1			25,1
Invensys Plc			3 026 585	23,9			23,9
Investec Group Limited			27 495	1,8			1,8
Investor AB	classe B		370 298	7,5			7,5
Investors Emerging Markets Taiwan			32 497 205	55,3			55,3
Investors Group Inc.		G, K	1 215 118	25,0	14,7		39,7
Invik & Company AB			10 993	1,9			1,9
Iscor Limited			508 493	2,8			2,8
Isetan Company Ltd			259 000	2,8			2,8
Ispat International NV			89 278	2,1			2,1
Israel Chemicals Limited			647 087	1,0			1,0
Istituto Bancario San Paolo di Torino SPA			380 000	7,4			7,4
Itausa - Investimentos Itau S.A.	privilegiées		722 000	1,1			1,1
Ito-Yokado Co., Ltd			107 000	16,8			16,8
J Sainsbury Plc			262 200	2,1			2,1
JD Wetherspoon			55 555	0,6			0,6
JDS Uniphase Corporation			610 088	142,8		142,8	
	échangeables		126 200	29,5		29,5	172,3
Jafco Co., Ltd			33 000	17,1			17,1
Jannock Limited			218 000	3,7			3,7
Japan Airline Company, Ltd			518 000	2,2			2,2
Japan Tobacco Inc.			287	3,2			3,2
Jardine Fleming India Fund			284 600	4,9			4,9
Jeronimo Martins SGPS, S.A.			16 428	0,6			0,6
Johnnies Industrial Corporation Limited			33 000	0,6			0,6
Johnson & Johnson			601 400	81,4			81,4
Johnson Electric Holdings Limited			1 044 230	9,7			9,7
Johnson Matthey Plc			612 500	9,9			9,9
Jusco Co., Ltd			262 000	6,6			6,6
KGHM Polska Miedz S.A.			34 000	0,7			0,7
Kaiser Aluminum Corporation			100 000	1,1			1,1
Kajima Corporation			302 000	1,3			1,3
Kansai Electric Power Company Incorporated, The			125 200	3,2			3,2
Kao Corp.			531 000	21,9			21,9
Kappa Energy Company Inc.			356 000	0,2			0,2
Kawasaki Steel Corp.			3 523 000	9,1			9,1
Kenya Commercial Bank Limited			139 094	0,1			0,1
Keppel Corporation Ltd			171 883	0,7			0,7
KeyCorp			24 400	0,8			0,8
Keyence Corporation			17 800	10,5			10,5
Kia Motors Corporation			53 529	0,5			0,5
Kimberly-Clark Corporation			410 300	39,0			39,0

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Kimberly-Clark de Mexico, S.A. de C.V.	classe A		366 000	2,1				2,1
Kingfisher			489 750	7,9				7,9
Kingsway Financial Services Inc.			320 000	2,5				2,5
Kinross Gold Corporation			8 228 970	22,1				22,1
Kirin Brewery Company, Limited			220 000	3,4				3,4
Kmart Corporation			250 000	3,7				3,7
Knight Ridder, Inc.			100 000	8,6				8,6
Koc Holding A.S.			6 400 000	1,7				1,7
Komatsu Ltd			2 065 000	13,8				13,8
Konami Co., Ltd			56 000	14,5				14,5
Koninklijke (Royal) Philips Electronics N.V.			253 720	49,8				49,8
Koninklijke Ahold NV			103 261	4,4				4,4
Koninklijke KPN NV			535 730	75,5				75,5
Koninklijke Luchtvaart Maatschappij N.V. (KLM)			25 000	0,9				0,9
Kookmin Bank			51 131	1,2				1,2
Koor Industries Limited			7 050	1,0				1,0
Korea Electric Power Corporation			114 970	5,2				5,2
Korea Telecom Corporation			15 870	3,6				3,6
Koyo Seiko Co.			518 000	6,5				6,5
Kroger Co., The			354 000	9,7				9,7
Kyocera Corporation			99 700	37,5				37,5
L.G. Chemical Limited			68 379	3,1				3,1
LG Electronics Inc.			69 448	4,2				4,2
LVMH (Louis Vuitton Moet Hennessy)			6 243	4,0				4,0
Labopharm Inc.		B	1 000 500	1,2				1,2
Laboratorio Chile S.A.			33 100	0,9				0,9
Lafarge Canada Inc.	privilégiées		89 096	3,7				3,7
Lafarge Coppee			248 808	41,8				41,8
Lagardere S.C.A.			304 094	23,9				23,9
Laidlaw Inc.		A, K	11 361 581	85,8		9,4		95,2
Land & House Public Company Limited			116 200	0,2				0,2
Land Securities			324 700	5,3				5,3
Laperrière & Verreault Inc., Groupe'	classe A	A	589 900	2,5				2,5
Laporte Plc			237 900	3,0				3,0
Larsen & Toubro Ltd			67 900	3,3				3,3
Lasmo plc			250 000	0,7				0,7
Lassonde Industries inc.'	classe A	A	307 800	4,4				4,4
Leader Industries inc.		A	10 000	-				-

Leaf Master Trust						14,5		14,5
Legacy Hotels Reit						47,9		47,9
Legal & General Group Plc			4 290 400	16,9				16,9
Legend Holdings Limited			267 000	1,0				1,0
Lehman Brothers Holdings Inc.			18 400	2,3				2,3
Leitch Technology Corporation			2 114 468	37,6				37,6
Lend Lease Corporation Limited			433 400	8,8				8,8
Lever Brother Pakistan Ltd			3 000	0,1				0,1
Li & Fung Ltd			1 520 000	5,5				5,5
Liberty Life Association of Africa Limited			104 212	1,7				1,7
Ligand Pharmaceuticals Inc.	bons de souscription	B	74 656	0,3			0,3	
	classe B	B	36 997	0,7			0,7	1,0
Light - Servicios de Eletricidade S.A.			11 073 000	1,8				1,8
Lihir Gold Limited			360 000	0,4				0,4
Lilly (Eli) & Company			360 200	34,8				34,8
Limtech Lithium Metal Technologies Inc.[1]	bons de souscription	B	3 500 000	1,1			1,1	
		B	7 000 000	6,8			6,8	7,9
Linamar Corporation			1 954 043	26,9				26,9
Lindsey Morden Group Inc.						4,4		4,4
Litton Industries Inc.			20 300	1,5				1,5
Lloyds TSB Group Plc			3 913 245	70,9				70,9
Loblaw Compagnies Limitée		A, K	9 470 663	333,8		16,4		350,2
Lockheed Martin Corp.			52 900	1,7				1,7
Loewen Group Inc., The			210 468	0,1		11,6		11,7
Loews Corporation			13 600	1,2				1,2
Logistec Corporation[1]	classe A	A	516 375	6,7				6,7
L'Oréal SA			2 466	2,9				2,9
Lorus Therapeutics Inc.[1,4]		B	1 866 429	2,3			2,3	
	bons de souscription	B	892 857	-			-	
	bons de souscription spéciau	B, K	2 409 100	2,9			2,9	5,2
Lowe's Companies, Inc.			195 000	16,9				16,9
Lucent Technologies Inc.			566 675	61,7				61,7
Lukoil Holding			60 700	4,4				4,4
Lumenon Innovative Lightwave Technology Inc.			110 500	4,1				4,1
Luxottica Group S.P.A.			82 871	2,1				2,1
Lyon Lake Itée, Mines[1]		A	3 499 697	0,7	1,4	0,4		2,5
Lyondell Petrochemical Company			41 800	0,8				0,8
M.I.M. Holdings Limited			6 000 000	8,9				8,9
MAAX Inc.[1]		A, K	2 528 964	31,6				31,6
MBIA Inc.			23 500	1,8				1,8
MBNA Canada Bank						14,9		14,9

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
MDS Inc.	classe A		14 833	0,4			0,4	
	classe B		525 966	15,5			15,5	15,9
MGIC Investment Corporation			37 600	3,3				3,3
Maanshan Iron and Steel Company			11 994 000	0,9				0,9
Mackenzie Financial Corporation		G, K	7 129 504	128,7				128,7
Mackenzie Income Trust						14,3		14,3
Macquarie Bank Limited			100 000	2,5				2,5
Maderas y Sintéticos Sociedad Anonima Masisa			29 910	0,6				0,6
Magellan Aerospace Corporation			453 500	3,1				3,1
Magna International Inc.	classe A		1 148 596	70,6				70,6
Magyar Olaj Es Gas			35 578	1,1				1,1
Magyar Tavkozlesi Rt.			132 180	1,3				1,3
Mahanagar Telephone Nigam Ltd			28 700	0,5				0,5
Mahindra & Mahindra Ltd			150 000	2,4				2,4
Makino Milling Machine Co., Ltd			40 000	0,4				0,4
Mallinckrodt Inc.			64 100	3,0				3,0
Manila Electric Company	classe B		224 070	0,9				0,9
Manitoba Telecom Services Inc.			1 106 798	23,8				23,8
Mannesmann AG			618 400	217,7				217,7
Mannesmann Finance BV						12,8		12,8
Manor Care, Inc.			38 300	0,9				0,9
Manugistics Group Inc.		A	6 027	0,3				0,3
Manulife Financial Corporation			5 253 500	96,9				96,9
Marconi Canada, Compagnie			29 100	0,5				0,5
Marconi Plc			745 852	19,1				19,1
Maritime & Ne Pipeline						8,6		8,6
Marks & Spencer			1 236 100	8,5				8,5
Marsh & McLennan Companies, Inc.			12 000	1,7				1,7
Marubeni Corporation			1 165 000	7,1				7,1
Marui Co., Ltd			17 000	0,4				0,4
Matsushita Communication Industrial Co., Ltd			2 000	0,8				0,8
Matsushita Electric Industrial Cie Ltd			746 000	29,9				29,9
Matsushita Electric Works Ltd			140 000	2,0				2,0
Mattel, Inc.			91 200	1,7				1,7
Maxim Integrated Products, Inc.			543 200	37,2				37,2
May Department Stores Company			41 100	1,9				1,9
Mazarin inc., Société minière		A	4 067 000	1,3				1,3

Mazda Motor Corporation			801 000	5,2			5,2
McDonald's Corporation			60 000	3,5			3,5
McWatters inc., Les Mines'		A, K	8 336 198	3,0			3,0
Mead Corp.			36 100	2,3			2,3
MedImmune, Inc.		B	9 671	2,3			2,3
Mediolanum SPA			274 825	5,3			5,3
Medtronic, Inc.			1 165 600	61,6			61,6
Merck & Co., Inc.			533 400	52,0			52,0
Meridian Gold Inc.			2 021 673	19,8			19,8
MeriStar Hospitality Corporation		I, K	460 000	10,7			10,7
Merita Plc	classe A		1 445 503	12,3		12,3	
	échangeables		596 415	5,1		5,1	17,4
Merrill Lynch Canada Finances					31,8		31,8
Merrill Lynch Mortage Loans Inc.					12,1		12,1
Mesa Air Group, Inc.			50 000	0,3			0,3
Metallgesellschaft AG			257 783	7,5			7,5
Methanex Corporation			3 375 900	13,3			13,3
Metra Corporation	classe B		120 000	3,2			3,2
Metro AG			289 971	22,5			22,5
Metro Cash & Carry Limited			500 000	0,8			0,8
Metro Pacific Corporation			4 803 000	0,2			0,2
Metropolitan Bank & Trust Company			80 824	0,8			0,8
Métro-Richelieu Inc.	classe A		505 700	9,5			9,5
Metsa-Serla Oyj	classe B		400 000	6,7			6,7
Microcell Télécommunications inc.	classe B	A, K	21 900	1,0	56,0		57,0
Microchip Technology, Inc.			715 700	71,1			71,1
Microsoft Corporation			1 339 725	227,0			227,0
Microtec Inc., Les Entreprises'		C, K	744 000	1,5			1,5
Migros Turk T.A.S.			506 850	0,5			0,5
Millennium Chemicals Inc.			38 266	1,1			1,1
Mills Corporation		I	167 000	4,3			4,3
Milltronics Ltd			157 800	1,9			1,9
Minebea Co., Ltd			888 000	22,1			22,1
Minnesota Mining and Manufacturing Company			7 300	1,0			1,0
Mirror Group Plc			736 800	4,6			4,6
Misys Plc			578 400	13,1			13,1
Mitel Corporation			1 066 800	21,3			21,3
Mitsubishi Chemical Corporation			533 000	2,7			2,7
Mitsubishi Corporation			538 000	6,0			6,0
Mitsubishi Electric Corporation			441 000	4,1			4,1
Mitsubishi Estate Co., Ltd			689 000	9,7			9,7
Mitsubishi Heavy Industries, Ltd			600 000	2,9			2,9
Mitsubishi Materials Corporation			403 000	1,4			1,4

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Mitsubishi Motors Corporation			1 075 000	5,3				5,3
Mitsubishi Trust & Banking Corporation, The			215 000	2,7				2,7
Mitsui & Co., Ltd			35 000	0,4				0,4
Mitsui Chemicals Inc.			436 000	5,1				5,1
Mitsui Fudosan Co.			524 000	5,1				5,1
Mitsui Marine and Fire Insurance Company Ltd			69 000	0,6				0,6
Mitsui Mining & Smelting			445 000	3,0				3,0
Mitsui Trust & Banking Co., Ltd, The			172 000	0,6				0,6
Mitsukoshi, Ltd			90 000	0,5				0,5
Mo och Domsjoe AB (MoDo)	classe B		550 000	28,7				28,7
MobilCom AG			48 399	6,0				6,0
Molson inc.	classe A		4 584 900	122,6		24,4	147,0	
	classe B		435 344	11,8			11,8	158,8
Monsanto Company			33 400	1,7				1,7
Montana Power Company, The			9 000	0,5				0,5
Monte dei Paschi di Siena SpA			1 790 246	10,1				10,1
Montrusco Bolton inc.		G, K	414 935	4,8				4,8
Moore Corporation Limited			1 613 825	13,9				13,9
Morgan & Company, Inc., J.P.			16 900	3,1				3,1
Morgan Stanley Dean Witter & Co.			131 000	27,1				27,1
Morguard Real Estate Investment Trust						11,9		11,9
Mosaic Group Inc.			322 300	3,6				3,6
Mosenergo			360 000	2,1				2,1
Motion International Inc.'	bons de souscription	C	100 000	0,2			0,2	
	classe A	C	3 493 364	14,5			14,5	14,7
Motorola, Inc.			139 780	29,9				29,9
Muenchener Rueckversicherungs-Gesellschaft AG			24 846	9,2				9,2
Murata Manufacturing Co., Ltd			307 000	104,5				104,5
Mutuelle du Canada Cie Assurance						11,1		11,1
Mycal Corporation			400 000	2,5				2,5
NEC Corporation			1 449 000	52,6				52,6
NHC Communications Inc.		A	1 112 400	0,3				0,3
NOVA Chemicals Ltd			1 193 938	33,7				33,7
NPS Pharmaceuticals, Inc.			34 432	0,6				0,6
NS Power Holdings Incorporated			652 000	9,4				9,4
NSK Limited			1 380 000	13,7				13,7
NTT Mobile Communications Network, Inc.			1 241	69,2				69,2

Nabisco Group Holdings Corp.			23 600	0,4			0,4
Nabisco Holdings Corp.	classe A		41 700	1,9			1,9
Nafta Gbely AS			5 550	0,1			0,1
Namco Ltd			290 000	27,2			27,2
Natexis Bank (Credit National)					13,8		13,8
National Australia Bank Limited			368 623	9,0			9,0
National Bank of Greece S.A.			3 692	0,4			0,4
National Grid Group			915 449	10,1			10,1
National Petrochemical Public Company			58 483	0,1			0,1
National Power Plc			490 419	4,1			4,1
National Westminster Bank Plc			495 121	15,4			15,4
Natsteel Electronics Ltd			720 000	5,5			5,5
Nedcor Limited			67 538	2,2			2,2
Nestlé S.A.			17 286	45,7			45,7
NetCom AB	classe B		47 689	4,8			4,8
Netia Holdings SA			24 000	0,6			0,6
Neurocrine Biosciences Inc.		B	180 814	6,5			6,5
New Century Energies, Inc.			40 700	1,8			1,8
New World China Land Ltd			4 200	-			-
New World Development Company Ltd			464 532	1,5			1,5
Newbridge Networks Corporation			4 230 720	137,7		137,7	
	bons de souscription	C	60 000	-		-	137,7
Newcourt Credit Group Inc.					24,5		24,5
Newmont Mining Corporation			299 800	10,7			10,7
Newport Petroleum Corporation			853 700	2,8			2,8
News Corporation			1 046 366	14,7		14,7	
	privilégiées		402 898	5,0		5,0	19,7
Nexfor inc.			993 439	8,3			8,3
Next Plc			245 526	3,4			3,4
Niagara Mohawk Holdings Inc.			59 300	1,2			1,2
Nichiei Co., Ltd			15 600	0,5			0,5
Nidec Corporation			21 000	8,8			8,8
Nikko Securities Co., Ltd, The			840 000	15,4			15,4
Nikon Corporation			378 000	16,1			16,1
Nintendo Company Ltd			101 200	24,4			24,4
Nippon Express Co., Ltd			239 000	1,9			1,9
Nippon Mitsubishi Oil Corporation			1 217 000	7,8			7,8
Nippon Steel Corporation			4 548 000	15,4			15,4
Nippon Telegraph and Telephone Corporation			5 326	132,2			132,2
Nippon Television Network Corporation			4 500	7,7			7,7
Nissan Motor Co., Ltd			1 566 000	8,9			8,9
Noble Affiliates, Inc.			38 000	1,2			1,2

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Noble China Inc.			892 800	2,1				2,1
Noble Drilling Corporation			59 400	2,8				2,8
Nokia Oyj			36 000	10,0			10,0	
	classe A		898 937	235,4			235,4	245,4
Nomura Securities Co., Ltd, The			932 000	24,4				24,4
Norampac inc.		A				36,2		36,2
Noranda Inc.			3 423 411	66,4	0,9			67,3
Nordbanken Holding AB			1 125 000	9,6				9,6
Norfolk Southern Corporation			265 700	7,9				7,9
Normandy Mining Limited			1 378 700	1,4				1,4
Norsk Hydro			88 800	5,4				5,4
Nortel Networks Corporation			15 168 526	2 212,3				2 212,3
North American Vaccine Inc.		B	700 000	4,6	8,8			13,4
North Limited			3 195 624	10,9				10,9
Northern Trust Corp.			592 000	45,5				45,5
Northrock Resources Ltd			720 137	6,9				6,9
Northrop Grumman			21 600	1,7				1,7
Northstar Energy Corporation	échangeables		8 105	0,4				0,4
Nova Gas Transmission						5,8		5,8
Novartis SA			17 404	36,9				36,9
Novo Nordisk AS	classe B		44 636	8,6				8,6
Nucor Corporation			31 900	2,5				2,5
Nycomed Amersham Plc			493 729	4,5				4,5
OSF inc.		A, K	829 600	5,6		16,5		22,1
OTP Bank Rt.			12 535	1,1				1,1
Obayashi Corporation			438 000	3,0				3,0
Occidental Petroleum Corporation			78 100	2,5				2,5
Ocean Energy Inc.			568 000	6,4				6,4
Oerlikon-Buehrle Holding AG			31 748	9,2				9,2
Office Depot, Inc.			276 100	4,4				4,4
Oji Paper Co., Ltd			804 000	7,0				7,0
Omron Corporation			78 000	2,6				2,6
Onex Corporation			1 034 410	54,0				54,0
Ono Finance Plc	bons de souscription	A	22 997	-		16,2		16,2
Onward Kashiyama Co., Ltd			143 000	2,8				2,8
Open Text Corporation			295 300	7,7				7,7
OpTel Inc.	classe B	A, C	429 521	-		17,8		17,8

Optical Coating Laboratory, Inc.			145 000	62,3				62,3
Optimum General Inc.	classe A	A	300 000	0,9				0,9
Oracle Corporation			60 600	9,9				9,9
Orascom Construction Industry			12 059	0,4				0,4
Orix Corporation			17 600	5,7				5,7
Orléans Ressources inc.'		A	50 895 628	4,6	0,6	2,9	8,1	
	bons de souscription	A	207 500	-			-	8,1
Osaka Gas Co., Ltd			526 000	1,8				1,8
Outokumpu Oy	classe A		181 400	3,7				3,7
Oversea-Chinese Banking Corporation Ltd			206 260	2,7				2,7
Owens-Corning Fiberglass			40 500	1,1				1,1
Owens-Illinois, Inc.			52 400	1,9				1,9
Oxford Properties Group Inc.		I, K	651 600	9,1		24,8		33,9
PACCAR Inc.			23 500	1,5				1,5
PT Astra Agro Lestari Tbk			1 683 000	0,7				0,7
PT Astra International			1 971 000	1,5				1,5
PT Bank International Indonesia			71 828 000	2,2				2,2
PT Bank Pan Indonesia Tbk			2 475 000	0,3				0,3
PT Gajah Tunggal Tbk			1 617 500	0,3				0,3
PT Indah Kiat Pulp & Paper Corp. Tbk			682 500	0,4				0,4
PT Matahari Putra Prima Tbk			2 350 000	0,6				0,6
PT Pabrik Kertas Tjiwi Kimia			2 301 000	1,1				1,1
PT Ramayana Lestari Sentosa			1 223 500	1,5				1,5
PT Telekomunikasi Indonesia			2 408 360	3,6				3,6
PTT Exploration and Production Public Company Limited			126 900	1,1				1,1
Pacific Century Financial Corporation			33 500	0,9				0,9
Pacific Gas & Electric Company			53 800	1,6				1,6
Pacifica Papers Inc.'			3 314 350	32,0				32,0
PacifiCare Health Systems, Inc.			18 000	1,4				1,4
Pactiv Corporation			50 000	0,8				0,8
Pakistan State Oil Co., Ltd			455 376	2,5				2,5
Pakistan Telecommunications Corporation			7 440	0,4				0,4
Panafon			45 000	0,9				0,9
Panamerican Beverages, Inc.	classe A		20 000	0,6				0,6
PanCanadian Petroleum Limited			1 332 154	30,6				30,6
Paperboard Industries International Inc.		A, K	3 900 600	8,2		13,7		21,9
Parametric Technology Corporation			32 500	1,3				1,3
Paramount Bed Co., Ltd			3 100	0,5				0,5
Paramount Resources Ltd			262 800	4,5				4,5
Participations indicielles - TSE 35			202 711 210	301,1				301,1
Pasminco Limited			1 950 000	3,1				3,1
Patheon, Inc.			671 000	5,9				5,9
Péchiney S.A.	classe A		1 276 700	71,1				71,1

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Peninsular & Orie			902 810	21,8				21,8
Penn West Petroleum Ltd			332 800	9,4				9,4
Penney (J.C.) Company, Inc.			25 900	0,7				0,7
Pennzoil-Quaker State Company			80 200	1,2				1,2
Pepsico, Inc.			506 600	25,9				25,9
Pepsi-Gemex S.A.			32 400	0,3				0,3
Perez Companc S.A.	classe B		285 934	2,1				2,1
Perkins Ltée, Les Papiers		A	658 400	4,0				4,0
Pétro-Canada			8 505 677	173,9				173,9
Petrol Ofisi A.S.			3 000 000	1,0				1,0
Petroleo Brasileiro S.A.	privilégiées		39 595 000	14,7				14,7
Petron Corp.	classe A		2 957 436	0,3				0,3
Peugeot Citroën , PSA			45 329	14,9				14,9
Pfizer Inc.			1 521 800	71,6				71,6
Pharmacia & Upjohn, Inc.			335 402	21,9			21,9	
			157 933	10,4			10,4	32,3
Phelps Dodge Corporation			22 700	2,2				2,2
Philip Morris Companies Inc.			720 800	24,1				24,1
Philippine Long Distance Telephone Company			69 542	2,5		2,5		5,0
Philippine National Bank			219 460	0,8				0,8
Philippines Republic						7,2		7,2
Phillips Petroleum Company			32 000	2,2				2,2
Phoenix International Sciences de la vie inc.		A, K	1 151 200	11,8				11,8
Pictet Country Fund - Indiaval			111 000	20,8				20,8
Pillar Property Plc		J	4 573	-				-
Pinnacle West Capital Corporation			23 300	1,0				1,0
Pioneer International Limited			162 726	0,7				0,7
Placements PDFB Inc.					115,4			115,4
Placer Dome Inc.			5 019 963	77,3				77,3
Poco Petroleums Ltd						15,6		15,6
Pohang Iron & Steel Co.			25 651	4,1				4,1
Pohjola Group Insurance Corporation	classe B		24 444	2,1				2,1
Portugal Telecom SA			1 020 000	16,2				16,2
Potash Corporation of Saskatchewan			995 980	68,7				68,7
Potlatch Corporation			21 700	1,4				1,4
Power Corporation du Canada			3 805 620	94,2				94,2
Power, Corporation Financière		A, K	15 023 344	360,6	288,4			649,0

Praxair Inc.			38 400	2,8			2,8
Precision Drilling Corporation			461 054	17,1	23,0		40,1
Premdor Inc.			1 204 835	15,7			15,7
Premier Farnell Plc			580 900	6,3			6,3
Premier Tech Ltée	Classe A	A	1 100 001	2,5			2,5
Press Corporation Limited			11 000	0,1			0,1
Preussag AG			219 998	18,1			18,1
Pride Trust					14,7		14,7
Primetech Électroniques inc.		A	10 000	0,2			0,2
Procter & Gamble Company, The			549 000	87,3			87,3
Profile Technologies, Inc.			10 000	0,1			0,1
Promenades St-Bruno					40,1		40,1
Promet Berhad			127 000	-			-
Prometic Life Sciences, Inc.		A	500 000	0,2			0,2
Promise Co., Ltd			52 200	3,8			3,8
Provident Financial Plc			197 796	3,2			3,2
Providian Financial Corporation			219 000	28,9			28,9
Provigo Inc.					37,7		37,7
Prudential Plc			656 200	18,7			18,7
Puget Sound Power & Light Company			35 800	1,0			1,0
Pulte Corporation			57 400	1,9			1,9
QBE Insurance Group Limited			85 900	0,6			0,6
QLT Phototherapeutics Inc.			808 636	68,7			68,7
Qingling Motors Company Limited	classe E		1 352 000	0,2			0,2
Qualcomm Incorporated			8 800	2,2			2,2
Quantum Corporation - DLT & Storage Systems			56 200	1,2			1,2
Quantum Corporation - Hard Disk Drive			28 100	0,3			0,3
Quebecor inc.	classe A		949 840	36,3		36,3	
	classe B		1 514 539	58,3		58,3	94,6
Quebecor inc., Imprimeries[1, 2]		C, K	8 362 425	269,7			269,7
QuébecTel Inc., Le Groupe		A, K	1 115 930	16,0			16,0
Queenstake Resources Ltd	bons de souscription		75 004	-			-
Quintiles Transnational Corporation			28 000	0,8			0,8
Qwest Communications International Inc.			207 400	12,9			12,9
R.J. Reynolds Tobacco Holdings, Inc.			84 933	2,2			2,2
RAO Unified Energy Systems			312 700	6,4			6,4
RMC Group Plc			151 084	3,0			3,0
RPM, Inc.			50 000	0,7			0,7
Railtrack Group Plc			85 353	2,1			2,1
Ranbaxy Laboratories Limited			63 400	2,0			2,0
Rand A Technology Corporation			400 000	5,6			5,6
Ranger Oil Limited[2]			8 109 585	36,5			36,5
Realfund Management					20,6		20,6

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Reckson Associates Realty Corporation		I	147 000	4,4				4,4
Redback Networks Inc.			7 230	1,9				1,9
Reebok International Ltd			27 900	0,3				0,3
Reed International, Plc			1 761 742	20,4				20,4
Regent Pacific Group Ltd			3 000 000	0,9				0,9
Reliance Industries Ltd			152 500	3,2				3,2
Rembrandt Group Limited			332 300	4,6				4,6
Renaissance Energy Ltd			7 165 459	103,9				103,9
Renata Resources Inc.			6 323 150	2,7				2,7
Renault			200 309	13,9				13,9
Renner Hermann S.A.	privilégiées		350 000	0,2				0,2
Rentokil Initial Plc			1 537 700	8,1				8,1
Repsol-YPF, S.A.			242 967	8,1				8,1
Republic New York Corp.			30 100	3,1				3,1
Republic of Turkey						7,5		7,5
Research in Motion Ltd			626 900	41,8				41,8
Reserve Royalty Corporation			404 000	0,2				0,2
Reuters Group Plc			1 946 667	41,0				41,0
Revenue Properties Co. Ltd					9,3			9,3
Rexam Plc			291 472	1,7				1,7
Reynolds Metals Company			1 810 000	201,3				201,3
Rhodia SA			179 268	5,9				5,9
Richelieu Hardware Ltd		A	799 400	8,8				8,8
Richmont Mines Inc.		A	1 790 834	3,6				3,6
Richter Gedeon VEG			4 882	0,5				0,5
Rinascente SPA, La			750 295	7,0				7,0
Rio Algom Limited			2 364 140	50,8	6,9			57,7
Rio Alto Exploration Ltd			965 775	19,7				19,7
Rio Tinto Limited			303 000	9,4				9,4
Rio Tinto Plc			420 387	14,7				14,7
RioCan Real Estate Investment Trust						16,0		16,0
Ritek Incorporation			55 850	0,9				0,9
Roche Holdings AG			2 163	38,1				38,1
Rogers Cantel Mobile Communications Inc.	classe B		549 250	28,9				28,9
Rogers Communications Inc.	classe A		596 800	22,0			22,0	
	classe B		3 802 860	134,2			134,2	156,2
Rohm Co., Ltd			72 000	42,9				42,9

Rolls Royce Plc			5 270 400	26,4				26,4
Rossi Residencial S.A.			165 000	0,1				0,1
Royal & Sun Alliance Insurance Group Plc			1 884 368	20,8				20,8
Royal Dutch Petroleum Company, The			1 550 699	136,9				136,9
Royal Technologies Limitée, Groupe			2 369 837	72,9				72,9
Russell Corp.			24 100	0,6				0,6
Ryder System, Inc.			12 200	0,4				0,4
Ryohin Keikaku Company Limited			900	0,3				0,3
SACO SmartVision Inc.'		A	2 569 500	17,3				17,3
SAP AG			41 000	3,1			3,1	
	privilégiées		50 753	44,2			44,2	47,3
SBC Communications Inc.			469 442	33,2				33,2
SEMA Group Plc			160 000	4,2				4,2
SGS Société Générale de Surveillance Holding S.A.			6 242	6,1				6,1
SK Corporation			86 360	3,8				3,8
SK Telecom Co., Ltd			1 998	10,4				10,4
SL Green Realty Corp.		I	250 000	7,9				7,9
SM Prime Holdings Inc.			5 774 730	1,6				1,6
SMC Corporation			36 300	11,6				11,6
SNC-Lavalin inc., Groupe'		A, K	6 297 594	68,9				68,9
SPT Telecom AS			101 300	2,4				2,4
SR Telecom inc.		A				12,1		12,1
STMicroelectronics			139 735	31,1				31,1
Saatchi & Saatchi Plc			151 597	1,3				1,3
Safeco Corporation			25 600	0,9				0,9
Safety-Kleen Corp.			108 000	1,8				1,8
Safeway Inc.			383 750	19,9				19,9
Safeway Plc			872 033	4,3				4,3
Sage Group Plc, The			948 680	16,8				16,8
Saint-Gobain			64 600	17,5				17,5
Saipem S.p.A.			824 501	4,3				4,3
Saks Incorporated			45 000	1,0				1,0
Sakura Bank			2 233 000	18,7				18,7
Salter Street Films Ltd		C	451 000	1,4				1,4
Sampo Insurance Company Ltd	classe A		127 966	6,5				6,5
Samsung Corporation			75 490	1,6				1,6
Samsung Electro-Mechanics Company			37 963	3,7				3,7
Samsung Electronics Co., Ltd			54 578	18,6				18,6
Samsung Fire & Marine Insurance			8 420	0,4			0,4	
	droits de souscription		1 722	-			-	0,4
Samsung Securities Company Ltd			41 778	1,8				1,8
San Miguel Corporation	classe B		464 740	1,0				1,0

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Sandvik AB	classe A		175 700	8,0				8,0
Sanitec Oyj			11 166	0,2				0,2
Sankyo Company, Ltd			145 000	4,3				4,3
Sanlam Limited			430 000	0,9				0,9
Sanofi-Synthelabo SA			459 334	27,6				27,6
Santos Limited			455 800	1,8				1,8
Sanwa Bank Ltd, The			329 000	5,8				5,8
Sao Carlos Empreendimentos	privilégiées		89 133 624	0,3				0,3
Sappi Limited			630 000	9,0				9,0
Saputo Inc., Groupe		A, K	537 500	18,5				18,5
Sara Lee Corporation			500 000	16,0				16,0
Saskatchewan Wheat Pool	classe B		916 800	6,6				6,6
Sasol Limited			473 100	5,7				5,7
Schering-Plough Corporation			8 200	0,5				0,5
Schlumberger Limited			638 304	52,0				52,0
Schneider Corporation	classe A		212 645	4,3				4,3
Schneider Electric SA			97 424	11,0				11,0
Schwab Corporation, The Charles			1 003 200	55,7				55,7
Scottish & NewCastle Breweries Plc			434 568	4,4				4,4
Scottish Power Plc			141 220	1,5				1,5
Seagate Technology, Inc.			45 600	3,1				3,1
Seagram Ltée, La Compagnie			6 569 466	425,0				425,0
Sears Canada Inc.			1 828 743	73,1				73,1
Sears Canada Receivable Trust						9,9		9,9
Sears, Roebuck and Co.			37 200	1,6				1,6
Secom Co., Ltd			97 000	15,5				15,5
Sekisui Chemical Co., Ltd			727 000	4,7				4,7
Sekisui House, Ltd			205 000	2,6				2,6
Sembcorp Industries Limited			859 415	1,7				1,7
Semen Gresik			273 500	0,6				0,6
Severn Trent			235 362	3,4				3,4
Severoceske Doly			5 111	0,1				0,1
Shanghai Dazhong Taxi Co.	classe B		503 649	0,2				0,2
Shanghai Petrochemical Company Ltd			2 764 000	0,6				0,6
Shangri-La Asia Ltd			34 664	0,1				0,1
Sharp Corporation			397 000	14,7				14,7
Shaw Communications Inc.	classe B	A, K	916 383	43,7		18,9		62,6
Shaw Industries Ltd	classe A	A, K	1 770 800	23,2				23,2

Shell Canada Limitée	classe A		402 000	11,8			11,8
Shell Transport & Trading Company Plc, The			675 000	8,1			8,1
Shenzhen Expressway Company Limited			3 504 000	0,8			0,8
Shermag Inc.		A	329 500	2,6			2,6
Sherrit Power Corporation			270 000	0,8			0,8
Sherritt International Corporation'			2 251 800	7,0	36,0		43,0
Sherwin-Williams Company, The			130 000	4,0			4,0
Shimano Inc.			26 700	0,7			0,7
Shin Corporations Public Company Limited			285 000	3,9			3,9
Shin-Etsu Chemical Co., Ltd			273 350	17,1			17,1
Shinhan Bank			26 230	0,4			0,4
Shionogi & Co., Ltd			29 000	0,5			0,5
Shirmax Ltée, Modes		A	113 800	0,2			0,2
Shiseido Company			172 000	3,6			3,6
Shizuoka Bank, Ltd, The			9 000	0,1			0,1
Shohkoh Fund			12 890	7,4			7,4
Siam Cement Public Company Limited			74 550	3,6			3,6
Siam City Cement Public Company Limited			190 400	1,5			1,5
Siam Commercial Bank Public Company Ltd			2 632 500	4,7			4,7
Sicafi Cibix		J	731 500	44,7			44,7
Sico Inc.		A	217 548	4,2			4,2
Sidel, S.A.			106 667	15,9			15,9
Siderca S.A.I.C.			126 000	0,4			0,4
Siemens AG			570 539	105,4			105,4
Sigma-Aldrich Corporation			14 500	0,6			0,6
Signature 4 LTD						14,3	14,3
Silverstone			16 507	-			-
Simon Property Group, Inc.		I	260 000	8,7			8,7
Sinclair Broadcast Group, Inc.	classe A		300 000	5,3			5,3
Singapore International Airlines			663 400	10,9			10,9
Singapore Press Holdings Ltd			607 994	19,1			19,1
Singapore Technologies Engineering Ltd			464 000	1,0			1,0
Singapore Telecommunications, Ltd			1 546 940	4,6			4,6
Sino Land Company Limited			56 492	-			-
Sino-Forest Corporation	classe A		3 516 000	5,7			5,7
Siparex S.C.A.		D	83 649	3,7			3,7
Skandia Forsakrings AB			815 400	35,6			35,6
Skandinaviska Enskilda Banken (SEB)	classe A		109 512	1,6			1,6
SmarTone Telecommunications Holdings Limited			470 000	3,3			3,3
Smith & Nephew Associates Plc			2 055 900	10,0			10,0
Smith (Howard) Limited			54 600	0,5			0,5
Smithkline Beecham			3 553 635	65,7			65,7
Smiths Industries Plc			549 116	11,9			11,9

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Smurfit-Stone Container Corporation			66 100	2,4				2,4
Sobeys Canada Inc.			473 778	9,5				9,5
Sociedad Quimica y Minera de Chile S.A.			17 730	0,8				0,8
Société Air France			42 996	1,2				1,2
Société financière Desjardins Laurentienne inc.	classe A	A	438 956	6,1				6,1
Société Générale			101 752	34,2				34,2
Société Intrawest		A, K	3 041 592	76,0		47,8	123,8	
	privilégiées		1 310 327	2,2			2,2	126,0
Sodisco-Howden Inc., Groupe		A	22 332 867	3,5				3,5
Softbank Corp.			52 500	72,8				72,8
Sonae Investimentos-SGPS SA			2 330	0,2				0,2
Sonera Oyj			92 316	9,1				9,1
Sonoco Products Company			51 100	1,7				1,7
Sony Corporation			362 600	155,6				155,6
Sony Music Entertainment Inc.			26 000	7,5				7,5
South African Breweries Plc			352 244	5,2				5,2
South China Morning Post (Holdings) Limited			122 000	0,2				0,2
Southern Peru Limited			21 018	0,5				0,5
Southwest Airlines Company			200 000	4,7				4,7
Spectra Premium Industries Inc.		A	1 440 000	12,2				12,2
Spieker Properties, Inc.		I	72 000	3,8				3,8
Sprint Corporation			148 300	15,1				15,1
Standard Bank Investment			175 600	1,1				1,1
Standard Foods Taiwan Limited			169 000	1,0				1,0
Starwood Hotels & Resorts Worldwide Inc.		I	340 000	11,6				11,6
State Bank of India			76 600	1,4				1,4
Stelco Inc.	classe A	A, K	1 662 830	18,0		31,8		49,8
Sterling Software, Inc.			13 500	0,6				0,6
Stillwater Mining Company			14 200	0,7				0,7
St-Joseph Printing Ltd		A				17,0		17,0
Stora Enso Oyj			1 509 165	37,7				37,7
Storebrand ASA			570 607	6,3				6,3
St-Paul Companies Inc., The			31 600	1,5				1,5
Strait Crossing Development Inc.						8,7		8,7
Sudamtex de Venezuela, C.A.	classe B		5 859 585	-				-
Suez Lyonnaise des Eaux S.A.			54 309	12,6				12,6
Sumitomo Bank, Ltd., The			1 228 000	24,4				24,4

Sumitomo Chemical Co., Ltd			1 074 000	7,3		7,3
Sumitomo Corporation			820 000	11,5		11,5
Sumitomo Electric Industries, Ltd			385 000	6,4		6,4
Sumitomo Forestry Co., Ltd			289 000	3,2		3,2
Sumitomo Heavy Industries Ltd			1 961 000	7,8		7,8
Sumitomo Marine & Fire Insurance Co., Ltd			334 000	3,0		3,0
Sumitomo Metal Industries, Ltd			7 915 000	8,6		8,6
Summit Bancorp			100 000	4,4		4,4
Sun Hung Kai Properties Limited			580 732	8,8		8,8
Sun Life Canada		A			70,2	70,2
Sun Microsystems Inc.			44 200	5,0		5,0
Suncor Energy Inc.			1 143 040	69,0		69,0
Sunoco, Inc.			35 900	1,2		1,2
Superior Propane Income Fund			198 200	2,7		2,7
Supervalu Inc.			63 500	1,8		1,8
Suramericana de Seguros S.A.			49 820	0,1		0,1
Surgutneftegaz			223 100	5,7		5,7
Suzuki Motor			221 000	4,7		4,7
Svenska Cellulosa AB (SCA)			681 683	29,2		29,2
Svenska Handelsbanken AB	classe A		296 000	5,4		5,4
Swire Pacific Limited	classe A		674 404	5,8		5,8
Swiss Reinsurance Co.			1 700	5,0		5,0
Swisscom AG			22 182	13,0		13,0
Synnex Technology International Corporation			49 400	1,9		1,9
Synopsys Inc.			229 800	22,3		22,3
TAB Limited			735 000	1,9		1,9
TABCORP Holdings Limited			377 500	3,7		3,7
TCL International Holdings Limited			1 364 000	1,4		1,4
TCW GEM					9,7	9,7
TD Waterhouse Group, Inc.		G	204 500	4,9		4,9
TDK Corp.			52 000	10,4		10,4
THK Company Limited			48 200	2,8		2,8
TI Group Plc			400 000	4,4		4,4
TLC Laser Eye Centers inc.			588 383	11,1		11,1
TRW Inc.			25 600	1,9		1,9
TUT Systems Inc.		A	5 212	0,4		0,4
TV Azteca, S.A. de C.V.			66 100	0,9		0,9
TV Guide, Inc.			9 800	0,6		0,6
TVX Gold Inc.			2 048 734	2,3		2,3
Tabacalera S.A.			331 765	6,9		6,9
Tabak A.S.			1 239	0,4		0,4
Taisho Pharmaceutical Co., Ltd			108 000	4,6		4,6
Taiwan Semiconductor Manufacturing Company Ltd			269 680	3,2		3,2

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Taiyo Yuden Co., Ltd			71 000	6,1				6,1
Takashimaya Co., Ltd			23 000	0,2				0,2
Takeda Chemical Industries, Ltd			423 000	30,3				30,3
Talisman Energy Inc.			4 431 711	163,5				163,5
Tan Chong International Ltd			1 752 000	0,6				0,6
Tandy Corporation			111 400	8,0				8,0
Target Corporation			360 000	38,4				38,4
Targeted Genetics Corporation[c]		B	2 666 667	15,2			15,2	
	bons de souscription	B	1 333 333	3,7			3,7	18,9
Tata Engineering and Locomotive Company Limited			150 000	1,2				1,2
Tate & Lyle, Plc			987 321	9,2				9,2
Team Fleet Financing Corp, série 1998-2						14,3		14,3
Tech Data Corporation			56 600	2,2				2,2
Teck Corporation[1]	classe A		741 200	10,4	10,2		20,6	
	classe B		3 468 103	47,2			47,2	67,8
Tecnost SpA			355 859	1,9				1,9
Teco Electric & Machinery			7 544	0,1				0,1
Tecsys Inc.[1]		B	1 360 126	10,4			10,4	
	bons de souscription	B	2 000	-			-	10,4
Tele Centro Sul Participacoes S.A.			100 027 000	5,1				5,1
Tele Danmark A/S			40 671	4,4				4,4
Tele Norte Leste Participacoes S.A.			90 015 000	2,9			2,9	
	privilégiées		163 700 000	6,4			6,4	9,3
Tele Sudeste Celular Participacoes S.A.			70 005 000	0,4				0,4
Télébec Ltée						11,5		11,5
Telecom Corporation of New Zealand Ltd			300 000	2,0				2,0
Telecom Italia Mobile SpA			2 130 738	34,3			34,3	
	privilégiées		825 397	5,7			5,7	40,0
Telecom Italia SpA			1 081 121	21,9			21,9	
	privilégiées		1 136 400	10,0			10,0	31,9
TelecomAsia Corporation Public Company Limited			1 491 000	2,8				2,8
Telecomunicacoes do Rio de Janeiro S.A.			10 000 000	0,3				0,3
Teledyne Technologies Incorporated			42 857	0,6				0,6
Telefonica de Argentina S.A.			510 405	3,5				3,5

Telefonica del Peru S.A.			20 000	0,4			0,4	
	classe B		445 809	0,8			0,8	1,2
Telefonica S.A.			2 041 082	75,8				75,8
Telefonos de Chile			112 325	3,0				3,0
Telefonos de Mexico S.A.			12 500	2,0			2,0	
	classe L		1 588 000	12,9			12,9	14,9
Téléglobe Inc.		C, K	11 116 298	365,7				365,7
Telekomunikacja Polska S.A.			107 480	1,0				1,0
Telerj Celular S.A.			10 000 000	0,2				0,2
Télésat Canada Inc.						7,7		7,7
Téléscène Inc., Le Groupe Film	classe B	A, K	200 000	1,4				1,4
Telesp Celular Participacoes S.A.			75 000 000	1,0			1,0	
	privilégiées		114 900 000	3,0			3,0	4,0
Telesp Participacoes S.A.			50 000 000	1,0			1,0	
	privilégiées		36 600 000	1,3			1,3	2,3
Télésystème Mobile International inc.[1, 2]		A, C, K	8 563 397	454,7	25,1	62,7		542,5
Television Broadcasts Ltd			344 344	3,4				3,4
Télévision française (TF1)			127 867	96,7				96,7
Tellabs Inc.			10 150	0,9				0,9
Telstra Corporation Limited			1 534 000	12,1			12,1	
	reçus de versements		610 000	3,1			3,1	15,2
Tembec inc.	classe A	A, K	3 491 400	56,2		21,9		78,1
Temple Inland Inc.			30 300	2,9				2,9
Tenet Healthcare Corp.			10 000	0,3				0,3
Tenneco Automotive Inc.			10 000	0,1				0,1
Terra Networks, S.A.			130 800	10,3				10,3
Tesco Corporation			723 917	6,7				6,7
Tesco Plc			3 468 140	15,3				15,3
Teva Pharmaceutical Industries Ltd			34 885	3,5				3,5
Texaco Inc.			109 000	8,6				8,6
Texas Instruments Incorporated			13 500	1,9				1,9
Texas Utilities Company			30 200	1,6				1,6
Textron, Inc.			198 800	22,1				22,1
Thai Farmers Bank Public Company Limited			2 087 000	5,1			5,1	
	bons de souscription		6 150	-			-	5,1
The Fuji Bank, Limited			1 301 000	18,3				18,3
The Pepsi Bottling Group, Inc.			29 100	0,7				0,7
Thomson Corporation, The			1 546 443	58,8				58,8
Thyssen Krupp AG			637 401	28,0				28,0
Ticker CAN, Issuer Banque Nationale						26,8		26,8

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Tietoenator Oyj Abp			294 904	26,3				26,3
Tiger Oats Ltd			155 800	2,6				2,6
Time Warner Inc.			160 000	16,8				16,8
Titan Cement Company S.A.			2 800	0,2				0,2
Tofas Turk Otomobil Fabrikasi A.S.			74 258 000	1,3				1,3
Tokai Bank Limited, The			885 000	8,1				8,1
Tokio Marine & Fire Insurance Co. Ltd, The			345 000	5,8				5,8
Tokyo Electric Power Co., Inc., The			762 700	29,6				29,6
Tokyo Electron Ltd			390 300	77,5				77,5
Tokyo Gas Co., Ltd			673 000	2,4				2,4
Tomkins Plc			650 000	3,0				3,0
Tommy Hilfiger Corporation			12 950	0,4				0,4
Toray Industries, Inc.			1 190 000	6,7				6,7
Torchmark Corporation			21 800	0,9				0,9
Torstar Corporation	classe B		1 093 836	17,2				17,2
Toshiba Group Companies, The			1 201 000	13,3				13,3
Tostem Corporation			101 000	2,6				2,6
Total Fina S.A.			27 759	2,8			2,8	
	classe B		773 209	149,0			149,0	151,8
TouchTunes Music Corporation	classe A	B	9 235 772	27,6		2,9		30,5
Toyo Information Systems Co., Ltd			2 000	0,2				0,2
Toyota Motor Corporation			1 478 000	103,7				103,7
Toys "R" Us			93 600	1,9				1,9
Trans Cosmos Inc.			6 100	3,8				3,8
TransAlta Corporation			111 600	1,6				1,6
Transat A.T. Inc.		A, K	3 [illegible]75	23,1				23,1
TransCanada PipeLines Limited			7 868 074	98,4		26,1		124,5
Transforce Inc.		A	1 123 200	2,9				2,9
Transocean Sedco Forex Inc.			123 575	6,0				6,0
Trillium Credit Card Trust						14,5		14,5
Trilon Financial Corporation	classe A		1 255 100	11,3				11,3
Trimac Corporation			350 000	2,7	20,5			23,2
Trimark Financial Corporation			589 852	10,0				10,0
Trizec Hahn Corporation		A, I, K	4 152 822	100,7	285,2	28,8		414,7
3Com Corporation			111 400	7,6				7,6
3i Group Plc			133 100	3,4				3,4
Tsingtao Brewery Co., Ltd			1 468 000	0,7				0,7

Tubos de Acero de Mexico S.A.			45 000	0,9		0,9
Turk Sise ve Cam Fabrikalari A.S.			34 316 000	1,3		1,3
Turkiye Garanti Bankasi A.S.			59 753 596	2,7		2,7
Tyco International Ltd			502 800	28,5		28,5
Tyson Foods, Inc.	classe A		71 500	1,7		1,7
U.S. Bancorp			49 800	1,7		1,7
UAL Corporation			25 000	2,8		2,8
UPM - Kymmene Oyj			270 000	15,7		15,7
UTS Energy Corporation			1 250 000	0,5		0,5
Ulster Petroleums Ltd			167 900	2,2		2,2
Uniao de Bancos Brasileiros S.A. (Unibanco)			10 000	0,4		0,4
Unican Ltée, Les Systèmes de Sécurité	classe B	A, K	597 000	17,4		17,4
Unicom Corporation			59 500	2,9		2,9
UniCredito Italiano SPA			3 236 553	23,0		23,0
Unilever Plc			825 514	8,8	8,8	
	certificat		122 711	9,8	9,8	18,6
Union Carbide Corporation			28 900	2,8		2,8
Union Electrica Fenosa S.A.			708 629	17,9		17,9
Union Pacific Corp.			31 900	2,0		2,0
Union Pacific Resources Group Inc.			108 900	2,0		2,0
UnionBanCal Corporation			18 700	1,1		1,1
Uni-Sélect Inc.'		A, K	1 931 100	27,0		27,0
Unisys Corporation			20 400	0,9		0,9
United Bank of Switzerland AG			90 575	35,3		35,3
United Broadcasting Corporation Public Company Limited			200 000	0,3		0,3
United Dominion Industries Limited			200 000	5,7		5,7
United HealthCare Corporation			1 900	0,1		0,1
United Overseas Bank Limited			363 520	4,7		4,7
United Pan-Europe Communications NV (UPC)			74 900	13,8		13,8
United Technologies Corporation			34 600	3,3		3,3
United Utilities			196 168	3,0		3,0
Usinas Siderurgicas de Minas Gerais S.A.			169 000	1,3		1,3
VA Technologie AG			19 664	1,9		1,9
VF Corporation			30 800	1,3		1,3
Valeo S.A.			67 861	7,6		7,6
Vallehermoso S.A.			327 531	3,3		3,3
Valores Bavaria S.A.			93 550	0,1		0,1
Van Houtte Ltée, A.L.		A, K	903 900	20,6		20,6
Vasogen Inc.			1 004 800	6,1		6,1
Veba AG			602 294	42,5		42,5
Velan Inc.'		A	910 200	18,2		18,2
Vendex KBB N.V.			79 452	3,1		3,1
Venezolana de pulpa y papel CA			117 600	-		-

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL OUVERT (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Venezuela						4,8		4,8
Vereniging Nederlandse Uitgevers Vb			159 000	12,1				12,1
Versus Technologies Inc.		G	1 139 999	11,4				11,4
Vêtements de Sport Gildan inc., Les	classe A	A, K	484 444	12,8		15,0		27,8
Viacom Inc.	classe B		10 650	0,9				0,9
Videsh Sanchar Nigam Ltd	classe S		12 900	0,5				0,5
Vina Concha Y Toro			10 000	0,6				0,6
Virginia Gold Mines Inc.			582 200	0,5				0,5
Virtual Prototypes Inc.		B	337 236	1,7				1,7
Vitro SA			200 000	1,6				1,6
Vivendi			410 895	53,6				53,6
Vodafone AirTouch Plc			15 884 201	116,0				116,0
Vysis, Inc.			32 000	0,2				0,2
WMC Limited			635 490	5,1				5,1
WPP Group Plc			86 396	2,0				2,0
Wachovia Corporation			11 300	1,1				1,1
Wacoal Corp.			22 000	0,3				0,3
Walgreen Co.			35 500	1,5				1,5
Wal-Mart Stores, Inc.			1 267 700	127,2				127,2
Warner-Lambert Company			20 310	2,4				2,4
Washington Mutual Inc.			314 900	11,8				11,8
Waste Management, Inc.			13 100	0,3				0,3
Water Pik Technologies, Inc.			15 000	0,2				0,2
Waters Corporation			3 200	0,2				0,2
Webvan Group Inc.			3 200	0,1				0,1
Wellpoint Health Networks Inc.			2 300	0,2				0,2
Wells Fargo Company			382 800	22,5				22,5
Wescast Industries Inc.	classe A		224 200	7,0				7,0
West Fraser Timber Co., Ltd			150 900	5,7		13,8		19,5
Westaim Corporation			1 250 701	8,8				8,8
Westburne, Inc.[1]		A, K	6 573 088	101,8				101,8
Westcoast Energy Inc.			645 442	14,9		23,4		38,3
Western Metals Limited			2 000 000	1,1				1,1
Western Star Trucks Holdings Ltd[1,4]			1 022 250	24,4				24,4
Westjet Airlines Ltd			433 500	8,1				8,1
Weston Limitée, George[1,4]		A, K	1 358 700	75,1	133,6			208,7
Westpac Banking Corporation			1 125 659	11,2				11,2
Westport Innovations Inc.			2 641 145	13,9				13,9

Westvaco Corporation		47 600	2,3			2,3
Weyerhaeuser Company Limited		97 784	10,2			10,2
Wharf (Holdings) Limited, The		458 704	1,5			1,5
Whirlpool Corporation		24 900	2,4			2,4
Willamette Industries, Inc.		45 100	3,0			3,0
William Resources Inc.		8 953 876	0,3		0,3	
	bons de souscription	137 920	-		-	0,3
Williams Companies, Inc., The		750 000	33,3			33,3
Williams Holdings Plc		791 205	5,2			5,2
Wing Lung Bank		77 300	0,5			0,5
Winspear Resources Ltd	bons de souscription spéciaux	1 000 000	2,5			2,5
Wisconsin Energy Corp.		43 500	1,2			1,2
Wm. Wrigley Jr. Company		24 000	2,9			2,9
Wolseley Plc		537 600	6,0			6,0
Wolters Kluwer NV	classe C	121 229	5,9			5,9
Wolverhampton & Dudley Breweries Plc		866 178	10,9			10,9
Woodside Petroleum Limited		214 854	2,3			2,3
World Co. Ltd		56 000	10,1			10,1
WorldCom, Inc.		1 343 100	103,4			103,4
Wyndham International, Inc.		393 000	1,7			1,7
Xceed Inc.		175 000	10,5			10,5
Xerox Corporation		168 000	5,5			5,5
Xilinx, Inc.		17 600	1,2			1,2
YBM Magnex International, Inc.		437 500	-			-
Yahoo! Inc.		1 800	1,1			1,1
Yamanouchi Pharmaceutical Co., Ltd		79 000	4,0			4,0
Yamato Transport Co., Ltd		11 000	0,6			0,6
Yapi ve Kredi Bankasi A.S.		12 411 144	0,6			0,6
Yasuda Fire & Marine Insurance Co., Ltd		559 000	4,6			4,6
Yizheng Chemical Fibre Co., Ltd		8 042 000	3,3			3,3
Yogen Früz World-Wide Inc.		84 500	0,2			0,2
ZENON Environmental Inc.		539 700	6,5			6,5
Zi Corporation		577 900	17,5			17,5
Zurich Allied AG		10 751	8,9			8,9

[1] Entreprise dans laquelle la Caisse est initiée au sens des lois canadiennes applicables.

[2] Entreprise dans laquelle la Caisse serait initiée seulement au sens des lois américaines applicables.

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations d'entreprises et ne tient pas compte de la couverture des risques liés aux fluctuations de change. Son contenu est sujet aux normes de divulgation applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité; ou de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours; ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre. Toutefois, lorsqu'il est possible de le faire sans contrevenir aux normes qui précèdent, la liste annuelle doit faire état du montant total de ces variations.

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL FERMÉ
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

Valeur des investissments :

A = de 0 à 5M$ C = de 10 à 30M$ E = de 50 à 75M$ G = de 100 à 150M$
B = de 5 à 10M$ D = de 30 à 50M$ F = de 75 à 100M$ H = de 150 M$ et plus

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
GROUPE IMMOBILIER						
Cadim Inc.						
Domaine d'Iberville (Est) Limitée			X			B
Lazard & Frères L.P.		X				E
Lone Star Opportunity Fund L.P.		X				C
Lone Star Fund II (Bermuda) L.P.		X				G
Patriot Property Group			X			A
Schroder Asian Property fund		X				C
Skanska Cadim B.V.			X			A
Asian Property Partners ltd.		X				D
Cherokee Investment Partners II, L.P.		X				B
Polish Real Estate Fund B.V.		X				A
Société en commandite TMSA		X				A
SITQ Inc.						
Alizé, Gestion technique d'immeubles inc.			X			A
Grupo Inmobiliario Caisse, S.A. de C.V.			X			A
Immeubles Pen York Inc., Les			X			A
PillarCaisse Management Limited			X			A
SITQ-BST REIT INC						
Blackstone Real Estate Partners II		X				C
Blackstone Real Estate Partners III		X				A
Carlyle Realty Partners II, L.P.		X				E
SITQ E.U. INC						
Blackstone Real Estate Partners III		X				C
Blackstone Real Estate Partners II		X				C
BRE/Satellite Co-Investor L.P.		X				E
Carlyle Realty Partners II, L.P.		X				A
SITQ International Inc.						
Retail Park Unit Trust, The		X				H
Chiswick Park Unit Trust		X				C
SPV La Défense PLC		X				A
SITQ-MEXIQUE						
Desarollo Madeira S.A. de C.V.				X		A
Desarollo Cordillera S.A. de C.V.				X		A

SITQ Placements inc.						
3256260 Canada inc. (Canco)			X			A
Société en commandite Cité du Multimédia		X				A
Ivanhoé inc.						
Central European Retail Property Fund		X				A
La société immobilière Côte St-Michel Ltée			X			A
Donahue Schriber Realty Group, Inc.			X			D
GROUPE PARTICIPATION						
Accès Capital[2]						
Accès Capital Québec, S.E.C.		X				B
Accès Capital Abitibi-Témiscamingue[4]						
Amexfor inc.					X	A
Viandes Abitemis inc.	classe B		X			A
	privilégiées E		X			A
Accès Capital Bas St-Laurent[4]						
Cuisines Gaspésiennes de Matane ltée[5]	classe A		X		X	A
Forambec ltée	classe A		X		X	A
Sablynx inc.	classe A		X		X	A
Accès Capital Centre-du-Québec[4]						
C.O.R.E. Compétence inc.	classe C, D		X		X	A
Sérico inc.	classe A		X			A
	privilégiées H		X			A
Veralex inc.[5]	classe A		X		X	A
9027-7054 Québec inc. (Groupe Rivalair)			X		X	A
9070-1434 Québec inc. (Groupe Télécon inc.)				X		A
Accès Capital Estrie[4]						
L. Tanguay (1986) inc.					X	A
Machinerie Optimum inc.					X	A
TEC Innovation inc.					X	A
Vêtements S&P inc.(9069-3086 Qc), Les	classe A		X		X	A
Accès Capital Gaspésie[4]						
Cuisines Gaspésiennes de Matane ltée[5]	classe A		X		X	A
Gestion Groupe RT (1996) ltée	classe A		X			A
Hôtel Baker ltée					X	A
Pêcheries Gaspésiennes inc., Les					X	A
Accès Capital Laval[4]						
Verre Select inc.	classe A		X		X	A
Accès Capital Montérégie[4]						
Laboratoires Bio-Med inc., Les	classe A		X			A
Unigraph International inc.	classe A		X		X	A
Accès Capital Montréal[4]						
Gestion Morgan Schaffer inc.[5]	classe A		X		X	A
Systèmes de gestion Heuristic inc.[5]	classe A		X			A

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL FERMÉ (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Accès Capital Saguenay-Lac-St-Jean[2]						
Bois + value inc.					X	A
Doralco ltée	classe A		X		X	A
Système d'accès spécialisés (S.A.S.) inc.[3]	classe A		X		X	A
Vinya Plastiques inc.[3]	classe A		X		X	A
162894 Canada inc. (Le Groupe ID)	classe A		X		X	A
Capital CDPQ[2]						
ACME Multimédia inc.			X		X	A
	options d'achat		X			A
Abipa Canada inc.	classe A		X			A
Actu-Biotech inc.	options d'achat		X		X	A
Aerobic Technologies Inc.	classe B		X			A
Amexfor inc.	classe A, D		X			A
Audio Vérité inc.[3]	classe B		X		X	A
	options d'achat		X			A
Audisoft Technologies inc.	options d'achat		X		X	A
	classe B, C		X		X	A
Automates Montclair inc.	classe A		X	X		A
BIOMA Recherche inc.			X	X	X	A
	bons de souscription		X			A
Biogénie S.R.D.C. inc.	classe A		X			A
Bois Feuillus de la Lièvre inc., Les	bons de souscription		X			A
	classe A		X			A
C.A.M.S. Distribution inc.	classe A		X		X	A
CADCOM-CADD Services inc.	options d'achat		X		X	A
COESI Inc.	options d'achat		X		X	A
Choisy inc., Le Groupe					X	A
Codagen Technologies Corp.					X	A
Coencorp Consultant Corporation	classe G		X			A
Compagnie canadienne de vêtements d'enfants ltée	classe A		X	X		A
Composites BHS inc.					X	A
Concept Fiatlux inc.	classe A		X		X	A
Copieurs Rive-Sud inc.					X	A
Corporation Cortex Machina			X		X	A
Corporation de Sécurité Trans-Canada World			X	X		A
Dénommé Vincent prêt-à-porter masculin inc.	options d'achat		X			A
	privilégiées B		X			A
Design Fashion - Société inc.	classe A				X	A
Dion Machineries inc.	classe A		X		X	A
	options d'achat		X			A

Distech Énergie inc.	classe A		X			A
Dubuc Mode de vie inc.	options d'achat		X		X	A
Écolux inc.			X			A
Ecoval inc.			X			A
Entreposage Maska ltée	classe A		X		X	A
Équipement Lacroix inc.	classe A		X	X		A
Gecko Électronique inc.					X	A
Gemmar Systems International Inc.	classe A		X			A
	privilégiées B		X			A
GéniMédic inc.	options d'achat		X		X	A
Géo-3D inc.	classe A		X			A
Gestion Capital 07 Enr.		X				A
Gestion Groupe RT (1996) ltée	classe A		X			A
Gestion Morgan Schaffer inc.[5]	classe A		X		X	A
Groupe ComLink inc.,Le	classe A		X			A
Hemera Technologies inc.			X		X	A
	options d'achat		X			A
Hôtel Baker ltée					X	A
IdexMed inc.	classe A		X		X	A
Investissements 3L (Laval-Laurentides-Lanaudière) S.E.C.		X				A
Laminage Lamcom inc.				X		A
Logiciels Panteor inc.					X	A
Mécaniciens Dream Inc.	options d'achat		X		X	A
Mechtronix Systems Inc.	classe A		X		X	A
	options d'achat		X			A
Mégatrak Lab inc.	bons de souscription		X		X	A
Merz.com inc.	options d'achat		X		X	A
Meunier inc., John			X			A
Montréal Mode inc.	classe A		X			B
Pêcheries Marinard ltée, Les			X		X	A
Phenogene Thérapeutiques inc.	options d'achat		X		X	A
Placage R.T. Plating ltée					X	A
Placetel inc.	classe A		X			A
Planon Télexpertise inc.	options d'achat		X		X	A
Productions Pascal Blais			X			A
PuzzImage Inc.	options d'achat		X		X	A
R.O. International inc.					X	A
Ragzoo inc.					X	A
Resort One Inc.			X			A
Servi Technologies Inc.	options d'achat		X		X	A
Société d'investissements Capimont enr.		X				A
Société en commandite Capidem enr.		X				A
Société en commandite Capital de l'Estrie enr.		X				A
Société en commandite Capital Montérégie enr.		X				A
Société en commandite Investissements Mauricie-Bois-Francs-Drummond		X				A
Solvision inc.	options d'achat		X		X	A

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL FERMÉ (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
St-Jean ltée, Emballage			X			A
Sydsons inc., Groupe			X		X	A
Sylvie Beauchesne et Jean-Raymond Goyer inc.					X	A
Synercard Corporation	options d'achat		X		X	A
Systèmes d'acoustique appliquée DVM inc					X	A
	options d'achat		X			A
Systèmes de gestion Heuristic inc.[5]	classe A		X			A
Systèmes d'enseignes Electrobits inc.	classe A		X		X	A
TGI Coffee Inc.	classe A		X			A
Technique d'Usinage Sinlab inc.					X	A
Techno Diesel inc.					X	A
Technologies Thérapeutiques d'Avant-garde AT2 inc.	classe A		X	X		A
Visuel Corporation Canada inc.	options d'achat		X		X	A
Volaille Giannone inc.	classe A		X		X	A
	privilégiées F, I		X			A
WebPLAN inc.			X			A
3095-7757 Québec inc. (Multimax)	classe B		X		X	A
320 2780 Canada Inc. (Markland)	classe A		X			A
	privilégiées C		X			A
3458032 Canada inc. (Inox-Tech Canada inc.)	classe A		X			A
9019-2907 Québec inc.			X			A
9027-7054 Québec inc. (Groupe Rivalair)			X		X	A
9039-2911 Québec inc.			X			A
9045-1287 Québec Inc. (Ike & Dean)	options d'achat		X			A
					X	A
9046-1120 Québec inc. (Société de gestion Émard)					X	A
Capital Communications CDPQ[4]						
Accel IV L.P.		X				D
AdiCom Wireless, Inc.	privilégiées D		X			B
Aeris Communications Inc.	privilégiées D		X			C
BG Media Investors L.P.		X				D
BNP Europe Telecom & Media Fund II,L.P.		X				A
Bestar Radio Inc.	classe A		X			A
Bestar Radio International Inc.	classe A		X			A
Bragg Photonics (3420582 Canada Inc.)	classe A			X		A
Brault & Bouthillier ltée					X	A
Broadview Capital Partners Q.P.Fund L.P		X				A
Callahan Associates International LLC					X	C
Centennial Fund IV, L.P.		X				A

CodeStream Technologies Corporation			X		X	A
	privilégiées C		X			A
Columbia Capital Equity Partners II LP		X				C
Com2i & Cie, SCA		X				A
Corporation Telexis			X			A
Dolphin Communications Fund, L.P.		X				A
Duff Ackerman & Goodrich CD Fund, L.P.		X				A
EBF Group, LLC		X				C
Elyps Communications Inc.	classe A		X	X	X	A
Exante S.à.r.l.[3]	classe A		X		X	E
GSM Capital Limited Partnership		X				B
Geomat International Inc.	bons de souscription		X	X	X	A
	classe A		X			A
GlobeNet Communications Group Limited			X			D
	classe B		X			A
Great Hill Equity Partners, L.P.		X				C
Groupe Cinémaginaire inc.			X			A
Groupe Hauts-Monts inc.	classe AA, B		X			B
Groupe Image Buzz inc.	classe A		X			A
	privilégiées E		X			A
Hybride Technologies Inc.	classe A		X			A
I.C. Axon Inc.	classe A		X		X	A
Innovacom3			X			A
IronBridge Networks	privilégiées C-1		X	X		B
Korea Telecom Freetel Co., Ltd			X			H
LMDS Holdings Limited	privilégiées A		X			C
LMDS Wireless Technologies Inc.	classe A		X		X	A
Logiciels Dynagram inc.	classe A		X		X	A
MaxLink Communications Inc.			X		X	A
Media Renaissance inc.	classe A		X			A
MédiaTel Capital	classe A		X			C
Mobilix Holding A/S			X			C
Multimedia Telephony Inc.					X	A
Netwell Inc.	privilégiées		X			A
Netwell International Inc.	classe A		X		X	B
Newbury Ventures Associates, L.P.		X				B
Northam Inc.			X		X	A
Orange Hungaria 1800			X			A
Productions Pascal Blais inc.			X			A
Proxima Limitée, Les Systèmes[3]			X	X	X	A
	privilégiées C, D		X			B
Public Technologies Multimédia (PTM) inc.[3]	classe A		X	X		B
Société en commandite d'affichage OMNI		X				B
Société en commandite Omni Science IV-V		X				A
Société Européenne d'Investissement CFI/CDPQ			X			A
		X				A

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL FERMÉ (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Spanish Telecommunications Limited		X			X	G
Spectrum Equity Investors III, L.P.		X				C
TIW-Asie		X				A
TVG Asian Communications Fund II		X				B
Tandem Journalism Investments		X				E
Tandem Wireless Investments L.P.		X				H
Télésystème ltée	classe A, D		X			H
	privilégiées E		X			G
Télésystème, Corporation financière	classe A		X			G
	privilégiées D		X			A
Toon Boom Technologies Inc.	classe A		X	X		A
Tube Images inc.			X			A
	bons de souscription		X			A
VS & A Communications Partners III L.P.		X				C
VS & A-HW Holdings, LLC		X				C
Vantagepoint Communications Partners LP		X				D
VantagePoint Venture Partners III, L.P.		X				C
Visionael Corporation	privilégiées C		X			B
3321118 Canada Inc.(CF Télévision inc.)			X			B
3535991 Canada Inc.(Quebecor-Sun Media)	classe A		X			F
Capital d'Amérique CDPQ[4]						
Albums DF ltée	classe A		X		X	A
Altamira Investment Services Inc.	classe B		X			A
	privilégiées X		X			A
Ares Leveraged Investment Fund II		X				C
Ares Leveraged Investment Fund, L.P.		X				D
Arkon Canada					X	A
Artel inc.[5]	classe A		X	X	X	C
BC European Capital VI		X				C
Bail Montmorency					X	A
Bail St-Jérôme					X	A
Beacon Group Energy Invest. Fund II		X				D
Benvest Capital Inc.	classe A		X			A
Biothermica Énergie inc.	classe B		X		X	A
Blackstone Offshore Capital Partners III L.P.		X				C
Blue Mountain Wallcoverings Inc.	classe A		X	X		B
Bois Oméga ltée					X	A
CACF Limited			X		X	F
	bons de souscription		X			A
CAI Capital Partners & Co., L.P.		X				A

Camelot Technologies Ltd[3]			X		X	A
Canadian Pension Equity & Company, L.P.		X				A
Caravelle Investment Fund, L.L.C.		X				E
Cavalier Textiles Group L.P.		X			X	B
Chapais Énergie, Société en commandite					X	C
Château des Laurets S.A.S.			X		X	B
	bons de souscription		X			A
Chemins de fer du Québec inc., Société des			X			A
Cherokee Investment Partners II, L.P.		X				B
Cimbec inc.					X	B
Citicorp Mezzanine, L.P.		X				A
CiviGenics Inc.	privilégiées B		X			B
Cobra International Systèmes de Fixations Cie			X	X	X	A
Commercial Alcohols Inc.			X	X		A
	spéciales		X			A
Compagnie d'assurances Gisco inc., La			X			A
Companhia de Participações Alpha	privilégiées		X			A
Corporation Alter Moneta			X			A
Corporation de Commercialisation des Centres d'appels du Québec			X			A
	privilégiées		X			A
Corporation de Sécurité Trans-Canada World				X		A
Corporation Flexia			X		X	A
Cramex, Société en commandite					X	A
Davidson inc., Les Industries	classe A		X			C
Deshors International S.A.[3]			X		X	B
Domaine Iberville					X	A
Drolet inc., Groupe			X		X	A
Duopac inc., Emballages			X		X	A
Énergie CDPQ (1996) inc.			X			A
Enerplus Pension Resource Corporation	classe A		X			A
Environmental Private Equity Fund II, L.P.		X				B
Environmental Research and Development Capital, L.P.		X				A
Equipement industriel G.B.A.			X			B
Équipement Lacroix inc.				X		A
Équipements de Sécurité Arkon Inc., Les[3]	classe A		X			C
Fib-Pak inc., Les industries			X		X	A
Fiducie Alter Moneta		X				A
Fiducie AM		X				A
Fonds d'investissements Focus, S.E.C.		X				C
Gazmont, Société en commandite					X	B
Generac Portable Products Inc.			X			C
Générale de Services Santé N.A. inc.[3]			X		X	A
Grands Moulins de Paris			X		X	B
Grohe Holgding GmbH			X		X	F
Hidroélectrica Rio Lajas					X	B
Hydro Bromptonville S.A.					X	B

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL FERMÉ (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Hydromega inc., Développement					X	B
ICG Mezzanine Fund, L.P.		X				C
Infrastructure and Environmental Private Equity Fund III, L.P.		X				C
Innergex Hydro inc.					X	C
JM Asbestos inc.			X			A
	privilégiées		X			A
John Lewis ltée, Les industries			X		X	A
KW Gaspé et compagnie L.P.					X	C
L.I.I. Holdings Corp.	classe A		X	X		B
LR JET Corporation					X	E
LaGran Textiles, Limited Partnership		X				A
LaGrand Canada inc.					X	A
Leica Microsystems International Holdings					X	G
MG Stratum Fund II, L.P.		X				A
Magnus Poirier Inc.					X	A
Manzoni International SA[5]	classe A		X		X	C
Meridian Automative Systems Inc.	classe A		X		X	D
Miralta Capital II Inc.	classe A		X		X	A
Miralta Teramira Inc.	classe A		X		X	A
Mobicom inc., Capital			X			A
	privilégiées A, B, C		X			E
Moores inc., Groupe de détail			X			C
Motovan Corporation	classe A		X			A
Multiflor Inc. (9082-9292 Inc.)			X			A
NCP-EAS L.P.		X				C
North Castle Partners II, L.P.		X				C
Novacap inc., Investissements	classe A		X			C
Noverco Inc.			X			A
Optimum inc., Groupe	classe A, B		X			B
Orléans Compagnie d'assurance générale[5]	classe A		X			A
Papeteries Lafayette Limitée			X			A
Partic CDPQ inc.			X		X	A
Pêcheries Marinard ltée, Les			X		X	A
Premier Caskets Corporation	classe A		X			A
Prémoulé inc.			X	X		B
Previc Corporation, Les Cercueils	classe A		X			A
RSP Hydro inc.					X	C
Ronor Innovations Inc.			X	X		A
SIPAR - Société d'investissements en participations inc.		X				C
SOQUIP inc., Exploration	privilégiées		X			A

Sabex inc.			X		X	B
	privilégiées A, G		X			A
Schroders II , Fonds d'acquisitions canadien		X				B
Services de Consultation Supérieures Aérospatiales (ASCS) inc.	classe B		X	X	X	A
Société en commandite hydro-électrique Buckingham		X				B
Sodémex II, Société en commandite		X				B
Sodémex inc., Gestion	classe A, B		X			A
Sodémex, Société en commandite		X				A
Station Mont-Tremblant, Société en commandite					X	E
Systèmes d'enseignes Electrobits inc.	classe A		X		X	A
Télésystème Enterprises (T.E.L.) Ltée					X	E
Tour de Mons S.A.S., La			X		X	B
	options d'achat		X			A
Trak inc.			X		X	A
Trident II, L.P.		X				C
Tru-Circle Corporation	bons de souscription		X			A
	classe A		X			C
	privilégiées A		X			C
Usines Huntingdon Canada ltée, Les	classe A		X			A
Vacances Air Transat A.T. inc.					X	C
Vêtements S&P inc. (9069-3086 Qc), Les	classe A		X		X	A
Vic Royal inc., Les Cercueils	classe A, B		X			A
Victoriaville ltée., Cercueils	classe A		X			A
William Hill Holdings Limited	Classe A		X		X	C
	Classe B		X			A
Windward Capital Partners II, L.P.		X				C
2318-4518 Québec inc. (Réserves d'hydrocarbure)			X			A
	privilégiées		X			A
3103-7534 Québec inc.	classe A, B		X			A
407 International Inc.				X	X	H
9070-1434 Québec inc. (Groupe Télécon inc.)				X		A
Capital International CDPQ[4]						
AXA Asset Management Private Equity			X			A
AXA Private Equity Fund		X				C
AXA Secondary Fund L.P.		X				C
Advent Private Equity Fund II, L.P.		X				B
Asia Equity Infrastructure Fund, L.P.		X				A
Asia Equity Infrastructure Investment		X				A
Asia Pacific Growth Fund II, L.P.		X				D
Asia Pacific Growth Fund III, L.P.		X				C
BC European Capital V		X				D
BC European Capital VI		X				C
BVP Europe, L.P.		X				D
Baring Asia Private Equity Fund		X				C
Blackstone Offshore Capital Partners II L.P.		X				E
Blackstone Offshore Capital Partners III L.P.		X				C

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL FERMÉ (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Brazil Private Equity Fund L.P., The		X				B
Bruckmann, Rosser, Sherrill & Co. II, L.P.		X				A
CVC European Equity Partners II, L.P.		X				E
China Renaissance Industries, L.P.		X				C
Compass Capital Fund L.P.		X				A
Corporate Partners, L.P.		X				A
Cypress Merchant Banking Partners II, L.P.		X				B
Exxel Capital Partners 5.5, L.P.		X				B
Exxel Capital Partners V. L.P.		X				D
GS Special Opportunities (Asia) Offshore Fund, L.P.		X				E
Green Equity Investors III, L.P.		X				C
Groupe Expordev[3]			X			A
Harbour Group Investments III, L.P.		X				C
Infradev International		X				A
Japan Venture Fund III		X				A
KKR 1996 Fund, L.P.		X				C
LGV 1999 Private Equity (UK), L.P.		X				B
Martin-Maurel, Compagnie financière			X			B
Mercosur Supermarkets, L.P.		X				C
Partic Intern. US Inc. (Harbour)		X				A
Partic intern. US Inc. (JW Childs)		X				B
Partim International I Inc. (Capimex,Société en commandite)		X				A
Polish Enterprise Fund L.P.		X				C
Renaissance Funds LDC, The		X				B
S.A. Nieto Carbo y A. Senetiner A.C.I.			X			C
Schroder UK Buy-Out Fund III, L.P.		X				D
Schroder Ventures Asia Pacific Fund III L.P.		X				B
Schroder Ventures European Fund L.P.		X				C
Seantram Technology Inc.			X			C
Silver Lake Partners, L.P.		X				A
Siparex S.C.A.			X			A
TA/Advent VIII, L.P.		X				C
3i Europartners III, L.P.		X				C
3i UK Investment Partners		X				C
3i UK Investment Partners II, L.P.		X				D
Services financiers CDPQ inc.[4]						
Addenda Capital inc.	classe A, B, C		X			B
Addenda.math inc.			X		X	A
Alain, Guilmette et associés		X		X		C
Avix inc., Fonds communs de placements[5]		X			X	B

Bâtirente Obligations		X				A
Blanchard, Roy et Associés	classe A		X	X		A
CTI Fonds Mutuels inc.		X	X		X	C
Capital Cartier, Société en commandite		X			X	H
Capital Teraxis inc.[3]		X				B
Capital Z Financial Services Fund II, L.P.		X				A
Corporation de gestion et de recherche@rgentum		X				A
Cote 100 inc.	bons de souscription		X			A
		X				C
Courvie inc., Gestion	classe A		X			A
Cristallin, Gestion d'Arbitrage				X	X	A
Evolution FM inc.			X			A
Fédération des Médecins Omnipraticiens du Québec		X				A
Fonds d'investissements Micro-Cap, S.E.C.		X				A
Fonds mutuels Cartier, Société en commandite			X			A
Fonds Quantitatif Indiciel Plus		X				A
Fonds SSQ Obligations		X				A
HR Strategies Inc.			X			A
Highcrest Special Opportunity Fund, L.P		X				C
Holdun inc., Gestion de placements	classe A, B		X			A
Montrusco Croissance Québec inc.		X				A
Nova Bancorp Group (Canada) Ltd[5]	classe A, B		X		X	C
Optimum Placements		X				A
Orbit		X				A
SIPAR - Société d'investissements en participations inc.	classe A, B		X			A
San-Roche Financial Inc.	classe A		X		X	A
Standard Life		X				A
Talvest, Fonds d'Actions Canadiennes à Faible Capitalisation		X				A
Talvest, Fonds d'Actions Canadiennes de Croissance		X				A
Valorem Obligations canadiennes de valeur		X				A
Valorem Tendances démographiques		X				A
Sofinov, Société financière d'Innovation[2]						
AIKS inc., Technologies Innovations			X	X		A
ART aérospatiale, recherches et technologies inc.	classe B		X			C
AXA Asset Management Private Equity			X			A
AXA Private Equity Fund		X				B
Agrimage inc.	classe A		X	X		A
Aimco World Enterprises Inc.			X		X	A
Air Data inc.			X	X	X	A
Anapharm inc.[3]	bons de souscription		X			A
	classe A		X			B
Angiogène inc.			X			A
	bons de souscription		X			A
Apoptogen inc.	privilégiées B		X			A
Arc Second Inc.	options d'achat		X			A
	privilégiées D		X			B

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL FERMÉ (suite)**
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Atlas Venture Fund III, L.P.		X				C
Atlas Venture Fund IV, L.P.		X				B
Atrion International inc.[1]	classe C		X	X	X	C
Auriga Ventures		X				A
Bio-Recherches ltée, Laboratoires			X			A
Biovector Therapeutics SA	classe D		X			A
BondFace Technologies inc.			X	X	X	A
CML Emergency Services Inc.			X		X	A
	privilégiées A		X			A
Camelot Technologies Ltd[5]			X		X	A
Channelware Inc.	bons de souscription spéciaux		X			B
Chromos Molecular Systems Inc.	bons de souscription		X			A
	privilégiées D		X			A
Chronogen Inc.	classe A		X			A
Compatigène Inc.	bons de souscription		X			A
	privilégiées A		X			A
CryoCath Technologies Inc.	classe A		X			B
Dentalmatic Technologies Inc.	classe C		X			A
Domain Partners III, L.P.		X				B
Domain Partners IV, L.P.		X				A
Durect Corporation	privilégiées B		X			A
EOS Biotechnology Inc.	privilégiées D		X			A
Exogène Neurosciences inc.	bons de souscription		X			A
	privilégiées A		X			A
GL & VH - Technologies de l'hydrogène inc.	classe A		X	X		A
	privilégiées B		X			A
Galéa Sécurité Réseau inc.[5]			X	X		A
Galen Partners International II, L.P.		X				B
GeminX Biotechnologies inc.	bons de souscription		X	X		A
	privilégiées		X			A
GeneChem Technologies S.E.C., Fonds de capital de risque		X				B
Grocery Gateway Inc.	bons de souscription		X			A
	privilégiées A		X			A
Groupe Équiconcept inc.	classe A		X			A
H. Power Enterprises of Canada Inc.			X			A
Hexavision Technologies Inc.			X	X		A
HPower Corp.			X			A
	privilégiées C		X			C
Hydrogen Burner Technology Inc.			X			A
Hydrogen Systems N.V.	classe B		X			A

IRG Groupe de recherche infomédia inc.	classe B		X		X	A
Interstar Technologies Inc.	privilégiées A		X			A
J.L. Albright Ventures Partners Inc.		X				D
LMSoft inc.			X			A
Labcal Technologies inc.	classe A		X		X	A
Lexicon Genetics Inc.	privilégiées A		X			A
Life Imaging Systems Inc.	bons de souscription		X			A
	privilégiées D, E		X			A
Locus Dialogue Inc.	classe C		X			A
Logibro inc.	bons de souscription		X	X		A
	classe A		X			B
MDS Health Ventures (PC) Inc.			X			A
MDS Health Ventures Capital Corp.			X			A
MDS Health Ventures Inc.	privilégiées		X			A
MDS Life Sciences Technology Fund, L.P.		X				B
MXT Inc.	classe A		X	X		A
MethylGene Inc.	classe A		X			B
Micro-électronique Cératel inc.					X	A
Minacom International Inc.	classe A		X	X		A
Morphometrix Technologies Inc.	bons de souscription		X			A
	privilégiées A		X			A
Mosaic Venture Partners II, L.P.		X				A
Motus Technologies inc.	classe A		X	X		A
NTB Neurotrophic Bioscience Inc.	privilégiées A		X			A
Nertec Design inc.			X			A
Neurochem Inc.	bons de souscription		X			A
	privilégiées A		X			B
Neuroscience Partners, L.P.		X				C
Neuroscience Pharma (NPT) Inc.	bons de souscription		X			A
New Enterprise Associates 9, L.P.		X				A
New Enterprise Associates VIII, L.P.		X				B
Nexia Biotechnologies inc.			X			A
	bons de souscription		X			A
	privilégiées		X			B
Onset Enterprise Associates, III L.P.		X				B
Organogel Canada ltée	bons de souscription		X			A
	classe A		X			A
PROCRÉA Biosciences inc.			X			A
Pharma Laser Inc.	bons de souscription		X			A
	classe A		X			A
Phoenix Gas Systems LLC (PGS)		X				A
Phoenix Hydrogen Systems LLC (PHS)		X				A
PlannSoft Inc., Solutions de Gestion	classe A		X	X	X	A
ProQuest Investments, L.P.		X				A
Pyderion Contact Technologies inc.[3]	classe B		X			A
PyroGenesis inc.	classe A		X			B

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS À CAPITAL FERMÉ (suite)
au 31 décembre 1999
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Qualiac-Inférence			X			A
Quantiscript Inc.			X			A
RTP Pharma Inc.			X			B
Reflux Cell	bons de souscription		X			A
SS8 Networks Inc.			X			A
Sabex inc.	privilégiées A		X			A
Sanderling Venture Partners IV, L.P.	privilégiées A, H		X		X	C
Scriptgen Pharmaceuticals Inc.		X				A
Semantix Inc.[3]	bons de souscription		X			B
ServicePlus Corporation[3]	privilégiées E		X			A
Servicesoft Canada Inc.	classe A		X		X	B
Servicesoft Technologies Inc.	classe A		X	X		A
Silonex Inc.[3]	privilégiées D		X			A
Silver Lake Partners, L.P.	privilégiées I		X			B
Société de Développement du Magnésium, S.E.C.	classe A, B	X				A
Softecmag Inc.		X				A
SpaceVest II, L.P.	classe A		X			A
Spinex International Inc.		X				B
Surface Modification Technologies Inc.[3]	classe A, B		X			A
T²C² Bio, Société en commandite	privilégiées C		X			A
T²C² Info, Société en commandite		X				B
TA Associates - Advent VII, L.P.		X				B
Technocap Inc., Fonds		X				A
Technologies M4 Inc.	privilégiées		X			C
Tetra Technologies inc.[3]	classe A		X			A
Theralipids Inc.	bons de souscription		X			A
Therion Biologics Corporation	privilégiées B		X	X	X	A
Triton Électronique International inc.,Groupe	bons de souscription		X			A
Valadeo Technologies Corp.[3]	privilégiées B		X			A
	classe A		X			A
	privilégiées B, C, E		X			A
			X	X		A

Ventures West B.C. Technology Investment Fund, The		X			A
Virocell Inc.	options d'achat		X		A
X-Ceptor Therapeutics Inc.	privilégiées B		X		A
800.com Inc.	privilégiées B		X		A
9042-0175 Québec inc.	privilégiées C		X		B
Variation entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux inscrits aux registres de la Caisse : 12 dossiers de débentures convertibles en actions de sociétés à capital ouvert.				X	A

[1] Initié

[2] Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale en vertu des quatre premiers alinéas de l'article 37.1 de la loi sur la Caisse.

[3] Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale en vertu du dernier alinéa de la loi sur la Caisse.

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations de sociétés fermées et ne tient pas compte de la couverture des risques liés aux fluctuations de change. Son contenu est sujet aux normes de divulgation applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité; ou de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours; ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre. Toutefois, lorsqu'il est possible de le faire sans contrevenir aux normes qui précèdent, la liste annuelle doit faire état du montant total de ces variations.

N'est pas incluse dans la liste la valeur spécifique des investissements effectués dans toute société fermée (selon la définition de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec) qui n'a pas donné son accord à la divulgation.

Lieu	Terrains et immeubles
CADIM	
Anjou	Terrain, Résidentiel, Terrain, Parc d'affaires
Baie-Comeau	115, boulevard Comeau
Blainville	Terrain, Résidentiel
Charlesbourg	4155, 4e Avenue Ouest
Dorval	450 à 455, avenue Racine
Dorval	1325, boulevard Hymus
Laval	Terrain, Sainte-Dorothée
London	Terrain, Heartstone
Longueuil	3460, chemin Chambly
Longueuil	325, rue Joliette
Longueuil	695, boulevard Saint-Charles
Montréal	1170, rue Peel
Montréal	Terrain, 2020, rue University
Montréal	1500 et terrain du 1800, avenue McGill College
Montréal	360, rue Saint-Antoine Ouest
Montréal	800, place Victoria
Québec	500, avenue Grande Allée Est
Québec	1 à 8, place Mérici
Québec	Terrain Mérici
Québec	Terrains du 690 et 700, boulevard René-Lévesque Est
Rivière-du-Loup	Terrains, 385, rue Lafontaine
Saint-Laurent	2300, boulevard Alfred-Nobel
Sainte-Catherine	3605, boulevard Marie-Victorin
Sainte-Foy	2828, rue du Général
Sherbrooke	3300, rue Des Chênes
Sherbrooke	2775 et 2835, rue du Manoir
Verdun	Terrains, partie du lot 4740 et al. (Île des Sœurs)
Placements à l'étranger	
Billerica (Mass., É.-U.)	158 et 160 Concord Road
Boca Raton (Floride, É.-U.)	8207 Severn Drive
Charlotte (C. du N., É.-U.)	839 Scaleybark Road
Columbia (Maryland, É.-U.)	5458 Harpers Farm Road
Fairfield (Calif., É.-U.)	3001 North Texas Street
Greensboro (C. du N., É.-U.)	1921 New Garden Road
Levallois (France)	68, Bis rue Marjolin
Lisle (Ill., É.-U.)	1769 Robin Lane
Manassas (Virginie, É.-U.)	10303 7th Regiment Drive
Nantes (France)	49, Quai de Lourmel
Neuilly sur Seine (France)	12 avenue de Madrid
Newport Beach (Calif., É.-U.)	880 Irvine
Newport Beach (Calif., É.-U.)	1700, 16th Avenue
New York (N.Y., É.-U.)	6 West 107th Street
New York (N.Y., É.-U.)	108 West 15th Street
New York (N.Y., É.-U.)	210 West 89th Street
New York (N.Y., É.-U.)	230 East 44th Street
New York (N.Y., É.-U.)	231 - 237 Second Avenue
New York (N.Y., É.-U.)	235 et 237 West 48th Street
New York (N.Y., É.-U.)	359 Second Avenue
New York (N.Y., É.-U.)	401 West 56th Street
New York (N.Y., É.-U.)	2700 Broadway
Nice (France)	24, rue Saint-François de Paule
North Dallas (Tex., É.-U.)	9030 - 9050 Markville Drive
Paris (France)	8 à 10, rue Villedo
Paris (France)	64 à 66, rue des St-Pères
Paris (France)	47, rue de Berri
Paris (France)	93 et 195, rue du Faubourg St-Honoré
Paris (France)	28, rue du Dr Finlay
Paris (France)	58, rue Michel-Ange
Paris (France)	52, avenue Mozart
Paris (France)	17, rue Galilée
Paris (France)	7, rue Montenotte
Paris (France)	12, rue Torricelli
Paris (France)	10, Jean Gougeon
Paris (France)	6, bis rue de Bachaumont
Paris (France)	27, rue Ballu
Paris (France)	6, bis rue de Chateaudun
Paris (France)	39 à 41 de la Glacière
Paris (France)	14 à 16 rue Théophile Gauthier
Paris (France)	11, bis rue Ampère
Paris (France)	42, bis rue Cardinet
Paris (France)	120, rue de Reaumur
Paris (France)	48, rue de l'Arbre sec
Paris (France)	63, boulevard de Rochechouart
Paris (France)	120, avenue du Gen. Leclerc
Paris (France)	14, avenue Camot
Paris (France)	60, avenue Paul Doumer
Paris (France)	8, rue Cambacérès

Lieu	Terrains et immeubles
CADIM (suite)	
Paris (France)	86 et 90, avenue de Villiers
Paris (France)	23, avenue Niel
Paris (France)	48, boulevard Malesherbes
Paris (France)	38 à 48, avenue de Wagram
Paris (France)	184, rue de Rivoli
Paris (France)	37, boul de Grenelle
Paris (France)	4, rue Galliéra
Paris (France)	51, boulevard de Strasbourg
Paris (France)	22 à 24, rue de Londres
Paris (France)	262 et 266, boulevard St-Germain
Paris (France)	73, rue d'Anjou
Paris (France)	1 à 7 Square du roule
Paris (France)	217 à 219, rue du Faubourg St-Honoré
Paris (France)	3, rue Hyppolite Lebas
Paris (France)	1 à 9, rue Théophile Gauthier
Piaseczno (Pologne)	Wifjska
Reston (Virginie, É.-U.)	11013 Beacontree Lake Drive
Vista (Calif., É.-U.)	333-365 Emerald Drive North
San Diego (Calif., É.-U.)	17115 West Bernado Drive
Woodridge (Ill., É.-U.)	2472 Emerald Court

Lieu	Terrains et immeubles
IVANHOÉ	
Beaconsfield	50, boulevard St-Charles et terrain adjacent
Belleville	390 North Front Street
Brantford	84 Lynden Road
Brantford	5th Floor, 171 Colborne Street
Brossard	2150, boulevard Lapinière
Brossard	7200 à 7410 boul. Taschereau
Burlington	777 Guelph Line
Burlington	900 Maple Avenue
Burlington	901 Guelph Line
Burlington	3365 Fairview Street
Burnaby	4710 et 4720 Kingsway
Calgary	901 64th Avenue NE
Calgary	5th Floor, 171 Colborne Street
Calgary	100 Anderson Road SE
Calgary	2525 36th Street NE
Cap-aux-Meules	Terrain, route 199
Charlesbourg	4296, 1ère Avenue
Chatham	100 King Street West
Cobourg	1111 Elgin Street West
Côte-Saint-Luc	7155, chemin Côte-St-Luc
Dartmouth	21 Micmac Boulevard
Delson	1000, boulevard Georges-Gagné et terrain adjacent
Dollard-des-Ormeaux	3237, boulevard des Sources
Dorval	310, avenue Dorval et terrain adjacent
Dundas	2-101 et 119 Osler Drive
Edmonton	2323, 111th Street
Edmonton	2331 66th Street NW
Edmonton	111th Street & 51st Avenue
Etobicoke	500 Rexdale Blvd
Greenfield Park	345 à 545, boulevard Taschereau
Hamilton	751 Upper James Street
Hull	320, boulevard St-Joseph
Kingston	945, Gardiners Road
Kingston	1040 à 1096 Princess Street
Lachine	2972, rue Remembrance
Lachute	505, avenue Béthany
Laprairie	50, boul. Taschereau
LaSalle	395, avenue Dollard

Lieu	Terrains et immeubles
Laval	Terrain, Projet Centre-ville
Laval	Terrain, boul. St-Elzéar
Laval	Terrain, L'Aubier 2900 rue Édouard Montpetit
Laval	901, boulevard Curé-Labelle
Laval	2999, autoroute 440 et terrain
Laval	3003, boulevard Le Carrefour
Lethbridge	200, 4th Ave. S.
Lévis	Terrain, route du Président-Kennedy
Lloydminster	5211 44th Street
London	509 Commissioners Road
Longueuil	825, St-Laurent Ouest
Longueuil	1401, chemin Chambly
Markham	5000 Highway 7
Mascouche	Terrain, Mascouche/Lachenaie
Mascouche	Terrain, montée Masson
Mercier	Terrain, boul. St-Jean-Baptiste
Mississauga	1250 South Service Road
Mississauga	6711 et 6733 Mississauga Rd.
Montréal	3801, route Transcanadienne
Montréal	7999, boul. les Galeries d'Anjou
Montréal	1500, avenue McGill College
Montréal	677 à 685, Ste-Catherine Ouest
Montréal	Terrain, 5400 et 5414 Hochelaga
Montréal	1745 à 1775, rue Fleury Est
Montréal	4801 à 4885, avenue Van Horne
Montréal	4815, rue Buchan
Montréal	4901, rue Jean-Talon Ouest
Montréal	4300 à 4700 et 4950, rue de la Savane
Montréal	5010, rue Paré
Montréal	5400, avenue Pierre-de-Coubertin
Montréal	2615 à 2865, avenue Van Horne et terrain adjacent
Montréal	7500, rue Victoria
Montréal	Terrains, rue Jean-Talon Ouest (lots 100-2, 9 du village de Côte-des-Neiges)
Montréal	Terrains, rues Paré et Buchan
Montréal-Nord	10521 à 10707, boulevard Pie-IX
Montréal-Nord	6000, boulevard Henri-Bourassa Est
Mont-Royal	2305, chemin Rockland
Mont-Royal	2375, rue Lucerne
Nanaimo	Suite 294 A, 6631 Island Highway N

Lieu	Terrains et immeubles
IVANHOÉ (suite)	
New Westminster	Suite 148, 610 - 6th Street
Newmarket	17600 Yonge Street
Niagara Falls	7555 Montrose Road
North York	1800 Sheppard Av East
North York	2450 Sheppard Avenue East
Oakville	240 Leighland Avenue
Oshawa	419 King Street West
Ottawa	100 Bayshore Drive
Pincourt	107, boulevard Cardinal-Léger
Québec	440, rue Bouvier
Québec	5401, boul. des Galeries
Red Deer	4900 Molly Banister Dr
Red Deer	4747 67th Street
Regina	30A à 3806 Albert Street
Repentigny	86 et 100, boulevard Brien et terrain adjacent
Repentigny	175, rue Notre-Dame
Richmond	1400, 6551 No. 3 Road
Rosemère	201 à 257, boulevard Labelle
Scarborough	325 à 395 Bamburgh Circle
Scarborough	5107 Sheppard Avenue East
Sherbrooke	350, rue Belvédère Sud
Sorel	250, boulevard Fiset
Saint Albert	300 - 36th Street NE
Saint-Bruno	1, boulevard des Promenades et terrains adjacents
Saint-Hubert	5025, boulevard Cousineau et terrain
Saint John's	430 Topsail Road
Saint-Laurent	3205, boul. Côte Vertu
Saint-Laurent	214 à 333, boul. Côte Vertu
Saint-Léonard	Terrains, rues Jean-Talon Est et Provencher
Saint-Léonard	Terrains, rue Jean-Talon Est (près de Palerme)
Saint-Léonard	4325 à 4505, rue Jean-Talon Est
Sainte-Agathe	Terrain, chemin Palomino
Sainte-Foy	2452, boulevard Laurier et terrain adjacent
Sainte-Marie-de-Beauce	116, boul. Vachon Nord
Surrey	2695 Guilford Town Centre
Sydney	800 Grand Lake Rd
Thetford Mines	166, rue St-Charles
Thornhill	800 Stell West Avenue
Timmins	1500 Riverside Drive West
Toronto	401 Bay Street
Toronto	65 Skyway
Toronto	4763 à 4781 Yonge Street
Trois-Rivières	1650, rue Royale
Trois-Rivières	4015, boulevard des Forges
Trois-Rivières	4125, boul. Des Forges
Vancouver	North and South Office Towers
Victoria	221 à 3147 Douglas Street
Victoria	775 Finlayson St
Waterloo	550 King Street North
Windsor	3100 Howard Avenue
Windsor	Tecumseh Blvd. et Lauzon Road
Windsor	2700 Tecumseh Road West
Windsor	3155 Howard Avenue
Winnipeg	1555 Regent Avenue West
Placements à l'étranger	
Alexandria (Virginie, É.-U.)	5801 Duke Street
Miami (Floride, É.-U.)	Terrain, West Kendall
Omaha (Nebraska., É.-U.	3001 South 144th Street
San Jose (Calif., É.-U.)	1 Eastridge Mall
Savannah (Georgia, É.-U.)	1405 Abercorn Ext.
Tampa (Floride, É.-U.)	Terrain, International Plaza
Varsovie (Pologne)	Wola
Chattanooga (Tenn., É.-U.)	271 Northgate Mall
Danbury (Conn., É.-U.)	7 Backus Avenue
Elizabethtown (Kentucky, É.-U.)	1704 North Dixie Highway
Gainesville (Floride, É.-U.)	6419 Newberry Road
Holland (Mich., É.-U.)	12331 James Street
Kingsport (Tenn., É.-U.)	2101 Fort Henry Drive
Lancaster (Penn., É.U.)	142 Park City Center
Las Vegas (Nev., É.U.)	4300 Meadowns Lane, Suite 10
Milwaukee (Wis., É.-U.)	2500 North Mayfair Road
Minnetonka (Minn., É.-U.)	12401 Wayzata Boulevard
Omaha (Nebraska, É.-U.)	10000 California Street
Savannah (Géorgie, É.-U.)	7804 Abercon Street
St. Charles (Ill., É.-U.)	3800 East Main Street
Taylor (Mich., É.-U.)	2300 Eureka Road
Victor (N.Y., É.-U.)	7979 Route 96, Pittford Victor Road et terrain adjacent
LES IMMEUBLES PENYORK	
Burlington	1100 Burloak Road
Mississauga	2630 Skymark Avenue
Mississauga	Terrain, College Square
North York	90 Sheppard Avenue East
North York	5001 Yonge Street
Toronto	55 University Avenue
SITQ IMMOBILIER	
Alma	705, avenue du Pont Nord et terrain adjacent
Baie d'urfé	Terrain
Beauport	1100, boulevard des Chutes
Blainville	Terrain, industriel
Brossard	8705, boulevard Taschereau
Calgary	9th et 10th Avenues S.W. et S.E.
Cap-Rouge	1100, boulevard Chaudière
Chandler	175, rue Daigneault et terrain adjacent
Charlesbourg	4000, boulevard du Jardin
Chicoutimi	1212 et 1324, boulevard Talbot et terrain adjacent
Chicoutimi	299, rue des Saguenéens
Cowansville	175, rue Principale
Edmonton	Terrain, Edmonton Parkade
Forestville	25, route 138
Gaspé	39, montée Sandy Beach

Lieu	Terrains et immeubles
SITQ IMMOBILIER (suite)	
Jonquière	3460, boulevard Saint-François et terrain adjacent
Kamloops	2189 Troon Way
La Pocatière	126, route 230 Ouest
Laval	Terrain, Dagenais, Autoroute 440
Laval	Terrain, Midlick, Autoroute 440
Laval	Terrain, Technoval 440, rue Armand Frappier
Laval	3080, 3090 et 3100, boulevard le Carrefour
Laval	2525, boulevard Daniel-Johnson
Laval	1 à 4, place Laval
Lévis	20, rue Saint-Georges Est
Longueuil	370, chemin Chambly
Magog	1700, rue Sherbrooke
Mississauga	Airport Square 2600, Skymark Avenue
Montréal	896 à 902, rue Sainte-Catherine Ouest
Montréal	Terrain, angle Duke et Wellington
Montréal	Terrain, angle King et Wellington
Montréal	Terrain, Multimédia phases 1, 2, 3 46 à 50 à 80, rue Queen 71c à 87, rue Prince
Montréal	1200, avenue McGill College
Montréal	1981, avenue McGill College
Montréal	500, rue Sherbrooke Ouest
Montréal	747, Square Victoria
Montréal	752 à 772, rue Sherbrooke Ouest
Montréal	1055, boulevard René-Lévesque Est
Montréal	2000, rue Notre-Dame Est
Montréal	rue Jarry Est
Nicolet	150, rue Éloi-de-Grandmont et terrain adjacent
North York	North York City Center 5150 et 5160 Yonge Street
Plessisville	1971, rue Bilodeau
Pointe-aux-Trembles	12675, rue Sherbrooke Est
Québec	Terrain, boulevard l'Ormière
Québec	Terrain, Maizerets
Québec	690 et 700, boulevard René-Lévesque Est
Québec	801, chemin Saint-Louis
Québec	880 et 930, chemin Sainte-Foy
Québec	9550, boulevard de l'Ormière
Québec	Terrains, angle des boulevards Lebourgneuf et des Gradins
Québec	5700 à 5780, boulevard des Gradins, 565 à 585, boulevard Lebourgneuf et 300 à 350, rue Bouvier
Régina	1801 Hamilton Street
Richmond	13140, 13155, 13200, 13211, 13231, 13251, 13260 Delf Place
Richmond	13511, 13551, 13571, 13575, 13700, 13775, 13777 et 13800 Commerce Parkway
Richmond	Terrain, Delf Place
Rimouski	419, boulevard Jessop
Rimouski	80 à 84 et 114, rue Saint-Germain
Rivière-du-Loup	298, boulevard Thériault et terrain adjacent
Roberval	1221, boulevard Saint-Dominique
Saint-Georges-de-Beauce	8585, boulevard Lacroix
Saint-laurent	St-Laurent Ouest #64 4400, rue Garand
Saint-Laurent	155, rue Authier
Saint-Laurent	3300, 3350 à 3450, 3500 et terrain, chemin de la Côte-Vertu
Saint-Laurent	1055 à 1105, 1435 à 1473, 1475 à 1499, rue Bégin
Saint-Laurent	4405, 4420 à 4440, 4445, 4448 à 4454, 4475, 4488 à 4492, 4500 à 4520, 4600 à 4620, 4700 à 4720, rue Garand
Saint-Laurent	655 à 817 et terrain, rue Gougeon
Saint-Laurent	Terrain, chemin Côte-de-Liesse
Saint-Laurent	Terrain, rue Pitfield
Saint-Laurent	4150, 4155, 4200, 4205 à 4395, 4300 à 4320, 4400 à 4420, 4405 à 4515, rue Poirier
Saint-Laurent	1400, rue Pomba
Saint-Laurent	4600 à 4650, rue Thimens
Saint-Laurent	6969, 7031 à 7045, 7875, 7905, 7945 à 7955, 8085 à 8089, route Transcanadienne
Saint-Léonard	6801, boulevard des Grandes Prairies
Saint-Raymond-de-Portneuf	333, côte Joyeuse
Sainte-Anne-de-Beaupré	10516, boulevard Sainte-Anne
Sainte-Foy	2095, boulevard Charest Ouest
Sainte-Foy	1000 et 1020, route de l'Église
Sainte-Foy	650, avenue Graham-Bell
Sainte-Foy	2875, boulevard Laurier
Saskatoon	255 Second Avenue North
Surrey	12827 et 12835 King George Highway
Thetford Mines	8051, boulevard Smith Nord et terrain adjacent
Trois-Rivières	225, rue des Forges
Trois-Rivières-Ouest	4520, boulevard Royal et 4000 à 4100, boulevard des Récollets
Vancouver	1075 West Georgia Street
Vancouver	505, 555, 580 et 595 Burrard Street
Vancouver	1055 Dunsmuir Street
Vancouver	533 et 535 Homby Street
Vancouver	1875 Boundary Road
Vancouver	1508 Broadway
Vancouver	2020 et 2030 West Broadway
Vancouver	1130 et 1166 West Pender Street
Victoria	1644 Hillside Avenue
Westmount	1 à 4, Westmount Square
Winnipeg	Terrain, Main Street
Winnipeg	201 Portage Avenue
Placements à l'étranger	
Amarillo (Tex., É.-U.)	600 South Tyler Street
Austin (Tex., É.-U.)	7600 Burnet Road
Austin (Tex., É.-U.)	5307 IH 35
Banbury (Angleterre)	Castle Street et Parsons Street
Baton Rouge (Louisiane, É.-U.)	450 Laurel Street
Bellevue (Wash., É-U.)	320 108th Avenue NE
Bellevue (Wash., É-U.)	2244, 132nd Avenue SE
Bellevue (Wash., É-U.)	3650 et 3655 131nd Avenue SE
Denver (Colo., É.-U.)	4300 et 4500 Cherry Creek South Drive
Everette (Wash., É-U.)	1212 Admiralty Way
Farmer's Branch (Tex., É.-U.)	13456 Midway, 4100 Alpha, 4001, 4020, 4040, 4099, 4100, 4101 McEwen, 4000 S. McEwen, 4000 N. McEwen, 4141 Blue Lake

Lieu	Terrains et immeubles
SITQ IMMOBILIER (suite)	
Placements à l'étranger (suite)	
Forth Worth (Tex., É.-U.)	500 Throckmorton Street
Glendale (Calif., É.-U.)	4300 Cherry Creek South Drive
Huntington Beach (Calif., É.-U.)	7711 Center Avenue
Issaquah (Wash., É-U.)	22011 SE 51st Avenue et 5150 220th Avenue SE
Juarez (Mexique)	Terrain, Azlécas et Panamericano
Kirkland (Wash., É-U.)	12413 et 12421 Willows Road NE
Lafayette (Louisiane, É-U.)	200 West Congress Street
Lake Charles (Louisiane, É-U.)	123 Broad Street
Londres (Angleterre)	Terrain, The Chiswick Park
Los Angeles (Calif., É.-U.)	1888 Century Park East 1888 Century Park East
McKinney (Tex., É.-U.)	1600 Redbud Drive
Paris (France)	61 à 65, rue de Landy
Paris (France)	42, avenue Friedland
Paris (France)	52, rue d'Anjou
Paris (France)	8, rue d'Alsace
Paris (France)	13, Esplanade du Général de Gaulle
Paris (France)	20, Bis Jardins Boieldieu
Paris (France)	1, rue Carpeaux
Paris (France)	16, rue de la République
Paris (France)	11 et 13, cours Valmy
Plano (Tex., É.-U.)	1700 Coit Road
Richmond (Virginie, É.-U.)	Terrain, Millenium 18200 à 18700 Union Hill Rd N.E.
Round Rock (Tex., É.-U.)	1111 North IH-35
Santa Ana (Calif., É.-U.)	1551 N. Tustin Avenue
Seattle (Wash., É-U.)	Terrain, Other Continental
Seattle (Wash., É-U.)	1420 5th Avenue
Seattle (Wash., É-U.)	1941 Westlake
Shreveport (Louisiane, É-U.)	400 Texas Street
St-Ouen (France)	28 à 60, rue Andouin et Quay de Seine
Washington D.C. (É.-U.)	1776 Eye Street, Republic Place
Westlake Hills (Tex., É.-U.)	3811 Bee Caves Road

14 RELEVÉ DES BIENS IMMOBILIERS DÉTENUS À DES FINS DE REVENTE au 31 décembre 1999

Lieu	Adresse
Alma	1055, rue Du Pont Sud
Anjou	7333, boulevard Des Roseraies
Baie-Comeau	300, boulevard LaSalle
Beaupré	1000, boulevard Beaupré, app. 101 et 102
Blainville	621 à 629, boul. du Curé-Labelle
Charlesbourg	744 à 746 et 748 à 750, rue St-Viateur
Gaspé	142, boulevard Gaspé
Hull	214, boulevard de la Cité-des-Jeunes
Jonquière	2675, boulevard du Royaume
La Baie	993 à 997 et 1013, rue Bagot
Lachine	795, 1re Avenue
Magog	1750, rue Sherbrooke
Montréal	4148 à 4154, rue Adam
Montréal	2100, boul. De Maisonneuve Est
Port-Cartier	24, boulevard des Îles
Québec	2 à 50, 80 rue St-Jean
Québec	135 à 163, rue Des Chênes Ouest
Québec	450, rue Saint-Jean-Baptiste
Québec	5237, boulevard Wilfrid-Hamel
Repentigny	818, rue Notre-Dame
Rimouski	40 à 44 et 70, rue Saint-Germain Est
Rosemère	395, chemin Grande-Côte
Saint-Eustache	15, chemin Grande-Côte
Saint-Jean-sur-Richelieu	800, boulevard Industriel
Saint-Léonard	5750, boulevard Métropolitain Est
Saint-Sauveur-Des-Monts	200, rue Principale
Sainte-Foy	2670, rue Dalton
Sherbrooke	908 à 920, 12e avenue Nord
Trois-Rivières	525, rue Charlevoix
Vanier	989 à 999, Pierre-Bertrand
Vanier	955, Pierre-Bertrand

Les biens immobiliers mentionnés ci-dessus sont détenus par la Caisse ou par l'une des filiales suivantes : Placements P.H.C. inc., 2954834 Canada inc., 3097-1618 Québec inc. et 3097-1626 Québec inc.

15 ÉVOLUTION DES PARTICIPATIONS
au 31 décembre

	Coût	Juste valeur									
	1999	**1999**	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990
En millions de dollars	**8 938**	**12 001**	6 899	4 621	3 503	2 817	2 288	2 278	1 715	1 802	1 887
Nombre de placements	**636**	**636**	491	367	269	206	183	149	124	128	138

16 STATISTIQUES ADMINISTRATIVES
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	1999	1998	1997	1996	1995
Actif total sous gestion[1]	**105 528**	86 429	70 524	61 333	52 699
Frais de gestion des placements et frais d'administration	**57,5**	45,9	36,2	35,4	35,9
Montant en points centésimaux	**5,5**	5,3	5,1	5,8	6,8
Actif total sous gestion par employé	**399,7**	370,9	323,5	273,8	191,6
Nombre de déposants	**20**	20	19	18	18
Nombre d'employés	**264**	233	218	224	275

[1] Comprend l'actif des déposants et les biens sous gestion et administrés. Les données antérieures à 1998 n'ont pas été redressées conformément à cette présentation.

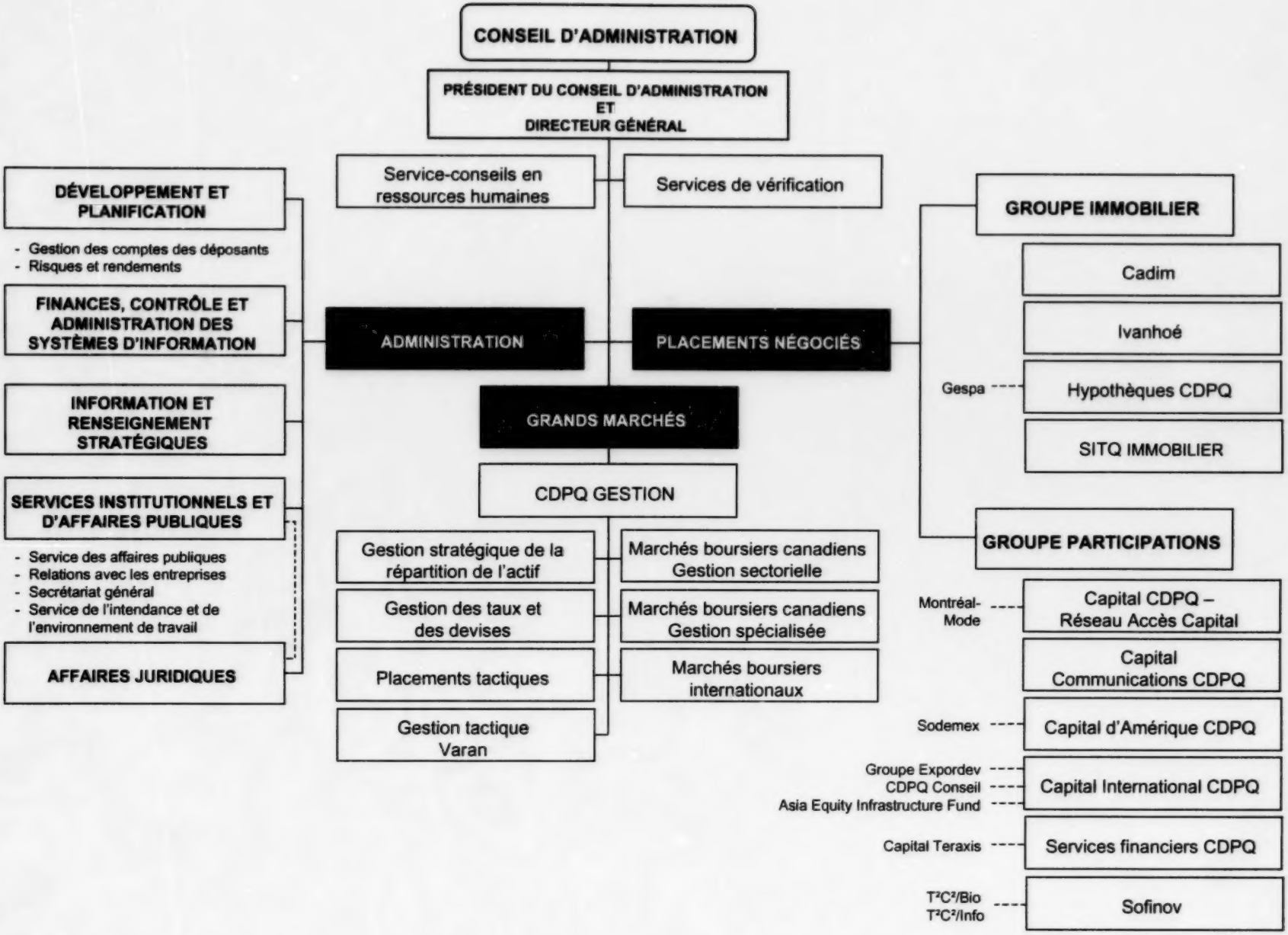
La Caisse élabore les grandes orientations de gestion pour l'ensemble de l'actif, les politiques de placement et la répartition optimale des diverses catégories de placement pour l'ensemble du Groupe Caisse. En outre, elle gère directement des portefeuilles de placements dans les grands marchés.

17 STATISTIQUES ADMINISTRATIVES - GESTION EXTERNE
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	1999	1998	1997	1996	1995
Caisse					
Placements en actions étrangères à la juste valeur[1]	**21 886**	15 589	12 044	10 499	6 184
Frais des conseillers internationaux, frais de traitement et de garde de titres	**11,3**	10,4	13,1	12,5	5,9
Montant en points centésimaux	**5,2**	6,7	10,9	11,9	9,5
Groupe Participations					
Placements en participations à la juste valeur[1]	**12 057**	6 912	4 621	3 503	2 817
Frais de gestion des placements et frais d'administration	**24,4**	17,7	12,1	9,0	7,4
Montant en points centésimaux	**20,2**	25,6	26,2	25,7	26,3
Groupe Immobilier					
Placements en immeubles et hypothèques à la juste valeur[1]	**13 796**	10 206	6 765	5 559	4 755
Frais de gestion des placements et frais d'administration	**39,5**	25,1	20,1	18,5	17,1
Montant en points centésimaux	**28,6**	24,6	29,7	33,3	36,0

[1] Inclus dans l'actif total sous gestion.

La gestion externe est fondée sur les orientations de gestion pour l'ensemble de l'actif, ainsi que sur les politiques de placement et la répartition optimale des diverses catégories de placement établies par la Caisse.


CONSEIL D'ADMINISTRATION
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTEUR GÉNÉRAL
Service-conseils en ressources humaines
Services de vérification
DÉVELOPPEMENT ET PLANIFICATION
- Gestion des comptes des déposants
- Risques et rendements
FINANCES, CONTRÔLE ET ADMINISTRATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION
INFORMATION ET RENSEIGNEMENT STRATÉGIQUES
SERVICES INSTITUTIONNELS ET D'AFFAIRES PUBLIQUES
- Service des affaires publiques
- Relations avec les entreprises
- Secrétariat général
- Service de l'intendance et de l'environnement de travail
AFFAIRES JURIDIQUES
ADMINISTRATION
PLACEMENTS NÉGOCIÉS
GRANDS MARCHÉS
CDPQ GESTION
Gestion stratégique de la répartition de l'actif
Gestion des taux et des devises
Placements tactiques
Gestion tactique Varan
Marchés boursiers canadiens Gestion sectorielle
Marchés boursiers canadiens Gestion spécialisée
Marchés boursiers internationaux
GROUPE IMMOBILIER
Cadim
Ivanhoé
Gespa
Hypothèques CDPQ
SITQ IMMOBILIER
GROUPE PARTICIPATIONS
Montréal-Mode
Capital CDPQ – Réseau Accès Capital
Capital Communications CDPQ
Sodemex
Capital d'Amérique CDPQ
Groupe Expordev
CDPQ Conseil
Asia Equity Infrastructure Fund
Capital International CDPQ
Capital Teraxis
Services financiers CDPQ
T²C²/Bio
T²C²/Info
Sofinov

CONSEIL D'ADMINISTRATION

JEAN-CLAUDE SCRAIRE ●■▼◆◆
Président du conseil d'administration et directeur général

GUY MORNEAU ◆
Vice-président du conseil
Président et directeur général
Régie des rentes du Québec

JEAN-CLAUDE BACHAND ●
Avocat-conseil
Byers Casgrain

CLAUDE BÉLAND ■
Président
La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec

LUC BESSETTE ●■
Président
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RODRIGUE BIRON ■
Administrateur de sociétés
Rodrigue Biron et Associés

YVES FILION ●
Directeur général adjoint
Hydro-Québec

JEAN-YVES GAGNON ▼
Président du conseil d'administration et directeur général
Société de l'assurance automobile du Québec

GILLES GODBOUT ◆
Sous-ministre des Finances
Gouvernement du Québec

THOMAS O. HECHT
Président émérite du conseil
IBEX Technologies

MARC LAVIOLETTE
Président
Confédération des syndicats nationaux

HENRI MASSÉ
Président
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

NICOLE TRUDEAU ◆
Membre et vice-présidente
Commission municipale du Québec

HAUTE DIRECTION

JEAN-CLAUDE SCRAIRE *
Président du conseil d'administration et directeur général

MICHEL NADEAU *
Premier vice-président
Grands marchés et directeur général adjoint

FERNAND PERREAULT *
Premier vice-président
Groupe Immobilier

DIRECTION

CLAUDE BERGERON *
Affaires juridiques

JEAN-CLAUDE CYR *
Développement et planification et Affaires économiques et québécoises

GINETTE DEPELTEAU
Secrétariat général

ANDRÉ DUCHESNE
Gestion des taux et des devises

PHILIPPE GABELIER *
Services institutionnels et d'affaires publiques

GENEVIÈVE GALLOUET *
Service-conseils en ressources humaines

FRANÇOIS GRENIER
Gestion sectorielle
Marchés boursiers

RICHARD GUAY
Gestion des comptes des déposants

GINETTE HAINS
Information et renseignement stratégiques

HUBERT LAPIERRE *
Marchés boursiers canadiens

BERTRAND LAUZON *
Finances et contrôle
Administration et systèmes d'information

RÉJEANNE LIZOTTE
Service de vérification

PIERRE LUSSIER *
Gestion stratégique de la répartition de l'actif

YVES MOQUIN
Placements tactiques

NORMAND PROVOST *
Groupe Participations

ADEL SARWAT
Marchés boursiers internationaux

JEAN-GUY TALBOT
Service grandes entreprises

CHRISTIANE THÉBERGE
Service des affaires publiques

MARIO THERRIEN
Gestion tactique Varan

GROUPE IMMOBILIER

FERNAND PERREAULT ▮
Premier vice-président et président du conseil des sociétés du Groupe

ANDRÉ CHAREST
Vice-président
Administration et finances

PIERRE DUHAIME
Vice-président
Gestion des placements

GENEVIÈVE B. BEAULIEU
Secrétaire des sociétés du Groupe

KAREN LAFLAMME
Directrice
Administration et finances

LOUISE POIRIER-LANDRY
Directeur
Planification et gestion du portefeuille immobilier

Cadim

Société immobilière de portefeuille de placements résidentiels et non traditionnels

800, square Victoria
Bureau 4400
Case postale 118
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Tél. : (514) 875-3360
Téléc. : (514) 875-3327
http://cadim.lacaisse.com

Direction

ANDRÉ COLLIN
Président et chef de l'exploitation

PIERRE DESNOYERS
Vice-président
Finances et administration et trésorier

SYLVIE DROUIN
Vice-présidente
Affaires juridiques

PIERRE GIBEAULT
Vice-président
Opérations immobilières

PIERRE GAMACHE
Directeur général
Nouveaux marchés

PIERRE BURON
Directeur
Gestion d'actif

GUY CHARETTE
Directeur
Acquisitions

GILLES HORROBIN
Directeur
Marchés boursiers

MICHEL LANTHIER
Directeur
Investissements

MARC LAPOINTE
Directeur
Nouveaux marchés

LINE LEFEBVRE
Directeur
Finances et trésorerie

JACQUES PLANTE
Directeur
Investissements, marchés internationaux

ANDRÉE ROY
Directeur
Financement mezzanine

Conseil d'administration ▮

ANDRÉ COLLIN
Président et chef de l'exploitation
Cadim

ANDRÉ CHAREST
Vice-président
Administration et finances
Groupe Immobilier

PIERRE DUHAIME
Vice-président
Gestion des placements
Groupe Immobilier

JEAN-YVES GAGNON
Président du conseil d'administration et directeur général
Société de l'assurance automobile du Québec

GUY HÉNAULT
Directeur des ventes et du marché immobilier
Entreprises commerciales
Banque Royale du Canada

Membre du conseil d'administration *Le conseil d'administration de la Caisse est composé de son directeur général qui en est le président, de représentants des déposants, soit, au 31 décembre 1999, le président et directeur général de la Régie des rentes du Québec, le président de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, le président du conseil et directeur général de la Société de l'assurance automobile du Québec, ainsi que de membres du milieu des affaires et du mouvement coopératif et de dirigeants du mouvement syndical.*

● **Membre du comité de vérification** *Le comité de vérification examine les états financiers annuels et trimestriels et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Il évalue également le mandat et la nature des travaux de vérification et exerce un suivi de l'efficacité des systèmes et des mécanismes de contrôle interne.*

■ **Membre du comité des ressources** *Les comité des ressources reçoit les propositions, présente ses avis et formule des recommandations au conseil d'administration à l'égard des questions liées aux ressources humaines, financières et informatiques.*

▼ **Membre du comité de gestion du portefeuille immobilier** *Le comité de gestion du portefeuille immobilier (conseil du GIC) étudie le plan stratégique annuel, reçoit les rapports de gestion et approuve ou recommande au conseil d'administration de la Caisse certaines propositions d'investissement.*

◆ **Membre du comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise** *Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise étudie les rapports sur l'application du Code d'éthique et de déontologie et sur l'exercice du droit de vote de la Caisse.*

Comités de placement *La Caisse a mis en place sept comités de placement, qui ont été restructurés en 1999. Ainsi, le comité directeur de placement a pour mandat principal d'examiner la politique générale de placement de la Caisse ainsi que les politiques particulières en découlant dont les politiques sectorielles, suivi des politiques de placements des déposants, et la gestion globale du risque ainsi que de l'analyse des performances, et de formuler des avis ou recommandations s'il y a lieu. Il supervise également les activités de l'équipe de la Gestion des comptes des déposants. Quant aux comités Gestion des marchés boursiers, Gestion des taux et Gestion des devises, proposent des politiques sectorielles de placement, approuvent les modes de gestion et supervisent les activités de placement, de leur secteur respectif. Le comité Gestion active de la répartition de l'actif gère sur une base tactique et stratégique l'allocation des fonds et des positions de placements entre les grandes catégories d'actif. Les comités Groupe Immobilier et Groupe Participations ont quant à eux pour mandat de proposer une politique sectorielle de placement, assurer la satisfaction des diverses clientèles et la qualité du service, dégager des orientations par rapport au positionnement dans l'économie québécoise et assurer un échange entre toutes les entités de l'organisation de la Caisse.*

◆ Président d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe Participations.

▮ Président d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe Immobilier.

● Membre du comité de direction.

GHISLAINE LABERGE
Conseillère en immobilier
et financement

ALAIN LAPOINTE
Directeur du centre d'études
en administration internationale
École des Hautes Études
Commerciales

MICHEL SANSCHAGRIN
Vice-président et directeur général
Actuariat et contrôle
L'industrielle Alliance

ALAIN TESSIER
Conseiller
Finances et systèmes d'information
Caisse de dépôt et placement
du Québec

Ivanhoé

Propriétaire et gestionnaire de centres commerciaux

413, rue Saint-Jacques
Bureau 700
Montréal (Québec) H2Y 3Z4
Tél. : (514) 841-7600
Téléc. : (514) 841-7762
http://www.ivanhoe.ca

Direction

RENÉ TREMBLAY
Président et
chef de l'exploitation

PAUL S. CHEHAB
Vice-président
Acquisitions

CLAUDE DION
Vice-président
Centres commerciaux, Espagne

PIERRE LALONDE
Vice-président
Gestion des partenariats

GERVAIS LEVASSEUR
Vice-président
Finances

E. CLAUDE MOLLEUR
Vice-président
Affaires juridiques et publiques

GILBERT VOCELLE
Vice-président
Exploitation

GILBERT BOULANGER
Vice-Président
Europe centrale

ROGER LABERGE
Directeur général
Développement des marchés
et projets spéciaux

JEAN LARAMÉE
Directeur général
Développement et construction

Conseil d'administration ▮

ANDRÉ CHAREST
Vice-président
Administration et finances
Groupe Immobilier

CLAUDE DALPHOND
Directeur
Fiducie globale des régimes
complémentaires de retraite
de la STCUM

PIERRE DUHAIME
Vice-président
Gestion des placements
Groupe Immobilier

REYNALD N. HARPIN
Vice-président
Placements
Caisses de retraite
Alcan Adminco inc.

RONALD M. KIRSHNER
Consultant

ALAIN LAPOINTE
Directeur du centre d'études
en administration internationale
École des Hautes Études
Commerciales

RAYMOND LAURIN
Vice-président
Services administratifs
Comité de retraite du
Mouvement Desjardins

JACQUES PERRON
Président et directeur général
Association de bienfaisance
et de retraite des policiers
de la CUM

MICHEL SANSCHAGRIN
Vice-président et
directeur général
Actuariat et contrôle
L'Industrielle Alliance

RENÉ TREMBLAY
Président et
chef de l'exploitation
Ivanhoé

SITQ IMMOBILIER

Propriété et gestion d'immeubles industriels de bureaux, et de centres commerciaux

SITQ IMMOBILIER
380, rue Saint-Antoine Ouest
Bureau 6000
Montréal (Québec) H2Y 3X7
Tél. : (514) 287-1852
Téléc. : (514) 287-0871
http://www.sitq.com

Direction

CLAUDE LEGAULT
Président et
chef de l'exploitation

JEAN-LOUIS DUBÉ
Premier vice-président
Exploitation, développement
et construction

LOUISELLE PAQUIN
Première vice-présidente
Finances, gestion de portefeuille
et administration

YVON TESSIER
Premier vice-président
Investissements

DANIEL ARCHAMBAULT
Vice-président
Bureau et parcs d'affaires

SYLVAIN BOILY
Vice-président
Centres commerciaux

MICHEL CYR
Vice-président
Développement et construction

JEAN-FRANÇOIS FOURNIER
Vice-président
Gestion des partenariats

ANDRÉ GIRARD
Vice-président
Gestion d'actifs et services
opérationnels

PIERRE LEFEBVRE
Vice-président
Ressources humaines,
affaires publiques et qualité

SYLVAIN PELLETIER
Vice-président
Investissements, marchés
européens et projets spéciaux

DANIEL BRISSON
Directeur
Développement

Conseil d'administration ▮

JEAN CARTIER
Adjoint au vice-recteur
aux Ressources humaines
Fonds commun de placement
des régimes de retraite de
l'Université Laval

ANDRÉ CHAREST
Vice-président
Administration et finances
Groupe Immobilier

CLAUDE DALPHOND
Directeur
Fiducie globale des régimes
complémentaires de retraite
de la STCUM

PIERRE DUHAIME
Vice-président
Gestion des placements
Groupe Immobilier

LÉOPOLD GAGNON
Président
GANOTEC inc.

FRANCINE HAREL-GIASSON
Professeure titulaire
École des Hautes Études
Commerciales

REYNALD N. HARPIN
Vice-président
Placements
Caisses de retraite
Alcan Adminco inc.

RAYMOND LAURIN
Vice-président
Services administratifs
Comité de retraite du
Mouvement Desjardins

CLAUDE LEGAULT
Président et
chef de l'exploitation
SITQ IMMOBILIER

JACQUES PERRON
Président-directeur général
et président du conseil
d'administration
Association de bienfaisance
et de retraite des policiers
de la CUM

Les Immeubles Pen York inc.

4 Eva Road, Suite 427
Etobicoke, Ontario M9C 2A8
Tél. : (416) 695-0600
Téléc. : (416) 695-0608
CorporateServices@penyork.com
http://penyork.lacaisse.com

Direction

DAVID HICKS
Vice-président
Exploitation

LISETTE ROY
Secrétaire de la Société

Conseil d'administration ▮

CLAUDE LEGAULT
Président et
chef de l'exploitation
SITQ IMMOBILIER

JEAN-LOUIS DUBÉ
Premier vice-président
Exploitation, développement
et construction
SITQ IMMOBILIER

LOUISELLE PAQUIN
Première vice-présidente
Finances, gestion de portefeuille
et administration
SITQ IMMOBILIER

JACQUES PERRON
Président-directeur général
et président du conseil
d'administration
Association de bienfaisance
et de retraite des policiers
de la CUM

Hypothèques CDPQ

Financements et titres hypothécaires

2525, boulevard Laurier
Bureau 600
Tour St-Laurent, Édifice S.S.Q
Sainte-Foy (Québec) G1V 1L2
Tél. : (418) 656-6572
Téléc. : (418) 656-6577
quebec@lacaisse.com
http://hypcdpq. lacaisse.com

1981, avenue McGill College
6e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 842-3261
Téléc. : (514) 847-2397
hyp_cdpq@ lacaisse.com
http://hypcdpq. lacaisse.com

Direction

JEAN C. PINARD
Président et
chef de l'exploitation

ROCK DANEAU
Directeur, bureau de Montréal

RÉJEAN FALARDEAU
Directeur, bureau de Montréal

LUCIEN GOULET
Directeur, bureau de Québec

Conseil d'administration ▮

ANDRÉ CHAREST
Vice-président
Administration et finances
Groupe Immobilier

JEAN-CLAUDE CYR
Vice-président
Développement et planification
et coordonnateur des affaires
économiques québécoises

PIERRE DUHAIME
Vice-président
Gestion des placements
Groupe Immobilier

JEAN-YVES GAGNON
Président du conseil
d'administration
et directeur général
Société de l'assurance
automobile du Québec

GHISLAINE LABERGE
Conseillère en immobilier
et financement

GÉRALD LAROSE
Conseiller

PETER MARTIN
Vice-président,
région de Québec
Conseillers Immobiliers GWL inc.

JEAN C. PINARD
Président et
chef de l'exploitation
Hypothèques CDPQ

▮ Fernand Perreault, président d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe immobilier

GROUPE PARTICIPATIONS

Direction
NORMAND PROVOST
Vice-président coordonnateur

GINETTE DEPELTEAU ▸
Secrétaire des sociétés
du Groupe

GILLES DUBÉ ▸
Directeur
Administration des
investissements

ANATOLE POULIOT ▸
Directeur
Développement des affaires

RÉSEAU RÉGIONAL

Accès Capital
Réseau de sociétés d'investissement

1-888-PME-3456
1981, avenue McGill College
6e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2605
Téléc. : (514) 847-2311
http://accescapital.lacaisse.com

Direction ▸
PAUL JUNEAU
Président
pjuneau@lacaisse.com

YVES CUSSON
Directeur, gestion des
investissements
ycusson@lacaisse.com

MICHEL PAQUETTE
Directeur, gestion des
investissements
m_paquette@lacaisse.com

Accès Capital Abitibi-Témiscamingue
640, 3e Avenue
Bureau 205
Val d'Or (Québec) J9P 1S5
Tél. : (819) 825-6855
Téléc. : (819) 825-6224

PIERRE OUELLET
Directeur
pouellet@lacaisse.com

Accès Capital Acadie
885, rue Main
Bureau 15
Moncton, Nouveau-Brunswick
E1C 1G5
Tél. : (506) 382-9688
Téléc. : (506) 382-9689

DENIS LANTEIGNE
Directeur
dlanteigne@lacaisse.com

Accès Capital Bas-Saint-Laurent
125, rue de l'Évêché Ouest
C.P. 97
Rimouski (Québec) G5L 7B7
Tél. : (418) 725-2717
Téléc. : (418) 722-4727

PIERRE BÉDARD
Directeur
pibedard@lacaisse.com

Accès Capital Centre du Québec
1416, rue Michaud
Drummondville (Québec)
J2C 7V3
Tél. : (819) 475-2975
Téléc. : (819) 475-5107
acceslh@boisfrancs.qc.ca

LAURY HARVEY
Directeur
lharvey@lacaisse.com

ERROLD MAYRAND, M.B.A.
Directeur
emayrand@lacaisse.com

Accès Capital Estrie
65, rue Belvédère Nord
Bureau 290
Sherbrooke (Québec)
J1H 4A7
Tél. : (819) 822-1400
Téléc. : (819) 822-1232

ANDRÉ BONNEAU
Directeur
anbonneau@lacaisse.com

Accès Capital Gaspésie-les-Îles
6, rue des Lilas
Gaspé (Québec) G4X 2L8
Tél. : (418) 368-8939
Téléc. : (418) 368-5321

JANICK BOULAY
Directrice
accesgas@globetrotter.qc.ca

Accès Capital Laval - Laurentides - Lanaudière
2550, boul. Daniel-Johnson
Bureau 800
Laval (Québec) H7T 2L1
Tél. : (450) 688-2089
Téléc. : (450) 688-2204

YVES DUFRESNE
Directeur
ydufresne@lacaisse.com

Accès Capital Montérégie
Place Montérégie
101, boul. Roland-Therrien
Bureau 420
Longueuil (Québec) J4H 4B9
Tél. : (450) 670-1551
Téléc. : (450) 670-3553

PAUL-ANDRÉ LOCAS
Directeur
plocas@lacaisse.com

PIERRE-ANDRÉ POMERLEAU
Directeur
papomerleau@lacaisse.com

Accès Capital Montréal
380, rue Saint-Antoine Ouest
Bureau 6000
Montréal (Québec) H2Y 3X7
Tél. : (514) 847-4177
Téléc. : (514) 287-0871

RÉGENT GAGNON
Directeur
regent.gagnon@sitq.com

Accès Capital Outaouais
15, rue Buteau
Bureau 230-9
Hull (Québec) J8Z 1V4
Tél. : (819) 771-9898
Téléc. : (819) 771-2882

LÉON LAJOIE
Directeur
llajoie@lacaisse.com

Accès Capital Québec
1000, route de l'Église
Bureau 690
Sainte-Foy (Québec)
G1V 3V9
Tél. : (418) 650-9199
Téléc. : (418) 652-7916

GILLES DESHARNAIS
Directeur associé
gdesharnais@lacaisse.com

SERGE OLIVIER
Directeur associé
solivier@lacaisse.com

Accès Capital Saguenay-Lac-Saint-Jean
3780, rue Panet
Jonquière (Québec) G7X 0E5
Tél. : (418) 547-2274
Téléc. : (418) 547-6680

LUC IMBEAULT
Directeur
limbeault@lacaisse.com

CLAUDE POTVIN
Directeur
accescapslt@videotron.ca

Capital CDPQ
Investissements à concurrence de deux millions de dollars

1981, avenue McGill College
6e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2611
Téléc. : (514) 847-5978
http://capcdpq. lacaisse.com

Direction
PAUL JUNEAU
Président

CHARLES CAZABON
Directeur

NORMAND VÉRONNEAU
Directeur

Conseil d'administration de Capital CDPQ et du réseau d'Accès Capital ▲ ■
REYNALD BRISSON
Comptable agréé
R. Brisson Et Associés

CHRISTIANE GERMAIN
Présidente et directrice générale
Hôtel Germain des Prés

CLAUDINE HARNOIS
Vice-présidente - Marketing
Groupe Harnois inc.

PAUL JUNEAU
Président
Capital CDPQ

GERMAIN JUTRAS
Avocat
Jutras Et Associés

EMMANUEL MARCOTTE
Président
Planification financière
Marcotte Et Marcotte

PIERRE PARENT
Président-directeur général
Groupe Promexpo

Capital d'Amérique CDPQ
Moyennes et grandes entreprises

Place Mercantile
2001, avenue McGill College
6e étage
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél. : (514) 847-2612
Téléc. : (514) 847-2493
http://capdamer.lacaisse.com

Direction ▸
NORMAND PROVOST
Président

PAUL-HENRI COUTURE
Vice-président

GHISLAIN GAUTHIER
Vice-président

LUC HOULE
Vice-président

LUCIE ROUSSEAU
Vice-présidente

Conseil d'administration ▲ ■
SYLVIE ARCHAMBAULT
Directrice générale
Société immobilière du Canada

RODRIGUE BIRON
Administrateur de sociétés
Rodrigue Biron et Associés

ROGER CHINIARA
Conseiller financier

THOMAS O. HECHT
Président émérite du conseil
IBEX Technologies

PIERRE MICHAUD
Président du conseil
Réno-Dépôt

MICHEL NADEAU
Premier vice-président
Grands marchés et
directeur général adjoint
Caisse de dépôt et placement
du Québec

ALAIN RHÉAUME
Chef de la direction
financière et trésorier
Microcell Télécommunications

JOHN D. THOMPSON
Président délégué du conseil
Montréal Trust

Capital Communications CDPQ
Entreprises des secteurs des communications et des télécommunications

1981, avenue McGill College
7e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2614
Téléc. : (514) 847-5980
http://capcomm. lacaisse.com

Direction
PIERRE BÉLANGER
Président

HÉLÈNE BÉLANGER
Vice-présidente

ANDRÉ DE MONTIGNY
Vice-président

Conseil d'administration ▲ ■
PIERRE BÉLANGER
Président
Capital Communications CDPQ

LUC BESSETTE
Président
Commission administrative
des régimes de retraite et
d'assurances

JEAN-CLAUDE DELORME
Administrateur de sociétés
et consultant

DENIS DIONNE
Président
Sofinov

YVES FILION
Directeur général adjoint
Hydro-Québec

LORRAINE MAHEU
Vice-présidente
Finances et administration et
Chef de la direction financière
Air Transat

PAUL MAJOR
Administrateur de sociétés

MICHEL NADEAU
Premier vice-président
Grands marchés et
directeur général adjoint
Caisse de dépôt et placement
du Québec

▲ **Jean-Claude Scraire, président d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe Participations.**
■ **Normand Provost, membre d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe Participations.**
▸ **G. Depelteau, Gilles Dubé, A. Pouliot, membres d'office de la direction des filiales du Groupe Participations.**

Capital International CDPQ
Réseau international

1981, avenue McGill College
5e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2615
Téléc. : (514) 847-2383
http://capintern. lacaisse.com

Direction
JEAN LAMOTHE
Président

SERGE L. DESJARDINS
Vice-président

GUY CHOINIÈRE
Vice-président
Infradev

PIERRE PICHÉ
Directeur
Amérique latine

JACQUES SAVARD
Directeur
Accès Capital International

CDPQ Conseil
Service-conseils en gestion d'épargne

NICOLAS TOUTOUNGI
Vice-président

Conseil d'administration ▲■
JEAN-CLAUDE BACHAND
Avocat-conseil
Byers Casgrain

GRETTA CHAMBERS
Administratrice de sociétés

EMMANUEL G. KAMPOURIS
Président
Bethune Import-Export et
Vice-président exécutif
Association des maisons de commerce extérieur du Québec (AMCEQ)

JEAN LAMOTHE
Président
Capital International CDPQ

GÉRALD LAROSE
Professeur
Université du Québec à Montréal

FERNAND PERREAULT
Premier vice-président
Groupe Immobilier

LOUIS ROQUET
Président-directeur général
Investissement Québec

Conseiller
BERNARD LAMARRE
Président du conseil
Groupe Bellechasse Santé

Sofinov
Entreprises des secteurs d'innovation technologique

1981, avenue McGill College
13e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2613
Téléc. : (514) 847-2628
http://sofinov. lacaisse.com

Direction ▶
DENIS DIONNE
Président

PIERRE PHARAND
Vice-président
Technologies de l'information

JEAN-CHRISTOPHE RENONDIN
Vice-président
Biotechnologie et santé

Conseil d'administration ▲■
LINE BOISVERT
Directrice et gestionnaire de portefeuille
Caisse de dépôt et placement du Québec

JACQUES M. BRAULT
Premier vice-président
Financière Banque Nationale

DENIS DIONNE
Président
Sofinov

CLAUDE LAJEUNESSE
Président et Vice-chancelier
Ryerson Polytechnic University

SERGE MARTIN
Président
Martin International

GUY MORNEAU
Président et directeur général
Régie des rentes du Québec

Conseillers
MARC J. JETTÉ
Président
MarkeTek

LIVIA MASNAGHETTI
Associée
Raymond, Chabot, Grant, Thornton

Services financiers CDPQ
Entreprises du secteur des services financiers

1981, avenue McGill College,
13e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-5999
Téléc. : (514) 847-5950
http://serfin. lacaisse.com

Direction ▶
SERGE RÉMILLARD *
Président

DENIS AUCLAIR
Directeur

DIANE ELSLIGER
Directeur

Conseil d'administration ▲■
NATHALIE BOURQUE
Associée
Le cabinet de relations publiques National

CLAUDE DALPHOND
Directeur
Fiducie globale des régimes complémentaires de retraite de la STCUM

GILLES GODBOUT
Sous-ministre des Finances
Gouvernement du Québec

NICOLE LACOMBE
Gestionnaire de portefeuille
Gestion de portefeuille Natcan

MICHEL NADEAU
Premier vice-président
Grands marchés et directeur général adjoint Caisse de dépôt et placement du Québec

NANCY ORR-GAUCHER
Présidente
Le Groupe Dynamis

GASTON PELLETIER
Vice-président et administrateur
Optimum,
Gestion de placements inc.

ÉLAINE PHÉNIX
Présidente
Phénix Capital

SERGE RÉMILLARD
Président
Services financiers CDPQ

AUTRES PARTICIPATIONS D'AFFAIRES

Capital Teraxis
Société de participations dans des sociétés de courtage en épargne collective

700, boulevard Lebourgneuf
Bureau 10
Québec (Québec) G2J 1E2
Tél. : (418) 627-0029
Téléc. : (418) 627-5177
igteraxis@sympatico.ca

SERGE RÉMILLARD
Président du conseil

MICHEL FRAGASSO
Président et
chef de la direction

Groupe Expordev
Société de commercialisation de produits à valeur ajoutée

Place Mercantile
2001, avenue McGill College
Bureau 580
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél. : (514) 285-2244
Téléc. : (514) 285-2288
http://www.expordev.com

CLAUDE BAILLARGEON
Président-directeur général

Montréal Mode International
Industrie de la mode

3265, avenue Jean-Béraud
Laval (Québec) H7T 2L2
Tél. : (450) 978-6633
Téléc. : (450) 978-6630

CHANTAL LEVESQUE
Présidente

CLAUDE GILBERT
Vice-président ventes et marketing

Sodémex
Société de participations dans des petites sociétés d'exploration minière

2525, boulevard Laurier
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2L2
Tél. : (418) 656-4331
Téléc. : (418) 656-6577

DENIS LANDRY
Président

T²C²
Société de valorisation des découvertes technologiques des centres de recherche

1550, rue Metcalfe
Bureau 502
Montréal (Québec) H3A 1X6
Tél. : (514) 842-9849
Téléc. : (514) 842-1505
http://t2c2 .sofinov.lacaisse.com

BERNARD COUPAL
Président
T²C²

BERTRAND CAYROL
Vice-président
T²C² /Bio

ANDRÉ DUQUENNE
Vice-président
T²C²/Info

RÉSEAU INTERNATIONAL

Réseau international Europe

BUREAU EUROPE - PARIS
Caisse de dépôt et placement du Québec
Tél. : (33 1) 56 69 25 30
Téléc. : (33 1) 45 62 02 04

GÉRARD DUSSILLOL
Directeur général - Europe

JEAN PLAMONDON
Vice-président Investissement

LUCIEN PETTIGREW
Vice-président Financement corporate

ITALIE
Ufficio affari Québec-Italia
Tél. : (39 02) 7200-1828
Téléc. : (39 02) 7200-1849
affari.quebec@mi.camcom.it

SANDRA BONANNI
Attachée commerciale et responsable

POLOGNE
Tél. : (48 22) 622-0934
Téléc. : (48 22) 622-3139
renatam@ ikp.atm.com.pl

RENATA MILCZAREK
Directrice déléguée

BELGIQUE
SITQ EUROPE - BRUXELLES
Tél. : (32 2) 644-4165
Téléc. : (32 2) 644-4806

JEAN-PAUL MOUZIN
Président,
administrateur-général

Réseau international Asie

HONG KONG
Tél. : (852) 2586 6222
Téléc. : (852) 2802 3803

LUC VILLETTE
Directeur délégué
villette@aeif.com.hk

SERGE LÉPINE
Directeur
slepine@lacaisse.com

THAÏLANDE
Tél. : (66 2) 262-0581
Téléc. : (66 2) 262-0580

ALAIN BERDUGO
Directeur
aberdugo@lacaisse.com

Réseau international Amérique latine

ARGENTINE
Tél. : 45 11 47 42 39 53
Téléc. : 54 11 47 42 33 12

BRUNO ARSENAULT
Directeur commercial
expordev@fibertel.com.ag

MEXIQUE
Tél. : (52 5) 545-1204 /1224
Téléc. : (52 5) 545-1246

DENIS STEVENS
Directeur délégué
dstevens@lacaisse.com

Actif des déposants
La situation financière et les résultats d'opérations découlant des dépôts effectués par les déposants sont présentés aux états financiers cumulés et constituent l'actif des déposants qui se partagent l'avoir net et le revenu net de placement.

Actif total sous gestion
Regroupe les actifs des déposants et les biens administrés et sous gestion pour le compte de clients.

Biens administrés
Biens à l'égard desquels les filiales de la Caisse fournissent des services administratifs au nom des clients qui en sont propriétaires. Ces services couvrent l'administration de propriétés immobilières et la gestion de prêts titrisés. Les filiales de la Caisse perçoivent des honoraires en contrepartie de ces services. Les biens administrés ne sont pas inscrits à l'état de l'actif net cumulé.

Biens immobiliers
Éléments de l'actif foncier et immobilier constitué des terrains et bâtiments détenus en portefeuille.

Biens sous gestion
Biens gérés par les filiales de la Caisse au nom des clients à qui ils appartiennent. Les services de gestion, plus élaborés que les simples services administratifs, incluent le choix des placements ou la prestation de conseils. Les filiales de la Caisse perçoivent des honoraires d'administration en contrepartie de ces services. Les biens sous gestion ne sont pas inscrits à l'état de l'actif net cumulé.

Capital de développement
Capital investi pour financer de nouvelles entreprises qui se distinguent souvent par leur esprit d'innovation, mais dont les propriétaires exploitants, associés ou actionnaires ne disposent pas des ressources suffisantes pour financer leurs projets à long terme. Se dit également de l'investissement dans une société fermée par des personnes ne participant pas à la gestion quotidienne de l'entreprise.

Capitalisation boursière
Évaluation d'une entreprise, ou d'un groupe d'entreprises, fondée sur la valeur de ses actions en bourse, soit le nombre d'actions ordinaires émises multiplié par leur cours sur le marché.

Coût
Somme d'argent versée lors de l'acquisition d'un titre. Ce montant servira de base au calcul de l'appréciation ou de la perte de valeur du titre.

Cycle économique
Fluctuation plus ou moins régulière de l'activité économique, marquée par les cinq phases successives que sont la récession (ou contraction), le creux, la reprise, l'expansion et le sommet (ou stagnation).

Dépôt sur prêt de titres
Opération comportant la vente d'un titre et l'engagement par le vendeur de le racheter à une date et un prix fixés d'avance.

Écart type du rendement
Mesure de l'écart entre le rendement à une date donnée par rapport au rendement moyen.

Fonds commun de placement
Fonds constitué de sommes mises en commun par des épargnants en vue d'un placement collectif dans des actions, obligations ou autres valeurs et dont la gestion est assurée par un tiers qui assure le choix des valeurs en fonction d'un objectif "commun" que partagent les investisseurs.

Fonds de fonds
Fonds dont les investissements sont répartis entre plusieurs fonds de couverture gérés selon des modes différents, afin de minimiser les variations potentielles de rendement inhérentes à la concentration de l'actif dans un seul fonds. Ce type de fonds offre à l'investisseur un moyen efficace de tirer profit d'une variété de fonds de couverture et de stratégies de placement, sans avoir à affecter une somme élevée d'actif ou de ressources à la répartition de l'actif, à la constitution d'un portefeuille ou au choix d'un fonds de couverture individuel.

Fonds distinct
Fonds d'investissement offert par les compagnies d'assurance-vie et dont la principale différence par rapport aux fonds communs est une garantie partielle ou totale du capital sur une longue période, habituellement 10 ans. La garantie peut varier d'un minimum de 75 % de la valeur d'achat à plus de 100 % dans certains fonds.

Gestion active
Mode de gestion qui consiste à créer un portefeuille dont la pondération est différente de celle de l'indice. Son objectif est de surpasser un marché ou un indice de référence.

Gestion conjoncturelle
Mode de gestion fondé sur l'évolution du cycle économique et ses répercussions sur l'évaluation de certains types d'investissement.

Gestion passive
Mode de gestion qui consiste à créer un portefeuille qui reproduit la pondération de l'indice ou du marché afin de dégager un rendement semblable.

Gestion sectorielle
Mode de gestion fondé sur le choix de titres parmi des sociétés d'un même secteur d'activité, sans restriction d'ordre géographique. Le choix se fonde sur l'évolution d'un secteur à l'échelle internationale et tient compte des conditions macroéconomiques.

Gestion structurelle
Mode de gestion fondé sur l'équilibre entre les titres de natures diverses, par exemple les titres à revenu fixe ou à revenu variable, au sein d'un portefeuille.

Instruments financiers dérivés
Aussi appelés produits dérivés, leur valeur est liée à celle d'une marchandise ou d'un titre sous-jacent. Les contrats à terme et les contrats d'option en sont des exemples

Juste valeur
Valeur d'échange dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté, dans des conditions de pleine concurrence.

Liquidité
On dit d'un marché qu'il est liquide lorsque acheteurs et vendeurs y trouvent habituellement, dans des conditions normales de marché et sans trop de difficultés, la contrepartie de leurs offres. On dit d'un titre qu'il est liquide lorsqu'il se trouve en quantité suffisante sur le marché pour faire l'objet d'importantes opérations de négociation sans que cela n'entraîne de fluctuations marquées de son cours.

Option
Contrat conférant à son titulaire le droit, mais non l'obligation, d'acheter (option d'achat/call) ou de vendre (option de vente/put) une marchandise ou un actif financier (actions, obligations, etc.) à un prix et dans un délai fixés d'avance.

Placement autorisé
Investissement, dans un projet à plus ou moins long terme, que la Caisse a décidé d'effectuer à une date ultérieure et dont le montant n'a pas encore été versé.

Placement direct
Investissement effectué directement dans une entreprise.

Placement indirect
Investissement dans un fonds d'investissement ou une société en commandite qui effectue à son tour des placements dans des entreprises.

Placement négocié
Investissement, dans une société ouverte ou fermée, effectué à la suite de discussions et de négociations. À la Caisse, les placements en actions effectués ainsi sont appelés des participations et les investissements hypothécaires et immobiliers font aussi partie de cette catégorie.

Placement privé
Investissement dans des titres offerts par un émetteur directement à un nombre restreint d'investisseurs sans passer par le marché public.

Placement réalisé
Investissement dans une entreprise, dont le montant a été partiellement ou entièrement versé au moment de dresser les relevés de placements.

Rendement économique
Exprime les retombées qu'ont des investissements sur l'économie en général, par exemple lorsqu'ils permettent à une entreprise de prendre de l'expansion, donc d'accroître ses activités et de créer de nouveau emplois.

Société ouverte
Société de capitaux, du secteur privé, dont les actions sont inscrites à la cote boursière. Les titres se négocient sur le parquet de la bourse ou sur le marché hors cote.

TAHC
Titres adossées à des créances hypothécaires commerciales, en l'occurrence des obligations à versements séquentiels garanties par une hypothèque portant sur un ensemble de prêts hypothécaires commerciaux.

Taux de rendement interne
Taux d'actualisation pour lequel la valeur actualisée des rentrées nettes de fonds résultant d'un projet d'investissement est égale à la valeur actualisée des décaissements requis pour réaliser cet investissement.

Titrisation
Opération par laquelle certains éléments d'actifs (des prêts hypothécaires, par exemple) sont vendus à une société qui finance leur acquisition en émettant des titres négociables sur le marché.

Valeur à risque
Effet défavorable que les risques de changement des taux et des cours du marché peuvent avoir sur la valeur d'un portefeuille pendant une période particulière.

Valeur temps
Écart entre la valeur du marché d'une option, par exemple, et sa valeur intrinsèque, soit la différence entre le cours du titre visé par l'investisseur et le prix de levée de l'option d'achat.

Volatilité
On dit d'un marché ou d'un titre qu'il est volatil lorsqu'il est susceptible de subir, ou subit effectivement, des variations rapides. La volatilité relative d'un titre par rapport à l'ensemble du marché peut se mesurer au moyen du coefficient bêta.